

18^{ème} CONGRÈS NATIONAL

30 juin - 2 juillet 2026 ■ Lyon



APPELS À COMMUNICATIONS POUR LES SECTIONS THÉMATIQUES

En partenariat avec



50 Sections thématiques / Panels (ST) au Congrès 2026

Appels à communications / Call for papers

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun-e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

ST	Thématique & Intitulé	Responsables scientifiques
ST 1	Politiser les infrastructures : rapport à l'État, mobilisations et territoires en lutte	ABESCAT Camille & DUFRESNE AUBERTIN Laurence
ST 2	« Faire groupe » dans une assemblée parlementaire : constructions, tensions, transformations	ACABO Marie & ROA BASTOS Francisco
ST 3	Caractériser et mesurer les politiques publiques pour les comparer : comment produire les indicateurs d'action publique ?	AGUILERA David & CHEVALIER Tom
ST 4	Acteurs, univers et échelles des politiques de sécurité contemporaines	AMICELLE Antony & PERRET Sarah
ST 5	Usages du mythe républicain dans le discours politique contemporain	ARTAUT Cloé & MEVEL Guilhem
ST 6	Système multilatéral en mutation : quelles méthodes de recherche ?	BADACHE Fanny & GRAVIER Magali
ST 7	Les Suds dans le système international contemporain. Définition, contestation et transformation	BARNIER-KHAWAM Pablo & PERRODIN Louise
ST 8	Le gouvernement des contestations	BARRAULT-STELLA Lorenzo & GIRAUD Baptiste
ST 9	Gouverner les populations « désirables »	BAUDRIN Louis & PUYGRENIER Lucas
ST 10	Sécurité et élargissement : (re)penser l'élargissement de l'UE au prisme des enjeux sécuritaires à l'Est de l'Europe	BAZIN Anne & TULMETS Elsa
ST 11	Acteurs, discours et pratiques de l'universel	BEAUMAIS Louise & GANDIL Alexandre
ST 12	Museler les fâcheux, acheter la paix sociale ? Variations autoritaires, enjeux redistributifs et mutations du capitalisme	BEN YOUSSEF Mohamed Slim & VANNETZEL Marie
ST 13	Les architectures de la démocratie	BESCONT Amélie & BOUDOU Benjamin
ST 14	Le travail politique des élu-es face à la crise écologique	BLATRIX Cécile & DUPRAT-LASSUS Noé
ST 15	Politiques de la sobriété, ou gouverner la diminution des consommations : instruments, arènes et controverses	BOUILLET Jérémy & LE RENARD Claire

ST 16	Les idées politiques du temps présent : crise ou reconfiguration de la vie intellectuelle ?	CARRERE Titouan & ENACHE Célia
ST 17	Circulations et transferts des causes non-humaines : le cas de la cause animale	CARRIÉ Fabien & DORÉ Antoine
ST 18	Réformer et réorganiser l'État social par l'expérimentation	CAYOL Clément & TANTOT Aubin
ST 19	Politiques de l'antiracisme	CÉLESTINE Audrey & MARTIN-BRETEAU Nicolas
ST 20	La critique des politiques écologiques : sociologie du backlash environnemental	CHAILLEUX Sébastien & HOURCADE Renaud
ST 21	Quand l'égalité vacille : la théorie politique face aux discours inégalitaires	CHARRAYRE Thomas & LUXTON Ciara
ST 22	Sociologie politique de la conduite de la guerre	COLIN LEBEDEV Anna & VIOLIER Victor
ST 23	Transformations du travail social et politisations : l'injonction participative dans les politiques d'hébergement	COUSINIÉ Salomé & FLAMANT Anouk
ST 24	Le nerf de l'État : les politiques de l'impôt et des finances publiques	CUSSAC GARCIA Pablo & HERLIN-GIRET Camille
ST 25	Ingénierie du pouvoir, pouvoir de l'ingénierie : entre utopies techniques et pratiques de gouvernement	D'ASSENZA-DAVID Hugo & ESCUDIÉ Marie-Pierre
ST 26	Tenir le mandat. Sociologie de l'accompagnement aux élus	DAHANI Safia & FEVRAT Noémie
ST 27	Espaces politiques et frontières extérieures de l'Union européenne à l'épreuve de l'enjeu migratoire	DAKOWSKA Dorota & DELCOUR Laure
ST 28	Les études des frontières en science politique	DAOUD Sarah & MEIER Daniel
ST 29	La souveraineté à l'ère numérique : recompositions et perspectives dans un monde fragmenté	DAUCÉ Françoise & LOVELUCK Benjamin
ST 30	Ce que les forêts font aux (contre-)mobilisations énergétiques. Modes d'action, politisation et alliances	DECHEZELLES Stéphanie & DOLEZ Antoine
ST 31	Démocraties et crises de sécurité internationale. Quelle place pour les parlements dans un monde turbulent ?	DESCHAUX-DUTARD Delphine & OSTERMANN Falk
ST 32	Les politiques foncières face aux transformations du capitalisme	DUCASTEL Antoine & HRABANSKI Marie
ST 33	Représentation politique sous contrainte : Approches comparatives des parlementaires des Suds	EL HADDAD Ahmed Fouad & PEREZ Déborah
ST 34	Dire son vote : contextes et variations de la dicibilité électorale	FAURY Félicien & RUAUD Juliette
ST 35	Le temps des justiciers ? Énoncés, pratiques et controverses	FAVAREL-GARRIGUES Gilles & GAYER Laurent
ST 36	Penser les « politiques de l'entreprise », des start-ups aux coopératives	FLÉCHER Marion & GOURGUES Guillaume
ST 37	Comprendre les dynamiques d'obstruction des politiques publiques de la transition écologique	GUERRIN Joana & ZITTOUN Philippe
ST 38	Mobilisations associatives dans l'action sociale : discours sur la pauvreté et recompositions des rapports à l'État	HAMIDI Camille & PARIZET Raphaëlle
ST 39	Un Backlash écologique ? Conceptualiser et expliquer l'opposition des citoyens et des élites politiques à la transition écologique	JAN Malo & TALLENT Théodore
ST 40	Controverses et politisation de la science et de l'expertise à l'échelle européenne	KERDUEL Carole & ROBERT Cécile
ST 41	Écologisation des politiques locales et variable partisane	KRIEF Léna & SÉNÉGAS Léa
ST 42	Les profils d'intermédiation scientifique fabriqués par et au profit des financements sur appels à projet	LAGIER Christèle & ROGINSKY Sandrine
ST 43	La domination adulte : fondements, légitimations et contestations	LANG Marion & PAGIS Julie
ST 44	Saisir les dimensions esthétiques du politique	LECONTE Cécile & PASSARD Cédric
ST 45	Les politiques culturelles de la nature et du monde vivant : institutions, représentations et médiations	MAZÉ-LAMBRECHTS Camille & TOURNAY Virginie
ST 46	Autonomie stratégique et recompositions multilatérales : les relations UE-Amérique latine	MESQUITA Rafael & PARTHENAY Kevin
ST 47	Politisation(s) et professionnalisation(s) de la fonction publique territoriale	MÉVEL Adrien & QUINTIN Suzanne
ST 48	Vers de nouveaux usages du numérique en campagne électorale ?	NEIHOUSER Marie & THEVIOT Anaïs
ST 49	Politisation(s) de la question animale	POIREL Nicolas & VEILLARD Nolwenn
ST 50	Partir pour mieux rester ? Modalités et effets du désengagement de l'aide internationale dans les sociétés d'intervention	SAIGET Marie & TARIF Mathilde

ST 1

Politiser les infrastructures : rapport à l'État, mobilisations et territoires en luttés
Politicizing infrastructures: Relations to the State, Mobilizations and Territorial Struggles

Responsables scientifiques :

Camille ABESCAT (Scuola Superiore Sant'Anna – DIRPOLIS / Sciences Po – CERI) camille.abescat@sciencespo.fr

Laurence DUFRESNE AUBERTIN (MESOPOLHIS, IREMAM) ldufresneaubertin@gmail.com

L'ambition de ce panel est d'interroger les infrastructures en tant qu'observatoire des luttés politiques et de construction des rapports des gouverné-es à l'État. Comment contribuent-elles à façonner des expériences et des représentations politiques ? De quelles manières deviennent-elles des enjeux de luttés collectives, soit comme objets de contestation (face à leur retrait, leur installation ou leur inégale répartition), soit comme instruments de mobilisation (supports de blocage, de sabotage, d'occupation) ?

Loin de se réduire à leurs propriétés techniques, les infrastructures tissent des liens entre les gouverné-es et l'État, autant qu'elles assurent les flux de personnes, biens et capitaux. Routes, ports, réseaux électriques, d'oléoducs ou d'égouts, de checkpoints, mais aussi écoles ou hôpitaux, participent à matérialiser le « faire » de l'État et, dans certains cas, la desserte des services publics. Porteuses d'imaginaires, d'idéologies, voire de « promesses », liées à la modernité, au développement ou au libéralisme (Anand, Appel & Gupta 2018), elles instituent des projets politiques et des technologies de gouvernement. En renvoyant tour à tour à la présence, à l'absence ou au retrait de l'État, elles charrient des affects (Navaro 2002, 2012), des aspirations (Reeves 2017) et des jugements moraux.

Part intégrante des vies quotidiennes, elles mettent aussi en jeu la répartition des ressources et l'accès aux biens communs, révélant des traitements différenciés des populations et des territoires. Partant de là, elles se font tantôt le relais des politiques de protection et de subsistance (Ciro Martinez, Sirri 2020), tantôt de « nécro-politique » (Mbembe 2003) ou de « politique de négligence » (Stamatopoulou-Robbins 2019), à l'instar de la destruction des infrastructures en Palestine, l'accaparement de ressources (ex : méga-bassines) ou la contamination de l'environnement et des personnes. Ce faisant, elles ne déterminent pas seulement les conditions d'accès à des droits fondamentaux, mais façonnent aussi des expériences différenciées de l'État et des relations contrastées à la citoyenneté.

Les infrastructures constituent ainsi un terrain privilégié pour analyser la fabrique des rapports entre gouverné-es et puissance publique, les modalités de politisation de ces expériences, ainsi que les revendications et formes de mobilisations qui en découlent. Dans cette perspective, cette section thématique propose d'explorer deux dimensions liées. D'une part, les inscriptions territoriales des infrastructures (présence, absence), les spatialités qu'elles façonnent (élargissement ou rétrécissement des échelles), et les sentiments de relégation, de proximité, d'immobilisation qu'elles suscitent. D'autre part, les temporalités qu'elles configurent (accélération, ralentissement des déplacements), ainsi que les projections temporelles qu'elles évoquent, qu'il s'agisse de la mémoire d'une époque révolue, d'un présent dégradé, de la perspective d'un futur meilleur ou de « futuricide » (Latte Abdallah 2024).

À partir de cas portant sur divers contextes (autoritaires, coloniaux, démocratiques ou autres), et sur des territoires urbains ou ruraux, cette ST propose de structurer la discussion autour de trois axes :

1. Le premier portera sur les infrastructures en tant que supports de domination et révélateurs des rapports à la puissance publique, à travers les expériences, les représentations et les affects qu'elles produisent (Bishara 2015).
2. Le second examinera les mobilisations qui émergent autour de leur édification ou de leur délaissement, en interrogeant l'accès aux droits fondamentaux, aux services publics (Fredericks 2018 ; Hivert, Spire 2022) et aux biens communs. Il s'intéressera également aux mobilisations contre certains projets, tels que les constructions d'oléoducs (Planchou, 2016) ou de lignes de transports (Lolive, 1999).
3. Le troisième étudiera la place des infrastructures au sein des modalités d'actions protestataires, que ce soit par leur centralité dans les stratégies de blocage (des routes, des ponts) voire de sabotage, ou par le rôle des groupes professionnels occupant des positions clés dans le rapport de force avec l'État (dockers, raffineurs, cheminots).

The ambition of this panel is to examine infrastructures as a lens through which to observe political struggles and the construction of relations between citizens and the state. How do infrastructures contribute to shaping political experiences and representations? In what ways do they become sites of collective struggles, either as objects of

contestation (in response to their withdrawal, implementation, or unequal distribution) or as instruments of mobilization (as supports for blockades, sabotage, or occupation)?

Far from being reducible to their technical properties, infrastructures weave connections between citizens and the state, while also enabling the circulation of people, goods, and capital. Roads, ports, electricity grids, pipelines, sewers, checkpoints, as well as schools or hospitals, all contribute to materializing the “doing” of the state and, in some cases, the delivery of public services. Carriers of imaginaries, ideologies, and even “promises” linked to modernity, development, or liberalism (Anand, Appel & Gupta 2018), infrastructures institute political projects and technologies of government. By alternatively evoking the presence, absence, or withdrawal of the state, they embody affects (Navaro 2002, 2012), aspirations (Reeves 2017), and moral judgments.

Integral to everyday life, infrastructures also shape the distribution of resources and access to commons, revealing differentiated treatment of populations and territories. They can serve as conduits for policies of protection and subsistence (Ciro Martinez, Sirri 2020), or alternatively of “necropolitics” (Mbembe 2003) and “politics of neglect” (Stamatopoulou-Robbins 2019), as in the destruction of infrastructure in Palestine, the appropriation of resources (e.g., mega-basins), or the contamination of environments and populations (e.g., Flint, Michigan). In doing so, they not only determine the concrete conditions of access to fundamental rights but also shape differentiated experiences of the state and contrasting forms of citizenship.

Infrastructures thus provide a privileged terrain for analyzing the making of relations between citizens and public authority, the modalities of politicization of these experiences, as well as the claims and mobilizations they engender. In this perspective, this thematic section proposes to explore two interconnected dimensions. On the one hand, the territorial inscriptions of infrastructures (presence, absence), the spatialities they produce (expansion or contraction of scales), and the feelings of relegation, proximity, or immobilization they generate. On the other hand, the temporalities they configure (acceleration, deceleration of circulation), and the temporal projections they evoke; memories of a bygone era, of a degraded present, as horizons of improvement and development or as experiences of “futuricide” (Latte Abdallah 2024).

Drawing on case studies across diverse contexts (authoritarian, colonial, democratic, or others), and in both urban and rural territories, this panel will structure the discussion around three main axes:

1. Infrastructures as instruments of domination and as indicators of relations with public authority, through the experiences, representations, and affects they produce (Bishara 2015).
2. Social mobilizations that emerge around their construction or neglect, addressing access to fundamental rights, public services (Fredericks 2018; Hivert, Spire 2022), and commons. This axis will also examine mobilizations opposing specific infrastructure projects, such as oil pipelines (Planchou, 2016) or transport networks (Lolive, 1999).
3. The role of infrastructures within protest repertoires, whether through their centrality in strategies of blockade or sabotage, or through the position of professional groups holding key roles in building power relations with the state (dockworkers, refinery workers, railway workers).

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Anand, Nikhil, Appel, Hannah & Gupta, Akhil (dir.). 2018. *The Promise of Infrastructure*. Durham: Duke University Press.
- Bishara, Amahl. 2015. « Driving while Palestinian in Israel and the West Bank: The politics of disorientation and the routes of subaltern knowledge ». *American Ethnologist* 42(1): 33–54.
- Martínez, José Ciro & Sirri, Omar. 2020. « Of bakeries and checkpoints : Stately affects in Amman and Baghdad », *Environment and Planning : Society and Space*. Vol 38 n°5. p.849-866.
- Fredericks, Rosalind. 2018. *Garbage Citizenship: Vital Infrastructures of Labor in Dakar, Senegal*. Durham: Duke University Press.
- Hivert, Joseph & Spire, Alexis. 2022. « Face au retrait de l'État : La valeur territoriale des ressources politiques dans les mobilisations pour les services publics. » *Politix* 35(137): 211–233.
- Latte Abdallah, Stéphanie. 2024. « Par-delà le futuricide : Quelle après-guerre à Gaza ? » *Recherches internationales* 129(2): 179–186

- Lolive, Jacques. 1997. « La montée en généralité pour sortir du NIMBY. La controverse sur le TGV Méditerranée ». *Politix* 12(47): 109–130.
- Mbembe, Achille. 2003. « Necropolitics ». *Public Culture* 15(1): 11–40.
- Navaro-Yashin, Yael. 2002. *Faces of the State: Secularism and Public Life in Turkey*. Princeton: Princeton University Press.
- Navaro-Yashin, Yael. 2012. *The Make-Believe Space: Affective Geography in a Postwar Polity*. Durham: Duke University Press.
- Planchou, Céline. 2017. « Les mobilisations autochtones dans l'Amérique d'Obama : L'exemple des luttes anti-oléoduc. » *Revue française d'études américaines*, 3(152), p.27-41.
- Reeves, Madeleine. 2017. « Infrastructural hope: Anticipating "independent roads" and territorial integrity in southern Kyrgyzstan ». *Ethnos* 82(4): 711–737.
- Stamatopoulou-Robbins, Sophia. 2019. *Waste Siege: The Life of Infrastructure in Palestine*. Stanford: Stanford University Press.

ST 2

« Faire groupe » dans une assemblée parlementaire : constructions, tensions, transformations *Political groups in Parliamentary Assemblies: Constructions, Tensions, Transformations*

Responsables scientifiques :

Marie ACABO (Université de Strasbourg, SAGE) marie.acabo@unistra.fr

Francisco ROA BASTOS (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CESSP) francisco.roa-bastos@univ-paris1.fr

Dans un contexte de recompositions politiques accélérées, cette ST vise une réflexion collective sur les conditions de (re)structuration des arènes parlementaires nationales et supranationales, à travers l'étude d'un objet politique central mais paradoxalement sous-exploré : les groupes parlementaires.

Les groupes parlementaires font l'objet dans la littérature de peu d'attention spécifique. Ils sont certes souvent évoqués, en toile de fond, par exemple comme marqueurs de l'inscription politique des députés (e.g. Ollion, 2021) ou du « degré de cohésion » partisane par les statistiques de votes (au niveau européen : Hix, Høyland, 2014 ; Brack et Kelbel, 2016 ; ou au Bundestag : Mai et al., 2024). Plus récemment, des travaux ethnographiques ont révélé certains aspects de leur fonctionnement interne (Baloge, 2016 ; Ahrens & Kantola, 2022 ; Delaine, 2023). Mais les études les prenant pour objet à part entière restent rares (Audigier, 2008 ; Stefanelly, 2012), le groupe étant souvent traité comme un élément de contexte plutôt que comme un objet en soi (voir cependant Bardi et al., 2020 sur le groupe conservateur européen).

Cette section se propose de placer la focale sur les groupes des assemblées parlementaires afin de dresser un état des lieux des recherches les prenant pour objet. Elle est ouverte à toutes les approches et à tous les travaux, en cours ou finalisés, portant sur l'analyse des dynamiques internes aux groupes et/ou leur inscription plus large dans le champ politique, y compris dans une perspective comparée.

Trois axes structureront les deux sessions envisagées :

1. Qu'est-ce que « faire groupe » dans une assemblée ?

Les groupes politiques sont des espaces de rassemblement, mais aussi de compétition (pour définir le périmètre et la ligne du groupe, accéder aux positions de pouvoir...), suscitant des transformations permanentes (admissions et exclusions, fusions et scissions...). « Faire groupe » ne va jamais de soi : cette ST accueillera donc des enquêtes sur les équilibres précaires et rapports de force qui président à la construction des groupes et à leurs transformations, afin de mieux en comprendre les rouages propres.

2. Les groupes parlementaires comme observatoires de la vie politique.

Les groupes sont aussi des espaces hétéronomes, au croisement de logiques partisanes, institutionnelles, stratégiques, idéologiques, aussi bien nationales que transnationales. Cette hétéronomie en fait des observatoires privilégiés de la vie politique. Ils reflètent les transformations des partis et parlements (coalitions de type « NFP » ou « Bloc central » en France, recomposition des groupes d'extrême droite au Parlement européen...), préfigurant parfois des changements plus larges (alliances électorales qui se pérennisent, divisions parlementaires débouchant sur des scissions durables...). Ils sont aussi le cadre institutionnel de la reproduction et de l'innovation dans les comportements partisanes, à la fois espaces de socialisation des novices et pourvoyeurs de ressources pour professionnels aguerris... (Beauvallet et al., 2019). Il s'agira ici d'analyser ce que les groupes nous révèlent de la vie politique plus généralement.

3. Les groupes parlementaires au prisme de la sociologie du travail.

Les études législatives ont surtout porté sur les député-es. Mais d'autres professionnel·les (conseiller-es politiques, assistant-es...) travaillent dans les groupes et jouent un rôle clé dans la production législative, au sein et aux marges de ces groupes (représentant-es d'intérêt, journalistes...). Dans la lignée de travaux mobilisant la sociologie du travail pour étudier les pratiques politiques (Demazière et Le Lidec, 2014 ; Michon, 2014 ; Michon et Ollion, 2018), cette section accueillera des contributions analysant les groupes comme lieux où s'articulent division du travail, hiérarchies politiques et professionnelles, circulation de pratiques et représentations...

In a context of accelerated political recompositions, this panel aims to foster a collective reflection on the conditions of (re)structuring national and supranational parliamentary arenas, through the study of a central yet paradoxically underexplored political object: parliamentary groups.

Parliamentary groups have received little specific attention in the literature. They are often referred to indirectly —for example, as markers of MPs' political affiliation (e.g. Ollion, 2021), or through “party cohesion” statistics based on roll-call votes (at the European level: Hix & Høyland, 2014; Brack & Kelbel, 2016; or in the Bundestag: Mai et al., 2024). More recently, ethnographic works have shed light on some aspects of their internal functioning (Baloge, 2016; Ahrens & Kantola, 2022; Delaine, 2023). Yet studies taking parliamentary groups as objects in their own right remain rare (Collovald, 1990; Audigier, 2008; Stefanelli, 2012), with groups more often treated as contextual background rather than as a central focus (see however Bardi et al., 2020, on the European conservative group).

This section proposes to place the focus on parliamentary groups in order to gather researches that directly addresses them. It is open to all approaches and to works in progress or completed, dealing with the analysis of internal group dynamics and/or their broader positioning in the political field, including in comparative perspective.

The two planned sessions will be structured around three main axes:

1. What does it mean to be a political group in a parliamentary assembly?

Political groups are spaces of gathering but also of competition (for the definition of the group's boundaries and political line, to access leadership positions...), giving rise to constant transformations (admissions and exclusions, mergers and splits...). Forming a group is never self-evident: this panel welcomes studies on the fragile balances and power relations that underpin the construction and transformation of parliamentary groups, in order to better understand their specific mechanisms.

2. Parliamentary groups as observatories of political life.

Groups are also heteronomous spaces, at the intersection of partisan, institutional, strategic, and ideological logics, both national and transnational. This heteronomy makes them privileged observatories of political life. They reflect transformations of parties and parliaments (e.g. the “NFP” or “Bloc central” coalitions in France, or the recomposition of far-right groups in the European Parliament), sometimes foreshadowing broader changes (electoral alliances that endure, parliamentary divisions leading to lasting party splits...). They also serve as institutional frameworks for both reproduction and innovation in partisan behaviour, functioning as spaces of socialization for newcomers as well as providers of resources for experienced professionals (Beauvallet et al., 2019). This axis invites analyses of what groups reveal about political life more generally.

3. Studying parliamentary groups through the lens of the sociology of labour.

Legislative studies have mainly focused on elected representatives. Yet other professionals (political advisors, assistants...) work within parliamentary groups and play a key role in legislative production, inside and at the margins of these groups (interest representatives, journalists...). Following studies that mobilize the sociology of work to analyse political practices (Demazière & Le Lidec, 2014; Michon, 2014; Michon & Ollion, 2018), this section welcomes contributions analysing parliamentary groups as sites where divisions of labour, political and professional hierarchies, and the circulation of practices and representations are articulated.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

ST 3

Caractériser et mesurer les politiques publiques pour les comparer : comment produire les indicateurs d'action publique ?

Characterizing and measuring public policies in order to compare them: how can we produce public policy indicators?

Responsables scientifiques :

Thomas AGUILERA (Sciences Po Rennes, ARENES) thomas.aguilera@sciencespo.fr

Tom CHEVALIER (CNRS, Sciences Po, CEE) tom.chevalier@sciencespo.fr

Comparer les politiques publiques suppose de les rendre comparables. Cette opération passe par l'identification ou la construction d'unités d'observation et d'étalonnage qui peuvent prendre plusieurs formes. Dans le cadre de comparaisons small-N ou medium-N, trois types de stratégies ont souvent été envisagées. Si la comparaison est synchronique, la « méthode comparative » permet d'identifier les variables qui feraient que des situations ou des politiques se ressemblent ou sont différentes. Dans le cas d'une comparaison diachronique, la comparaison d'études de cas a prédominé, notamment dans le cadre du néo-institutionnalisme historique qui a beaucoup pratiqué la comparative-historical analysis ou le process-tracing croisé de cas. En France, cette approche par « monographies comparées » a eu beaucoup de succès depuis les années 2000 et a permis d'introduire la comparaison dans un contexte national plutôt méfiant envers les « comparaisons ventriloques » jugées trop déductives. Cette voie intermédiaire n'est pas sans lien avec une troisième option qui s'était tissée autour du développement de la QCA qui a permis de conceptualiser et d'opérationnaliser des comparaisons de nombres intermédiaires de cas.

Du côté des comparatistes travaillant sur un nombre limité de cas, une exigence de formalisation a alors vu le jour visant à donner la mesure des différences entre politiques publiques pour mieux les caractériser et les comparer. Un pont a alors été établi avec les stratégies de comparaisons large-N de politiques publiques et/ou de pays, qui, de fait, doivent passer par la mesure formelle quantifiée nécessaire pour, au moins, résumer l'information en la réduisant descriptivement à des nombres, au plus, réaliser des traitements statistiques visant l'inférence dans une perspective plus explicative. Ce qui pose la question de la construction des indicateurs de politiques publiques : que faut-il mesurer lorsqu'on compare des politiques publiques ? comment caractériser ces politiques pour les rendre comparables ?

Les politistes ont souvent d'abord considéré des budgets et des indicateurs de dépenses publiques. L'avantage de choisir ces unités d'analyse relativement standardisées était de rendre facilement commensurables des politiques publiques et de produire des comparaisons entre pays, entre secteurs, et dans le temps. Mais cela a débouché sur de nombreuses critiques, car en effet les politiques publiques ne se résument pas à leur budget et leurs différences peuvent être d'ordre plus institutionnel (types). En fonction des secteurs et sous-champs, les chercheurs ont alors souvent complexifié leurs indicateurs en prenant en compte d'autres composantes des politiques publiques. Plusieurs techniques peuvent être mobilisées : construire des indicateurs catégoriels afin de saisir les différences proprement qualitatives entre politiques publiques ; concevoir des scores attribués par les chercheurs et mesurant les différences de degré entre politiques publiques, tout en s'appuyant sur des éléments qualitatifs codés.

Dans tous les cas, l'opérationnalisation de stratégies de recherche comparatives peut passer par l'élaboration d'indicateurs. Cette ST accueillera donc des études de cas empiriques mobilisant des indicateurs d'action publique afin de répondre à quatre principales questions :

- Premièrement, comment rendre compte de différences « qualitatives » et institutionnelles caractérisant des politiques publiques codées par des indicateurs quantitatifs ?
- Deuxièmement, les indicateurs peuvent-ils voyager d'un secteur à l'autre ? Par exemple, cela peut-il avoir du sens d'apprécier les montants moyens des prestations lorsqu'il s'agit de politiques réglementaires ?
- Troisièmement, et en conséquence des deux premières, comment choisir / construire les indicateurs les plus appropriés aux questions de recherche ?
- Quatrièmement, quelles sont les méthodes à disposition des chercheurs dans cette optique de construction d'indicateurs ?

Comparing public policies across time and space requires rendering them comparable, and therefore commensurable. This task entails identifying or constructing units of observation and calibration, which may take different forms depending on research designs. For small-N or medium-N comparisons, three main strategies have often been mobilized. In synchronic analyses, the “comparative method” is used to identify the variables that account for similarities and differences across situations or policies. In cross-case and within-case designs, case study comparisons have predominated—particularly within historical neo-institutionalism, which has long practiced comparative-historical analysis through cross-case process tracing. In France, this “comparative monograph” approach has been especially influential since the 2000s, introducing comparison into a national academic context traditionally resistant to it and skeptical of “ventriloquist comparisons” considered overly deductive. This middle ground between variable-oriented and case-oriented approaches is closely linked to a third option that emerged with the development of Qualitative Comparative Analysis (QCA), which enabled the conceptualization and operationalization of comparisons across an intermediate number of cases.

For comparativists working on a limited number of cases, the demand for greater formalization soon arose. This involved measuring differences between public policies in order to characterize them more precisely around common benchmarks of comparison. In doing so, a bridge was established with large-N strategies, which necessarily rely on the quantified measurement of policies—at minimum to summarize information descriptively in numerical form, and at best to conduct statistical analyses aimed at inference. This shift raises crucial questions about the construction of public policy indicators: what exactly should be measured when comparing policies? How should policies be characterized to make them comparable? In short, how can public policies be measured in order to enable comparisons across programs, sectors, territories, countries, or time periods?

Political scientists have often compared public policy outputs or outcomes coded as variables through clearly defined indicators. Budgets and public spending indicators were among the first measures adopted, given their relative standardization and their capacity to render policies easily commensurable across countries, sectors, and time. However, this approach led to what has been widely criticized as the “dependent variable problem”: public policies cannot be reduced to financial dimensions alone, since their differences are also institutional and qualitative in nature. Depending on the sector or subfield (policy analysis, comparative political economy, welfare studies), researchers have therefore developed more complex indicators. These include categorical indicators designed to capture qualitative distinctions; scores assigned by researchers that capture differences in degree while drawing on coded qualitative material; and, ultimately, the construction of typologies and regime classifications (state regimes, regulatory regimes, policy regimes, etc.) derived from such indicators.

In all cases, the operationalization of comparative strategies rests on the development of indicators. This ST invites reflection on four central questions:

- How can “qualitative” and institutional differences be captured through quantitative indicators?
- Can indicators travel across sectors—for example, can average benefit levels be meaningfully assessed in the case of regulatory policies?
- How can researchers select or construct the most appropriate indicators for their research questions?
- What methods are available for the construction of such indicators?

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel’s conveners before 7 December 2025.

ST 4

Acteurs, univers et échelles des politiques de sécurité contemporaines
Actors, Universes and Scales of Contemporary Security Policies

Responsables scientifiques :

Anthony AMICELLE (Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim) a.amicelle@sciencespobordeaux.fr

Sarah PERRET (Institut Catholique de Lille, ESPOLE-Lab) sarah.perret@univ-catholille.fr

La gestion des menaces de sécurité intérieure, extérieure et internationale relève d'une grande variété d'acteurs, d'organismes et d'instruments, selon divers arrangements institutionnels et à différentes échelles. Dans ce cadre, des politiques de sécurité peuvent être produites in concreto par des agents d'organisations (inter)étatiques dont c'est le mandat – des forces de police aux forces armées en passant par les services de renseignement – et qui sont susceptibles de travailler ensemble ou séparément (Bigo 2014 ; Bonelli et al. 2021; Hoeffler et al. 2024; de Maillard, Jobard 2024; Pomarède 2024). Elles peuvent également être produites avec eux dans une démarche « partenariale » plus ou moins assumée par les autres groupes d'acteurs engagés volontaires ou partenaires réticents (Nøkleberg 2022 ; Antichan, Le Mazier 2024). Ceux-ci sont autant à chercher du côté des fonctionnaires supra/inter/nationaux dont le cœur de métier ne relève pas du maintien de l'ordre public et international (Heath-Kelly, Shanaah 2025), que du côté du marché de la sécurité (Magnon-Pujo 2020) et des secteurs économiques majeurs (Hojtink, Planqué-van Hardeveld 2022), ou encore chez les représentants autoproclamés ou désignés de la « société civile » (Reeves 2017 ; Darley 2024). Mais ces politiques peuvent aussi être déployées sans les agents des organisations traditionnelles de sécurité, en raison de leurs insuffisances réelles ou supposées, de leur absence pure et simple sur un territoire ou un enjeu donné, ou dans une logique concurrentielle, de privatisation et de technologisation poussée à l'extrême. Enfin, elles peuvent l'être contre eux dans des contextes de défiance et d'instabilité politique.

Au regard d'une telle variété de cas de figure, cette ST propose d'ouvrir un espace de discussion théorique et méthodologique sur les manières d'étudier et de comprendre ces politiques contemporaines de sécurité dans toute leur diversité. Pour ce faire, elle est structurée en 2 axes de travail complémentaires destinés à accueillir des communications fondées sur des enquêtes empiriques en France comme à l'étranger.

1. Pluralisation des acteurs et des univers dans les politiques de sécurité : Il s'agit d'aborder à nouveaux frais ce processus qui est l'objet d'une inflation conceptuelle en science politique et dans des disciplines connexes. Par-delà les variations définitionnelles et les logiques de distinction académiques qui s'y rattachent, ces concepts reflètent la triple ambition théorique, méthodologique et empirique de leurs auteurs, consistant à explorer à la fois une nouvelle manière de voir les choses, et un nouvel ensemble de choses à voir dans les politiques de sécurité. Ce premier axe renvoie à cette ambition, et pas seulement pour éclairer qui sont les multiples acteurs en présence et ce qu'ils font à ces politiques mais également, et peut-être surtout, pour donner à voir la pluralisation des univers sociaux et professionnels dont la mise en relation est au fondement de cette action publique de sécurité. Les contributions seront ainsi invitées à penser et à objectiver les connexions de ces univers – de la finance, du numérique, de la santé, de l'éducation, du journalisme, de l'humanitaire, etc. – avec ceux du policing, du renseignement et du militaire.
2. Multiplicité et articulation des échelles de l'action publique de sécurité : Outre la pluralisation accrue des acteurs et des univers différenciés dans les politiques de sécurité, la formulation et le déploiement de ces dernières à différentes échelles (locale, nationale, régionale, internationale...), voire de manière transversale, rendent leur visibilité, leur analyse et leur compréhension encore plus difficiles. Ce deuxième axe de travail vise précisément à accueillir des propositions de communication autour d'entrées empiriques et de dispositifs méthodologiques originaux pour mieux appréhender ces jeux et enjeux d'échelles ainsi que les politiques de sécurité multiscalaires par définition.

The management of internal, external and international security threats involves a wide variety of actors, organisations and instruments, according to various institutional arrangements and at different scales. In this regard, security policies can be produced in concreto by agents of (inter)state organisations, which have a mandate to do so – from police forces

to armed forces and intelligence services – and which may work in silos or collectively (Bigo 2014; Bonelli et al. 2021; Hoeffler et al. 2024; de Maillard, Jobard 2024; Pomarède 2024). They can also be implemented with them in a 'partnership' approach with other actors, whether volunteers or reluctant partners (Nøkleberg 2022; Antichan, Le Mazier 2024). These can be found among supra/inter/national civil servants whose core business does not involve maintaining public and international order (Heath-Kelly, Shanaah 2025), as well as in the security market (Magnon-Pujo 2020) and major economic sectors (Hojtink, Planqué-van Hardeveld 2022), or with self-proclaimed or designated representatives of 'civil society' (Reeves 2017; Darley 2024). But these policies can also be deployed without the agents of traditional organisations, due to their real or supposed shortcomings, their simple absence from a given territory or issue, or in a logic of competition, privatization and technologization. Finally, they can be applied against them in situations of mistrust and political instability.

In the light of such a diverse range of scenarios, this thematic section aims to open up a space for theoretical and methodological discussion on ways of studying and understanding these contemporary security policies in all their diversity. To this end, it is structured around 2 complementary axes of work designed to welcome papers based on empirical researches conducted in France and abroad.

1. Pluralisation of actors and universes in security policies: This involves taking a fresh look at the process of 'pluralisation of security', which has been the subject of conceptual inflation in political science and other related disciplines. Beyond the definitional variations and academic distinctions associated with them, these concepts reflect the triple theoretical, methodological and empirical ambition shared by their authors, which consists of exploring both a new way of seeing things and a new set of things to see in security policies. This first axis pursues such an ambition, and not only to identify who are the multiple actors in charge and what they are doing to these policies, but also, and perhaps above all, to highlight the pluralisation of social and professional universes which relationships form the basis of public security action. Contributions will therefore be invited to reflect on and objectify the connections between these universes – of finance, digital technology, health, education, journalism, humanitarian aid, etc. and those of policing, intelligence and the military.
2. Multiplicity and articulation of scales of public security action: In addition to the increased pluralisation of actors and universes in security policies, the formulation and deployment of these policies at different scales (local, national, regional, international, etc.) and even in a cross-cutting manner make their visibility, analysis and understanding even more difficult.

This second axis of work aims specifically to welcome proposals for papers based on original empirical entry points and methodological approaches to better understand these scale issues and challenges, as well as security policies that are multiscale by definition.

<p>Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025. Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.</p>
--

ST 5

Usages du mythe républicain dans le discours politique contemporain
Uses of the republican myth in the contemporary political discourse

Responsables scientifiques :

Cloé ARTAUT (Sciences Po Paris, CEVIPOF) cloe.artaut@sciencespo.fr
Guilhem MEVEL (Sciences Po Paris, CEVIPOF) guilhem.mevel@sciencespo.fr

Dès l'introduction de son ouvrage *L'idée républicaine en France*, publié en 1995, Claude Nicolet se demandait déjà si « en français, le mot République a un sens ».

Alors que depuis les années 1970 l'histoire des idées politiques a produit dans l'espace anglophone des travaux fondateurs pour analyser la généalogie transnationale de la pensée républicaine (Pocock, 2003, Skinner, 1998), voire pour proposer un néo-républicanisme (Pettit, 1997), jusqu'à se voir introduire en France (Audier, 2015, Spitz, 1995), la mobilisation de ce terme dans l'espace public français fait l'objet d'usages polémiques dans des contextes si variés que le signifiant semble avoir perdu sa propre substance (Moatti et Riot-Sarcey, 2009).

En fonction des conceptions implicites de la citoyenneté qu'il charrie, ce syntagme peut avoir dans le discours politique une double fonction : d'un point de vue idéologique (Mannheim, 2006), il permet d'abord d'effacer la position sociale du locuteur tout en faisant appel à la force de l'inconscient collectif, voire à un universalisme qui ferait dans certains cas « fonction de leurre » (Spitz, 2022). De plus, il fait figure de véritable outil de démarcation (Streiff-Fénart, 2009), soit au coeur de la sphère politique face aux groupes ou aux partis qui représenteraient un danger pour l'égalité républicaine, soit vis-à-vis de communautés religieuses ou culturelles perçues comme irrévérencieuses face aux lois de la République, par exemple à travers l'identification entre « séparatisme » et « communautarisme » (Gazagne-Jammes, 2022).

Néanmoins, du fait des longues luttes politiques propres à l'institution du régime républicain en France (Berstein et Ruduelle, 1992), tant du point de vue de son contenu social (Hayat, 2014) que dans le rapport à l'Église (Baubérot, 2015, Portier, 2018), l'éclectisme propre à la notion de « 'République' ne saurait se voir réduit à une pure instrumentalisation. Derrière la polysémie du terme se cacheraient donc un véritable mythe politique, qui détiendrait sa propre « logique » (Girardet, 1986). Le mythe désigne en effet l'association dynamique d'un signifiant formel à un signifié conceptuel (Barthes, 1957) : le mythe républicain ne peut donc être compris qu'en rapport aux multiples déplacements des significations qu'il a pu revêtir au cours du temps.

Dès lors, il s'agit dans le cadre de cette section thématique de confronter l'histoire longue du républicanisme en France à ses multiples usages contemporains, recouvrant des processus différents de mise à l'agenda : laïcité, autonomismes, défense, immigration, etc. Premièrement, il semble crucial d'interroger les possibles déplacements, voire les détournements, du mythe républicain. Quels effets l'ascension électorale des extrêmes droites induit-elle sur les usages du passé républicain en France ? Dans quelle mesure ce dernier, essentiel pour les socialismes français (Crétois et Roza, 2014), est-il encore une arme rhétorique de mobilisation contre les discours nationalistes, identitaires et xénophobes ? Enfin, la crise écologique fragilise-t-elle aujourd'hui les fondements de l'idéal modernisateur de la République (Cornu et al., 2025) ?

En outre, la polysémie inhérente au mythe républicain constitue un moyen de cartographier les conflits politiques. Quelles figures, quels symboles et quels événements associés à la République font encore foi dans le discours politique contemporain selon le positionnement politique, social et culturel des acteurs ? En quoi ces différents éléments peuvent-ils être l'objet d'appropriation ou de contestation, notamment à la lumière du rapport de la France à son passé colonial (Bancel et al., 2008) ?

Enfin, il conviendra de réfléchir aux effets pratiques du recours au mythe républicain, tant du point de vue du droit que des politiques publiques. Sa mobilisation produit-elle une assimilation entre citoyenneté et nationalité, jusqu'à former un « national-républicanisme » (Balibar, 2001), ou bien peut-elle encore conduire au renforcement des luttes contre les discriminations (Caresche et Pau-Langevin, 2009) ?

In the opening statement of *The republican idea in France (L'idée républicaine en France)*, Claude Nicolet was already wondering if “in French, the word ‘République’ makes sense”.

At the same time, since the 1970s, the history of political ideas in the English-speaking world has produced landmark works for analysing the transnational genealogy of republican thought (Pocock, 2003, Skinner, 1998), to the point of proposing a neo-republican theory (Pettit, 1997). While similar perspectives have been introduced in France (Audier, 2015, Spitz, 1995), the French public sphere is recurrently marked by polemical uses of this notion in very contrasted contexts, so much that the signifier seems to have lost its own substance (Moatti et Riot-Sarcey, 2009).

Given the underlying conceptions of citizenship it conveys, this phrase can hold a double role in the political discourse. On the one hand, from an ideological point of view (Mannheim, 2006), it allows one to hide one's social position, while appealing to the collective unconscious, if not a form of universalism which could in certain cases serve as a “luring mechanism” (Spitz, 2022). On the other hand, it can be used to draw boundaries (Streiff-Fénart, 2009)- either at the heart of the political sphere, aiming groups or parties which are seen as a threat to republican equality or else against religious or cultural communities considered to be disrespectful of republican laws, for instance by equating “separatism” with “communautarism” (Gazagne-Jammes, 2022).

However, given the long-standing political struggles for the institution of the republican regime in France (Bernstein and Ruduelle, 1992), both with respect to its social content (Hayat, 2014) and its relationship with the Church (Baubérot, 2015, Portier, 2018), the eclecticism of the concept of ‘republic’ cannot be simply reduced to a pure form of instrumentalisation. The multifold meanings of this signifier should rather prompt us to disclose behind this concept a true political myth, which has its own “logics” (Girardet, 1986). Indeed, , the myth amounts to the dynamic association between a formal signifier and a conceptual signified (Barthes, 1957). To reflect upon the republican myth therefore implies to reconstruct the evolution of meanings that the referent ‘republic’ has endorsed over time.

Consequently, the aim of this section thématique is to confront the long-standing history of French republicanism with its contemporary and various uses, covering different processes of agenda-setting: laïcité, autonomism, defence, immigration, etc.

First of all, it seems essential to examine the potential shifts, not to say deflections, that the republican myth has endured. What can be the effects of the electoral rise of far-right parties on the handling of French republican history? To what extent is the republican frame of reference- fundamental to French socialisms (Crétois and Roza, 2014)- still a rhetorical weapon against nationalist, identity and xenophobic discourses? Finally, is the republican ideal of modernisation (Cornu et al., 2025) weakened by the ecological crisis?

Moreover, the intrinsic polysemy of the republican myth allows for the mapping of political conflicts. What are the figures, the symbols and the historical events associated with the republic that are still invoked today according to the political, social and cultural position of the actors? To what extent can those elements be appropriated or contested, especially in the light of France's relationship with its colonial past (Bancel et al., 2008)?

Lastly, we should consider the concrete effects of the mobilisation of the republican myth on law and public policies. Does it lead to an assimilation between citizenship and nationality, forming a “national-republicanism” (Balibar, 2001), or can it still contribute to the strengthening of the anti-discrimination struggles?

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Audier, Serge. *Les théories de la république*. Paris : La Découverte, 2015. 125 p.
- Bancel, Nicolas, Pascal Blanchard, et Françoise Vergès. *La République coloniale*. Paris : Hachette Littératures, 2008. 174 p.
- Balibar, Étienne. *Nous, citoyens d'Europe ? Les frontières, l'État, le peuple*. Paris : La Découverte, 2001. 323 p.
- Barthes, Roland. *Mythologies*. Paris : Seuil, 1957. 233 p.
- Baubérot, Jean. *Les sept laïcités françaises : le modèle français de laïcité n'existe pas*. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2015. 176 p.
- Bernstein, Serge et Odile Ruduelle (dir.). *Le modèle républicain*. Paris : Presses Universitaires de France, 1992. 432 p.
- Caresche, Christophe et George Pau-Langevin. *Une République de l'égalité : contre les discriminations liées à l'origine*. Paris : Fondation Jean Jaurès, 2009. 60 p.

- Crétois, Pierre et Stéphanie Roza (dir.). Le Republicanisme social : une exception française ? Paris : Éditions de la Sorbonne, 2014. 216 p.
- Cornu, Pierre, Stéphane Frioux, Anaël Marrec, et al. Les natures de la République : une histoire environnementale de la France, 1870-1940. Paris : La Découverte, 2025. vol.2. 449 p.
- Escalona, Fabien. « Un totem nommé République : le rapt conservateur des principes républicains ». Revue du Crieur, octobre 2021, vol. 19, n° 2, p. 6-29.
- Gaboriaux, Chloé, Cédric Passard, et Annabelle Seoane (dir.). « La République au-delà du slogan ». Mots. Les langages du politique, 2023, vol. 3, n° 133. URL : <https://shs.cairn.info/revue-mots-2023-3>
- Gazagne-Jammes, Valentin. « Réflexions sur l'intitulé initial de la loi sur le respect des principes de la République, dite Loi contre le séparatisme et « les atteintes à la citoyenneté » ». La Revue des droits de l'homme, juin 2022, n° 22. URL : <https://journals.openedition.org/revdh/15203>
- Gentile, Emilio. Les religions de la politique : entre démocraties et totalitarismes. Paris : Seuil, 2005. 301 p.
- Girardet, Raoul. Mythes et mythologies politiques. Paris : Seuil, 1986. 210 p.
- Hayat, Samuel. Quand la République était révolutionnaire : citoyenneté et représentation en 1848. Paris : Seuil, 2014. 416 p.
- Mannheim, Karl. Idéologie et utopie. Paris : Maison des Sciences de l'Homme, Jean-Luc Evard (trad.), 2006. 272 p.
- Moatti, Claudia et Riot-Sarcey, Michèle (dir.). La République dans tous ses états : pour une histoire intellectuelle de la République en Europe. Payot, 2009. 378 p.
- Nicolet, Claude. L'idée républicaine en France : essai d'histoire critique. Paris : Gallimard, 1995. 532 p.
- Pettit, Philip. Republicanism : A Theory of Freedom and Government. Oxford : Oxford University Press, 1997. 328 p.
- Pocock, John Greville Agard. The Machiavellian Moment : Florentine Political Thought and the Atlantic Republican Tradition. Princeton : Princeton University Press, 2003. 634 p.
- Portier, Philippe. L'État et les religions en France : une sociologie historique de la laïcité. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2018. 372 p.
- Skinner, Quentin. Liberty Before Liberalism. Cambridge : Cambridge University Press, 1998. 142 p.
- Spitz, Jean-Fabien. La République ? Quelles valeurs ? Essai sur un nouvel intégrisme politique. Paris : Gallimard, 2022. 346 p.
- Spitz, Jean-Fabien. La Liberté politique : essai de généalogie conceptuelle. Paris : Presses Universitaires de France, 1995. 509 p.
- Streiff-Fénart, Jocelyne. « Le "modèle républicain" et ses Autres : construction et évolution des catégories de l'altérité en France ». Migrations Société, 2009, vol. 122, n° 2, p. 215-236.

ST 6

Système multilatéral en mutation : quelles méthodes de recherche ?
Multilateral system in transition: what research methods?

Responsables scientifiques :

Fanny BADACHE (CERI-Sciences Po) fanny.badache@sciencespo.fr

Magali GRAVIER (Copenhagen Business School) mg.msc@cbs.dk

L'ordre international issu de la Seconde Guerre mondiale est en pleine transformation. Le multilatéralisme qui le caractérisa semble se désagréger faisant place à d'autres formes de coopération inter-étatique. Avec l'annonce du retrait américain de plusieurs organisations internationales (OI) les présidences Trump I et II ont largement contribué au recul du multilatéralisme. De fait, de nombreuses OI font face à des difficultés organisationnelles, budgétaires, voire existentielles. Pourtant, devant la multiplication des crises internationales (changement climatique, disparition de la biodiversité, conflit en Ukraine, conflit israélo-palestinien), la nécessité de forums internationaux s'impose. Même les États critiques de cet ordre, jugé trop occidental, éprouvent le besoin de créer des OI illustrant leur ordre international alternatif (p. ex. l'Organisation de la Coopération de Shanghai). Dans ce contexte international en mutation, il est d'autant plus nécessaire d'étudier les OI. Si les Relations Internationales sont riches de théories pour analyser ces organisations particulières, la littérature sur les méthodes de recherche les plus appropriées pour les étudier est en développement. Les grandes crises et transformations passées et en cours poussent les chercheurs et chercheuses à (re)penser leurs outils méthodologiques et les conséquences de leurs recherches sur la production des connaissances.

Cette section thématique invite des soumissions sur des sujets méthodologiques liés à la recherche sur les organisations internationales et encourage en particulier des soumissions sur les trois axes suivants.

1. Multiculturalisme et multilinguisme

Dotées de personnels multinationaux et multilingues, et travaillant au service de leurs pays membres, les OI ont toutes des règles formelles définissant leur usage des langues et des pratiques informelles quotidiennes qui peuvent s'en écarter. Quel impact cela a-t-il pour la recherche ? Peut-on étudier ces organisations dans une seule langue et si oui laquelle ? Les données peuvent-elles être collectées dans diverses langues ? Si oui, lesquelles ? Comment les analyser ? Ceci soulève des questions de compétences linguistiques des chercheurs, de positionalité, mais aussi de traduction peu souvent abordées dans la recherche sur les OI.

2. Tropisme et Eurocentrisme dans la recherche

Les recherches actuelles portent trop souvent sur les mêmes organisations (ONU, UE). Ceci soulève la question de l'accès à des organisations « discrètes » ou difficiles d'accès, mais aussi de l'existence d'un paradigme dominant dans l'étude de ces organisations. De plus, la recherche sur les OI est trop souvent produite par et pour des chercheurs de pays occidentaux, lesquels sont le plus souvent les créateurs de ces organisations. Quel est l'impact de ce double tropisme sur la recherche ? Comment le limiter ? La ST encourage des soumissions sur des OI moins souvent étudiées.

3. Usage de l'IA par les OI et par les chercheurs et chercheuses

L'IA a aussi fait son entrée dans le monde des OI. Leurs agents utilisent de plus en plus l'IA dans leur travail quotidien. Quelles sont les conséquences de cette évolution sur les productions des OI ? Quelles questions méthodologiques ces nouvelles pratiques posent-elle pour la recherche ? Les chercheurs et chercheuses aussi intègrent de plus en plus l'IA dans leur travail (collecte et analyse de données). Comment l'IA impacte-t-elle leurs pratiques méthodologiques, et donc la production des savoirs sur les organisations internationales ?

Cette section thématique se veut un espace réflexif pour des chercheurs et chercheuses provenant d'horizons disciplinaires et méthodologiques variés, notamment en début de carrière.

The international order that emerged from the Second World War is undergoing profound change. The multilateralism that characterised it seems to be disintegrating, giving way to other forms of inter-state cooperation. With the announcement of the US withdrawal from several international organisations (IOs), the Trump I and II presidencies have contributed significantly to the decline of multilateralism. As a result, many IOs are facing organisational, budgetary and

even existential difficulties. However, with the proliferation of international crises (climate change, biodiversity loss, the conflict in Ukraine, the Israeli-Palestinian conflict), the need for international forums is becoming increasingly apparent. Even states critical of this order, which they consider too Western, feel the need to create IOs that reflect their alternative international order (e.g. the Shanghai Cooperation Organisation). In this changing international context, it is all the more necessary to study IOs. While International Relations offers a wealth of theories for analysing these particular organisations, the literature on the most appropriate research methods for studying them is still developing. Past and ongoing major crises and transformations are prompting scholars to (re)think their methodological tools and the consequences of their research on knowledge production.

This thematic section invites submissions on methodological issues in the research on IOs and particularly encourages paper submissions on the following three themes:

1. Multiculturalism and multilingualism

With multinational and multilingual staff, and because they working on behalf of their member countries, international organisations all have formal rules defining their use of languages and informal daily practices that may deviate from these rules. What impact does this have on research? Can these organisations be studied in a single language, and if so, which one? Can data be collected in different languages? If so, which ones? How can they be analysed? This raises questions about scholars' language skills, positionality, and translation, which are rarely addressed in research on IOs.

2. Tropism and Eurocentrism in IO research

Current research too often focuses on the same organisations (UN, EU). This raises the question of access to 'discreet' or difficult-to-access organisations, but also the existence of a dominant paradigm in the study of IOs. Furthermore, research on IOs is too often produced by and for scholars from Western countries, which are most often the creators of these organisations. What is the impact of this dual bias on research? How can it be limited? The thematic section welcomes paper submissions on "understudied" IOs.

3. Use of AI by IOs and researchers

AI has also made its way into the world of IOs. Their staff are increasingly using AI in their daily work. What are the consequences of this development for the output of IOs? What methodological questions do these new practices raise for research? Scholars are also increasingly integrating AI into their work (data collection, data analysis, etc.). How does AI impact their methodological practices, and therefore the production of knowledge about international organisations? This thematic section is intended as a space for reflection for scholars from a variety of disciplinary and methodological backgrounds. Submissions from early-career scholars are encouraged.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

ST 7

Les Suds dans le système international contemporain. Définition, contestation et transformation
The Global South in the international system. Definition, contestation and transformation

Responsables scientifiques :

Pablo BARNIER-KHAWAM (CERI, Sciences Po / CREDA, Paris III) pablo.barnierkhawam@sciencespo.fr
Louise PERRODIN postdoctorante à (PRINTEMPS, CNRS, UVSQ, Université Paris Saclay / CASE, EHESS, CNRS, Inalco)
louise.perrodin@cnrs.fr

Les tentatives de réforme du système international menées par les pays anciennement colonisés, notamment dans les années 1960 ([Getachew 2019](#); [Fajardo Hernández 2022](#); [Dinkel 2019](#)), n'ont pas permis de renverser les hiérarchies internationales. L'essor des recherches sur le Sud global depuis le début des années 2000 ([Haug, Braveboy-Wagner, et Maihold 2021](#)) indiquent une nouvelle vague de contestation de ces hiérarchies. Toutefois, le flou qui entoure la catégorie de Sud global laisse entrevoir que, contrairement aux années 1960, l'affirmation des acteurs du Sud se poursuit aujourd'hui en l'absence de projets collectifs de transformation des relations internationales. Cette ST propose d'explorer les reconfigurations actuelles du système international à l'aune des revendications portées par les acteurs des Suds. Elle postule qu'une analyse des usages du label de Sud global permet d'interroger les limites de « l'expansion de la société internationale » ([Bull et Watson 1984](#)) et les formes que cette expansion adopte : quels acteurs du Sud global – qu'ils soient étatiques ou transnationaux – parviennent à s'intégrer à la société internationale et selon quelles modalités ? Comment les contestations venant du Sud global reconfigurent la société internationale ?

La littérature récente sur les hiérarchies internationales ([Zarakol 2017](#); [Pouliot 2017](#); [Schulz 2019](#); [Hobson et Sharman 2005](#)) constitue un cadre théorique pertinent pour analyser ces reconfigurations. Cette ST appelle à préciser ce cadrage par l'analyse des coalitions et des divisions idéologiques au sein du Sud global, et des différences de nature entre les acteurs qui composent cet ensemble hétérogène. En mettant l'accent sur l'agentivité des acteurs du Sud, elle nous amène à interroger les processus d'intégration, d'exclusion et de différenciation qui traversent le système international. Trois axes de réflexion seront attendus dans les communications :

- Lieux d'énonciation et définitions du Sud global : la catégorie de « Sud global » fait l'objet de définitions distinctes d'un acteur à l'autre, renvoyant à la fois aux pays en développement, à des coalitions internationales (Mouvement des non-alignés, G77, BRICS, etc.) et à un espace de contestation comprenant des acteurs étatiques et transnationaux ([Haug, Braveboy-Wagner, et Maihold 2021](#); [Perrodin 2024](#); [Ravano 2024](#)). Quels liens les acteurs mobilisant cette catégorie tissent-ils entre le tiers-monde et le Sud global ? D'un acteur à l'autre, quelles limites géographiques et quels critères sont mobilisés pour définir le Sud global ([Brun 2023](#)) ? En quoi ces acceptions opposent-elles un Nord global à un Sud global ?
- Le Sud global comme contestation du système international : les communications identifieront les objets de contestation en fonction des différentes dimensions de l'action internationale (économique, sanitaire, climatique, militaire, scientifique, migratoire, etc.) et en variant les échelles d'analyse et les acteurs étudiés. Quels sont les objets de contestation portés par les acteurs du Sud global ? Quelles stratégies d'alliance, de différenciation ou de confrontation mobilisent-ils pour faire entendre leurs revendications ?
- Les portées réformistes du Sud global : si un nouvel ordre économique international n'est plus d'actualité, des propositions de réformes du système international, menées par des États dans le domaine climatique ([Cadalen 2020](#)) ou par les peuples autochtones pour la redéfinition du droit à l'autodétermination ([Barnier-Khawam 2023](#)), se multiplient. Les politiques d'affirmation internationale des Suds proposent-elles des réformes du système international ou un rééquilibrage des puissances en leur faveur ? La défense du principe de non-ingérence nourrit-elle une appartenance commune face aux pays du Nord ? Les stratégies d'alliances reconfigurent-elles, en pratique, les rapports de pouvoirs internationaux ? Quelle place est alors conférée à l'ONU dans la réforme du système international ?

Attempts to reform the international system led by formerly colonized countries, particularly in the 1960s ([Getachew 2019](#); [Fajardo Hernández 2022](#); [Dinkel 2019](#)), failed to overturn international hierarchies. The rise of research on the Global South since the early 2000s ([Haug, Braveboy-Wagner, et Maihold 2021](#)) highlights a new wave of contestation of

these hierarchies. However, the « Global South » remains an unclear category. Unlike in the 1960s, actors from the South strive to transform international relations despite the absence of a collective project. This thematic section explores the current reconfiguration of the international system in light of the demands made by these actors. We propose to analyze the uses of the Global South label to question the limits of the « expansion of international society » (Bull et Watson 1984) and the forms that this expansion takes: which actors from the Global South – be they state or transnational actors – manage to integrate the international society and under what conditions? How do protests from the Global South reconfigure the international society?

The recent literature on international hierarchies will provide us with a theoretical framework to analyze this reconfiguration (Zarakol 2017; Pouliot 2017; Schulz 2019; Hobson et Sharman 2005). Our thematic section will subsequently clarify this theoretical framework through the analysis of ideological coalitions and divisions within the Global South, and the differences in nature between the actors that make up this heterogeneous group. By emphasizing the agency of actors in the South, this reflection leads us to question the processes of integration, exclusion and differentiation that run through the international system. Three main themes are expected in the papers:

- The various definitions of the Global South: the « Global South » is defined differently depending on the actors mobilizing the category. It can refer to developing countries, international coalitions (Non-Aligned Movement, G77, BRICS, etc.) and a space for protest involving States and transnational actors (Haug, Braveboy-Wagner, et Maihold 2021; Perrodin 2024; Ravano 2024). From one actor to another, what geographical boundaries and criteria are used to define the Global South (Brun 2023)? Do actors link this category to third-worldism and if yes, how so? How do these understandings oppose a Global South to a Global North?
- The Global South as a challenger of the international system: papers will identify the subjects of dissent based on an analysis of the dimensions of international action (economic, health, climate, military, scientific, migration, etc.), varying the scales of analysis and the actors studied. Which dimensions do actors in the Global South challenge? What strategies of alliance, differentiation or confrontation do they use to make their demands heard?
- The reformist scope of the Global South: while a new international economic order is no longer on the agenda, proposals for reforming the international system are multiplying, led by states in the field of climate change (Cadalen 2020) or by indigenous peoples seeking to redefine the right to self-determination (Barnier-Khawam 2023). Do the international affirmation postures of the South lead to reforms of the international system or to a rebalancing of power in their favor? Does defending the principle of non-interference foster a sense of common belonging in relation to the countries of the North? Do alliance strategies reconfigure international power relations in practice? And what place is then given to the UN in the reform of the international system?

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Barnier-Khawam, Pablo. 2023. « L'autodétermination comme principe d'autonomie politique : Histoire et appropriation d'un droit équivoque en Bolivie et au Chili de 1970 à 2019 ». Science politique, Paris: Institut d'études politiques de Paris – Sciences Po. <https://theses.hal.science/tel-04124332>.
- Brun, Élodie. 2023. « The Meanings of the (Global) South From a Latin American Perspective ». In Oxford Research Encyclopedia of International Studies. Oxford: Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190846626.013.800>.
- Bull, Hedley, et Adam Watson, éd. 1984. The Expansion of International Society. Oxford: Clarendon Press, Oxford University Press.
- Cadalen, Pierre-Yves. 2020. « Le populisme écologique comme stratégie internationale : l'Équateur et la Bolivie face au multilatéralisme environnemental ». Critique internationale 89 (4): 165-83. <https://doi.org/10.3917/cii.089.0168>.
- Dinkel, Jürgen. 2019. The Non-Aligned Movement: Genesis, Organization and Politics (1927-1992). Traduit par Alex Skinner. New Perspectives on the Cold War 5. Leiden: Brill.
- Fajardo Hernández, María Margarita. 2022. The World That Latin America Created: The United Nations Economic Commission for Latin America in the Development Era. Harvard Historical Studies 192. Cambridge: Harvard University Press.

- Getachew, Adom. 2019. *Worldmaking After Empire: The Rise and Fall of Self-Determination*. Princeton: Princeton University Press.
- Haug, Sebastian, Jacqueline Braveboy-Wagner, et Günther Maihold. 2021. « The “Global South” in the Study of World Politics: Examining a Meta Category ». *Third World Quarterly* 42 (9): 1923-44. <https://doi.org/10.1080/01436597.2021.1948831>.
- Hobson, John M., et J. C. Sharman. 2005. « The Enduring Place of Hierarchy in World Politics: Tracing the Social Logics of Hierarchy and Political Change ». *European Journal of International Relations* 11 (1): 63-98. <https://doi.org/10.1177/1354066105050137>.
- Perrodin, Louise. 2024. « Négocier les contours du droit international de l’asile : l’ancrage des exilés rohingyas dans les interstices sociaux-politiques malaisiens ». *Science politique*, Paris: Paris 12. <https://theses.hal.science/tel-04759159>.
- Pouliot, Vincent. 2017. *L’ordre hiérarchique international : les luttes de rang dans la diplomatie internationale*. Paris: Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.pouli.2017.01>.
- Ravano, Lorenzo. 2024. « Sud global : définition et usage politique d’un concept métaphorique ». In *Penser global ? Dix variations sur un thème*, édité par Jacques Revel et Antonella Romano, 195-211. *Enquête* 15. Paris: École des hautes études en sciences sociales.
- Schulz, Carsten-Andreas. 2019. « Hierarchy Saliency and Social Action: Disentangling Class, Status, and Authority in World Politics ». *International Relations* 33 (1): 88-108. <https://doi.org/10.1177/0047117818803434>.
- Zarakol, Ayşe, éd. 2017. *Hierarchies in World Politics*. *Cambridge Studies in International Relations*. Cambridge: Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781108241588>.

ST 8

Le gouvernement des contestations
The government of protest

Responsables scientifiques :

Lorenzo BARRAULT-STELLA (CNRS, CRESPPA-CSU) lorenzo.barrault-stella@cnrs.fr

Baptiste GIRAUD (Aix-Marseille Université, LEST) baptiste.giraud@univ-amu.fr

Objet d'affrontements violents entre manifestant-e-s et forces de l'ordre, le mouvement des Gilets Jaunes a contribué à remettre au centre de l'attention l'analyse des stratégies étatiques de maintien de l'ordre (Fillieule, Jobard, 2020) et des formes les plus répressives – judiciaires notamment – d'encadrement des protestations (Codaccioni, 2025). Si les indicateurs de tendances illibérales des démocraties occidentales ne manquent pas, les stratégies politiques de canalisation des contestations ne peuvent cependant être comprises uniquement sous leur dimension répressive (Barrault-Stella, 2021). Les manières de minorer les mécontentements, de circonscrire les protestations, voire de les intégrer au fonctionnement des institutions, varient en fonction des groupes en présence et reposent sur une pluralité de stratégies de canalisation et d'enrôlement institutionnel des mouvements sociaux (Neveu, 2019) ou du syndicalisme (Giraud, 2025). Quand certains groupements et certaines formes de protestation (par exemple violentes) sont sanctionnées ou interdites, d'autres sont tolérées, encadrées, légitimées (par exemple à travers l'enrôlement associatif, Delfini, Elafouz, Talpin, 2021), voire encouragées (comme les dispositifs participatifs : Aldrin, Hubé, 2016). Si l'on suit Michel Foucault (1999), le gouvernement des protestations consiste ainsi moins à empêcher toute forme de contestation qu'à structurer le champ et les formes de protestation admises, et implique de porter attention aux multiples mains de l'État (Kimberly, Orloff, 2017). C'est à l'analyse sociologique des conditions, des modalités et des effets du gouvernement des contestations sociales que cette section, organisée autour de deux axes, est consacrée.

Un premier consiste en une réanalyse des rapports à l'État des mouvements sociaux sous l'angle des modalités du contrôle des contestations et de la définition politique des « bonnes » protestations. Quels sont les dispositifs matériels et symboliques de gouvernement des protestations (intégration institutionnelle de la critique (Boltanski, Chiapello, 1999), financements, stratégies de différenciation des « bons » et des « mauvais » contestataires, etc.) ? Quelles sont les logiques (politiques, électorales, bureaucratiques, sociales etc.) de la différenciation des protestataires ? Comment le gouvernement des contestations s'inscrit-il dans les luttes – verticales ou horizontales – propres à l'espace étatique ? Comment s'articulent les stratégies (par exemple nationales) de contrôle et les stratégies d'instrumentalisation (par exemple locales, d'élu-e-s, d'administrations, de directions d'entreprise) des mouvements de contestation ? Comment la valorisation ou le laisser-faire de certaines formes protestataires peut-il contribuer à la légitimation du pouvoir ?

Un second axe a trait à l'étude des effets, intentionnels ou non, de ces stratégies de gouvernement et de façonnage politique des contestations. Quelles en sont les implications du point de vue de la structuration du champ de la représentation des intérêts, des modes d'organisation des mouvements sociaux (bureaucratisation, professionnalisation, morcellement institutionnel) et de leurs répertoires d'action ? Comment les représentants des mouvements sociaux s'approprient-ils leur rôle et les normes de conduites qui leur ont assignés ? Sous quelles conditions et dans quels contextes les dispositifs de gouvernement parviennent-ils à limiter les protestations et à conduire ses protagonistes à se conformer (voire à croire) à l'ordre politique ? Quelles sont les résistances et stratégies de contournement déployées par les militant-e-s pour préserver des marges d'autonomie ?

Cette ST souhaite réunir des travaux portant sur une diversité de contextes (démocratiques ou non) et autorisant des analyses situées du gouvernement des contestations comme de ses implications du point de vue des mouvements sociaux, de l'État et, plus généralement, de l'entretien de l'ordre politique.

The violent clashes that occurred between protesters and the police during the Yellow Vests movement has contributed to refocus attention on the analysis of the most repressive forms of State strategies for maintaining order (Fillieule, Jobard, 2020), particularly judicial ones (Codaccioni, 2025). Despite this obvious illiberal trend in Western democracies, political strategies for channeling protests cannot be understood solely in terms of their repressive dimension (Barrault-Stella, 2021). The ways of minimizing discontent, limiting protests, or even integrating them into the functioning of institutions vary according to the groups mobilized and are based on a variety of strategies for channeling and institutionally enlisting

social movements (Neveu, 2019) or trade unionism (Giraud, 2025). While certain groups and forms of protest (e.g., violent ones) are punished or banned, others are tolerated, regulated, legitimized (e.g., through associative enlistment, Delfini, Elafouz, Talpin, 2021), or even encouraged (such as participatory devices: Aldrin, Hubé, 2016). Following Michel Foucault (1999), governing protests is less about preventing all forms of dissent than it is about structuring the scope and forms of acceptable protest, and involves paying attention to the multiple hands of the State (Kimberly, Orloff, 2017). This workshop is devoted to the sociological analysis of the conditions, modalities, and effects of the governance of social protests. The discussion will focus on two main themes.

The first consists of a reanalysis of social movements' relationships with the State from the perspective of how protests are controlled and how legitimate protests are defined politically. What are the material and symbolic mechanisms used to govern protests (institutional integration of criticism (Boltanski, Chiapello, 1999), funding, strategies for differentiating between “good” and “bad” protesters, etc.)? What are the rationales (political, electoral, bureaucratic, social, etc.) for differentiating between protesters? How does the government's control of protests fit into the vertical or horizontal struggles specific to the State? How do strategies (e.g., national) for controlling protest movements interact with strategies for exploiting them (e.g., local, by elected officials, administrations, corporate management)? How can the promotion or permissive attitudes toward specific forms of protest contribute to the legitimization of power?

A second focus concerns the study of the effects, intentional or not, of these strategies of government strategies for channeling protests. What are the implications from the point of view of the modes of structuring the field of interest representation, the modes of organization of social movements (bureaucratization, professionalization, institutional fragmentation) and their repertoires of action? How do representatives of social movements appropriate their role and the standards of conduct assigned to them? Under what conditions and in what contexts do government mechanisms succeed in limiting protests and leading their protagonists to conform (or even believe) to the political order? What forms of resistance and circumvention strategies do activists deploy to preserve their margins of autonomy?

This workshop aims to bring together studies on a variety of contexts (democratic or otherwise) in order to put into perspective situated analyses of the government of contestations and their implications from the perspective of social movements, the State, and, more generally, the maintenance of political order.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

ST 9

Gouverner les populations « désirables »
Governing the 'Desirables'

Responsables scientifiques :

Louis BAUDRIN (CERI-Sciences Po, UMR 7050) louis.baudrin@sciencespo.fr
Lucas PUYGRENIER (FNRS, Université Libre de Bruxelles) lucas.puygrenier@ehess.fr

A la suite des travaux qui documentent l'accroissement des inégalités depuis les années 1970 au niveau mondial (Zucman, 2015), les catégories sociales les plus privilégiées, et en particulier celles intégrées dans des espaces transnationaux, font l'objet d'un regain d'intérêt en sciences sociales (Bühlmann et al., 2025). La littérature s'est toutefois davantage intéressée au rapport problématique qu'entretiennent les individus à leur situation privilégiée (Khan, 2021 ; Mears, 2023) plutôt qu'au rôle de l'Etat et de ses administrations dans le gouvernement de ces catégories. Malgré l'hétérogénéité des groupes étudiés- de l'hyper-bourgeoisie globalisée (Chauvin & Cousin, 2021) qui accumule un capital international (Wagner, 2020) à un 'middling transnationalism' de groupes moins élitaires, dont le privilège est fait et défait par la mobilité (Cosquer, Le Bigot et Vallot, 2024)- ces littératures partent du postulat que les franges sociales supérieures seraient comme immunisées contre les efforts étatiques d'encadrement des populations. Alors que la sociologie politique a amplement commenté le contrôle et la répression des populations "indésirables" (Agier, 2008 ; Wacquant, 2014), l'expérience des 'populations désirables' semble d'abord envisagée par l'absence de contraintes économiques et politiques manifestes (Croucher, 2012). Elles sont réputées s'affranchir- y compris spatialement- des structures étatiques (Slobodian, 2025) et des régimes de mobilité (Mancinelli & German Moltz, 2024).

Cette ST tend à mettre en cause ce présupposé, en interrogeant les modalités spécifiques de gouvernements des populations "désirables" selon trois axes d'analyse.

1. Un premier axe portera sur la fabrique des catégories désirables. Plutôt que de la tenir pour acquise, la ST sera sensible au travail de qualification de groupes sociaux en populations désirables dans l'interaction entre acteurs étatiques et non-étatiques (Dupont & Paquet, 2025 ; Shachar, 2006) et aux contestations qu'il suscite. Assiste-t-on à une diversification des catégories sociales de la désirabilité, ou au contraire à une homogénéisation autour d'une élite spécifique- détentrice de capitaux économiques et financiers par exemple ? Une attention particulière sera ainsi portée aux catégories, dont la désirabilité sociale fait l'objet de circulations transnationales ou de controverses, révélatrices du jeu d'acteurs dans la production catégorielles : artistes, exilés fiscaux, investisseurs, étudiants étrangers, digital nomads, etc.
2. Un deuxième axe aura pour objet les méthodes de gouvernement des populations "désirables". Assiste-t-on à une "conduite des conduites", à un mode de gouvernement à distance adapté à ces sujets néo-libéraux (Bærenholdt, 2013) qui s'opposerait à la coercition immédiate qui s'exerce sur les "indésirables" ? Faut-il dresser le constat d'un renoncement des autorités publiques à policer des élites transnationales (Lascombes, 2018), ou existe-t-il d'autres modalités singulières à partir desquelles les choix et les décisions des populations "désirables" sont orientés, influencés, et finalement gouvernés (Amicelle, 2023) ?
3. Un troisième axe explorera la façon dont ces populations "désirables" cherchent à agir sur les institutions qui les gouvernent. Dans quelle mesure se reconnaissent et s'organisent-ils comme "classe pour soi" dans la défense de leurs intérêts (Spire, 2011 ; Herlin-Giret, 2019) ? Les contributions qui s'intéressent aux intermédiaires qui représentent ces élites auprès des institutions publiques seront ainsi les bienvenues. Y a-t-il une demande de dérégulation croissante, selon l'image d'individus qui "votent avec leurs pieds" en choisissant les juridictions les moins contraignantes (Sassen, 1996) ou ceux-ci expriment-ils également des "désirs d'Etat" (Hibou, 2011) à travers la mise en place d'infrastructures ou de politiques dédiées ? Le gouvernement des "désirables" est-il en somme combattu, négocié (Lemoine et Vauchez, 2024), ou approuvé par ces derniers ?

Research on global inequalities since the 1970s (Zucman, 2015) has sparked renewed interest in privileged groups, particularly those embedded in transnational spaces (Bühlmann et al., 2025). However, most studies have focused on the

problematic relationship individuals entertain vis-à-vis their privileged position (Sherman, 2017; Khan, 2021; Mears, 2023), rather than on the role of public authorities in shaping and governing these categories. The groups examined vary widely—from the hyper-globalized bourgeoisie (Chauvin & Cousin, 2021), who accumulates international capital (Wagner, 2020), to forms of ‘middling transnationalism’ where privilege is constantly redefined by mobility (Cosquer, Le Bigot & Vallot, 2024). Still, the literature tends to assume that upper social strata are largely insulated from state regulation. By contrast, political sociology has long emphasized how states administer, control, and repress ‘undesirable’ populations (Davis, 2006; Agier, 2008; Wacquant, 2014). The experience of ‘desirable populations,’ however, is often assumed to occur beyond any visible economic and political constraints (Croucher, 2012). These groups are typically portrayed as eluding state structures (Slobodian, 2025) and mobility regimes (Mancinelli & German Moltz, 2024).

This thematic section questions that assumption by analysing the governance of ‘desirable’ populations along three key axes.

1. The first axis examines how ‘desirable’ categories are produced. Rather than taking desirability for granted and treating the state as its sole architect, it looks at how social groups are (re)qualified as desirable through interactions between state and non-state actors (Dupont & Paquet, 2025; Shachar, 2006), and the tensions this generates. Does the evolution of these categories reflect greater diversity of subgroups within the ‘desirables’, or do we attend to the convergence of a transnational elite, identified according to common criteria of economic and financial capital replicated across States? We will especially discuss groups whose ‘desirability’ is contested, revealing the complex dynamics of category production: artists and athletes, tax exiles, investors, international students, digital nomads, and more.
2. The second axis examines the techniques of government applied to ‘desirable’ populations. Do we observe a form of ‘conduct of conduct,’ a distant mode of governance tailored to these neoliberal subjects (Bærenholdt, 2013), in contrast to the immediate coercion applied to ‘undesirable’ populations? Should we conclude that public authorities have largely abandoned efforts to police transnational elites, as suggested by the sociology of ‘white-collar’ crime (Lascoumes, 2024), or are there distinct mechanisms through which the choices and decisions of ‘desirable’ populations are oriented, influenced, and ultimately governed (Amicelle, 2023)?
3. The third axis explores how ‘desirable’ populations seek to influence the institutions that govern them. To what extent do they recognize themselves and organize as a ‘class for itself’ in defense of their interests (Spire, 2011; Herlin-Giret, 2019)? Contributions focusing on intermediaries representing these elites to public institutions are particularly welcome. Do groups deemed ‘desirable’ push for increasing deregulation, in line with the image of individuals who ‘vote with their feet’ by choosing the least restrictive jurisdictions (Sassen, 1996), or do they also express a ‘desire for state action’ (Hibou, 2011) by demanding legislation, infrastructures, or specific policies? In sum, is the governing of the ‘desirables’ resisted, negotiated (Lemoine & Vauchez, 2024), or domesticated by the said individuals?

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel’s conveners before 7 December 2025.

ST 10

Sécurité et élargissement : (re)penser l'élargissement de l'UE au prisme des enjeux sécuritaires à l'Est de l'Europe

Security and Enlargement: (Re)thinking EU Enlargement through the Lens of Security Challenges in Eastern Europe

Responsables scientifiques :

Anne BAZIN (Sciences Po Lille, CERAPS) anne.bazin@sciencespo-lille.eu

Elsa TULMETS (Europa-Universität Viadrina / Centre Marc Bloch, Berlin)

tulmets@europa-uni.de ; elsa.tulmets@cmb.hu-berlin.de

L

a politique d'élargissement des Communautés, puis de l'UE, a poursuivi des objectifs différents en réponse à des contextes historique et politique prégnants. Alors que l'élargissement à l'Irlande et la Grande-Bretagne visait, dans les années 1970, à élargir le marché commun en construction, celui, vers le Sud des années 1980 (Grèce, Espagne et Portugal), permettait d'étendre le processus de démocratisation en Europe. L'entrée d'Etats neutres dans l'UE au milieu des années 1990, après la fin de la Guerre froide (Finlande, Suède et Autriche), entendait étendre le marché commun et promouvoir la libre circulation liée à l'espace Schengen. L'élargissement à l'Est au début des années 2000 avait pour objectif, quant à lui, de guider la transformation des économies en transition et les systèmes politiques des pays post-communistes d'Europe centrale et orientale. Il s'est imposé comme l'un des instruments les plus puissants de l'Union européenne en matière de stabilisation et de sécurisation de son voisinage et un moyen de consolider un espace de paix et de démocratie, d'autant qu'il a été accompagné de l'intégration de ces Etats dans des organisations internationales telles que le Conseil de l'Europe, l'OSCE et surtout l'OTAN.

Aujourd'hui, la guerre en Ukraine, les tensions persistantes dans les Balkans occidentaux, ainsi que les rivalités géopolitiques autour de la Mer Noire et du Caucase, replacent la question sécuritaire au centre des débats sur l'avenir de l'élargissement, qui a été remis à l'agenda européen dès le début de l'agression russe de 2022, suggérant de manière implicite un lien entre élargissement et sécurité, non seulement de l'Ukraine mais aussi de l'UE dans son ensemble. Au-delà de l'objectif de promouvoir la stabilité et la prospérité vers les pays candidats, l'élargissement apparaît désormais dans la rhétorique européenne comme un outil de sécurité à part entière.

Cette ST se propose de revisiter le lien entre élargissement et sécurité dans l'espace européen. L'élargissement de l'UE est traditionnellement perçu comme un levier de démocratisation conditionnelle et de convergence économique ; il apparaît désormais aussi comme une stratégie de protection et de résilience géopolitique. L'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie, la perspective réaffirmée pour les Balkans, ainsi que les débats sur le statut de la Géorgie, soulèvent ainsi des questions nouvelles : dans quelle mesure l'élargissement est-il redevenu un outil de sécurité collective pour l'UE, notamment vis-à-vis de la Russie ? Comment se reconfigurent les critères et conditions d'adhésion, et quelles tensions se dessinent entre impératifs sécuritaires et exigences normatives (État de droit, démocratie, droits fondamentaux) ? Quels sont les effets possibles d'une nouvelle vague d'élargissement sur l'architecture institutionnelle et décisionnelle de l'UE, notamment dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC/PSDC) ? Plus largement, comment l'élargissement articule-t-il aujourd'hui dimension interne de la sécurité (renforcement de la cohésion politique, lutte contre les ingérences hybrides, gestion des frontières extérieures) et projection externe comme acteur international ?

Ce changement de paradigme dans la manière de penser l'élargissement de l'UE représente une évolution majeure, qui a des implications bien au-delà du discours et que cette ST propose d'aborder. Il s'agit de promouvoir un dialogue transdisciplinaire entre chercheurs issus des études européennes (élargissement, sécurité européenne), des relations internationales (sécurité internationale, politique étrangère) et des politiques comparées.

The enlargement policy of the Communities, and later of the European Union, has pursued different objectives in response to significant historical and political contexts. While the expansion to include Ireland and the United Kingdom in the 1970s aimed to widen the common market and advance European integration, the Southern enlargement of the 1980's— involving Greece, Spain, and Portugal—enabled the extension of democratization across Europe. The accession of neutral

states (Finland, Sweden, and Austria) in the mid-1990's, following the end of the Cold War, further sought to broaden the common market and promote free movement, notably linked to the Schengen Area. The Eastward enlargement in the early 2000's was designed to support the transformation of transition economies and political systems in post-communist Eastern Europe. As such, enlargement has become one of the EU's most important instruments for stabilizing and securing its neighborhood and consolidating peace and democracy, especially in conjunction with integration into international organizations such as the Council of Europe, OSCE, and above all, NATO.

Currently, the war in Ukraine, ongoing tensions in the Western Balkans, and geopolitical challenges around the Black Sea and the Caucasus have brought security considerations back to the forefront of debates on the future of enlargement—a topic that returned to the European agenda following Russia's aggression in 2022, implicitly suggesting a strong link between enlargement and security, not only for Ukraine but for the EU as a whole. Beyond the goal of promoting prosperity in candidate countries, enlargement now appears in European rhetoric as a security tool in its own right.

This panel proposes to revisit the relationship between enlargement and security in Europe. Enlargement has traditionally been viewed as a lever for conditional democratization and economic convergence, yet it increasingly operates as a strategy for geopolitical protection and defense. The opening of accession negotiations with Ukraine and Moldova, renewed priorities in the Western Balkans, and debates over Georgia's status raise important questions: To what extent has enlargement once again become a tool for collective security for the EU, particularly regarding its Eastern borders? How are the criteria and conditions for accession being redefined, and what tensions are emerging between security imperatives and normative requirements (rule of law, fundamental rights)? What are the possible effects of a new wave of enlargement on the EU's institutional and decision-making architecture, particularly within the Common Foreign and Security Policy (CFSP/CSDP)? More broadly, how does enlargement today shape the internal dimension of security—strengthening political cohesion and combating hybrid threats?

This paradigm shift in the conceptualization of EU enlargement constitutes a major development with implications extending well beyond rhetoric and that this panel intends to address. The objective is to foster interdisciplinary dialogue among researchers in European studies (enlargement, European security), international relations (international security, foreign policy), and comparative politics.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

ST 11

Acteurs, discours et pratiques de l'universel
Actors, Discourses, and Practices of the Universal

Responsables scientifiques :

Louise BEAUMAIS (INALCO, CESSMA) louise.beaumais@sciencespo.fr

Alexandre GANDIL (Université Bordeaux Montaigne, D2IA) alexandre.gandil@sciencespo.fr

Cette section thématique propose d'explorer le concept d'« universel » par l'analyse des discours et des pratiques qui s'en emparent. Nous identifions un besoin de compréhension crucial pour la science politique, dans un contexte d'intensification de la contestation internationale vis-à-vis d'un universel occidental et/ou libéral – tant par l'émergence de contre-modèles à prétention potentiellement universelle portés en Chine (Zhao, 2021), en Russie (Tsygankov, 2023) et en Inde (Singh & Winter, 2023), que par le déploiement d'une internationale conservatrice critique à l'égard de la notion de progrès (Kuhar et Paternotte, 2017). Ces contestations tendent, en outre, à se rejoindre sur le terrain de la mobilisation de l'argument culturel voire civilisationnel (Bettiza et al., 2023), à l'encontre des intellectuels plaçant pour l'élaboration d'un universel « latéral » ou pluriel (Bachir Diagne, 2024).

À rebours de toute tentative normative, culturaliste ou téléologique, nous proposons de saisir le concept d'« universel » dans sa dimension événementielle. Cette réflexion s'inscrit dans la lignée des travaux interrogeant la catégorie d'« universel » comme historiquement située (Balibar, 2016 ; Dujin et Lafont, 2020), notamment dans le domaine des sciences sociales (Allès et al., 2023). Il s'agira d'analyser la production, la circulation et l'imposition de normes qui prétendent à l'universel, à savoir des « universaux » parfois jugés comme solidaires de la défense d'intérêts particuliers (Dezalay et Garth, 1998 ; Dezalay, 2004), porteurs de savoirs et de techniques (Cadena et Blaser, 2018) et chargés de reproduire des rapports de domination à l'échelle internationale (Pahuja, 2005 ; Bourdieu, 2023).

Nous proposons une structuration en trois axes interconnectés.

Un premier axe propose de s'intéresser à la production des universaux. Nous souhaitons interroger les acteurs et les processus qui donnent à certaines normes, valeurs ou savoirs la prétention d'une validité globale. Cette « mise en universel » n'est jamais neutre : elle résulte de luttes d'acteurs qui réussissent, par divers procédés, à imposer de nouvelles normes. Un intérêt particulier sera apporté à la production d'universaux décentrés, situés hors des pôles dominants de la gouvernance globale (Acharya, 2016) ; mais aussi à ceux émergeant de processus scientifiques, religieux ou culturels qui permettent de repenser l'origine eurocentrée des normes dites « universelles » (droits de l'homme, développement durable, bonne gouvernance) (Moyn, 2010).

Un second axe invite à étudier la circulation de ces universaux, tant par les acteurs que par fascination culturelle ou mimétisme politique (Abrahamsen et al., 2020). Pour mieux comprendre ces dynamiques, cet axe propose d'analyser les trajectoires de figures individuelles (experts, intellectuels, diplomates, philanthropes) et collectives (fondations, institutions internationales, communautés épistémiques, coalitions transnationales). Il s'agira d'observer comment ces acteurs participent à la traduction, à l'appropriation et à la transformation des universaux selon les contextes où ils circulent, au-delà d'une simple diffusion linéaire.

Enfin, un dernier axe se focalisera sur les contestations des universaux (Kustermans et al., 2023). Ces contestations peuvent se réaliser par la création d'universaux alternatifs, de propositions de nouveaux principes globaux, ou encore de contre-récits mobilisant d'autres histoires, valeurs ou répertoires politiques. Mais, en sus, d'autres acteurs contestent également la validité du principe même d'universalité, en prônant un retour assumé aux particularismes nationaux ou en promouvant des modèles illibéraux, nationalistes ou souverainistes. Un intérêt particulier sera porté à ce que ces contestations produisent sur la gouvernance mondiale et aux conditions dans lesquelles elles mènent à des trajectoires de repli, de fragmentation ou au contraire de réinvention du multilatéralisme.

The aim of this thematic section is to explore the concept of the 'universal' by analysing the discourses and practices that claim it as their own. In a context marked by the growing global contestation of Western and/or liberal universalism(s),

we identify, within political science, a crucial need for a deeper understanding of this question. This contestation is evident in both the rise of alternative models with universalist ambitions, as promoted in China (Zhao, 2021), Russia (Tsygankov, 2023) and India (Singh & Winter, 2023), as well as the development of a conservative international movement that is critical of the notion of progress itself (Kuhar & Paternotte, 2017). These critiques tend to converge around the mobilisation of cultural or even civilisational arguments (Bettiza et al., 2023), contrasting with intellectuals who advocate the formulation of a 'lateral' or plural universalism (Bachir Diagne, 2024).

Rejecting normative, culturalist or teleological approaches, we propose to address the concept of the 'universal' in its event-based dimension, in line with academic research that questions this concept as a historically situated category (Balibar, 2016; Dujin & Lafont, 2020), particularly within the social sciences (Allès et al., 2023). We aim to analyse the production, circulation and imposition of norms that claim universality, namely 'universals', which are often associated with the defence of particular interests (Dezalay & Garth, 1998; Dezalay, 2004) through the dissemination of knowledge and technologies (Cadena & Blaser, 2018) reproducing global power imbalances (Pahuja, 2005; Bourdieu, 2023).

We propose three interconnected lines of inquiry.

The first line focuses on the production of universals. It aims to investigate the actors and processes through which certain norms, values or forms of knowledge claim global validity. The process of 'universalisation' is never neutral; it results from struggles among actors who succeed in imposing new norms through various mechanisms. Particular attention will be paid to the production of decentered universals- those that emerge outside the dominant poles of global governance (Acharya, 2016)- as well as those that are rooted in scientific, religious or cultural processes and that challenge the Eurocentric origins of 'universal' norms (such as human rights, sustainable development, and good governance) (Moyn, 2010).

The second line takes an interest in the circulation of these universals, whether through political actors, cultural fascination or mimetic dynamics (Abrahamsen et al., 2020). To better understand these processes, this line of inquiry proposes to trace the trajectories of individual actors (e.g. experts, intellectuals, diplomats and philanthropists) and collective entities (e.g. foundations, international organisations, epistemic communities and transnational coalitions). The focus will be on how these actors contribute to the translation, appropriation and transformation of universals according to the contexts in which they circulate, moving beyond a model of linear diffusion.

Finally, a third line will address contestations of universals (Kustermans et al., 2023). This may manifest as the creation of alternative universals, new proposals for global principles, or counter-narratives rooted in distinct histories, values, or political repertoires. At the same time, other actors challenge the very principle of universality, instead advocating a return to national particularisms or promoting illiberal, nationalist, or sovereigntist models. Special attention will be given to the impact of these contestations on global governance, and to the conditions under which they lead to trajectories of withdrawal, fragmentation, or conversely, to the reinvention of multilateralism.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Abrahamsen, Rita, Drolet, Jean-François, Gheciu, Alexandra, Narita, Karin, Vucetic, Srdjan et Williams, Michael (2020) « Confronting the international political sociology of the new right ». *International Political Sociology*. 14(1) : 94-107.
- Acharya, Amitav (2004) « How Ideas Spread: Whose Norms Matter? Norm Localization and Institutional Change in Asian Regionalism ». *International Organization*. 58(2) : 239-275.
- Acharya, Amitav (2016) « 'Idea-shift': How ideas from the rest are reshaping global order" ». *Third World Quarterly*. 37(7) : 1156-1170.
- Allès, Delphine, Le Gouriellec, Sonia, Levailant, Mélissa (2023) *Paix et sécurité : une anthologie décentrée*. Paris, CNRS Editions.
- Appadurai, Arjun (1996) *Modernity at large: Cultural dimensions of globalization*. Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Bachir Diagne, Souleymane (2024) *Universaliser : pour un dialogue des cultures*. Paris, Albin Michel.
- Balibar, Etienne (2016) *Des universels : essais et conférences*. Paris, Galilée.

- Bayart, Jean-François (2004) *Le gouvernement du monde : une critique politique de la globalisation*. Paris, Fayard.
- Bettiza, Gregorio, Bolton, Derek et Lewis, David (2023) « Civilizationism and the ideological contestation of the liberal international order ». *International Studies Review*. 25(2) : viad006.
- Bourdieu, Pierre (2023) *Impérialismes : circulation internationale des idées et luttes pour l'universel*. Paris, Raisons d'agir.
- Bowden, Brett. « In the name of progress and peace: the 'standard of civilization' and the universalizing project. » *Alternatives*. 29.1 (2004): 43-68.
- Cadena (de la), Marisol et Blaser, Mario (dir.) (2018) *A World of Many Worlds*. Durham (NC), Duke University Press.
- Chakrabarty, Dipesh (2000) *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*. Princeton : Princeton University Press.
- Dezalay, Yves (2004) « Les courtiers de l'international. Héritiers cosmopolites, mercenaires de l'impérialisme et missionnaires de l'universel ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*. 151-152 : 4-35.
- Dezalay, Yves et Garth, Bryant (1998) « Le 'Washington consensus'. Contribution à une sociologie de l'hégémonie du néolibéralisme ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*. 121-122 : 3-22.
- Deitelhoff, Nicole et Zimmermann, Lisbeth (2020) « Things we lost in the fire: How different types of contestation affect the robustness of international norms ». *International Studies Review*. 22(1) : 51-76.
- Deudney, Daniel, Ikenberry, G. John et Postel-Vinay, Karoline (dir.) (2023) *Debating World: Contested Narratives of Global Modernity And World Order*. Oxford, Oxford University Press.
- Dujin, Anne et Lafont, Anne (dir.) (2020) « Le partage de l'universel ». *Esprit*. 461 : 42-145.
- During, Elie et Ganjipour, Anoush (dir.) (2016) « Retours de l'universel. Balibar, Milner, Salanskis ». *Critique*. 833 : 771-863.
- Kuhar, Roman et Paternotte, David (dir.) (2017) *Anti-Gender Campaigns in Europe: Mobilizing against Equality*. Londres : Rowman & Littlefield.
- Kustermans, Jorg, Benjamin De Carvalho, and Paul Beaumont. « Whose revisionism, which international order? Social structure and its discontents. » *Global Studies Quarterly*. 3.1 (2023): ksad009.
- Manners, Ian (2002) « Normative power Europe: A contradiction in terms? ». *Journal of Common Market Studies*. 40(2) : 235-258.
- Moyn, Samuel (2010) *The Last Utopia: Human Rights in History*. Cambridge (MA), Harvard University Press.
- Pahuja, Sundhya (2005) « The postcoloniality of international law ». *Harvard International Law Journal*. 46(2) : 553-560.
- Singh, Ramesh et Winter, Timothy (2023) « From Hinduism to Hindutva: Civilizational Internationalism and UNESCO ». *International Affairs*. 99(2) : 515-530.
- Tsygankov, Andrei P. (2023) *The « Russian Idea » in International Relations: Civilization and National Distinctiveness*. Londres : Routledge.
- Zhao, Tingyang (2021). *All under Heaven: The Tianxia System for a Possible World Order*. Berkeley : University of California Press.

ST 12

Museler les fâcheux, acheter la paix sociale ? Variations autoritaires, enjeux redistributifs et mutations du capitalisme

Silencing the troublemakers, buying social peace? Authoritarian variations, redistributive stakes, and transformations of capitalism

Responsables scientifiques :

Mohamed Slim BEN YOUSSEF (IREMAM) med.slim.benyoussef@gmail.com

Marie VANNETZEL (IREMAM) marie.vannetzel@gmail.com

La montée des protestations sociales autour des enjeux redistributifs s'est heurtée à une répression d'intensité variable selon les contextes, mais partout – y compris dans les États généralement considérés comme des démocraties libérales (Collombon, Mathieu 2021 ; Bonnard et al. 2021) – l'expression publique des mécontentements collectifs fait l'objet d'un encadrement plus resserré : intensification de la répression policière, renforcement du pouvoir exécutif au mépris du constitutionnalisme libéral ; remise en cause – plus ou moins assumée selon les contextes – de l'État de droit ; arrivée au pouvoir de leaders autocrates (Trump, Orban, Modi, Milei...); processus de restauration autoritaire etc.

Les modalités coercitives de gestion des contestations sociales traversent ainsi des situations politiques diverses, issues de trajectoires institutionnelles contrastées. Mais à quelles prises en charge des revendications redistributives ces variations autoritaires donnent-elles lieu ? Assiste-t-on à une réponse austéritaire uniforme, ou ne différant ici ou là que par des nuances de degré, à quelques exceptions sandinistes ou chavistes près ?

La lecture en termes d'autoritarisme néolibéral ou de néolibéralisme autoritaire s'est généralisée ces dernières années. L'autoritarisme néolibéral résulterait de l'intensification du néolibéralisme, qui, combinée à l'« atteinte accidentelle portée à la suprématie masculine blanche » (Brown 2019), favorise le démantèlement de la démocratie, soit en tant qu'effet délétère, soit en tant qu'objectif même du néolibéralisme. Il reposerait lui-même sur le paradoxe que ces leaders s'engagent à la fois dans la consolidation de leur propre pouvoir, et dans la poursuite d'un néolibéralisme radical qui, précisément, nuit à leur base sociale (Boffo, Saad-Filho et Fine 2019).

Mais, d'une part, un examen plus attentif des politiques publiques engagées sous l'autorité de ces dirigeants permettrait-il de voir, au-delà d'une simple radicalisation, des orientations qui ne relèvent pas uniquement du néolibéralisme ? Comment conjuguer cette lecture avec l'hypothèse, tout aussi ancrée dans les raisonnements politiques classiques, que les régimes populistes "tiennent" parce qu'ils "achètent la paix sociale" à coups de subsides et de rentes redistribuées ? Que deviennent les "contrats sociaux populistes-autoritaires" (Hinnebush 2020) à l'heure du néolibéralisme autoritaire ? Sont-ils "désintégrés dans le nihilisme" (Brown 2019, 170) ou bien la notion de contrat social étant par bien des aspects une "aporie", convient-il de repenser plus précisément ce qui est redistribué et sous quelles modalités ? En ce sens, cette ST invite à analyser les recompositions des sphères où se fabriquent les politiques publiques de redistribution (logement, subventions, aides sociales, services publics, protections liées au travail, etc.) - ou ce qu'on a pu appeler des "régimes partiels de régulation" qui composent les "grands arrangements", soit, en somme, les Régimes, au sens général (Massardier, Camau 2009).

D'autre part, le prisme néolibéral est-il toujours pertinent à un moment où le consensus de Washington (libéralisation du commerce mondial, déréglementation des marchés, etc.) se délite depuis le cœur de l'empire, sous le coup de mutations idéologiques et politiques ? Le néo-mercantilisme, à visée prédatrice et qui a pour corollaire un bellicisme exacerbé visant à contrôler les flux de marchandises (Orain, 2025), va de pair avec un leadership politique qui assume des pratiques et une idéologie illibérales (Massicard 2024). Cette ST explore l'hybridation des régimes, à l'heure de l'apparent *zeigeist* post-néolibéral : les communications pourront examiner comment les pratiques illibérales remettent en jeu les garanties dont bénéficient les acteurs des régimes partiels de régulation - leur "sécurité" (Camau, Massardier 2009) - notamment lorsque syndicats, chômeurs et bénéficiaires interviennent dans ces régimes pour tenter d'y produire de nouveaux droits.

The rise of social protests around redistributive issues has met with repression of varying intensity depending on the context. Yet everywhere – including in states generally regarded as liberal democracies (Collombon, Mathieu 2021; Bonnard et al. 2021) – the public expression of collective discontent has been subject to tighter control: intensification of police repression; strengthening of executive power at the expense of liberal constitutionalism; more or less explicit challenges to the rule of law; the accession to power of autocratic leaders (Trump, Orbán, Modi, Milei...); processes of authoritarian restoration, and so on.

The coercive modalities of managing social contestation thus cut across diverse political situations, shaped by contrasting institutional trajectories. But what kinds of responses to redistributive claims do these authoritarian variations entail? Do we observe a uniform “austeritarian” response, differing here and there only in degree, aside from a few Sandinista or Chavista exceptions?

Over the past few years, the reading in terms of “neoliberal authoritarianism” or “authoritarian neoliberalism” has become widespread. Neoliberal authoritarianism is said to result from the intensification of neoliberalism, which – combined with the “accidental assault on white male supremacy” (Brown 2019) – fosters the dismantling of democracy, either as a deleterious side-effect or as neoliberalism’s very objective. It is thought to rest on a paradox: these leaders are engaged both in consolidating their own power and in pursuing a radical neoliberalism that, precisely, undermines their own social base (Boffo, Saad-Filho and Fine 2019).

Yet, on the one hand, could it be that, beyond mere radicalization, the public policies enacted under these leaders follow orientations that are not solely neoliberal? How do the concept of authoritarian neoliberalism articulate with another well-rooted hypothesis of classical political reasoning – namely, that populist regimes “hold on” because they “buy social peace” through subsidies and redistributed rents? What becomes of the “populist–authoritarian social contracts” (Hinnebush 2020) in the age of neoliberal authoritarianism? Are they “disintegrated into nihilism” (Brown 2019, 170), or, since the very notion of a social contract is in many respects an “aporia,” should we instead rethink more precisely what is being redistributed and through what modalities? In this sense, this panel calls for a thorough analysis of the arenas where redistributive public policies are made (housing, subsidies, social assistance, public services, labor-related protections, etc.) – what have been called “partial regimes of regulation” that together compose the “grand arrangements,” i.e. regimes in the general sense of the term (Massardier, Camau 2009).

On the other hand, is the neoliberal prism still relevant at a time when the Washington Consensus (trade liberalization, market deregulation, etc.) is unraveling from the very core of the empire, under the weight of ideological and political shifts? Neo-mercantilism, predatory in orientation and coupled with an exacerbated bellicism aimed at controlling flows of goods (Orain 2025), goes hand in hand with political leaderships that embrace illiberal practices and ideologies (Massicard 2024). This panel therefore explores the hybridization of regimes in the apparent post-neoliberal zeitgeist: contributions may examine how illiberal practices challenge the guarantees enjoyed by actors within partial regimes of regulation – their “security” (Camau, Massardier 2009) – particularly when trade unions, the unemployed, and beneficiaries intervene in these regimes to attempt to produce new rights.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel’s conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Adly, A. (2020). Authoritarian restitution in bad economic times Egypt and the crisis of global neoliberalism. *Geoforum*, 124, 290-299. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2020.01.001>
- Allal, A., & Vannetzel, M. (2017). Des lendemains qui déchantent? Pour une sociologie des moments de restauration. *Politique africaine*, 146(2), 5-28.
- Babacan, E., Kutun, M., Pinar, E., & Yilmaz, Z. (Eds.). (2021). *Regime change in Turkey: Neoliberal authoritarianism, Islamism and hegemony* (1st ed.). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003098638>
- Bataillon, G. (2024). Les néo-populismes latino-américains, éléments d’une analyse politique. *Amérique latine*, 2024/1-2, 4-5, 134-179. <https://doi.org/10.3917/amla.004.0134>
- Gataulina, I. (2025). *Neoliberal Authoritarianism: An Ethnography of Russian Universities*, Palgrave Macmillan Cham, <https://doi.org/10.1007/978-3-031-89451-0>
- Boffo, M., Saad-Filho, A., Fine B. (2019). Neoliberal Capitalism: The Authoritarian Turn, *Socialist Register*, Canada, 55, 312-320.
- Bayart, J.-F. (2022). *L’énergie de l’Etat. Pour une sociologie historique et comparée du politique*, Paris : La Découverte.
- Bonnard, P., Dakowska, D. & Gobbille, B. (2021). *Faire, défaire la démocratie: de Moscou, Bogota et Téhéran au Conseil de l’Europe*, Paris: Karthala.
- Bruff, I. (2013). The rise of authoritarian neoliberalism. *Rethinking Marxism*, 26(1), 113-129. <https://doi.org/10.1080/08935696.2013.843250>
- Bruff, I., & Tansel, C. B. (2018). Authoritarian neoliberalism: Trajectories of knowledge production and praxis. *Globalizations*, 16(3), 233-244. <https://doi.org/10.1080/14747731.2018.1502497>
- Brown, W. (2019). *In the ruins of neoliberalism: The rise of antidemocratic politics in the West*. Columbia University Press. <https://doi.org/10.7312/brow19384>

- Camau, M. (1984). L'État tunisien : de la tutelle au désengagement. *Monde Arabe*, 103(1), 8-38.
- Camau, M., & Massardier, G. (Eds.). (2009). *Démocraties et autoritarismes : Fragmentation et hybridation des régimes*. Paris: Karthala.
- Chamayou, G. (2018). *La société ingouvernable : Une généalogie du libéralisme autoritaire* (326 p.). Paris: La Fabrique.
- Collombon, M. & Mathieu, L. (2021). *Dynamiques des tournants autoritaires, Vulaines sur Seine*: Editions du Croquant.
- Davey, R., & Koch, I. L. (2021). Everyday authoritarianism: Class and coercion on housing estates in neoliberal Britain. *Political and Legal Anthropology Review*, 44, 43-59. <https://doi.org/10.1111/plar.12422>
- Harrison, G. (2018). Authoritarian neoliberalism and capitalist transformation in Africa: All pain, no gain. *Globalizations*, 16(3), 274-288. <https://doi.org/10.1080/14747731.2018.1502491>
- Hinnebusch, R. (2020). The rise and decline of the populist social contract in the Arab world, *World Development*, Volume 129.
- Gonzalez-Vicente, R. (2022). In the name of the nation: Authoritarian practices, capital accumulation, and the radical simplification of development in China's global vision. *Globalizations*, 21(6), 1041–1056. <https://doi.org/10.1080/14747731.2022.2121061>
- Moallic, B. (2022). Nayib Bukele ou la politique de la désarticulation. *IdeAs*, 19. <https://journals.openedition.org/ideas/12618?lang=fr#tocto1n2>
- Orain, A. (2025). *Le monde confisqué : Essai sur le capitalisme de la finitude (XVIe-XXIe siècle)*. Paris: Flammarion.
- Sinha, S. (2021). 'Strong leaders', authoritarian populism and Indian developmentalism: The Modi moment in historical context. *Geoforum*, Volume 124, 320-333, <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2021.02.019>
- Tansel, C. B. (Ed.). (2017). *States of discipline: Authoritarian neoliberalism and the contested reproduction of capitalist order*. Rowman & Littlefield.
- Vannetzel, M. (2019). Visées allogènes et endogènes de la réforme des subventions à la consommation en Égypte. *Égypte/Monde arabe*, 20(2), 127-155.

ST 13

Les architectures de la démocratie
Architectures of democracy

Responsables scientifiques :

Amélie BESCONT (Sciences Po, CEVIPOF / Université de Tours) amelie.bescont@sciencespo.fr

Benjamin BOUDOU (Université de Rennes 1) benjamin.boudou@univ-rennes.fr

Cette section thématique pose une question générale : quelles sont les conditions spatiales des principes et des pratiques démocratiques ? Si l'on a beaucoup étudié la façon dont les régimes politiques (autoritaires) et leurs dirigeants pouvaient figurer symboliquement leur pouvoir par l'architecture (e.g., Abensour 2006 ; Bolz 2008), plus rares sont les travaux dévolus à l'analyse des procédures démocratiques dans l'élaboration architecturale et urbaine croisée avec la figuration et l'effectivité démocratique des espaces construits (Denman 2024 ; Müller 2019 ; 2024 ; Latour & Weibel 2005 ; Holleran 2022). Cela suppose d'associer la science politique à d'autres sciences sociales, notamment la sociologie de l'architecture, l'urbanisme et l'histoire sociale et politique (Cohen 2018).

Deux hypothèses peuvent nous guider.

(1) La démocratie n'est pas seulement une affaire d'institutions et de procédures : elle est également inscrite dans l'espace, matérialisée dans des lieux, des bâtiments, des dispositifs urbains qui donnent forme et consistance à ses principes. Elle est une forme de vie qui nécessite des dispositifs spatiaux pour, notamment, faire exister le conflit social et politique, rendre le pouvoir visible et accessible ou favoriser l'égalité (Müller 2024).

(2) Ensuite, la vie démocratique implique des choix d'aménagement, d'organisation et de distribution de l'espace, d'infrastructure sociale (Klinenberg 2018) et écologique ou d'expression architecturale de la mémoire collective devant de plus en plus reposer sur des procédures démocratiques (consultation, concertation, participation).

En somme, l'organisation de notre environnement bâti, qu'on nomme ici « les architectures » est un objet politique. Les architectures orientent les relations sociales et la distribution du pouvoir, et sont déterminées par des principes politiques (Bell & Zacka 2020 ; Schwarte 2019). Espaces de socialisation et de politisation (Cossart & Talpin 2012), elles ne sont pas de simples contenants, elles structurent les modes d'expression, de relation et de visibilité des individus.

Cette section thématique se veut exploratoire. Nous encourageons le dialogue entre des perspectives (sous-)disciplinaires différentes, théoriques et/ou empiriques, notamment sur les enjeux suivants :

- L'analyse politique de l'architecture domestique (e.g., principe d'égalité et distribution des espaces servants-servis, genre et appropriations de l'espace) et publique (accessibilité, discriminations, etc.) : dans quelle mesure la maison, l'immeuble, le quartier ou les espaces publics contribuent-ils à façonner des expériences d'égalité, de convivialité, ou au contraire de ségrégation et de domination ?
- L'analyse idéologique de « la démocratie » comme répertoire de justification dans les discours et projets architecturaux (bâtiments publics, programmes d'aménagement urbain, architecture institutionnelle). L'examen critique de ces discours permettra d'interroger les usages politiques de la démocratie comme valeur légitimatrice dans le champ architectural.
- Les controverses politiques autour des architectures mémorielles et leur traitement démocratique (ou non) : les monuments, musées, mémoriaux ou lieux de commémoration cristallisent des conflits sur la définition du passé, la reconnaissance des identités et les formes de réparation symbolique. On étudiera les débats autour de leur conception ou de leur implantation comme enjeux délibératifs.
- La sociologie politique des dispositifs participatifs et consultatifs pour la ville ou les projets architecturaux : on les étudiera notamment sous l'angle de leurs conditions matérielles d'organisation. Leur analyse permet d'interroger la portée démocratique des dispositifs de concertation, mais aussi les tensions entre expertise professionnelle, expression profane et inégalités sociales dans l'appropriation des espaces urbains (Nez 2015 ; Faburel 2013).

What are the spatial conditions of democratic principles and practices? While much research has been done on how (authoritarian) political regimes and their leaders can symbolically represent their power through architecture, there is less work devoted to analyzing democratic procedures in architectural and urban design in relation to the representation and democratic effectiveness of built spaces.

Two hypotheses can guide us.

(1) Democracy is not only a matter of institutions and procedures: it is also inscribed in space, materialized in places, buildings, and urban devices that give form and substance to its principles. It is a way of life that requires spatial devices to, in particular, bring social and political conflict into existence, make power visible and accessible, and promote equality.

(2) Secondly, democratic life involves choices regarding the planning, organization, and distribution of space, social infrastructure, ecological infrastructure, and the architectural expression of collective memory, which must increasingly be based on democratic procedures (consultation, dialogue, participation).

In short, the organization of our built environment, referred to here as “architectures” but including land use planning and urban planning, is a political issue that cannot be reduced to architectural standards alone (beauty, efficiency, safety, functionality). Architectures shape social relations and the distribution of power, and they are determined by political principles. As spaces for socialization and politicization, architectures are not mere containers; they structure the modes of expression, relationship, and visibility of individuals.

This thematic section is exploratory. We encourage dialogue between different (sub-)disciplinary perspectives, both theoretical and/or empirical, on the following issues:

- The political analysis of domestic architecture (e.g., the principle of equality and the distribution of servant and served spaces, gender and appropriations of space) and public architecture (accessibility, discrimination, etc.): to what extent do houses, buildings, neighborhoods, or public spaces contribute to shaping experiences of equality and conviviality, or, on the contrary, segregation and domination? How do urban planners and architects translate concepts of citizenship and inclusion into their projects?
- Ideological analysis of “democracy” as a repertoire of justification in architectural discourse and projects (public buildings, urban development programs, institutional architecture). A critical examination of these discourses will help us question the political uses of democracy as a legitimizing value in the field of architecture.
- Political controversies surrounding memorial architecture and its democratic (or undemocratic) treatment: monuments, museums, memorials, and places of commemoration crystallize conflicts over the definition of the past, the recognition of identities, and forms of symbolic reparation. We will examine the debates surrounding their design or implementation as deliberative issues.
- The political sociology of participatory and consultative mechanisms for urban or architectural projects: these arenas, often promoted as vectors of democratic deepening, can be studied from the perspective of their material conditions of organization (where to meet, how speech circulates, what visual or technical tools to use). Their analysis question the democratic scope of consultation mechanisms, but also the tensions between professional expertise, citizen’s expression, and social inequalities in the appropriation of urban spaces.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel’s conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Abensour, M., 2006, De la compacité. Architectures et régimes totalitaires, Sens et Tonka
- Bell, D., Zacka, B., 2020, Political Theory and Architecture, Bloomsbury Academic
- Bolz, D., 2008, Les arènes totalitaires. Hitler, Mussolini et les jeux du stade, Paris, CNRS Editions
- Cohen, J.-L., 2018, « L’architecture, vecteur du politique », Cours au Collège de France, <https://www.college-de-france.fr/fr/agenda/cours/architecture-vecteur-du-politique>
- Cossart, P., Talpin, J., 2012, « Les Maisons du Peuple comme espaces de politisation. Étude de la coopérative ouvrière la paix à Roubaix (1885-1914) », RFSP, 62(4), 583-610
- Denman, D., 2024, Fortress Power, Minneapolis, University of Minnesota Press

- Faburel, G., 2013, « L'habitant et les savoirs de l'habiter comme impensés de la démocratie participative », Cahiers Ramau, n°6, 31- 53
- Holleran, M., 2022, Yes to the city: Millenials and the fight for affordable housing, Princeton, Princeton University Press
- Klinenberg, E., 2019, Palaces for the people: How social infrastructure can help fight inequality, polarization, and the decline of civic life, Crown
- Latour, B., Weibel, P. (dir.), 2005, Making things public: Atmospheres of democracy, Cambridge, MIT Press, 2005
- Müller, J.-W., 2019, « What Spaces Does Democracy Need? », Soundings: An Interdisciplinary Journal, 102(2-3), 203-16
- Müller, J.-W., 2024, « Democratic designs: show me what democracy looks like », en ligne : <https://www.architectural-review.com/essays/democratic-designs>
- Müller, J.-W., 2023, « Just how is architecture ideological? », Journal of Political Ideologies, 28(3), 412-420
- Nez, H., 2016, Urbanisme : La parole citoyenne, Paris, Le Bord de l'Eau,
- Schwarte, L., 2019, Philosophie de l'architecture, Zones

ST 14

Le travail politique des élu·es face à la crise écologique
The political work of elected representatives on the ecological crisis

Responsables scientifiques :

Cécile BLATRIX (AgroParisTech / UMR Printemps) cecile.blatrix@agroparistech.fr

Noé DUPRAT-LASSUS (ADEME / Avignon Université, UPR-JPEG) noe.duprat-lassus@alumni.univ-avignon.fr

Si la crise écologique fait l'objet d'une mise à l'agenda politique de 2018 à 2023 (multiplication des actions collectives, "vague verte" des municipales de 2020, etc.), ces derniers mois, l'heure semble plutôt être celle d'un "backlash écologique" (Stokes, 2016). L'arrivée de Donald Trump aux USA en est un exemple saisissant, mais la France n'est pas en reste : suppression des ZFE, loi Duplomb, projet de loi de simplification de la vie économique, menaces de suppression de l'OFB, de l'Agence Bio, etc. Si ces reculs sont souvent imputés en partie à une "élite politique égoïste" venant détricoter par le haut les politiques environnementales, le travail scientifique de documentation des processus et des acteurs à l'origine de ces évolutions reste à faire en France (Nicolas et al., 2023) comme ailleurs (Ryan, 2015).

Cette session thématique vient prolonger deux agendas de recherches : l'un déployé en 2022 sur l'action publique environnementale territoriale (Mazeaud et al., 2022) ; l'autre sur l'objectivation de l'inertie des politiques écologiques (Nicolas et al., 2023). Parmi les chantiers de recherche à poursuivre, les travaux de sociologie politique "par le bas" autour de la mise en place des politiques publiques environnementales restent rares, bien que cette approche se révèle très féconde (Mazeaud et al., 2022 ; Nicolas et al., 2023). L'objectif de cette ST est ainsi d'éclairer le rapport des élites politiques à cette crise menaçant l'habitabilité même de la planète en objectivant ce que fait au quotidien le personnel politique pour (dé)construire les politiques publiques environnementales. Il est question ainsi d'analyser finement le travail politique (Smith, 2019) des élu·e·s face à la crise écologique.

Bien que le travail politique ne soit pas réductible aux élu·e·s, le rôle des différents types de personnels politiques dans la construction de l'action publique reste largement à étudier (Sawicki, 2003 ; Smith, 2019). L'analyse par le travail quotidien (Godmer & Marrel, 2015) des élu·e·s constitue une piste riche empiriquement pour saisir le contenu, les contraintes et les temporalités de l'action publique environnementale. La sociologie du personnel politique atteste en effet du rôle crucial des élu·e·s dans l'action publique (Cos & Douillet, 2020 ; Douillet & Robert, 2007 ; Genieys, 2015).

Il s'agit donc de dévoiler ce que le "travail politique" veut dire dès lors qu'il est question d'environnement et d'urgence écologique. Cela implique de comprendre avec qui travaille l'élu·e, localement, nationalement ou internationalement, sur la mise en place de quelles politiques environnementales, avec quelles ressources, selon quelles modalités, sur la base de quelles valeurs, quels cadres cognitifs et avec quels intérêts catégoriels et positionnels.

La session thématique veillera à ce que les communications retenues reflètent une approche non franco-centrée et sera attentive aux travaux internationaux portant sur d'autres contextes nationaux et/ou à l'échelle internationale.

Un premier axe portera sur les modalités du travail politique des élu·e·s sur la crise écologique afin d'en préciser les contours. Comment celui-ci se déploie-t-il ? Le travail politique sur l'action publique environnementale est-il différent par rapport aux autres secteurs de l'action publique ? Comment et dans quels espaces l'élu·e fabrique-t-iel des alliances susceptibles de provoquer un changement ou une reproduction institutionnelle ? Si la crise écologique exige des changements institutionnels sans précédents, comment l'élu·e fait-iel face aux dépendances aux sentiers (Pierson, 1993) propres à l'action publique ?

Un second axe sera centré sur la manière dont le mandat et ses temporalités viennent influencer sur le contenu et le rythme de l'action publique environnementale. La capacité des élu·e·s à construire des politiques de long terme reste encore une zone d'ombre (Engelberg et al., 2025 ; Finnegan, 2022 ; Jacobs, 2016). Du côté des élu·e·s, cette échéance de l'élection cadre-t-elle le travail politique ? De quelle manière les contraintes électorales modifient-elles le contenu, le rythme et les instruments des politiques publiques environnementales ? Comment l'élu·e met-iel en place des stratégies de "blame avoidance" (Weaver, 1986) face à un électorat habitué à voir son assise matérielle s'étendre en permanence (Villalba, 2015) ? Les élu·e·s parviennent-t-iels à dépasser les horizons temporels de leurs mandats ?

While the ecological crisis has been on the political agenda from 2018 to 2023 in France (with an increase in collective actions, the 'green wave' in the 2020 municipal elections, etc.), recent months seem to have seen more of an 'ecological backlash' (Stokes, 2016). The return of Donald Trump in the United States is a striking example of it, but France is not far behind : the abolition of low-emission zones, the Duplomb law, the bill to 'simplify economic life', threats to abolish the

OFB (French Agency for Biodiversity) and Agence Bio (French Organic Agency), etc. While these setbacks are often attributed in part to a 'selfish political elite' undermining environmental policies from above, scientific work to document the processes and actors behind these developments remains to be done in France (Nicolas et al., 2023) as elsewhere (Ryan, 2015).

This thematic session extends two research agendas : one launched in 2022 about local environmental policies (Mazeaud et al., 2022) ; the other on the objectification of the inertia of environmental policies (Nicolas et al., 2023). Among the research projects to be pursued, 'bottom-up' political sociology fieldwork on the implementation of public environmental policies remains rare, although this approach has proven to be very fruitful (Mazeaud et al., 2022 ; Nicolas et al., 2023). The aim of this ST is therefore to shed light on the relationship between political elites and this crisis threatening the very habitability of the planet by objectifying what politicians do on a daily basis to (de)construct public environmental policies. The aim is thus to analyse in detail the political work (Smith, 2019) of elected representatives in the face of the ecological crisis.

Although political work cannot be reduced to elected officials alone, the role of different types of political staff in shaping public action remains largely unexplored (Sawicki, 2003; Smith, 2019). The analysis of elected officials' daily work (Godmer & Marrel, 2015) provides a rich empirical basis for understanding the content, constraints and timeframes of public environmental action. The sociology of political staff attests to the crucial role of elected officials in public action (Cos & Douillet, 2020 ; Douillet & Robert, 2007 ; Genieys, 2015).

The aim is therefore to reveal what 'political work' means when it comes to the environment and ecological urgency. This involves understanding who elected officials work with, locally, nationally or internationally, on the implementation of which environmental policies, with what resources, according to what modalities, on the basis of what values, what cognitive frameworks and with what categorical and positional interests.

The thematic session will ensure that the selected papers reflect a non-France-centric approach and will pay attention to international work on other national contexts and/or at the international level.

The first focus will be on the political work of elected officials on the ecological crisis in order to clarify its contours. How is this work carried out ? Is political work on environmental public action different from other areas of public action ? How and in what political spaces do elected officials forge alliances that are likely to produce institutional change or reproduction ? If the ecological crisis requires unprecedented institutional changes, how do elected officials deal with the path dependencies (Pierson, 1993) inherent in public action ?

A second focus will be on how the mandate and its timeframes influence the content and pace of public environmental action. The ability of elected officials to develop long-term policies remains unclear (Engelberg et al., 2025; Finnegan, 2022; Jacobs, 2016). From the perspective of elected officials, does the election deadline frame their political work ? How do electoral constraints change the content, pace and instruments of public environmental policies ? How do elected officials implement 'blame avoidance' strategies (Weaver, 1986) in the face of an electorate accustomed to seeing its material base constantly expand (Villalba, 2015) ? Are elected officials able to look beyond the time horizons of their political mandate ?

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Cos, R., & Douillet, A.-C. (2020). Comment les partis politiques travaillent-ils l'action publique ? *Gouvernement et action publique*, 9(4), 9-27. <https://doi.org/10.3917/gap.204.0009>
- Douillet, A.-C., & Robert, C. (2007). Les élus dans la fabrique de l'action publique locale. *Sciences de la Société*, 71, 3.
- Engelberg, D. L., Hudson, A., Freemark, Y., Moody, J., & Zhao, J. (2025). The Pernicious Effects of Uncertainty on Municipal Climate Action. *Urban Affairs Review*, 10780874251340279. <https://doi.org/10.1177/10780874251340279>
- Finnegan, J. J. (2022). Institutions, Climate Change, and the Foundations of Long-Term Policymaking. *Comparative Political Studies*, 55(7), 1198-1235. <https://doi.org/10.1177/00104140211047416>
- Genieys, W. (2015). 9. Le leadership vu du territoire pour une sociologie de l'action politique des élus locaux. In A. Smith & C. Sorbets (Éds.), *Le leadership politique et le territoire : Les cadres d'analyse en débat* (p. 205-227). Presses universitaires de Rennes. <http://books.openedition.org/pur/24878>
- Godmer, L., & Marrel, G. (2015). La politique au quotidien : L'agenda et l'emploi du temps d'une femme politique. ENS éditions.

- Jacobs, A. M. (2016). Policy Making for the Long Term in Advanced Democracies. *Annual Review of Political Science*, 19(Volume 19, 2016), 433-454. <https://doi.org/10.1146/annurev-polisci-110813-034103>
- Mazeaud, A., Aulagnier, A., Smith, A., & Compagnon, D. (2022). La territorialisation de l'action climatique. *Pôle Sud*, 57(2), 5-20. <https://doi.org/10.3917/psud.057.0005>
- Nicolas, F., Montrieux, G., & Bourad, A. (2023). La transition écologique à l'épreuve des sciences sociales du politique. *Politix*, 144(4), 9-35. <https://doi.org/10.3917/pox.144.0009>
- Pierson, P. (1993). When Effect Becomes Cause : Policy Feedback and Political Change. *World Politics*, 45(4), 595-628. <https://doi.org/10.2307/2950710>
- Ryan, D. (2015). From commitment to action : A literature review on climate policy implementation at city level. *Climatic Change*, 131(4), 519-529.
- Sawicki, F. (2003). 2. Le leadership politique : Un concept à remettre sur le métier ? In A. Smith & C. Sorbets (Éds.), *Le leadership politique et le territoire : Les cadres d'analyse en débat* (p. 71-88). Presses universitaires de Rennes. <https://doi.org/10.4000/books.pur.24869>
- Smith, A. (2019). Travail politique et changement institutionnel : Une grille d'analyse. *Sociologie du travail*, 61(1), Article 1. <https://doi.org/10.4000/sdt.14661>
- Stokes, L. C. (2016). Electoral Backlash against Climate Policy : A Natural Experiment on Retrospective Voting and Local Resistance to Public Policy. *American Journal of Political Science*, 60(4), 958-974. <https://doi.org/10.1111/ajps.12220>
- Villalba, B. (2015). Au fondement matériel de la démocratie. *Revue Projet*, 344(1), 56-63.
- Weaver, R. K. (1986). The Politics of Blame Avoidance*. *Journal of Public Policy*, 6(4), 371-398. <https://doi.org/10.1017/S0143814X00004219>

ST 15

**Politiques de la sobriété, ou gouverner la diminution des consommations :
instruments, arènes et controverses**

*Policies of sufficiency, or the governance of lower consumption:
instruments, arenas and controversies*

Responsables scientifiques :

Jérémy BOUILLET (EDF R&D) jeremy.bouillet@edf.fr

Claire LE RENARD (LATTS, UMR 8134, CNRS, École nationale des ponts et chaussées & IPP, Université Gustave Eiffel)
claire.le-renard@enpc.fr

Comment la sobriété est-elle en train de devenir un objet de gouvernement ? Afin de satisfaire à l'accord de Paris sur le climat et de contenir les impacts environnementaux dans les limites planétaires, des politiques publiques visant à une diminution des consommations sont mises en œuvre sous l'intitulé de « sobriété ». Cette ST entend contribuer à une réflexion collective sur les formes de gouvernement de la « sobriété », en interrogeant la sobriété comme problème public dont la définition demeure conflictuelle et discutée (Mallard, 2024; Villalba, 2024), comme catégorie d'action publique en phase d'élaboration (Baudouin, 2024; Leray & Chagny, 2024) et comme enjeu démocratique (Lage et al., 2023) autour de la question du partage équitable du fardeau des « transitions » (Bouillet & Grandclément, 2024). En pratique, dans la mesure où les « transitions » énergétiques et environnementales tendent souvent à produire des additions de consommations énergétiques et matérielles (Fressoz, 2024), la ST s'intéresse particulièrement aux politiques visant à diminuer les empreintes environnementales ou à renoncer à des activités. Sans s'adosser à une définition stricte de la « sobriété » dans la mesure où le vocable n'est ni univoque, ni universel (Zell-Ziegler et al., 2021), la ST insiste sur ces dimensions de diminution et de renoncement – y compris dans leur caractère conflictuel vis-à-vis des politiques économiques dominantes (Dubuisson-Quellier, 2022).

Les communications pourront mettre l'accent sur les instruments de politique publique et leurs effets, les réseaux d'acteurs engagés dans l'élaboration de ces instruments, les modalités de mise en œuvre, les publics ciblés (Halpern et al., 2014). La promotion de la déconsommation à travers la campagne des « dévendeurs » de l'ADEME, ou des politiques alimentaires visant à diminuer la consommation de certains types d'aliments, montrent également que la question plus large du gouvernement des conduites peut se poser (Dubuisson-Quellier, 2016). De l'objectif européen « Fit for 55 » jusqu'aux documents infranationaux (Sraddet, PCAET, SCOT, PLUi) en passant par la PPE ou la SNBC, l'accent peut aussi être mis sur les enjeux de planification et d'échelles territoriales (Mazeaud et al., 2022).

Cette ST propose d'explorer les formes contemporaines de gouvernement de la sobriété en articulant trois axes :

1. Instruments et dispositifs : Quels instruments et dispositifs pour gouverner la diminution des consommations et empreintes environnementales ? Comment ces instruments traduisent-ils des conceptions spécifiques de la « sobriété » ? Quelles innovations et expérimentations locales ou historiques ? Quelle reconnaissance et légitimité des politiques de sobriété ? Quels effets de débordement ?
2. Acteurs et arènes : quelles coalitions (administrations, entreprises, ONG, mouvements citoyens) façonnent les politiques de sobriété ? Quels conflits émergent entre logiques économiques, impératifs écologiques et enjeux sociaux, dans quelles arènes ? Comment décrire les dynamiques de coopération ou de concurrence entre ces différents acteurs ?
3. Controverses et légitimités : comment la sobriété est-elle cadrée dans l'espace public et/ou médiatique ? Quels récits et registres de justification sont mobilisés pour en faire un horizon désirable ou, au contraire, pour la contester ? Quelle place à la participation et démocratie participative ? Quelles tensions entre libertés individuelles et impératif de sobriété ?

L'objectif est de croiser des approches variées (analyse des politiques publiques, sociologie des instruments, études critiques de la transition, science politique comparée, ...) et des enquêtes sur des objets diversifiés (énergie, foncier, eau, mobilité, alimentation, numérique...). Les communications pourront s'appuyer sur des enquêtes empiriques, des analyses comparatives ou des réflexions théoriques. Les jeunes chercheur-es sont particulièrement encouragé-es à communiquer leurs recherches.

How is sufficiency becoming an issue to be governed? In order to comply with the Paris Climate Agreement and keep environmental impacts within planetary boundaries, public policies aimed at reducing consumption are being implemented under the banner of 'sufficiency'. This thematic section aims to contribute to a collective reflection on the forms of governance of 'sufficiency' by questioning sufficiency as a public issue whose definition remains controversial and debated (Mallard, 2024; Villalba, 2024), as a category of public action in the process of being elaborated (Baudouin, 2024; Leray & Chagny, 2024) and as a democratic issue (Lage et al., 2023) around the question of the equitable sharing of the burden of 'transitions' (Bouillet & Grandclément, 2024). In practice, given that energy and environmental 'transitions' often tend to increase energy and material consumption (Fresso, 2024), the thematic section is particularly interested in policies aimed at reducing environmental footprints or abandoning certain activities. Without relying on a strict definition of 'sufficiency', as the term is neither unambiguous nor universal (Zell-Ziegler et al., 2021), the thematic section emphasises these dimensions of reduction and renunciation – including their conflicting character with regard to dominant economic policies (Dubuisson-Quellier, 2022).

Contributions may focus on public policy instruments and their effects, the networks of actors involved in elaborating these instruments, implementation modalities, and the publics targeted (Halpern et al., 2014). The promotion of reduced consumption through the 'de-sellers' campaign by French environmental agency, or policies aimed at reducing the consumption of unhealthy food, also show that the broader issue of the government of conducts may arise (Dubuisson-Quellier, 2016). From the European 'Fit for 55' objective to sub-national planning documents pursuing these aims, via national energy or low-carbon strategies, the focus can also be placed on planning and territorial scale issues (Mazeaud et al., 2022).

This thematic section proposes to explore contemporary forms of government of sufficiency by articulating three lines:

1. Instruments and mechanisms: What instruments and mechanisms can be used to govern the reduction of consumption and environmental footprints? How do these instruments reflect specific conceptions of 'sufficiency'? What local or historical innovations and experiments exist? How are sufficiency policies recognised and legitimised? What are the spillover effects?
2. Actors and arenas: What coalitions (administrations, businesses, NGOs, citizen movements) shape sufficiency policies? What conflicts arise between economic logic, ecological imperatives and social issues, and in what arenas? How can we describe the dynamics of cooperation or competition between these different actors?
3. Controversies and legitimacy: how is sufficiency framed in the public sphere and/or the media? What narratives and justifications are used to make it a desirable goal or, conversely, to challenge it? What role is there for participation and participatory democracy? What tensions exist between individual freedoms and the imperative of sufficiency?

The aim is to combine a variety of approaches (analysis of public policies, sociology of instruments, critical studies of transition, comparative political science, etc.) and surveys on a range of topics (energy, land, water, mobility, food, digital technology, etc.). Contributions may be based on empirical enquiries, comparative analyses or theoretical reflections. Young researchers are particularly encouraged to share their research.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

ST 16

Les idées politiques du temps présent : crise ou reconfiguration de la vie intellectuelle ?
Political Ideas in the Present: Crisis or Reconfiguration of Intellectual Life?

Responsables scientifiques :

Titouan CARRERE (Université Jean Moulin Lyon 3, Triangle, CED) titouan.carrere@ens-lyon.fr

Célia ENACHE (Sciences Po Bordeaux/CED/CESSP, Doctorante) celia.enache@scpobx.fr

La vie des idées a connu des transformations décisives ces dernières décennies (Charle et Jeanpierre, 2016 ; Rieffel, 2022). Face à ces reconfigurations, certains ont pu déplorer une « crise des idées », « la défaite de la pensée » ou encore « la fin des intellectuels ». Cette lecture masque les voies nouvelles d'expression des idées, ainsi qu'un ensemble d'acteur-ices aux propriétés sociales diverses (créateur-ices de contenu, « expert-es », jeunes éditorialistes...) qui participent désormais de leur production et diffusion (Noël, 2012 ; Medvetz, 2014 ; Attencourt, 2021). Afin d'examiner ces évolutions, cette ST entend rassembler des chercheur-ses dont les travaux sont consacrés aux idées politiques du temps présent. Quelles formes prennent les idées politiques aujourd'hui ? Dans quels espaces sont-elles élaborées et comment circulent-elles ? Quelles sont les conditions pour que des idées soient reconnues, bénéficient d'une certaine visibilité ? À l'inverse, comment expliquer que d'autres soient abandonnées ou n'accèdent jamais à la reconnaissance publique ?

Si l'étude des idées politiques a longtemps été liée à la philosophie politique et à un corpus d'auteurs canoniques, une série de travaux favorise depuis plusieurs décennies un renouvellement de ses objets, ses terrains et ses méthodes. Certain-es ont d'abord démontré l'importance d'examiner les conditions discursives dans lesquelles s'inscrivent les textes et les intentions de leurs auteur-ices (Skinner, 2002), mais aussi les conditions sociales de leur production (Bourdieu, 1984, 1992, 2002). Le récent développement de l'histoire sociale des idées politiques (HSIP) a mis en lumière l'intérêt du dépassement de l'opposition entre analyse interne et externe des œuvres et d'une étude des idées au moyen des outils des sciences sociales (Matonti, 2012; Matonti & Sapiro, 2009). Les travaux sur la réception (Matonti, 2009 ; Hauchecorne, 2011 ; Carrié, 2015), sur la mise en politique des idées (Rioufreyt, 2019), et plus largement sur la diffusion ou le déclin des idéologies politiques (Aubert, 2020) s'inscrivent dans cette dynamique.

En réunissant des chercheur-ses travaillant sur les idées politiques contemporaines, sous des formes variées allant de l'expertise aux controverses du débat public, en passant par la politisation du moindre geste (Pruvost, 2024), cette ST entend en premier lieu mettre l'accent sur la (dé)politisation des idées. Comment une idée devient-elle dotée et/ou vidée d'une signification politique selon les espaces qu'elle traverse et les agents qui la portent (Cos, 2019 ; Baudot, 2023) ? Quelles sont les conditions sociales et institutionnelles qui favorisent ou entravent la circulation des idées entre espaces intellectuels, médiatiques et politiques ?

Étudier les idées politiques au présent pose également des défis singuliers en termes de rapport à l'objet. Ce dernier est notamment travaillé par les enjeux de luttes propres à l'état du champ intellectuel et des différents espaces étudiés, et donc les adhérences et adhésions de ceux et celles qui en font partie (Attencourt, 2019). Comment l'étude d'une production, circulation, appropriation en train de se faire affecte-t-elle nos recherches ? Quelles difficultés peut poser notre propre position de chercheur-se, en tant que producteur-ice d'idées étudiant des producteur-ices d'idées (Chamboredon et al., 1994) ?

Si les questionnements au cœur de cette ST découlent largement des enjeux que pose l'histoire sociale des idées politiques, nous pensons que le dialogue doit rester ouvert avec d'autres démarches qui travaillent à l'approche des idées politiques en tant que faits sociaux (Passard, 2024). Cette ST a donc l'ambition de mettre en lien des chercheur-e-s mobilisant les outils des sciences sociales pour étudier les idées politiques.

The life of ideas has undergone decisive transformations in recent decades (Charle & Jeanpierre, 2016; Rieffel, 2022). In response to these reconfigurations, some have lamented a "crisis of ideas," "the defeat of thought," or even "the end of intellectuals." Such a reading obscures the emergence of new channels for the expression of ideas, as well as a broader set of actors with diverse social properties (content creators, "experts," young editorialists, etc.) who now take part in their production and dissemination (Noël, 2012; Medvetz, 2014; Attencourt, 2021). In order to examine these

developments, this panel aims to bring together scholars whose work is devoted to contemporary political ideas. What forms do political ideas take today? In which spaces are they elaborated, and how do they circulate? Under what conditions do ideas become recognized and acquire visibility? Conversely, how can we account for the abandonment of certain ideas, or for their failure ever to gain public recognition?

While the study of political ideas has long been linked to political philosophy and a corpus of canonical authors, a body of scholarship has, for several decades, been contributing to the renewal of its objects, terrains, and methods. Some have first emphasized the importance of examining the discursive conditions in which texts are situated and the intentions of their authors (Skinner, 2002), but also the social conditions of their production (Bourdieu, 1984, 1992, 2002). The recent development of the social history of political ideas (HSIP) has highlighted the benefits of overcoming the opposition between internal and external analysis of works, and of studying ideas through the tools of the social sciences (Matonti, 2012; Matonti & Sapiro, 2009). Research on reception (Matonti, 2009; Hauchecorne, 2011; Carrié, 2015), on the politicization of ideas (Rioufreyt, 2019), and more broadly on the diffusion or decline of political ideologies (Aubert, 2020) are part of this dynamic.

By bringing together researchers working on contemporary political ideas—ranging from expertise to public debate controversies, and even to the politicization of everyday gestures (Pruvost, 2024)—this panel seeks above all to highlight the (de)politicization of ideas. How does an idea come to be endowed with, or stripped of, political significance depending on the spaces it traverses and the agents who carry it (Cos, 2019; Baudot, 2023)? What social and institutional conditions favor or hinder the circulation of ideas across intellectual, media, and political spaces?

Studying political ideas in the present also raises specific challenges concerning our relationship to the object. The latter is shaped by the struggles intrinsic to the state of the intellectual field and the various spaces under study, as well as by the attachments and commitments of those who belong to them (Attencourt, 2019). How does the study of productions, circulations, and appropriations in the making affect our research? What difficulties arise from our own position as researchers, as producers of ideas studying other producers of ideas (Chamboredon et al., 1994)?

Although the questions at the core of this panel largely stem from the issues raised by the social history of political ideas, we believe that dialogue must remain open with other approaches that study political ideas as social facts (Passard, 2024). This panel therefore seeks to foster connections among scholars who mobilize the tools of the social sciences to investigate political ideas.

<p>Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025. Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.</p>
--

ST 17

Circulations et transferts des causes non-humaines : le cas de la cause animale

Circulation and transfer of non-human causes: the case of animal rights

Responsables scientifiques :

Fabien CARRIE (Université Paris Nanterre/ISP) fabien.carrie@parisnanterre.fr

Antoine DORE (INRAE/AGIR) antoine.dore@inrae.fr

Les recherches sur les circulations et les transferts dans les mouvements sociaux se sont enrichies ces vingt dernières années d'approches attentives aux propriétés et carrières des acteurs impliqués dans ces processus ou considérant différentes échelles d'analyse et temporalités pour rendre compte de leur diffusion (Sommier 2010). De cela découlent des travaux féconds sur les modalités de diffusion de l'altermondialisme (Agrikoliansky, Fillieule, Mayer 2005 ; Pommerolle et Siméant 2008) ou des mouvements anticoloniaux (Anderson 2009), de même que des analyses sur les circulations transnationales de certains mouvements citoyens demandant plus de justice sociale (Della Porta et Tarrow 2005 ; Pleyers 2020).

On en sait cependant beaucoup moins sur les logiques de circulation de causes concernant les « non humains ». Celles-ci, comme la cause animale, sont souvent considérées comme le fruit d'une imposition univoque d'un mouvement social anglo-saxon au reste du monde. A l'exception de quelques initiatives récentes (Carrié, Michalon et Doré 2023 ; Dardenne et Sénac 2025), les recherches sur le sujet peuvent par ailleurs donner l'impression d'une cause parfaitement autonome et « étanche », peu sensible aux influences extérieures ou ne dialoguant pas avec d'autres mouvements.

La cause animale, notamment dans ses expressions récentes comme l'animalisme (antispécisme, droit des animaux, etc.), a pourtant été au centre d'une série de transferts que cette section thématique entend interroger. Transferts d'idées politiques d'abord, comme lorsqu'au début des années 1990, des militants des milieux squats et anarchistes lyonnais s'efforcent d'importer, de traduire et de diffuser les auteurs de références de l'éthique animale pour fonder un mouvement français. Circulation de répertoires de mobilisation ensuite : l'antispécisme anglophone a ainsi bénéficié dans les années 1970 et 1980 de la transposition par des acteurs venus du mouvement des droits civiques des répertoires tactiques des luttes d'émancipation. Plus récemment, les rapprochements entre une partie de la cause animale et de la cause environnementale ont favorisé un renouvellement partiel des répertoires et des enjeux des mobilisations, autour notamment des pratiques de consommation végétariennes, végétaliennes et véganes. Circulations de savoirs scientifiques enfin, le mouvement animaliste contemporain s'étant appuyé sur des travaux en neurologie, biologie et éthologie pour formaliser et porter ses revendications d'une abolition des différentes formes d'exploitation des bêtes.

Les communications attendues interrogeront, sur la base de recherches empiriques, ces dynamiques de circulation concernant la cause animale. Trois axes de questionnements sont envisagés :

1. Comment et selon quelles médiations ces transferts s'opèrent-ils ? Une attention particulière sera accordée aux propriétés, dispositions et trajectoires des « passeurs de sens » de la cause animale, de même qu'aux espaces / arènes depuis lesquels ces savoirs, modes d'action et idées circulent.
2. Quelles sont les conditions et les logiques de conversion des savoirs et modes d'action d'une cause « humaine » à une cause « non-humaine » comme la cause animale (et vice-versa) ? En quoi ces transferts contribuent-ils à légitimer cette entreprise de représentation politique singulière ?
3. En quoi ces circulations – entre la cause animale et d'autres formes de lutte, entre celle-ci et les champs académique, économique ou scientifique – contribuent-elles à transformer nos relations et nos représentations vis-à-vis des animaux et, plus largement, des vivants ? La mise en circulation vers des espaces extérieurs à la cause de ses revendications et mots d'ordre favorise-t-elle leur acceptation et leur intériorisation ou conduit-elle au contraire à amenuiser leur portée critique ?

Over the past twenty years, research on circulation and transfer in social movements has been enriched by approaches that focus on the social properties and careers of the actors involved in these processes or that consider different scales of analysis and time frames to account for their dissemination (Sommier 2010). This has led to fruitful work on the modes of diffusion of anti-globalization (Agrikoliansky, Fillieule, Mayer 2005; Pommerolle and Siméant 2008) and anti-colonial

movements (Anderson 2009), as well as analyses of the transnational circulation of certain citizen movements demanding greater social justice (Della Porta and Tarrow 2005; Pleyers 2020).

However, much less is known about the logic behind the circulation of causes concerning “non-humans.” These causes, such as animal rights, are often considered to be the result of a univocal imposition of an Anglo-Saxon social movement on the rest of the world. Except for a few recent initiatives (Carrié, Michalon, and Doré 2023; Dardenne and Sénac 2025), research on the subject can also give the impression of a perfectly autonomous cause, largely impervious to outside influences and lacking dialogue with other movements.

The animal cause, particularly in its recent expressions such as animalism (anti-speciesism, animal rights, etc.), has nevertheless been at the center of a series of transfers that this thematic section intends to examine. Firstly, transfers of political ideas, such as when, in the early 1990s, activists from the squatter and anarchist circles in Lyon sought to import, translate, and disseminate the works of leading authors on animal ethics to found a French movement. Secondly, the circulation of mobilization repertoires: in the 1970s and 1980s, English-speaking anti-speciesism benefited from the transposition by actors from the civil rights movement of the tactical repertoires of emancipation struggles. More recently, the convergence between part of the animal cause and the environmental cause has led to a partial renewal of the repertoires and issues of mobilization, particularly around vegetarian, vegan, and plant-based consumption practices. Finally, the contemporary animal rights movement has drawn on scientific knowledge, relying on research in neurology, biology, and ethology to formalize and promote its demands for the abolition of various forms of animal exploitation.

The expected papers will examine on the basis of empirical research, these dynamics of circulation concerning the animal cause. Three lines of inquiry are envisaged:

1. How and through what mediations do these transfers take place? Particular attention will be paid to the properties, dispositions, and trajectories of the “meaning conveyors” of the animal cause, as well as to the fields from which this knowledge, modes of action, and ideas circulate.
2. What are the conditions and logic behind the conversion of knowledge and modes of action from a “human” cause to a “non-human” cause such as the animal cause (and vice versa)? How do these transfers contribute to legitimizing this unique political representation?
3. How do these circulations—between the animal cause and other forms of struggle, between the animal cause and the academic, economic, or scientific fields—contribute to transforming our relationships with and representations of animals and, more broadly, of living beings? Does circulating these causes and slogans in spaces outside the cause itself promote their acceptance and internalization, or does it instead diminish their critical impact?

<p>Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025. Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel’s conveners before 7 December 2025.</p>
--

ST 18

Réformer et réorganiser l'État social par l'expérimentation
Reforming and reorganizing the welfare state through experimentation

Responsables scientifiques :

Clément CAYOL (laboratoire Clersé (UMR 8019), Université de Lille) clement.cayol@univ-lille.fr
Aubin TANTOT (laboratoire Triangle (UMR 5206), Sciences Po Lyon) aubin.tantot@sciencespo-lyon.fr

La réforme de l'État social est un débat régulièrement remis à l'agenda. Du côté de l'État central, on défend généralement une réorganisation des politiques sociales et de leur gouvernance pour « simplifier » l'action publique, améliorer la qualité des services rendus, etc. Cette dynamique réformatrice peut passer par l'expérimentation, qui reste le plus souvent une simple « étape stratégique de la généralisation » (Okbani, 2014, p. 39) et un instrument descendant à la main de l'État central. Les collectivités et les associations étant le plus souvent reléguées au rang de simples opérateurs et de terrains pour mesurer les effets d'une dérogation à la norme (Bureau et al., 2013; Simha, 2015; Béal, Epstein et Pinson, 2015). L'expérimentation, phénomène en croissance depuis la fin des années 2000 (Leprêtre, 2019) est comprise comme une méthode qui permet de tester, pendant une durée limitée, une mesure ou une politique, avant d'envisager ou non sa généralisation; elle est présentée comme un outil au service de l'innovation et de l'efficacité (Petit, 2023).

Cependant, l'État central ne dispose pas du monopole de l'expérimentation. Les expérimentations portées par des associations et des collectivités se multiplient. On pense ici aux formes de garantie de revenu (Cayol, 2023), aux expérimentations dans le secteur du logement social (Bourgeois, 2023), à la Sécurité sociale de l'alimentation ou aux « Territoires zéro chômeur ». Sans que cette dynamique soit nouvelle (Cytermann et Dindar, 2008) ni le propre des politiques sociales (Ambrosino et Devisme, 2024), ces expérimentations locales affichent l'ambition de promouvoir de nouveaux droits sociaux et d'explorer des alternatives aux politiques publiques en vigueur. Généralement, ces expérimentations diffèrent de celles conduites par l'État dans la mesure où elles ne nécessitent pas de déroger au cadre réglementaire et législatif.

Nous souhaitons déplacer la focale en ne s'intéressant pas aux promesses de ces expérimentations, mais à ce qu'elles disent des luttes d'acteurs au sein du champ des politiques sociales. Au-delà d'une seule lecture en termes de rapports entre l'État et les collectivités, les propositions pourront s'intéresser aux relations entre acteurs publics, privés et associatifs œuvrant dans ce champ.

Dans cette perspective, nous attendons des travaux qui interrogeront à la fois l'écriture et la mise en œuvre des politiques sociales. Ils pourront concerner l'ensemble des domaines couverts par ces dernières (handicap, logement, insertion, emploi, santé, etc.).

Axe 1 — Expérimenter sans ou contre l'État?

Ce premier axe interroge les expérimentations menées par les associations et les collectivités. Il s'agit de caractériser le rapport à l'État que révèlent ces initiatives et de documenter la possibilité d'expérimenter des politiques « alternatives » sans, voire contre l'État. Dans le prolongement des travaux montrant la capacité d'appropriation par l'État d'initiatives locales (Béal, Epstein et Pinson, 2015), les propositions pourront s'interroger sur la manière dont ce dernier transforme (ou non) ces expérimentations. En filigrane, il s'agira de déterminer si ces dernières permettent de véritables transformations ou si elles ne sont que des outils de plaidoyer.

Axe 2 — Des expérimentations nationales pour recentraliser les politiques sociales?

Ce second axe vise à étudier les réformes, expérimentées ou non, initiées par l'État central ayant pour objectif de rationaliser par « le haut » les politiques sociales. Il s'agit d'analyser leur capacité à transformer l'organisation et la gouvernance des politiques sociales et d'interroger les marges de manœuvre dont disposent les acteurs locaux dans leur mise en œuvre.

Les propositions (environ 4000 signes) précisant les matériaux et résultats sont à envoyer par mail aux deux responsables avant le 7 décembre 2025.

Reform of the welfare state is a debate that regularly returns to the agenda. The central government generally advocates reorganising social policies and their governance in order to “simplify” public action, improve the quality of services

provided, etc. This reform drive may involve experimentation, which is most often simply a “strategic step towards generalisation” (Okbani, 2014, p. 39) and a top-down instrument of the central government, with local authorities and associations relegated to the role of mere operators and testing grounds for measuring the effects of a deviation from the norm (Bureau et al., 2013; Simha, 2015). Experimentation, a phenomenon that has been growing since the late 2000s (Leprêtre, 2019), is understood as a method that allows a measure or policy to be tested for a limited period of time before deciding whether or not to roll it out more widely; it is presented as a tool for innovation and efficiency (Petit, 2023).

However, the central government does not have a monopoly on experimentation. Experiments carried out by associations and local authorities are on the rise. Examples include income guarantee schemes (Cayol, 2023), experiments in the social housing sector (Bourgeois, 2023), Food social security and “zero unemployment territories”. Although this dynamic is not new (Cytermann and Dindar, 2008) nor specific to social policies (Ambrosino and Devisme, 2024), these local experiments aim to promote new social rights and explore alternatives to existing public policies. Generally, these experiments differ from those conducted by the state in that they do not require any derogation from the regulatory and legislative framework.

We wish to shift the focus away from the promises of these experiments and towards what they say about the struggles of actors within the field of social policy. Beyond a single interpretation in terms of the relationship between the state and local authorities, proposals may focus on the relationships between public, private and associative actors working in this field.

With this in mind, we are looking for papers that questions both the drafting and implementation of social policies. They may concern any sector affected by these policies (disability, housing, integration, employment, health, etc.).

Axis 1 — Experimenting without or against the State?

This axis examines the experiments conducted by associations and local authorities. The aim is to characterise the relationship with the State revealed by these initiatives and to document the possibility of experimenting with “alternative” policies without, or even against, the State. Following on from work showing the state's capacity to appropriate local initiatives (Béal, Epstein and Pinson, 2015), proposals may question how the state transforms (or fails to transform) these experiments. The underlying question will be whether these experiments enable real change or whether they are merely advocacy tools.

Axis 2 — National experiments to recentralise social policies?

This second axis aims to study reforms, whether experimental or not, initiated by the central government with the aim of rationalising social policies from the top down. The aim is to analyse their capacity to transform the organisation and governance of social policies and to examine the room for manoeuvre available to local actors in their implementation.

Proposals (approximately 4,000 characters) specifying the materials and results should be sent by email to the two organisers before 7 December 2025.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.
Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Ambrosino Charles et Devisme Laurent, « De quoi l'expérimentation urbaine est-elle le nom ? », Métropoles, 2024, n° 35.
- Béal Vincent, Epstein Renaud et Pinson Gilles, « La circulation croisée : Modèles, labels et bonnes pratiques dans les rapports centre-périphérie », Gouvernement et action publique, 2015, vol. 4, n° 3, pp. 103-127.
- Bourgeois Marine, « De l'expérimentation locale à la généralisation nationale : l'exemple de la cotation de la demande dans les processus d'attribution des logements sociaux », Informations sociales, 2023, n° 209-210 pp. 113-120.
- Bureau Marie-Christine, Sarfati François, Simha Jules et Tuchsirer Carole, « L'expérimentation dans l'action publique », Travail et Emploi, 2013, n° 135, pp. 41-55.

- Cayol Clément, Transformer l'État social par l'action municipale ? L'expérimentation du Minimum social garanti à Grande-Synthe, Thèse de sociologie, Université de Lille, 2023.
- Cytermann Laurent et Dindar Cécile, « Les grandes étapes de l'histoire du RMI », dans Michèle Lelièvre et Emmanuelle Nauze-Fichet (dir.), RMI, l'état des lieux, Paris, La Découverte, Recherches, 2008, pp. 23-49.
- Leprêtre Nicolas, « Innover dans la ville par l'expérimentation. Les démonstrateurs urbains comme instrument de gouvernement à distance de politiques énergétiques territorialisées », Gouvernement et action publique, 2019, 8 (3), pp. 9-33.
- Okbani Nadia, « Le rôle de l'évaluation dans l'expérimentation sociale, entre instrumentation et instrumentalisation. Le cas de l'évaluation des expérimentations du RSA », Politiques et management public, 2014, n° 31-1, pp. 31-50.
- Petit Guillaume, « L'éternel recommencement des politiques locales de démocratie participative : L'expérimentation permanente contre l'institutionnalisation », Gouvernement et action publique, 2023, 12 (4), pp. 111-135.
- Simha Jules, Les expérimentations sociales en France. Une sociologie de l'évaluation des politiques publiques, Thèse de sociologie, Université Paris 10, 2015.

ST 19

Politiques de l'antiracisme
Antiracism Politics

Responsables scientifiques :

Audrey CELESTINE (NYU / CERAPS), ac3937@nyu.edu

Nicolas MARTIN-BRETEAU (Université de Lille, CERAPS), nicolas.martin-breteau@univ-lille.fr

Cette ST vise à proposer une exploration de la recherche en sciences politiques et sociales sur la façon dont ce que nous appelons aujourd'hui « racisme » est pensé et combattu en France et dans diverses aires géographiques.

La ST s'inscrit dans un contexte politique et intellectuel marqué par d'importants désaccords sur les objectifs et les moyens d'action de l'antiracisme. Ces objets de recherche sont d'autant plus importants que les contextes français et internationaux sont marqués par des controverses parfois virulentes sur les formes prises par les mobilisations et les conceptualisations de l'antiracisme. On oppose ainsi antiracisme « moral » et antiracisme « politique », approches « universalistes » et « décoloniales » – autant de qualifications qui ont force de légitimation ou de disqualification de l'action antiraciste (Lépinard et Mazouz 2021 ; Taguieff 2020, 2023). Ces controverses produisent en outre des effets en termes de politisation qu'il reste largement à explorer.

Notre objectif est de donner à voir la multiplicité des approches théoriques et pratiques en sciences sociales sur l'antiracisme.

Nous reviendrons d'abord sur les manières dont l'histoire sociale des idées et la théorie politique ont appréhendé la question de l'antiracisme jusqu'à aujourd'hui. Il s'agira notamment de saisir les modalités de circulation entre mondes intellectuels, mondes militants et mondes politiques ainsi que la mémoire et les réappropriations de figures politiques et intellectuelles liées à l'antiracisme (Shatz 2024 ; Malcolm X et Haley 2025).

La ST donnera également à voir comment la sociologie politique est l'approche la plus dynamique en science politique sur ces questions. Plusieurs travaux en témoignent, qu'ils analysent les reconfigurations des mondes militants, les organisations militantes (Picot 2019 ; Vareilles 2023 ; Larcher 2015), les mouvements sociaux (Laplanche-Servigne 2014), les usages du droit (Hajjat et al. 2019 ; Chappe 2021), ou encore l'articulation entre antiracisme et lutte contre les discriminations (Talpin et al. 2023). Les études sur l'articulation entre antiracisme et espace partisan demeurent quant à elles rares (Baudot 2023). Nous ferons dialoguer ces recherches avec des approches en termes de politisation et de rapport ordinaire au racisme et à l'antiracisme.

La politique de l'antiracisme peut également être étudiée à partir de ses dynamiques internationales et transnationales. Dans les années 1940 et 1950 déjà, l'UNESCO était considérée comme une institution centrale de l'antiracisme (Cunin 2020). Dans les années 2010, puis en 2020 la dimension transnationale de l'antiracisme a été rendue particulièrement visible lorsque des mobilisations Black Lives Matter ont été organisées hors des États-Unis (Belkacem et al. 2023). Ces manifestations, greffées à des mobilisations locales préexistantes, ont pourtant souvent adopté des mots d'ordre et des formes d'action profondément inscrites dans l'histoire états-unienne (Célestine et al. 2022).

En analyse de l'action publique, alors que la « lutte contre les préjugés » (notamment racistes) et la lutte contre les inégalités sont historiquement disjointes (Doytcheva 2016), un travail de redéfinition a accompagné la mise à l'agenda et l'opérationnalisation des politiques de lutte contre les discriminations, sans empêcher une relative inefficacité dans la mise en œuvre (Escafré-Dublet et al. 2023).

Enfin, cette ST devra également permettre une discussion sur les méthodes d'enquête et le dialogue avec les autres disciplines des SHS. Alors que l'histoire des Black ou Ethnic Studies est très liée à un agenda antiraciste (Ahmed 2021) et aux circulations des « épistémologies du positionnement » (Collins 2015) entre espaces militants et politiques, elle est également marquée par une forte interdisciplinarité. Quels sont les apports de cette histoire et de ces perspectives – très critiquées en France (Policar et Meyran 2023) – pour l'étude des politiques de l'antiracisme ?

This panel aims to examine political and social science research on how what we now call “racism” is understood and challenged in France and various regions around the world.

The panel is situated within a political and intellectual context marked by significant disagreements over the goals and methods of anti-racism efforts. These research topics are especially important because both French and international contexts are marked by often heated debates over the forms of anti-racism activism and conceptualizations. There is a contrast between “moral” anti-racism and “political” anti-racism, “universalist” and “decolonial” approaches—all of which are terms that can either lend legitimacy or discredit anti-racist actions (Lépinard and Mazouz 2021; Taguieff 2020, 2023). These debates also influence the politicization process, which remains largely unexplored.

Our goal is to highlight the multiplicity of theoretical and practical approaches to anti-racism in the social science.

We will first review how the social history of ideas and political theory have addressed the issue of anti-racism so far. In particular, we will examine how ideas flow between intellectual, activist, and political circles as well as the memory and reappropriation of political and intellectual figures connected to anti-racism (Shatz 2024; Malcolm X and Haley 2025).

The panel will also demonstrate how political sociology is the most dynamic approach in political science on these issues. Several works support this, whether they analyze the reconfigurations of activist circles, activist organizations (Picot 2019; Vareilles 2023; Larcher 2015), social movements (Laplanche-Servigne 2014), the uses of law (Hajjat et al. 2019; Chappe 2021), or the connection between anti-racism and the fight against discrimination (Talpin et al. 2023). Studies on the link between anti-racism and partisan spaces remain rare (Baudot 2023). We will connect these studies with approaches on politicization and everyday attitudes toward racism and anti-racism.

Anti-racism policy can also be examined from an international and transnational perspective. As early as the 1940s and 1950s, UNESCO was seen as a key institution for anti-racism (Cunin 2020). In the 2010s and then in 2020, the transnational aspect of anti-racism became especially evident when Black Lives Matter protests took place outside the United States (Belkacem et al. 2023). These protests, built on existing local movements, often used slogans and tactics deeply rooted in US history (Célestine et al. 2022).

In public policy analysis, while the “fight against prejudice” (particularly racism) and the fight against inequality have historically been separate (Doytcheva 2016), a redefinition process has accompanied the agenda-setting and implementation of anti-discrimination policies, without preventing their relative ineffectiveness in practice (Escafré-Dublet et al. 2023).

Finally, this panel should also allow for discussion on research methods and dialogue with other disciplines in the social sciences and humanities. While the history of Black or Ethnic Studies is closely linked to an anti-racist agenda (Ahmed, 2021) and the circulation of “standpoint epistemologies” (Collins, 2015) between activist and political spaces, it is also characterized by a strong interdisciplinarity. What are the contributions of this history and these perspectives—which have been heavily criticized in France (Policar and Meyran 2023)—to the study of anti-racism policies?

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel’s conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Ahmed, Sara. 2021. “A Phenomenology of Whiteness.” In Fanon, Phenomenology, and Psychology, 229–246. London: Routledge.
- Baudot, Pierre-Nicolas. 2023. “Le PS et l’antiracisme : de l’instrumentalisation à la mise en cause, genèse d’une incompréhension.” *Les Cahiers de la LCD* 16 (1): 23–45.
- Belkacem, Lila, Francine Nyambek-Mebenga, et Fanny Gallot. 2023. “L’antiracisme en France : enjeux, métamorphoses et controverses au prisme du décès de George Floyd (vol. 2).” *Les Cahiers de la LCD* 16: 11–91.
- Célestine, Audrey, Nicolas Martin-Breteau, & Charlotte Recoquillon. 2022. “Introduction – Black Lives Matter: A Transnational Movement?” *Esclavages & Post-esclavages. Slaveryes & Post- Slaveryes* 6.

- Chappe, Vincent-Arnaud. 2021. "Le droit dépolitise-t-il la lutte contre les discriminations? Réflexions sur la portée (a)politique de l'instrument juridique." In *Confiner la démocratie: Les dépolitisations de l'action publique*, 85–108.
- Collins, Patricia Hill. 2015. "The Social Construction of Black Feminist Thought." In *Women, Knowledge, and Reality*, 222–248. London: Routledge.
- Cunin, Elisabeth. 2020. "L'UNESCO, à l'origine de l'antiracisme ? Ethnographie historique de la question raciale (1946–1952)." *Critique internationale* 86 (1): 25–43.
- Doytcheva, Milena. 2016. "Usages et mésusages des catégories territoriales : les risques d'un retournement idéologique des causalités." *Les Cahiers de la LCD* 1 (1): 58–74.
- Escafré-Dublet, Angéline, Virginie Guiraudon, & Julien Talpin. 2023. *Les politiques de la diversité à la française*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Hajjat, Abdellali, Narguesse Keyhani, & Cécile Rodrigues. 2019. "Infraction raciste (non) confirmée." *Revue française de science politique* 69 (3): 407–438.
- Laplanche-Servigne, Soline. 2014. "Quand les victimes de racisme se mobilisent." *Politix* 108 (4): 143–166.
- Larcher, Silyane. 2015. "Troubles dans la 'race'. De quelques fractures et points aveugles de l'antiracisme français contemporain." *L'Homme & la Société* 198 (4): 213–229.
- Lépinard, Eléonore, & Sarah Mazouz. 2021. *Pour l'intersectionnalité*. Paris: Anamosa.
- Malcolm X, & Alex Haley. 2025. *Autobiographie*. Paris: Éditions du Seuil.
- Picot, Pauline. 2019. *L'heure de nous-mêmes a sonné: Mobilisations antiracistes et rapports sociaux en Île-de-France (2005–2018)*. PhD diss., Université Sorbonne Paris Cité.
- Policar, Alain, & Régis Meyran. 2023. "Les transformations de l'antiracisme." *Textuel. Idées Débats*, 13–33.
- Shatz, Adam. 2024. *Frantz Fanon: Une vie en révolutions*. Paris: La Découverte.
- Taguieff, Pierre-André. 2020. *L'imposture décoloniale: Science imaginaire et pseudo-antiracisme*. Paris: Éditions de l'Observatoire.
- Taguieff, Pierre-André. 2023. *L'antiracisme devenu fou. Le "racisme systémique" et autres fables*. Paris: Hermann.
- Talpin, Julien, et al. 2023. "Les politiques locales de lutte contre les discriminations." In *Les politiques de la diversité à la française*, edited by Escafré-Dublet, Guiraudon, & Talpin. Paris: Presses de Sciences Po.
- Vareilles, Roman. 2023. *L'antiracisme fragmenté: Les mobilisations postcoloniales contre le racisme en France*. PhD diss., Université de Montpellier.

ST 20

La critique des politiques écologiques : sociologie du backlash environnemental
Making sense of the backlash: sociological approaches to the contestation of environmental policies

Responsables scientifiques :

Sébastien CHAILLEUX (Centre Emile Durkheim) s.chailleux@sciencespobordeaux.fr

Renaud HOURCADE (Centre Emile Durkheim, CR CNRS) renaud.hourcade@cnrs.fr

Le consensus politique assez large qui semblait s'être formé autour d'objectifs climatiques ambitieux (Pacte Vert pour l'Europe, Stratégie nationale bas carbone en France, objectifs Net Zero au Royaume-Uni...) connaît de nombreux coups de boutoir (Auvet et al. 2024; Paterson et al. 2024; Lemos 2025). En France, le parcours de la loi Duplomb a montré que la légitimité de nombreuses politiques environnementales restait fortement contestée. Ces oppositions donnent à voir des tensions classiques entre cadrages antagoniques des enjeux sectoriels, mais elles témoignent aussi d'un renouvellement des argumentaires contestataires, qui sollicitent par exemple de plus en plus le registre des inégalités environnementales (dans l'opposition aux ZFE ou à la transition vers l'e-mobilité) ou de la violence d'Etat (contrôles de l'OFB dans les exploitations agricoles).

Cette section thématique voudrait rassembler des travaux qui s'efforcent de donner sens à cette bascule, d'en comprendre les causes et d'en mesurer la portée, dans différents contextes nationaux et territoriaux. Les propositions attendues dans cette ST pourraient notamment analyser :

1. Les acteurs et stratégies de la critique écologique

Le backlash écologique peut s'interpréter comme une réaction organisée aux politiques environnementales. On peut donc s'interroger sur le rôle des groupes d'intérêt (secteurs industriels, syndicats, patronat, voire églises évangélistes (Ojeda 2025)), sur les alliances et les répertoires d'action à l'œuvre : selon quels narratifs cadrent-ils les critiques des politiques écologiques ? Comment parviennent-ils à imposer leurs thèmes dans les débats médiatiques et politiques ?

2. Le conservatisme et la « bataille culturelle »

Les propositions contestataires paraissent souvent reposer sur la construction d'une opposition entre un « peuple » défenseur des modes de vie traditionnels et une « élite » écologiste (Lemos 2025). Comment s'articulent les valeurs traditionnelles, l'identité nationale et la critique populiste dans les différentes contestations des politiques environnementales ? Comment des symboles, des imaginaires ou des récits sont-ils mobilisés par les mouvements conservateurs et d'extrême droite pour faire vivre ces clivages ?

3. Les dynamiques locales et déclinaisons territoriales du backlash

Les résistances aux politiques écologiques ne sont pas uniformes : elles s'ancrent dans des enjeux territoriaux et sectoriels souvent spécifiques (Loisel and Rio 2025). Ces déclinaisons locales des oppositions méritent d'être questionnées : les débats nationaux ont-ils une résonance dans les territoires, et dans lesquels en particulier ?

4. La circulation transnationale et les réseaux globaux de contestation

Les discours climatosceptiques ne connaissent pas de frontières (Hourcade et Wagener 2021) : ils circulent via des réseaux organisés, souvent liés à des intérêts géopolitiques ou économiques. La ST souhaite analyser de la même manière la dimension internationale du backlash : Comment circulent les narratifs, les experts ou les informations qui sous-tendent ces contestations ?

5. Les clivages sociaux et les inégalités environnementales

Le rejet des politiques écologiques reflète des clivages profonds – de classe, de genre, de territoire – qui ne sont pas sans lien avec les inégalités face aux transitions environnementales (Auvet et al. 2024). On peut ainsi questionner le rôle des segmentations sociales dans la légitimation ou délégitimation des politiques environnementales : que révèlent les données d'opinion à ce sujet ? Comment les inégalités environnementales influencent-elles les perceptions et les résistances ?

Les contributions pourront s'appuyer sur des études de cas, des analyses comparatives ou des approches théoriques. Les propositions sont attendues sous la forme d'un résumé de la contribution d'environ 6 000 signes. Un écrit sous forme de pré-article sera demandé en amont du congrès.

The fairly broad political consensus that seemed to have formed around ambitious climate targets (the European Green Deal, France's National Low-Carbon Strategy, the UK's Net Zero targets, etc.) is coming under heavy fire. In France, the passage of the Duplomb law has shown that the legitimacy of many environmental policies remains highly contested. This opposition highlights classic tensions between conflicting sectoral interests, but they also reflect a renewal of arguments, which increasingly draw on environmental inequalities (in opposition to LEZs or the transition to e-mobility) or state violence (Environmental inspections on farms).

This thematic section aims to bring together contributions that seeks to make sense of this “backlash”, understand its causes and measure its scope in different national and territorial contexts. The contributions could contribute to analysing:

1. The actors and strategies of ecological criticism

The ecological backlash can be interpreted as an organised reaction to public environmental policies, often led by economic actors or populations who feel threatened. We can therefore question the role of interest groups (industrial sectors, trade unions, employers) but also the alliances and repertoires of action that enable them to influence the handling of these issues with a certain degree of success: what narratives do they use to frame their criticism of ecological policies? What strategies (mobilisation, media) enable them to impose their themes in media and political debates?

2. Conservatism and the 'cultural battle'

Protest movements often seem to be based on the construction of an opposition between a 'people' defending traditional lifestyles and an environmentalist 'elite' who do not pay the price for the changes underway. How do the defence of heritage and lifestyle, national identity and populist criticism fit into the various protests against environmental policies? How are symbols, imaginaries and narratives mobilised by conservative and far-right movements to fuel these oppositions?

3. Local dynamics and regional variations in the backlash

Resistance to environmental policies is not uniform: it is rooted in often specific regional and sectoral issues. These local variations in opposition deserve to be highlighted and questioned: do national debates resonate locally, and if so, in which ones in particular?

4. Transnational circulation and global networks of protest

Climate sceptic discourse knows no borders: it circulates via organised networks, often linked to geopolitical or economic interests, and adapts to national contexts. The ST wishes to analyse the international dimension of the backlash in the same way: what are the transnational forms of opposition to environmental policies? How do the narratives, experts and information underlying these protests circulate?

5. Social fractures and environmental inequalities

The rejection of environmental policies reflects deep social cleavages which relate to inequalities in the face of environmental transitions. We can therefore question the role of social segmentation in legitimising or delegitimising environmental policies: what do opinion polls reveal about class, gender and regional divisions linked to the ecological backlash? How do environmental inequalities influence perceptions and resistance?

Contributions may be based on case studies, comparative analyses or theoretical approaches. Proposals should be submitted in the form of an abstract of approximately 6,000 characters. A pre-article will be requested prior to the conference.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Auvet, Brice, Sébastien Chailleux, and Lise Desvallées. 2024. La modernité écologique à l'épreuve des héritages des modernités précédentes : oppositions conservatrices à des projets de transition énergétique. *Développement durable et territoires* Vol. 15, n°3. <https://doi.org/10.4000/13cqi>.
- Hourcade, Renaud, and Albin Wagener. 2021. Le climatoscepticisme : une approche interdiscursive. *Mots*: 9–22. <https://doi.org/10.4000/mots.28715>.
- Lemos, Marcela Donini De. 2025. Backlash Politics of Sustainable Development Goals in the Brazilian Context. *Revue internationale des études du développement* 258 : 109–134. <https://doi.org/10.4000/14bb4>.
- Loisel, Manon, and Nicolas Rio. 2025. Le backlash écologique qui vient : Réflexions sur les municipales 2026. *Futuribles* n° 468 : 45–54. <https://doi.org/10.3917/futur.468.0045>.
- Ojeda, Sebastián Acevedo. 2025. L'influence politique des églises évangéliques et la réaction conservatrice contre les politiques progressistes, sociales et écologiques en Colombie (2016-2024). *Revue internationale des études du développement* 258 : 221–256. <https://doi.org/10.4000/14bb7>.
- Paterson, Matthew, Stanley Wilshire, and Paul Tobin. 2024. The Rise of Anti-Net Zero Populism in the UK: Comparing Rhetorical Strategies for Climate Policy Dismantling. *Journal of Comparative Policy Analysis: Research and Practice* 26: 332–350. <https://doi.org/10.1080/13876988.2023.2242799>.

ST 21

Quand l'égalité vacille : la théorie politique face aux discours inégalitaires
Equality on shaky ground: political theory and the challenge from inegalitarianism

Responsables scientifiques :

Thomas CHARRAYRE (Sciences Po Paris, CEVIPOF) thomas.charrayre@sciencespo.fr

Ciara LUXTON (Sciences Po Paris, CERI) ciara.luxton@sciencespo.fr

L'égalitarisme, entendu comme l'affirmation de l'égalité fondamentale des êtres humains et des citoyen-ne-s, occupe une place centrale dans les débats contemporains de théorie politique normative (Dworkin 1978 ; Kymlicka 2003). Il constitue une pierre de touche permettant de délimiter « l'espace des désaccords raisonnables » au sein des sociétés démocratiques libérales (Pranchère 2021). La référence à l'égalitarisme permet aussi aux théoricien-ne-s d'identifier des injustices et de proposer des formes de réparation (Sénac 2017 ; Bessone 2019). C'est pourquoi la littérature en théorie politique s'est principalement attachée à examiner la compatibilité de la notion d'égalité avec d'autres valeurs fondamentales, en particulier la liberté (Guérard de Latour 2025).

Cet allant-de-soi de l'égalitarisme en théorie contraste cependant avec la montée en puissance de mouvements politiques qui contestent explicitement l'idée d'égalité. Qu'il s'agisse de partis d'extrême droite remettant en cause l'égalité des citoyen-ne-s, ou d'influenceurs masculinistes dénonçant le combat pour l'égalité femmes-hommes, ces contestations ont fait l'objet d'une attention croissante en science politique. Plusieurs champs de recherche se sont attachés à comprendre les succès médiatiques et politiques de ces mouvements, tout en discutant du vocabulaire approprié pour les désigner (Collovald 2004 ; Crépon et al. 2015 ; Matonti 2021).

En comparaison, l'intérêt de la théorie politique pour ces phénomènes est plus récent et se développe dans plusieurs directions qui ne communiquent pas forcément. Certains travaux portent sur les raisons qui nous conduisent à accepter ou tolérer l'inégalité (Savidan 2015 ; Guénard 2022 ; Néron 2023), d'autres sur les théories qui la justifient (Lacroix & Pranchère 2016 ; Deleixhe & Paternotte 2024), d'autres encore sur la persistance des discours hiérarchiques au cœur des sociétés démocratiques (Hanchard 2018 ; Miranda 2024). À côté de ces contributions situées dans le camp égalitariste, on observe aussi l'émergence d'une abondante production théorique inégalitariste (Vermeule 2022 ; Deneen 2023).

L'objectif de cette section thématique est double. Dans un premier temps, il s'agit de favoriser le dialogue entre ces différents travaux afin de reconstruire la cohérence intellectuelle des positions inégalitaristes. Dans un second temps, sur le plan normatif, il s'agit d'esquisser des pistes pour refonder l'égalitarisme moral sur des bases capables de résister à leur montée en puissance (Scanlon 2018 ; Phillips 2023).

Pour ce faire, nous invitons des propositions autour de deux axes :

1. Identifier et conceptualiser l'inégalitarisme

Cet axe vise à recenser les théories qui défendent l'inégalité et les hiérarchies. Sur le plan historique, il s'agit de retracer les généalogies des idées inégalitaires dans la théorie politique pour comprendre leur retour, mais aussi pour fixer un vocabulaire rigoureux pour les désigner. Ces idées sont-elles conservatrices, réactionnaires, néo-réactionnaires, illibérales ? Sur le plan normatif, il s'agit de reconstruire les arguments mobilisés pour justifier différentes formes d'inégalités, qu'elles soient raciales, sexuelles, culturelles, économiques ou religieuses.

2. Reconstruire l'égalitarisme

L'identification et la conceptualisation des discours inégalitaires constituent le préalable à une tâche propre à la théorie politique : évaluer ces arguments afin de proposer une refondation de l'égalitarisme. Il ne s'agit pas seulement de réaffirmer l'égalité comme valeur, mais d'identifier les réponses que les différentes traditions théoriques (libéral, socialiste, féministe...) peuvent et doivent apporter aux critiques inégalitaristes (Floris et Kirby 2024).

Les propositions (max. 500 mots), accompagnées d'une courte bibliographie, sont à envoyer à ciara.luxton@sciencespo.fr et thomas.charrayre@sciencespo.fr. Pour les communications retenues, une version provisoire sera demandée en amont afin de préparer la discussion.

Egalitarianism, understood as the affirmation of the fundamental equality of human beings and citizens, holds a central place in contemporary debates in normative political theory (Dworkin 1978; Kymlicka 2003). It serves as a touchstone for delineating “the space of reasonable disagreement” within liberal democracies (Pranchère 2021). Reference to egalitarianism also enables theorists to identify injustices and propose forms of redress (Sénac 2017; Bessone 2019). For this reason, the literature has largely focused on examining the compatibility of equality with other core values, particularly liberty (Guérard de Latour 2025).

This theoretical consensus contrasts with the growing visibility of political movements that explicitly contest equality as a normative foundation. From far-right parties questioning citizenship equality in the name of ethnic differences to masculinist influencers opposing gender equality, such challenges have drawn increasing attention in political science. Scholars have analyzed their media and political successes and debated the terminology used to describe them (Collovald 2004; Crépon et al. 2015; Matonti 2021).

Political theory’s engagement with these phenomena is more recent and develops along several paths that do not always intersect. Some works address the reasons why inequality is accepted or tolerated (Savidan 2015; Guénard 2022; Néron 2023), others explore theories that justify it (Lacroix & Pranchère 2016; Deleixhe & Paternotte 2024), and still others study the persistence of hierarchical discourses at the heart of democratic societies (Hanchard 2018; Miranda 2024). Alongside these egalitarian contributions, an abundant body of explicitly inegalitarian theory has also emerged—particularly in the United States (Vermeule 2022; Deneen 2023).

This thematic section pursues a double objective. First, it seeks to bring these different strands of research into dialogue in order to reconstruct the intellectual coherence of inegalitarian positions. Second, at a normative level, it aims to sketch avenues for refounding moral egalitarianism on grounds robust enough to withstand their growing influence (Scanlon 2018; Phillips 2023).

To this end, we invite proposals along two main axes:

1. Identifying and Conceptualizing Inegalitarianism

This axis addresses theories that defend inequality and hierarchy. Historically, it requires tracing the genealogies of inegalitarian ideas within political theory to understand their resurgence in liberal democracies, while also establishing a rigorous vocabulary to name them. Are these ideas conservative, reactionary, neo-reactionary, postliberal, illiberal? Normatively, the challenge is to reconstruct the arguments mobilized to justify different forms of inequality—whether racial, gendered, cultural, economic, or religious.

2. Reconstructing Egalitarianism

Identifying and conceptualizing inegalitarian discourses is a prerequisite for a specifically political-theoretical task: evaluating them in order to propose a refoundation of egalitarianism. This is not only about reaffirming equality as a value, but also about identifying the responses that different traditions (liberal, republican, socialist, feminist, etc.) can and must provide to inegalitarian critiques (Floris & Kirby 2024).

Proposals (max. 500 words), accompanied by a short bibliography, should be sent to ciara.luxton@sciencespo.fr and thomas.charrayre@sciencespo.fr. For accepted papers, a draft version will be requested in advance to facilitate discussion.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel’s conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Bessone, Magali. 2019. *Faire justice de l’irréparable : esclavage colonial et responsabilités contemporaines*. Paris : Librairie philosophique J. Vrin.
- Collovald, Annie. 2004. *Le « populisme du FN » : un dangereux contresens*. Paris : Éditions du Croquant.
- Crépon, Sylvain, Alexandre Dézé et Nonna Mayer. 2015. *Les faux-semblants du Front national : sociologie d’un parti politique*. Paris : Presses de Sciences Po.

- Deleixhe, Martin et David Paternotte. 2024. « Qu'est-ce que l'antiwokisme ? » La Revue Nouvelle 4 (4) : 36-43.
- Deneen, Patrick J. 2023. Regime Change: Toward a Postliberal Future. New York : Sentinel.
- Dworkin, Ronald. 1978. Taking Rights Seriously. Cambridge (MA) : Harvard University Press.
- Floris, Giacomo et Nikolas Kirby, éd. 2024. How Can We Be Equals? Oxford : Oxford University Press.
- Guénard, Florent. 2022. La passion de l'égalité. Paris : Éditions du Seuil.
- Guérard de Latour, Sophie. 2025. Le multiculturalisme à l'épreuve du féminisme. Paris : Librairie philosophique J. Vrin.
- Hanchard, Michael George. 2018. The Spectre of Race: How Discrimination Haunts Western Democracy. Princeton : Princeton University Press.
- Kymlicka, Will. (1999) 2003. Les théories de la justice : une introduction : libéraux, utilitaristes, libertariens, marxistes, communautariens, féministes. Traduit par Marc Saint-Upéry. Paris : La Découverte.
- Lacroix, Justine et Jean-Yves Pranchère. 2016. Le procès des droits de l'homme : généalogie du scepticisme démocratique. Paris : Éditions du Seuil.
- Matonti, Frédérique. 2021. Comment sommes-nous devenus réacs ? Paris : Fayard.
- Miranda, Arnaud. 2024. « Rhétoriques écologiques de la mouvance national-populiste française : une origine chrétienne ? » Études internationales 55 (2) : 177-199.
- Néron, Pierre-Yves. 2024. Seeing Like a Firm: Social Justice, Corporations, and the Conservative Order. Oxford : Oxford University Press.
- Phillips, Anne. 2023. Unconditional Equals. Princeton : Princeton University Press.
- Pranchère, Jean-Yves. 2021. « La "théorie politique" : entre philosophie de la politique et politique dans la théorie. » Revue française de science politique 71 (5) : 745-764.
- Savidan, Patrick. 2015. Voulons-nous vraiment l'égalité ? Paris : Albin Michel.
- Scanlon, Thomas. 2018. Why Does Inequality Matter? Uehiro Series in Practical Ethics. Oxford : Oxford University Press.
- Sénac, Réjane. 2017. Les non-frères au pays de l'égalité. Paris : Presses de Sciences Po.
- Vermeule, Adrian. 2022. Common Good Constitutionalism: Recovering the Classical Legal Tradition. Cambridge : Polity.

ST 22

Sociologie politique de la conduite de la guerre
Political Sociology of the Conduct of War

Responsables scientifiques :

Anna COLIN LEBEDEV (Université Paris Nanterre / Institut des sciences sociales du politique) a.colin@parisnanterre.fr

Victor VIOLIER (IRSEM / Institut des sciences sociales du politique) victor.violier@irsem.fr

Le déclenchement de la guerre russe contre l'Ukraine, marquant le retour d'un conflit de haute-intensité sur le sol européen, a ouvert un nouveau terrain de recherche sur les transformations des sociétés par la guerre, sur leur réorganisation pour la guerre, ainsi que sur les changements dans la conduite de la guerre qui les accompagnent. Une réflexion sur ces questions a été entamée dans le cadre du séminaire conjoint de l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM) et de l'Institut des sciences sociales du politique (ISP), lancé en 2025 et intitulé « L'espace social et politique de la guerre ». La section thématique cherche à prolonger et à élargir la réflexion sur ces sujets, en partant du cas ukrainien, mais en adoptant une approche comparative ouverte à d'autres terrains.

De nombreux travaux ont contribué ces dernières années à décloisonner les recherches sur les conflits armés en interrogeant les rapports entre les guerres et les sociétés où elles s'enracinent, ainsi que les logiques sociales du phénomène guerrier. Parmi les avancées les plus stimulantes, on peut citer les études de l'ordinaire de la guerre qui ont introduit les pratiques et interactions des acteurs dans les analyses du conflit armé. Les guerres ont été envisagées comme moments d'impulsion créatrice de nouvelles configurations sociales et politiques. Les délimitations des situations de guerre et de paix ont également été remises en question, soulignant encore la nécessité d'envisager la guerre non comme une rupture, mais comme une reconfiguration de l'ordinaire social. Dans le même temps, la distinction entre le front et l'arrière, terme désignant en principe les espaces physiques et sociaux en dehors des zones de combat, tend à s'effacer du fait des transformations de la guerre.

Cependant, si la recherche de logiques sociales ordinaires a considérablement enrichi les travaux sur les conflits armés, cela a pu se faire au prix d'une moindre attention aux dispositifs de conduite de la guerre : le combat, les armes, les acteurs et groupes armés, l'institution militaire et l'administration de la guerre, la socialisation combattante, l'économie morale de l'engagement dans le combat, la logistique et l'économie de guerre, ou encore les relations civilo-militaires, au plus près du terrain. Beaucoup de ces thématiques sont aujourd'hui cantonnées aux études stratégiques et à une littérature destinée aux praticiens. Cette section thématique invite donc à une réappropriation de ces objets par des questionnements et des outils propres aux sciences sociales, à un dialogue disciplinaire, et à une réflexion sur les espaces de production de la recherche sur la guerre.

Nous invitons des contributions portant sur les sujets suivants :

- La formation des corps armés : dispositifs de mobilisation et de recrutement des combattants, socialisation et formation à la guerre, collectifs combattants, réformes et transformations des institutions combattantes ;
- Le combattant : formes d'engagement dans la guerre et de désengagement militaire, statuts sociaux et inégalités, corps combattant, place du civil dans la conduite de la guerre ;
- La conduite des actions armées : l'administration de la guerre, la division et la spécialisation du travail militaire, les rôles sociaux, identités et hiérarchies professionnelles formelles et implicites dans la guerre ;
- L'espace géographique de la guerre : le « front » et « l'arrière », les espaces physique et numérique, les représentations spatiales de la guerre ;
- L'espace politique de la guerre : le consentement à la guerre et le consentement à prendre les armes, la désertion et les pratiques de contournement, le devoir citoyen, la participation et l'action politique en guerre, régime politique et conduite de la guerre.

The start of the Russian war against Ukraine, marking the return of high-intensity conflict on European soil, has opened up new fields of research on how societies are transformed by war, how they reorganize for war, and the changes in the conduct of war that come with it. Discussion of these issues was initiated as part of a joint seminar between the Institut

de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM) and the Institut des sciences sociales du politique (ISP), launched in 2025 and entitled "The Social and Political Space of War." This thematic section seeks to extend and broaden the discussion on these topics, starting with the Ukrainian case but adopting a comparative approach open to other contexts.

In recent years, numerous research contributions have helped to break down barriers in the study of armed conflicts by examining the relationship between wars and the societies in which they are rooted, along with exploring the social dynamics of warfare. Among the most stimulating studies are those on the ordinary aspects of war, which have brought the practices and interactions into the analysis of armed conflict. Wars have been viewed as moments of creative momentum for new social and political configurations.

The boundaries between war and peace have also been questioned, further emphasizing the need to view war not as a radical break with normality, but as a reconfiguration of the everyday social fabric. At the same time, the distinction between the front and the rear— a term that generally refers to physical and social spaces outside combat zones—is becoming increasingly blurred as a result of the changing nature of warfare.

However, while the search for ordinary social logics has greatly benefited research on armed conflicts, it has come at the cost of less attention being paid to the mechanisms of the conduct of war: combat, weapons, armed actors and groups, the military institution and the administration of war, combatant socialization, the moral economy of combat engagement, logistics and the economics of war, or civil-military relations on the ground. Many of these topics are now largely confined to strategic studies and practitioner-oriented literature. This thematic section therefore encourages a reappropriation of these subjects through questions and tools specific to the social sciences, disciplinary dialogue, and reflection on the arenas in which research on war is produced.

We invite contributions on the following topics:

- The building of armed forces: mechanisms for mobilizing and recruiting combatants, socialization and training for war, combatant communities, reforms and transformations of combatant institutions; - The combatant: forms of engagement in war and military disengagement, social statuses and inequalities, combatant bodies, the place of civilians in the conduct of war;
- The conduct of armed actions: the administration of war, the division and specialization of military labor, social roles, identities, and formal and informal professional hierarchies in war;
- The geographical space of war: the "front" and "rear," physical and digital spaces, spatial representations of war;
- The political space of war: consent to war and consent to fight, desertion and evasion practices, civic duty, political participation and action in war, political regimes and the conduct of war.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

ST 23

Transformations du travail social et politisations :
l'injonction participative dans les politiques d'hébergement
*Transformations in Social Work and Processes of Politicization:
The Participatory Mandate in Housing Policies*

Responsables scientifiques :

Salomé COUSINIE (Université Lumière Lyon 2, UMR Triangle) salome.cousinie1@univ-lyon2.fr
Anouk FLAMANT (INSEI, Grhapes) anouk.flamant@insei.fr

En France et en Europe, les structures d'hébergement pour les personnes sans domicile se sont multipliées depuis le début des années 2000 (Gardella, 2023) en parallèle d'une injonction participative adressée à leurs résidents. Ces espaces de participation, visant des personnes précarisées, et pour une partie importante d'entre elles, en situation de migration (Loison, Dietrich-Ragon, 2024), ont peu fait l'objet de travaux empiriques en science politique. Alors que les recherches se sont multipliées sur les dispositifs de la participation en lien avec les politiques urbaines (Mazeaud, Talpin, 2010 ; Bacqué, Gauthier, 2011 ; Deboulez, Nez, 2013, Carrel, 2013), rares sont celles dédiées à des dispositifs inscrits au cœur des politiques sociales (Eyraud et al., 2018 ; Gourgues, 2013 ; Guilbert et al., 2016). Or, le travail social, caractérisé par des « mutations fondamentales » (Avenel, Duvoux 2020), a connu une forte expansion du modèle « inclusif » au cours des vingt dernières années (Lafore, 2020), qui met l'accent sur l'accompagnement individuel des personnes et la notion d'« aller-vers » et au sein duquel les professionnel·les du travail social privilégient de nouveaux modes de faire tels que la participation. Ces pratiques viennent toutefois bousculer leurs « expériences de professionnalité » (Ravon, Vidal-Naquet, 2018) tout comme cette injonction participative impacte les personnes hébergées. Les sciences de l'éducation et la sociologie se sont emparées de la participation mais l'abordent davantage sous l'angle du partage des savoirs dits « expérientiels » (Heijboer, 2019 ; Rullac, Heijboer 2021), majoritairement dans le cadre de la santé mentale, et peu dans une approche de réflexion sur la politisation des personnes accompagnées et sur les transformations du travail social.

Cette section thématique se propose de réunir des communications qui porteront sur les espaces de participation, formalisés ou non, des personnes accueillies dans des structures d'hébergement multiples tels que des centres d'hébergement d'urgence (CHU), de réinsertion sociale (CHRS) ou des centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA). L'enjeu est de saisir les manières dont ces instances participatives renseignent sur les transformations du travail social et comment la confrontation à ces espaces peut participer à des formes de politisation, de résistance (Scott, 2006) et /ou d'évitement du politique de la part des personnes hébergées (Hamidi, 2006, 2017).

Trois questions principales structureront la réflexion : De quelle manière ces espaces de participation viennent-ils transformer les modalités du travail social et participer à des processus d'individualisation de l'action sociale ? Comment des formes variées de participation se déploient-elles ? Et enfin, de quelle manière les personnes précarisées sont-elles politisées et dépolitisées par ces instances participatives ?

Les communications, en portant aussi bien sur le cas hexagonal que sur des exemples étrangers, pourront s'inscrire dans l'un ou les deux axes suivants :

- Un premier axe s'intéresse aux professionnel·les du travail social et aux transformations de leur métier : Qui sont les professionnel·les du social qui s'emparent de la participation ? Quels sont les enjeux au quotidien rencontrés par ces professionnel·les ? Comment déploient-ils des espaces de participation auprès de personnes pour lesquels le droit à la parole est peu considéré ? De quelle manière ces espaces de participation intègrent-ils les enjeux linguistiques ? Les enjeux migratoires ? Les rapports de genre ? De quelle manière les professionnel·les du travail social s'emparent-ils de ces instances pour légitimer leurs actions quotidiennes ?
- Un deuxième axe se penche sur les effets de la participation pour les personnes hébergées. Qui participe à ces espaces ? Pour quels motifs ? Quel discours portent-ils sur ces instances ? Comment les rapports de genre et de race pèsent-ils dans l'appropriation de ces espaces ? Quelles sont les thématiques investies et celles délaissées par les personnes hébergées ? La politisation antérieure des personnes hébergées joue-t-elle dans ces instances ? Comment la temporalité contrainte de l'hébergement pèse-t-elle dans leur expérience de participation ?

The number of homeless people has increased considerably in Europe and France since the 2000s, leading to an increase in shelters (Gardella, 2023). Within these shelters, participation is requested from the residents who are in precarious situations and many of whom have a migration background (Dietrich Ragon, Loison, 2024). Contrary to researchers looking at urban policies (Mazeaud, Talpin, 2010; Bacqué, Gauthier, 2011; Deboulez, Nez, 2013, Carrel, 2013), few researchers in political science have focused on these participation mechanisms in social policies (Eyraud et al., 2018; Gourgues, 2013; Guilbert et al., 2016). Social work, characterised by fundamental changes (Avenel, Duvoux, 2020), has seen a strong expansion of the “inclusive” model over the last twenty years (Lafore, 2020). This model emphasises supporting individuals and the notion of 'reaching out', encouraging social workers to adopt new approaches, such as participation. Nevertheless, this inclusive model challenges their professional practice (Ravon, Vidal Naquet, 2018), just as this participatory injunction impacts those who are sheltered. Research in the fields of sociology and education focuses on participation, with a particular emphasis on so-called “experiential knowledge”, mainly in the context of mental health (Heijboer, 2019; Rullac, Heijboer, 2021). However, our understanding of individuals’ political engagement in sheltered settings and the evolution of social work remains limited.

This session invites papers analysing areas of participation, whether institutionalised or not, for sheltered people (e.g. emergency shelters, shelters for asylum seekers, etc.). Participation in these bodies provides insight into transformations in social work, and into how participation can contribute to politicisation, resistance (Scott, 2006), and/or the avoidance of politics (Hamidi, 2006; 2017).

Three main questions will structure the discussion: How do these spaces for participation change social work and contribute to individualising social action? How are various forms of participation developed? And finally, how are vulnerable people politicised and depoliticised by these participatory bodies?

Papers can focus on either the French case or cases abroad and can address one or both of the following themes.

- The first theme considers social work professionals and the changes in their profession: Which social workers are investing in participation as an issue? What daily issues do social workers encounter? How do they encourage participation among people who are often denied the right to speak? How do these participation bodies deal with linguistic, migration and gender issues? To what extent do social workers use these participation areas to legitimise their daily actions?
- The second theme focuses on the effects of participation on people in shelters. Who attends these participation bodies? For what reasons? How do they view these participation initiatives? What race and gender issues are at stake in these areas? Which themes are more relevant to people in shelters? Which themes are less relevant? What impact does prior political engagement have on individuals? How does the temporality of sheltering weigh on their participation experience?

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Avenel, C. et Duvoux, N. (2020). « Avant-propos ». *Revue française des affaires sociales*, 5-27.
- Bacqué, M.-H. et Gauthier, M. (2011). Participation, urbanisme et études urbaines Quatre décennies de débats et d'expériences depuis « A ladder of citizen participation » de S. R. Arnstein. *Participations*, 1(1), 36-66
- Carrel M. (2013), *Faire participer les habitants ? citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Presses de l'ENS.
- Deboulet A., Nez H., (dir.), (2013), *Savoirs citoyens et démocratie urbaine*, Presses Universitaires de Rennes.
- Dietrich-Ragon, P. (2017). Aux portes de la société française. Les personnes privées de logement issues de l'immigration. *Population*. 72(1), 7-38.
- Dietrich-Ragon, Loison (2024). "Categorization, Selection, Displacement, and Invisibilization: Housing and Accommodation for the Homeless in France". Dans : Chris Bevan (Éd.), *The Routledge Handbook of Global Perspectives on Homelessness, Law & Policy*, London : Routledge.
- Eyraud, B., Saetta, S., Taran, I. et Cobbaut, J.-P. (2018). La participation des personnes en situation de handicap au débat démocratique : retours sur une démarche collaborative autour de la CDPH. *Participations*, 22(3), 109-138.
- Gardella E., (2023), *La solidarité individualiste : l'assistance moderne aux sans-abri et ses pathologies*, *Economica*.
- Guilbert A., Overney L. and Eliçabe R., (2016) “« Allô, ici c'est Dominique Janvier du CHRS L'Olivier »”, *SociologieS* [Online].

- Hamidi, C. (2006). Éléments pour une approche interactionniste de la politisation Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration. *Revue française de science politique*, 56(1), 5-25.
- Hamidi, C. (2017). Chapitre 13- Associations, politisation et action publique Un monde en tensions. Dans O. Fillieule, F. Haegel, C. Hamidi et V. Tiberj. *Sociologie plurielle des comportements politiques : Je vote, tu contestes, elle cherche...* (p. 347-370). Presses de Sciences Po.
- Heijboer, C., (2019). *L'expertise usagère : un défi pour les institutions sociales et médico-sociales du 21^{ème} siècle : l'usagent et le maïeuticien*. Thèse de Sociologie. Université Sorbonne Paris Cité.
- Heijboer, C. et Rullac, S. (2021). Pour une disciplinarisation du travail social coproduite avec les personnes usagères. *Pensée plurielle*, 54(2), 207-221.
- Lafore, R. (2020). Le travail social à l'épreuve des recompositions institutionnelles de l'action sociale. *Revue française des affaires sociales*, 29-49.
- Laville J-L., Salmon A., (2022). Pour un travail social indiscipliné. Participation des citoyens et révolution des savoirs, Toulouse, Erès.
- Mazeaud, A. et Talpin, J. (2010). Participer pour quoi faire ? Esquisse d'une sociologie de l'engagement dans les budgets participatifs. *Sociologie*, 1(3), 357-374.
- Ravon, B. et Vidal-Naquet, P. (2018). Les épreuves de professionnalité, entre auto-mandat et délibération collective. L'exemple du travail social. *Rhizome*, 67(1), 74-81.
- Scott J. C. (2006), « Infra politique des groupes subalternes », *Vacarmes*, no 36, p. 25-29.

ST 24

Le nerf de l'État : les politiques de l'impôt et des finances publiques
Rethinking the Fiscal State: Taxation and Public Finance as Political Battlegrounds

Responsables scientifiques :

Pablo CUSSAC GARCÍA (École des Hautes Études Hispaniques et Ibériques, Casa de Velázquez, Madrid)

pablo.cussac@sciencespo.fr

Camille HERLIN-GIRET (CNRS, SAGE, Université de Strasbourg) herlingiret@unistra.fr

Depuis une vingtaine d'années, les travaux sur l'impôt participent au renouveau des réflexions sur l'État et les politiques publiques aux États-Unis. Constituant désormais un sous-champ thématique pluridisciplinaire, la « sociologie fiscale » (Martin et al. 2009) porte un regard historique et comparé sur l'histoire des régimes d'imposition (Daunton 2007, Scheve et Stasavage 2016, Prasad 2018), sur les mobilisations et résistances plus feutrées à l'impôt (Martin 2008, 2013) ou sur le rôle joué par les niches fiscales dans le financement de la protection sociale (Hacker 2002).

En France, l'intérêt pour l'impôt est plus récent. Les travaux sur le sujet ont permis un décentrement de l'État vers les gouverné-es par des recherches empiriques visant à éclairer consentement et résistances à l'impôt en s'arrêtant sur l'ordinaire des relations nouées à l'administration fiscale (Spire 2012, 2018). À quelques exceptions près (Delalande 2011, Delalande et Spire 2013, Herlin-Giret 2017, Bernard et Herlin-Giret 2022), la question de la fabrique des politiques fiscales a été relativement moins travaillée, bien qu'elle constitue un « terrain essentiel, où se jouent [...] l'affirmation de choix politiques, la constitution et la reconnaissance de groupes sociaux et des processus de redistribution dans la société » (Bezes et Siné 2011, p. 98). Pour peu que l'on ne reste pas « prisonnier d'une vision strictement fiscaliste », l'impôt permet de rendre compte doublement « des processus qui travaillent d'un côté l'État et de l'autre les groupes sociaux intéressés à son fonctionnement » (Hmed 2011, p. 232), faisant ainsi dialoguer sociologie de l'État, de l'action publique et des mouvements sociaux. Dans un contexte où les finances publiques sont à nouveau au centre du débat public et où la fiscalité est de plus en plus mobilisée dans une visée incitative pour conduire d'autres politiques (Morel et al. 2019), il paraît d'autant plus crucial d'interroger les luttes qui se nouent autour de l'impôt de part et d'autre de la frontière de l'État.

Les contributions à cette section thématique peuvent s'inscrire dans un ou plusieurs axes thématiques.

1. Un premier axe de travail interroge la fabrique des politiques fiscales et analyse les transformations de l'expertise, des usages comme de la légitimité du recours à l'impôt. Les propositions pourront adopter une perspective historique et/ou comparée pour saisir les évolutions de l'impôt et des finances publiques de la crise des années 1970 à l'émergence de l'État investisseur, en passant par la « contre-révolution » néolibérale (Cooper 2024). Les conflits au sein de l'État, les imbrications entre public et privé (Durand et Pélisse 2025) ou entre État et marchés financiers (Quinn 2017) autour des politiques fiscales constituent autant d'entrées possibles.
2. Un second axe de travail invite à s'arrêter sur les batailles fiscales (Delalande 2011). L'idée est d'analyser les liens entre la fiscalité et les clivages partisans, les mouvements sociaux ou les controverses publiques. Dans cette optique, il s'agirait d'étudier tant les mobilisations contre l'impôt que les appels à taxer la fortune, les transactions financières ou les « super-profits ».
3. Un troisième axe porte sur la dimension fiscale des politiques sectorielles. Des politiques sociales (Morel 2025) au logement (Pollard 2011) en passant par l'éducation (Cardon-Quint 2025), la fiscalité est au cœur des recompositions sectorielles des États sociaux. L'entrée par les instruments (budgétaires, financiers, fiscaux) de financement de l'action publique est à même d'apporter de nouveaux éclairages sur les enjeux de (re)distribution et les inégalités entre contribuables (ménages ou personnes morales).

Par-delà ces axes thématiques, la section est ouverte à toute communication abordant directement ou indirectement les politiques de l'impôt et des finances publiques, contemporaines ou passées, en France ou ailleurs.

For the past two decades, scholarship on taxation has contributed to the renewal of critical reflections on the state and public policy in the United States. Now constituting a multidisciplinary subfield, "fiscal sociology" (Martin et al., 2009) has developed historical and comparative perspectives on tax regimes (Daunton 2007; Scheve & Stasavage 2016; Prasad 2018), on tax resistance and mobilizations (Martin 2008, 2013), and on the role of tax expenditures in financing social protection (Howard 1997).

In France, interest in taxation is more recent. Research in this area has contributed to a shift in focus from the state to the governed, through empirical investigations that shed light on consent and forms of resistance to taxation by examining the everyday interactions with the tax administration (Spire 2012, 2018). With a few exceptions (Delalande 2011; Delalande & Spire 2013; Herlin-Giret 2017; Bernard & Herlin-Giret 2022), the making of tax policy has received comparatively less attention—despite being, as Bezes and Siné (2011, p. 98) argue, “a crucial arena in which political choices are asserted, social groups are constituted and recognized, and redistribution processes are played out.” Provided we do not remain “trapped in a strictly fiscalist perspective,” the study of taxation allows us to grasp “the processes shaping the state on the one hand, and the social groups engaged with its functioning on the other” (Hmed 2011, p. 232), thereby opening dialogue between the sociologies of the state, public policy, and social movements. In a context where public finances are once more at the center of public debates and where taxation is increasingly used as an incentive-based tool to implement broader public policies (Morel et al., 2019), it becomes all the more crucial to study the struggles surrounding fiscal policy in and beyond the State.

Contributions to this thematic section may address one or several of the following lines of inquiry.

1. The first line focuses on the making of tax policy and examines transformations in expertise, practices, and the legitimacy of taxation. Contributions may adopt historical and/or comparative approaches to explore developments in taxation and public finance, from the crises of the 1970s to the emergence of the “investor state,” and through the neoliberal “counter-revolution” (Cooper 2024). Possible entry points include intra-state conflicts, entanglements between public and private actors (Durand & Péglise 2025), and interactions between the state and financial markets (Quinn 2017) in the domain of tax policy.
2. A second axis centers on tax struggles (Delalande 2011). This line of inquiry aims to analyze the relationship between taxation and political cleavages, social movements, or public controversies. This includes both mobilizations against taxation and calls for taxing wealth, financial transactions, or “excess profits.”
3. A third axis explores the fiscal dimension of sectoral policies. From social policy (Morel 2025) and housing (Pollard 2011) to education (Cardon-Quint 2025), taxation lies at the heart of sectoral transformations of welfare states. Approaching public action through its financing instruments—be they budgetary, financial, or fiscal—can offer new insights into redistribution mechanisms and inequalities among taxpayers, whether individuals or legal entities.

Beyond these thematic axes, the section welcomes contributions that address, directly or indirectly, contemporary or historical tax and public finance policies, in France or elsewhere.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Bernard, Kévin et Camille Herlin-Giret, 2022. « Macron et l'économie : assumer une politique néolibérale », in Bernard Dolez, Anne-Cécile Douillet, Julien Fretel et Rémi Lefebvre (dir.), *L'entreprise Macron à l'épreuve du pouvoir*, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, p. 230-241.
- Bezes, Philippe et Alexandre Siné (dir.), 2011. *Gouverner (par) les finances publiques*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Cardon-Quint, Clémence, 2025. *L'argent de l'école. Histoire du budget de l'Éducation nationale depuis 1945*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Cooper, Melinda, 2024. *Counterrevolution. Extravagance and Austerity in Public Finance*, Princeton: Princeton University Press.
- Daunton, 2007. *Trusting Leviathan. The Politics of Taxation in Britain, 1799–1914*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Delalande, Nicolas, 2011. *Les Batailles de l'impôt. Consentement et résistances de 1789 à nos jours*, Paris : Seuil.
- Delalande, Nicolas et Alexis Spire, 2013. *Histoire sociale de l'impôt*, Paris : La Découverte.
- Durand, Corentin et Jérôme Péglise, 2025. « The asymmetrical negotiation of legal certainty: neutral places in taxation law in France », *Socio-economic Review*, online, p. 1-23
- Herlin-Giret, Camille, 2017. « L'état et la richesse. Redéfinir l'impôt sur la fortune pour sauver le capital », *Gouvernement et action publique*, 6 (3), p. 37-60.
- Hmed, Choukri, 2011. « Les mouvements sociaux et la politisation de l'argent public », in Philippe Bezes et Alexandre Siné (dir.), 2011. *Gouverner (par) les finances publiques*, Paris : Presses de Sciences Po, p. 225-262.
- Howard, Christopher, 1997. *The Hidden Welfare State: Tax Expenditures and Social Policy in the United States*, Princeton: Princeton University Press.

- Martin, Isaac W., 2008. *The Permanent Tax Revolt. How the Property Tax Transformed American Politics*, Stanford: Stanford University Press.
- —, 2013. *Rich People's Movements. Grassroots Campaigns to Untax the One Percent*, Oxford: Oxford University Press.
- Martin, Isaac W., Ajay K.Mehrotra et Monica Prasad (dir.), 2009. *The New Fiscal Sociology. Taxation in Comparative and Historical Perspective*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Morel, Nathalie, 2025. *The Politics of Fiscal Welfare. Towards a Social Division of Welfare and Labour*, Londres: Policy Press.
- Morel, Nathalie, Chloé Touzet et Michaël Zemmour, 2019. "From the hidden welfare state to the hidden part of welfare state reform: Analyzing the uses and effects of fiscal welfare in France", *Social Policy and Administration*, 53 (1), p. 34-48.
- Pollard, Julie, 2011. « L'action publique par les niches fiscales. L'exemple du secteur du logement », in Philippe Bezes et Alexandre Siné (dir.), 2011. *Gouverner (par) les finances publiques*, Paris: Presses de Sciences Po, p. 263-297.
- Prasad, Monica, 2018. *Starving the Beast: Ronald Reagan and the Tax Cut Revolution*, New York: Russell Sage Foundation.
- Quinn, Sarah, 2017. « "The Miracles of Bookkeeping": How Budget Politics Link Fiscal Policies and Financial Markets », *American Journal of Sociology*, 123 (1), p. 48-85.
- Scheve, Kenneth et David Stasavage, 2016. *Taxing the Rich: A History of Fiscal Fairness in the United States and Europe*, Princeton: Princeton University Press.
- Spire, Alexis, 2012. *Faibles et puissants face à l'impôt*, Paris : Raisons d'agir.
- —, 2018. *Résistances à l'impôt, attachement à l'État. Enquête sur les contribuables français*, Paris : Seuil.

ST 25

Ingénierie du pouvoir, pouvoir de l'ingénierie :
entre utopies techniques et pratiques de gouvernement
Engineered power, the Power of Engineering:
Between Technical Utopias and Practices of Government

Responsables scientifiques :

Hugo D'ASSENZA-DAVID (Sciences Po, CERI) hugo.dassenzadavid@sciencespo.fr

Marie-Pierre ESCUDIÉ (INSA Lyon, Centre des Humanités – Institut Gaston Berger) marie-pierre.escudie@insa-lyon.fr

Nombre d'objets centraux pour la science politique résonnent avec les savoirs et pratiques de l'ingénierie. Des transformations numériques à la bifurcation écologique, en passant par la gouvernance des systèmes complexes, les ingénieurs ne se limitent pas à un rôle technique. Si leurs savoirs, instruments, institutions et modes de mobilisation façonnent en profondeur les processus de gouvernement, l'actualité récente renforce la nécessité de saisir leurs interactions avec les milieux de pouvoir. Alors que l'élection de Donald Trump a révélé le poids d'élites techniciennes dans la conquête et l'exercice du pouvoir, elle signale aussi l'ascension d'une technostructure aux dérives autoritaires. Parallèlement, l'attention croissante portée à la planification – au nom des agendas de transition ou de l'effort de défense – traduit le rôle central des logiques techniques dans l'action gouvernementale. Dans ce contexte, cette section thématique invite à interroger la place des ingénieurs dans les recompositions du politique et des sociétés démocratiques face aux défis des sciences et des techniques (Barthe et al. 2014). Nous appelons ainsi dans cette ST à des contributions issues de la théorie politique, de l'analyse de l'action publique ou de travaux en dialogue avec la science politique.

Un premier axe propose d'explorer comment les savoirs de l'ingénieur, leurs fondements théoriques et leurs implications pratiques peuvent être analysés comme des pensées politiques. Il s'agit de ne plus considérer les savoirs techniques comme extérieurs au politique, mais comme des matrices idéologiques et normatives qui participent à la transformation des mondes sociaux et des institutions (Pestre 2016). Les contributions pourront interroger la dimension historique et philosophique de ces pensées – du saint-simonisme à la cybernétique, en passant par le positivisme ou les courants technocratiques – qui, portées ou inspirées par des ingénieurs, dessinent des visions du gouvernement, de l'ordre social ou du progrès. Les utopies techniques associées aux ingénieurs constituent également des cadres puissants de structuration de la pensée politique (Morozov 2024). Il s'agira aussi d'analyser comment des groupes se réclament de ces traditions intellectuelles pour orienter leur action, traduisant ces idées en stratégies d'influence et en interprétations des systèmes complexes. Ces rationalités, fondées sur l'optimisation ou la résolution de problèmes, redéfinissent la figure de l'agent rationnel en valorisant une approche technicisée (Vatin 2008 ; Vinck 2014).

Un second axe propose d'analyser la place des ingénieurs dans l'action gouvernementale, à partir de travaux permettant de situer leur intervention dans des contextes sociaux et institutionnels. Les ingénieurs y apparaissent comme des acteurs au sein de systèmes complexes, à l'origine de réformes ou de continuités dans ces derniers (Crozier et Friedberg 1996). Il s'agira d'étudier les structures cognitives, référentiels d'action ou scripts mobilisés par ces acteurs dans des secteurs technicisés – tels que l'écologie (Bouzin 2023; Coutant 2025), la digitalisation (Brandt 2016) ou les grands projets d'infrastructure (Swyngedouw 2015). En tant qu'experts des systèmes complexes, les ingénieurs contribuent à cadrer les problèmes publics, et à orienter les réponses politiques. Aussi, des contributions portant sur les formes d'organisation collective, entre coopération, intégration institutionnelle ou mobilisation conflictuelle, permettront d'éclairer les modalités concrètes d'engagement de ce groupe social. Enfin, une attention particulière sera portée aux instruments de gouvernement qu'ils aident à concevoir et à mettre en œuvre (Halpern et al. 2014). Ces dispositifs participent à structurer l'action publique, révélant à la fois les dynamiques d'innovation (Voß et Simons 2014), les formes de contrôle, et les luttes associées à la gestion de problèmes complexes (Cortinas-Muñoz et al. 2022).

A growing number of core issues in political science today resonate with the knowledge and practices of engineering. From digital transformations to ecological bifurcation, and the governance of complex systems, engineers no longer play a merely technical role. Their expertise, instruments, institutions, and forms of mobilisation deeply shape processes of government. Recent developments only reinforce the urgency of engaging with these dynamics. The election of Donald Trump revealed the central role played by technical elites in seizing and exercising power, and also signalled the rise of a

technostructure with increasingly visible authoritarian tendencies. At the same time, heightened attention to ecological and industrial planning—whether under the banner of green transition or security—highlights the centrality of technical logics in contemporary government. Against this backdrop, this thematic section seeks to interrogate the role of engineers in current political transformations and the ways democratic societies grapple with the challenges posed by science and technology (Barthe et al., 2014). We welcome contributions grounded in political theory, policy analysis, and related fields in dialogue with political science.

The first axis explores how engineering knowledge, its theoretical foundations, and its practical implications can be understood as forms of political thought. Technical knowledge should no longer be seen as external to politics, but rather as ideological and normative matrices that shape institutions and transform social worlds (Pestre, 2016). Contributions may examine the historical and philosophical dimensions of these intellectual traditions—from Saint-Simonianism to cybernetics, including positivism and technocratic thinking—many of which were shaped or inspired by engineers and offer distinctive visions of government, social order, or progress. Technical utopias and dystopias associated with engineers also serve as powerful frameworks for structuring political thought (Morozov, 2024). We also invite analyses of how social groups claim these intellectual legacies to guide their action, translating such ideas into strategies of influence and interpretations of complex systems. These rationalities, based on optimisation and problem-solving, challenge the classical figure of the rational actor, promoting a technicised form of reasoning (Vatin, 2008; Vinck, 2014).

The second axis focuses on the place of engineers within governmental action, through empirical studies that situate their intervention in specific social and institutional contexts. Engineers are approached here as political actors operating within complex systems, contributing to reforms or reinforcing existing arrangements (Crozier and Friedberg, 1996). This includes analysing the cognitive structures, action frameworks, or scripts they mobilise in highly technical sectors such as environmental governance (Bouzin, 2023; Coutant, 2025), digitalisation (Brandt, 2016), or large-scale infrastructure projects (Swyngedouw, 2015). As experts of complexity, engineers help frame public problems and shape policy responses. Contributions examining their collective organisation—through cooperation, institutional integration, or contentious mobilisation—will also shed light on the ways this social group engages politically. Finally, special attention will be paid to the instruments of government they contribute to designing and implementing (Halpern et al., 2014). These tools, embedded with technical rationalities, structure public action, revealing not only dynamics of innovation (Voß and Simons, 2014), but also modes of control and the conflicts associated with governing complex issues (Cortinas-Muñoz et al., 2022).

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Barthe, Yannick, Callon Michel, et Lascoumes Pierre. 2014. *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. La Couleur des idées. Le Seuil. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/lb.barth.2014.01>.
- Bouzin, Antoine. 2023. « La mise en langage de l'écologie par les ingénieurs militants. Une cause distendue entre réductionnisme technique et considérations politiques ». *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*, n° 17: 139-60.
- Brandt, Philipp Soeren. 2016. *The emergence of the data science profession*.
- Cortinas-Muñoz, Joan, O'Neill Brian, et Poupeau Franck. 2022. « Chapitre 3- Le champ des politiques hydriques dans l'Ouest étasunien : éléments d'interprétation des instruments d'action ». In *Les structures sociales de l'action publique. Analyser les politiques publiques avec la sociologie des champs.*, Editions du Croquant, par Vincent Dubois. Action publique.
- Coutant, Hadrien. 2025. « Devenir ingénieur-e écologiste : l'engagement écologiste par et dans le travail d'ingénieur-e ». *Sociologie du travail* 67 (1): 1. <https://doi.org/10.4000/145x3>.
- Crozier, Michel, et Friedberg Erhard. 1996. *L'acteur et le système: les contraintes de l'action collective*. Collection Points Série Essais 248. Éd. du Seuil.
- Halpern, Charlotte, Lascoumes Pierre, et Le Galès Patrick. 2014. « Introduction / L'instrumentation et ses effets débats et mises en perspective théoriques ». In *L'instrumentation de l'action publique*. Académique. Presses de Sciences Po. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/scpo.halpe.2014.01.0015>.
- Morozov, Evgeny. 2024. *Les Santiago Boys: des ingénieurs utopistes face aux big tech et aux agences d'espionnage*. Traduit par Samuel Monsalve, Antoine Lheureux, et Alex Taillard. Éditions divergences.
- Pestre, Dominique. 2016. *Le gouvernement des technosciences: gouverner le progrès et ses dégâts depuis 1945. La découverte*.
- Swyngedouw, Erik. 2015. *Liquid power: Contested hydro-modernities in twentieth-century Spain*. MIT Press.

- Vatin, François. 2008. « L'esprit d'ingénieur : pensée calculatoire et éthique économique ». *Économie. Revue Française de Socio-Économie* 1 (1): 131-52. <https://doi.org/10.3917/rfse.001.0131>.
- Vinck, Dominique. 2014. « Pratiques d'ingénierie:Les savoirs de l'action ». *Revue d'anthropologie des connaissances* 82 (2): 225-43. <https://doi.org/10.3917/rac.023.0225>.
- Voß, Jan-Peter, et Arno Simons. 2014. « Instrument constituencies and the supply side of policy innovation: the social life of emissions trading ». *Environmental Politics* 23 (5): 735-54. <https://doi.org/10.1080/09644016.2014.923625>.

ST 26

Tenir le mandat. Sociologie de l'accompagnement aux élus
Holding office. Sociology of support for elected officials

Responsables scientifiques :

Safia DAHANI (CSO/Sciences Po Paris) safia.dhn.pro@protonmail.com

Noémie FEVRAT (CSO/Sciences Po Paris) noemie.fevrat@gmail.com

Cette section thématique contribue à l'étude du métier d'élu en investissant l'analyse des formes d'accompagnement du travail politique. En tant qu'activité collective, le métier politique repose sur un ensemble d'appuis constituant autant de ressources indispensables à l'élu pour « tenir » son mandat dans ses difficultés (intensité, horaires, charge mentale, usure, etc.). L'objectif est de renouveler l'étude des accompagnements à l'exercice du mandat en l'élargissant à de nouvelles catégories d'acteurs. S'il existe des études détaillées sur l'entourage institutionnel des élus (collaborateurs, assistants), rares sont celles qui explorent leur entourage familial et les soutiens professionnels extérieurs auxquels ils ont recours (médecins, formateurs, coaches).

Il s'agit ainsi d'interroger les différentes ressources humaines sur lesquelles s'appuient les élus pour « tenir » leur mandat. Sur quels groupes et ressources les élus se reposent-ils pour surmonter les pénibilités liées à l'exercice du mandat ? L'ambition est ici de porter une attention forte aux groupes que nous identifions comme appartenant à une deuxième et troisième couronne (entourage familial / formateurs et professionnels de santé) par opposition à une première couronne (entourage institutionnel) mieux documentée par la science politique. Trois entrées, correspondant à trois types de groupes de soutien, pourront guider les propositions de communication :

Les communications pourront d'abord interroger le poids des configurations familiales et conjugales à différentes étapes des carrières des élus. Elles pourront examiner comment les univers familiaux prédisposent inégalement à l'engagement politique (Bargel, 2014) mais aussi comment ces entourages particuliers participent à leur formation « sur le tas » (Dulong et Matonti 2007, Demazière et Le Lidec 2014). Les séquences électorales pourront peut-être, à cet égard, être révélatrices, relevant parfois d'une entreprise familiale impliquant conjoints et enfants. Dans ce cas, la campagne d'un proche constitue-t-elle une forme de socialisation informelle au métier politique ?

Ensuite, le deuxième axe invite à investir la sociologie des formateurs d'élus, à l'aune de l'étude d'un espace professionnel fragmenté (coachs issus de l'entreprise, instituts publics, des formations partisanes). Les rares travaux disponibles montrent leur institutionnalisation progressive (Camus, 2021) ou encore leur aspect secondaire dans les carrières des femmes (Navarre, 2014). Or, cet espace professionnel éclaté fournit un ensemble de soutien au personnel politique (contre rémunération) par des canaux plus ou moins institutionnalisés selon les types de mandats ou les appartenances partisanes (comptes formation des élus locaux, institutions inégalement structurées selon les partis...). Un large éventail de questions peut être envisagé sur cet espace peu étudié : qui sont les formateurs d'élus ? quel type de formations dispensent-ils (technique, savoirs-pratiques, coaching personnel, développement personnel) et avec quels effets sur les pratiques politiques ? Qui sont les élus y ayant recours ?

Enfin, le troisième axe interroge l'espace des soutiens aux élus autour des questions de santé. En science politique, ces questions ont plutôt été appréhendées autour du rôle des élus dans les politiques publiques sectorielles dans ce domaine (Clavier, 2009). Or, la question du corps politique et de sa mise en scène « en bonne santé » se pose dans cet espace professionnel, que l'on songe à la médiatisation des footing présidentiels de Nicolas Sarkozy (Achin, Dorlin, 2008) ou à celle des maladies des élus. Les communications pourront ainsi se saisir de l'espace de soutien médical autour de différentes questions : de quelle manière se structure leur capital corporel ? les questions de santé sont-elles importantes dans l'exercice du mandat ? quelles pratiques sont privilégiées pour se maintenir en « bonne » santé ?

By investing in the analysis of the forms of support for political work, this thematic section contributes to the study of elected office as a profession. As a collective activity, political work rests on a set of supports that constitute indispensable resources for elected officials to “hold on” to their mandate despite its difficulties (intensity, schedules, mental load, exhaustion, etc.). The aim is to renew the study of supports to the exercise of mandates by extending it to new categories of actors. While detailed studies exist on elected officials' institutional entourages (staff, assistants), very few examine their family environment and the external professional supports they turn to (doctors, trainers, coaches). Thus, the objective is to question the various human resources upon which elected officials rely to “hold on” to their mandates. On which groups and resources do elected officials depend to overcome the hardships linked to the exercise of office? The

ambition here is to focus attention on groups we identify as belonging to the second and third rings (family entourage / trainers and health professionals), as opposed to the first ring (institutional entourage) more thoroughly documented in political science. Three main avenues, corresponding to three types of support groups, may guide paper proposals:

First, contributions may examine the weight of family and conjugal configurations at different stages of elected officials' careers. They may investigate how family environments unequally predispose individuals to political engagement (Bargel, 2014), but also how these circles contribute to their "on-the-job" training (Dulong & Matonti, 2007; Demazière & Le Lidec, 2014). Electoral campaigns may, in this regard, be particularly revealing, at times resembling a family enterprise involving spouses and children. In such cases, does a relative's campaign constitute a form of informal socialization into the political profession?

Second, this axis invites investment in the sociology of elected officials' trainers, through the study of a fragmented professional space (coaches from the corporate world, public institutes, party training programs). The limited available research highlights their gradual institutionalization (Camus, 2021) or their secondary role in women's careers (Navarre, 2014). Yet this fragmented professional field provides a variety of support to political personnel (for a fee), through channels institutionalized depending on the type of mandate or party affiliation (training accounts for local officials, unevenly structured institutions across parties...). A wide range of questions may be explored in this understudied area: who are the trainers of elected officials? What types of training do they provide (technical, practical knowledge, personal coaching, personal development), and with what effects on political practices? Which elected officials make use of them?

Finally, the third axis interrogates the space of support for elected officials around health issues. In political science, such questions have mostly been studied through elected officials' role in sectoral public policies (Clavier, 2009). Yet the question of the political body and its staging "in good health" also arises in this professional space, whether one thinks of the media coverage of Nicolas Sarkozy's presidential jogging (Achin & Dorlin, 2008) or that of elected officials' illnesses. Contributions may thus engage with the medical support space through different questions: how is their bodily capital structured? Are health issues significant in the exercise of a mandate? What practices are favored to maintain "good" health?

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- C. Achin, E. Dorlin, J. Rennes, « Capital corporel identitaire et institution présidentielle : réflexions sur les processus d'incarnation des rôles politiques », *Raisons politiques*, 2008/3, n°31, p. 5-17.
- C. Achin, E. Dorlin, « Nicolas Sarkozy ou la masculinité mascarade du président », *Raisons politiques*, 2008/3, n°31, p. 19-45.
- L. Bargel, « Apprendre un métier qui ne s'apprend pas. Carrières dans les organisations de jeunesse des partis », *Sociologie*, 2014, 5(2), 171-187.
- W. Beauvallet, S. Michon (dir.), *Dans l'ombre des élus. Une sociologie des collaborateurs politiques*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2017.
- J. Boelaert, S. Michon, E. Ollion, *Métier : député. Enquête sur la professionnalisation de la politique en France*, Paris, *Raisons d'agir*, 2017.
- P. Camus, *La formation des élus locaux (1880-2020)*, thèse de doctorat en sociologie, Université de Nantes, 2021.
- P. Camus, « Le recours des élus locaux à la formation à l'aune des déterminants institutionnels », *Education et formation*, 2022/4, n°160, p. 85-101.
- C. Clavier, « Les élus locaux et la santé : des enjeux politiques territoriaux », *Science sociales et santé*, 2009/2, vol 27, p. 47-74.
- D. Demazière, P. Le Lidec (dir.), *Les mondes du travail politique : les élus et leurs entourages*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.
- D. Dulong, F. Matonti, « Comment devenir un(e) professionnel(le) de la politique ? L'apprentissage des rôles au Conseil régional Île-de-France », *Société & représentations*, 2007/2, n°24, p. 251-267.
- J.-M. Eymeri-Douzans, X. Bioy, S. Mouton (dir.), *Le règne des entourages. Cabinets et conseillers de l'exécutif*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.
- C. Gris, *Femmes d'élus. Sociologie d'un second rôle*, Paris, Bord de l'eau, 2021.
- D. K. Joshi, R. Goerhug, « Mothers and fathers in Parliament : MP Parental Status and Family Gaps from a global perspective », *Parliamentary affairs*, 74 (2), 2020, p. 296-313.

- P. Lehingue, « Existe-t-il de nouvelles logiques du recrutement politique ? », in Barrault-Stella L., Le Grignou B., Lehingue P. (dir.), La politique désenchantée. Mélanges en l'honneur de Daniel Gaxie, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019, p. 17-33.
- M. Navarre, « Les inégalités dans la formation des élus locaux », Formation emploi, 2014/4, n°128, p. 65-79.

ST 27

Espaces politiques et frontières extérieures de l'Union européenne
à l'épreuve de l'enjeu migratoire

External borders of the European Union, national political spaces and the issue of migration

Responsables scientifiques :

Dorota DAKOWSKA (Sciences Po Aix, Mesopolhis) dorota.dakowska@sciencespo-aix.fr
Laure DELCOUR (IRECA Varsovie, Université Sorbonne Nouvelle) laure.delcour@sorbonne-nouvelle.fr

Les migrations occupent une place importante dans l'espace politique européen. Dans le contexte de polarisation des champs politiques nationaux, elles donnent lieu à un traitement souvent sécuritaire. L'enjeu migratoire est également central dans le processus de (re)construction de la frontière (« frontiérisation » ou bordering) en cours à l'est de l'Europe. En réponse à la guerre en Ukraine, la « frontiérisation », en tant que processus politique qui vise à ordonner l'espace et à organiser les relations sociales (Popescu 2011), engendre de nouvelles dynamiques d'inclusion et d'exclusion en Europe.

Le cadrage sécuritaire de l'enjeu migratoire, construit par des acteurs politiques et médiatiques (Krzyżanowski & al., 2018) peut donner lieu à la militarisation de l'espace frontalier et à une suspension du droit d'asile qui traduit un « déni d'immigration » (Héran, 2023). Le cadrage des migrations en termes de « crise » ne reflète pourtant pas forcément un afflux statistiquement significatif (Reddy, Thiollet, 2023 ; Dakowska, Skowronska, 2025). Les réponses au mouvement d'exil consécutif à l'invasion russe de l'Ukraine illustrent la complexité du travail de production de frontière (borderwork) (Rumsford, 2014) en Europe : alors que la mobilité est facilitée pour les uns, les barrières à la mobilité se multiplient pour d'autres exilés. Cette ST cherche à analyser comment l'enjeu migratoire contribue à remodeler, depuis 2015, les jeux politiques et l'espace des relations sociales des pays de l'UE et de son voisinage. Les contributions à cette ST s'inscriront dans une des thématiques proposées :

1. Ce que l'enjeu migratoire fait aux champs politiques

Il s'agit d'analyser les usages politiques de l'enjeu migratoire dans le champ politique national à travers des discours de crise et la construction de l'accueil comme un devoir, une opportunité ou, au contraire, un risque ou un fardeau. Au-delà de l'enjeu discursif, ce sont les réponses en termes de dispositifs d'action publique qui peuvent être prises en compte et la manière dont ils s'articulent avec les dynamiques de la compétition politique. Cette partie pourra se pencher sur la tension entre le champ politique et le champ médiatique. Elle s'intéresse aux catégories discursives utilisées pour désigner les personnes exilées.

2. La (re-)construction de la frontière (bordering) entre l'UE et ses voisins

Cette partie s'intéresse au travail de production de la frontière (borderwork) qui concerne non seulement les institutions européennes, les acteurs étatiques et infra-étatiques, mais aussi les citoyens tout comme des non citoyens. Elle permettra d'analyser la sécurisation de l'enjeu migratoire par des acteurs situés à différentes échelles. Elle examinera l'émergence de nouveaux récits sur la frontière et son ouverture aux personnes migrantes et exilées, ainsi que sur les constellations d'acteurs impliqués dans leur production. Elle pourra également prendre en compte les dynamiques de contestation de l'ouverture de la frontière par des acteurs politiques ou politisés. Enfin, elle interrogera la manière dont l'ouverture ou la fermeture des frontières – fonctionnelles, institutionnelles, territoriales - façonnent les pratiques de mobilité ou d'immobilité entre l'Union européenne et ses voisins.

La ST est ouverte aux propositions basées sur des recherches empiriques récentes et théoriquement fondées, issues de différentes sous-disciplines de la science politique. Rédigées en français ou en anglais (800 mots maximum), elles préciseront la méthode utilisée et le terrain d'enquête. Pour favoriser les échanges, les présentations seront brèves (12-15 minutes). La discussion croisée des papiers par les participants est encouragée tout comme les propositions émanant de jeunes chercheur.e.s.

Migration is a prominent issue in European politics. In the context of polarised national political arenas, it is often framed in terms of security. The issue of migration is also central to the process of (re)constructing borders (“bordering”) currently underway in Central and Eastern Europe. In response to the war in Ukraine, “bordering,” as a political process that aims to order space and organise social relations (Popescu 2011), is generating new dynamics of inclusion and exclusion in Europe.

The security-based framing of the migration issue, as constructed by political and media actors (Krzyżanowski et al., 2018), can result in militarisation of border areas and suspension of the right to asylum, which reflects a “denial of immigration” (Héran, 2023). However, framing migration as a “crisis” does not necessarily reflect a statistically significant influx (Reddy, Thiollet, 2023; Dakowska, Skowronska, 2025). The responses to the influx of refugees following Russia’s invasion of Ukraine illustrate the complexity of borderwork (Rumsford, 2014): while mobility is facilitated for some, others face increased restrictions.

This panel analyses how the migration issue contributes to reshaping the political games and the space of social relations in the European Union countries and their neighbours since 2015. Although the focus is on mobilisations relating to the EU's eastern border, contributions on other external borders are also welcome.

Contributions to this thematic section will fall within one of the proposed themes:

1. What the migration issue does to political arenas.

This section involves analysing the political uses of migration in the national political arena examining crisis narratives and the framing of reception as a duty, an opportunity or, conversely, a risk or a burden. Beyond the discursive issue, we will also consider policy responses measures and how their relationship to the dynamics of political competition. This section will examine the tension between the political and media field.

2. Boundary-making (bordering) between the European Union and its neighbours

This part focuses on borderwork and bordering, which concerns not only the European institutions, state and sub-state actors, but also citizens as well as non-citizens. Through the lens of borders, this section will analyse how different actors securitise migration issues. It will examine the emergence of new narratives on borders and their opening up to migrants and exiles by focusing on the actors involved in producing these narratives. It will also consider the dynamics of resistance and contestation ‘from below’ to the processes of border opening initiated by European and national political elites. It will show how these dynamics can, in turn, contribute to the dissemination of alternative narratives. Finally, it will examine how the opening or closing of borders shapes mobility or immobility practices between the EU and its neighbours.

The panel is open to proposals drawing on recent empirical and theoretically well-founded research, from different sub-disciplines of political science. Written in French or English (maximum 800 words), they will specify the research methods used and the fieldwork. To encourage discussion, presentations will be brief (12-15 minutes). Cross-discussion of papers by participants will be encouraged, as well as proposals from young researchers.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel’s conveners before 7 December 2025.

ST 28

Les études des frontières en science politique
Border Studies and Political Science

Responsables scientifiques :

Sarah DAOUD (Sciences Po, CERI / Univ. Tours, CITERES-EMAM) sarah.daoud@sciencespo.fr

Daniel MEIER (Sciences Po Grenoble/UGA, Cerdap2) daniel.meier@iepg.fr

Depuis plusieurs années, le domaine d'études des frontières, issu de divers courants de la géographie sociale et politique, a été investi par différentes disciplines, permettant ainsi de diversifier les approches (Amilhat-Szary & Hamez, 2020). La frontière est ainsi conçue comme un processus protéiforme, de différenciation politique, culturel, économique et social qui englobe et dépasse la seule ligne frontalière.

Cette section thématique vise à explorer la question des frontières de façon non stato-centrée, en adoptant une focale multi-située, multifactorielle et multiscalaire. En outre, trois types d'espaces seront analysés : les espaces digitaux engendrés par l'expansion des bases de données du management contemporain des frontières, les espaces interstitiels produits par diverses crises et conflits, les espaces d'interactions entre acteurs à la frontière.

Pour articuler les enjeux autour de ces trois espaces, trois axes seront privilégiés au sein de la section thématique :

Axe 1. Digitalisation et technologisation des frontières

Ce premier axe se penchera sur la gouvernance frontalière des États en tant que processus de sélection des flux marchands et humains produisant simultanément des dynamiques de dé-frontiérisation (ouverture, fluidification) et de re-frontiérisation (fermeture, contrôle). Il s'agit également de mettre en évidence les effets de ce processus de sélection et de hiérarchisation des flux en particulier sur les mobilités. D'une part, l'espace frontalier est devenu un espace de mise en scène de la militarisation et de la technologisation de la frontière au service de la filtration des mobilités. D'autre part, le filtrage s'exerce aussi en amont et en aval de la frontière à travers la digitalisation de la frontière qui provoque l'individualisation de celle-ci (la « frontière mobile », Amilhat-Szary 2020). Le processus de (re)frontiérisation agit ainsi à la fois comme un processus d'ordonnement et d'altération (van Houtum & van Naerssen 2002).

Axe 2. Penser les espaces interstitiels

Ce deuxième axe vise à rassembler des contributions interrogeant les espaces interstitiels. Il s'agit d'une catégorisation qui mérite débat en tant qu'elle souhaite subsumer des entités aussi variées que les 'no man's land', les 'zones tampons' ou tout autres entité proto-étatiques (Meier, 2018). Elle met en lumière des modèles de souveraineté alternatives peu investiguées, permettant de dépasser la dichotomie intérieur/extérieur et de replacer ces zones de porosité et de friction au cœur de la réflexion sur la nature et les types de frontières. Nous distinguons les espaces interstitiels reconnus, c'est-à-dire convenus par les belligérants dans le cadre de la Convention de Genève (1951), des espaces interstitiels non reconnus, souvent fragmentés par divers ordres miliciens (Quesnay, 2021). Les modalités d'occupation, voire d'administration, de ces espaces fragmentés dans lesquels divers acteurs interagissent en font une catégorie extensible aux dynamiques sociales trop peu étudiées.

Axe 3. Régions frontalières, imaginaires frontaliers

Enfin, un troisième axe analysera les régions frontalières (borderlands) en tant qu'espaces d'innovation politique, de réappropriation des récits et des symboles, voire de l'esthétique de la frontière, par les populations frontalières. Ces dynamiques de réappropriation des paysages frontaliers (borderscapes) (Brambilla 2015) s'appuient sur des représentations et des pratiques (licites ou illicites) subalternes. Il s'agit ici d'envisager la dimension identitaire des rapports de force à l'œuvre à la frontière : les régions frontalières sont des espaces de (re)production d'une mémoire collective en lien avec le processus de fixation des frontières linéaires, une mémoire parfois traumatique de division de groupes sociaux initialement unifiés entre différents États-nations (Popescu 2012).

D'un point de vue méthodologique, les communications pourront mobiliser des méthodes diverses ; une attention particulière sera accordée à l'ancrage empirique des contributions. Les travaux en cours sont particulièrement les bienvenus.

For several years, the field of border studies, emerging from various currents of social and political geography, has been enriched by contributions from different disciplines, thereby diversifying approaches (Amilhat-Szary & Hamez, 2020). The border is thus conceived as a protean process of political, cultural, economic, and social differentiation that both encompasses and transcends the mere boundary line. This panel aims to explore the question of borders in a non-state-centred way, adopting a multi-sited, multifactorial, and multiscale perspective. Moreover, three types of spaces will be analysed: digital spaces generated by the expansion of contemporary border management databases; interstitial spaces produced by various crises and conflicts; and spaces of interaction between actors at the border.

To structure the issues around these three types of spaces, three axes will be prioritized within the thematic section:

Axis 1. Digitalization and Technologization of Borders

This first axis will focus on states' border governance as a process of selecting trade and human flows, which simultaneously generates dynamics of de-bordering (opening, fluidification) and re-bordering (closure, control). It also aims to highlight the effects of this process of selection and hierarchy of flows, particularly on mobilities. On the one hand, the border space has become a stage for the militarization and technologization of the border, serving the filtration of mobilities. On the other hand, filtering also occurs upstream and downstream of the border through its digitalization, which leads to its individualization (the "mobile border," Amilhat-Szary 2020). The (re)bordering process thus acts both as a process of ordering and of othering (van Houtum & van Naerssen 2002).

Axis 2. Rethinking Interstitial Spaces

This second axis seeks to bring together contributions that interrogate interstitial spaces. This is a categorization that deserves debate, insofar as it aims to subsume entities as diverse as no man's lands, buffer zones, or other proto-state entities (Meier, 2018). It highlights alternative models of sovereignty that have been little studied, allowing us to move beyond the inside/outside dichotomy and to place these zones of porosity and friction at the centre of reflections on the nature and types of borders.

We distinguish between recognized interstitial spaces — those agreed upon by belligerents under the framework of the Geneva Convention (1951) — and unrecognized interstitial spaces, often fragmented by various militia orders (Quesnay, 2021). The modes of occupation, and even administration, of these fragmented spaces in which diverse actors interact make this category extendable to social dynamics that remain insufficiently explored.

Axis 3. Border Regions, Border Imaginaries

Finally, a third axis will analyse border regions (borderlands) as spaces of political innovation, reappropriation of narratives and symbols, and even of the aesthetics of the border, by border populations. These dynamics of reappropriation of border landscapes (borderescapes) (Brambilla 2015) rely on subaltern representations and practices (licit or illicit). The aim here is to consider the identity dimension of the power relations at work at the border: border regions are spaces of (re)production of a collective memory linked to the process of establishing linear borders — sometimes a traumatic memory of the division of social groups originally unified but later separated across different nation-states (Popescu 2012). From a methodological perspective, contributions may mobilize diverse approaches; particular attention will be given to the empirical grounding of the work. Ongoing research is especially welcome.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Amilhat-Szary A-L., Géopolitique des frontières. Découper la terre, imposer une vision du monde, Le Cavalier Bleu, 2020

- Amilhat-Szary A-L, Hamez G. (dir.), Frontières, coll. Horizon, Armand Colin, 2020
- Brambilla C., « Exploring the critical potential of the Borderscapes concept », *Geopolitics*, 20 (1), 2015, pp.14-34
- Del Sarto R.A., « Contentious borders in the Middle East and North Africa », *International Affairs*, vol.93, n.4, 2017, pp.767-788
- Meier D., « Penser les frontières au Moyen-Orient et au Sahel : enjeux et concepts », *Égypte/Monde arabe*, n.18, 2018/2, pp.163-174
- Popescu G., *Bordering and ordering the twenty-first century. Understanding borders*, Rowman & Littlefield, 2012
- Quesnay A., *La guerre civile irakienne. Ordre partisans et politiques identitaires à Kirkouk*, Paris, Karthala, 2021.
- Simonneau D., « La migration dans l'état des enjeux sécuritaire et militaire », *Migrations Société*, n.196, 2024/2, pp.25-42.
- Van Houtum, H., Van Naerssen T., « Bordering, Ordering and Othering », *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, n.93, 2002/2, pp.125-136.

ST 29

La souveraineté à l'ère numérique. Recompositions et perspectives dans un monde fragmenté
Sovereignty in the Digital Age. Reconfigurations and Perspectives in a Fragmented World

Responsables scientifiques :

Françoise Daucé (CERCEC, EHESS) francoise.dauce@ehess.fr

Benjamin Loveluck (CERSA, Université Paris-Panthéon-Assas) benjamin.loveluck@assas-universite.fr

La souveraineté, entendue comme principe fondateur de l'autorité étatique sur les personnes et les territoires, connaît une mutation profonde avec son extension au cyberspace. L'essor des infrastructures numériques, des flux transfrontaliers de données et des technologies émergentes bouscule les conceptions du pouvoir, le fonctionnement institutionnel et parfois les procédures démocratiques. Inversement, le tropisme anti-étatique qui a longtemps dominé la gouvernance du numérique se trouve ébranlé par la recrudescence d'initiatives juridiques, réglementaires ou politiques visant à en contrôler l'orientation et les effets – en particulier le poids économique et politique acquis par les multinationales du secteur ou Big Tech, eux-mêmes parfois comparés à des États-nations.

La notion de souveraineté numérique émerge dès lors comme un enjeu central pour comprendre la manière dont États, organisations internationales, entreprises et utilisateurs cherchent à façonner ou contrôler l'espace numérique, notamment en situation de tensions ou de conflits. Un certain nombre d'acteurs en ont été des promoteurs clés, avec des stratégies et discours souvent divergents. S'agissant par exemple de la circulation des contenus et des données, la Russie et la Chine ont été présentés comme adoptant des normes « illibérales » (Flonk 2021) tandis que l'Union européenne est perçue comme défendant une forme de « constitutionnalisme numérique » (De Gregorio 2022).

Cet appel à contributions vise à interroger la souveraineté numérique dans ses dimensions théoriques, comparatives et pratiques, en explorant la diversité des modèles de régulation et les tensions entre autonomie, sécurité, droits fondamentaux et intégration globale dans un monde fragmenté, voire en proie à des conflits armés. Les propositions pourront notamment s'inscrire dans les trois axes suivants :

1. Redéfinir la souveraineté à l'ère numérique : fondements et cadres conceptuels

Quels sont les apports et limites des traditions politiques et juridiques pour penser la souveraineté numérique ? Comment saisir les compromis entre liberté d'expression, sécurité, création de valeur économique, protection des données ? Cet axe invite à revisiter les théories de la souveraineté et du constitutionnalisme, à explorer les liens entre droits numériques, vie privée, surveillance et nouvelles formes de pouvoir dans un moment historique marqué par la montée des conservatismes.

2. Infrastructures, marchés et régulation du numérique : approches comparatives

La diversité des approches nationales et régionales révèle une pluralité de modèles : contrôle strict et (re-)territorialisation en Chine, expansionnisme autoritaire en Russie, régulation par le droit au sein de l'Union européenne, stratégies d'autonomisation industrielle et d'accès aux marchés, défense des espaces informationnels et encadrement des contenus. Cet axe encourage des analyses comparatives des politiques numériques et des formes de régulation, tout en interrogeant le rôle des organisations internationales et la concurrence des normes technologiques mondiales en contexte de crise.

3. Vers des souverainetés numériques plurielles : perspectives non étatiques et modèles alternatifs

Au-delà des acteurs étatiques, de nouvelles conceptions émergent. Les entreprises technologiques exercent une influence normative croissante, tandis que les approches communautaires proposent des alternatives décentralisées aux modèles promus par les grandes plateformes du numérique. Cet axe invite à analyser comment ces propositions redessinent les frontières de la souveraineté et ouvrent la voie à une vision plus distribuée du pouvoir numérique, dans un contexte marqué par la fragmentation d'internet, les technologies émergentes telles que l'IA et les enjeux environnementaux.

Nous invitons des contributions, fondées sur des enquêtes documentées et originales, dans le domaine de la science politique, de la sociologie des sciences et techniques, du droit ou encore des relations internationales, ainsi que des approches interdisciplinaires, afin de nourrir une réflexion collective sur les transformations contemporaines de la souveraineté.

Sovereignty, understood as the founding principle of state authority over people and territories, is undergoing a profound transformation with its extension into cyberspace. The rise of digital infrastructures, cross-border data flows, and emerging technologies is reshaping traditional conceptions of power, institutional functioning, and sometimes democratic procedures. Conversely, the anti-state bias that long dominated digital governance is being challenged by the resurgence of legal, regulatory, and political initiatives aimed at steering and controlling the digital realm—particularly in response to the economic and political weight acquired by multinational corporations or Big Tech, sometimes compared to nation-states themselves.

The notion of digital sovereignty thus emerges as a central issue for understanding how states, international organizations, corporations, and users seek to shape or control the digital space. A number of key actors have actively promoted it, though often through divergent strategies and discourses. For example, with regard to the circulation of content and data, Russia and China have been portrayed as adopting “illiberal” standards (Flonk 2021), while the European Union is seen as advancing a form of “digital constitutionalism” (De Gregorio 2022).

This call for papers seeks to explore digital sovereignty in its theoretical, comparative, and practical dimensions, examining the diversity of regulatory models and the tensions between autonomy, security, fundamental rights, and global integration in a fragmented world. Contributions may focus on, but are not limited to, the following three axes:

1. Redefining sovereignty in the digital age: foundations and conceptual frameworks

What are the contributions and limitations of political and legal traditions in thinking about digital sovereignty? How can we grasp the trade-offs between freedom of expression, security, economic value creation, and data protection? This axis invites to revisit theories of sovereignty and constitutionalism, exploring the interplay between digital rights, privacy, surveillance, and new forms of power in a historical moment marked by rising conservatism.

2. Infrastructures, markets, and digital regulation: comparative approaches

The diversity of national and regional strategies reveals a plurality of models: strict control and (re)territorialization in China, authoritarian expansionism in Russia, rights-based regulation in the European Union, strategies of industrial empowerment and market access, as well as the defense of informational spaces and the regulation of content. This axis encourages comparative analyses of digital policies and regulatory approaches, while interrogating the role of international organizations and the competition among global technological standards in a time of crisis.

3. Towards plural digital sovereignties: non-state perspectives and alternative models

Beyond state actors, new conceptions are emerging. Technology companies exert a growing normative influence, while community-based approaches propose decentralized alternatives to the models promoted by large digital platforms. This axis invites analysis of how such proposals redraw the boundaries of sovereignty and open the way toward a more distributed vision of digital power, in a context marked by internet fragmentation, emerging technologies such as AI, and environmental challenges.

We welcome contributions based on original and well-documented research in political science, the sociology of science and technology, law, or international relations, as well as interdisciplinary approaches, in order to foster a collective reflection on the contemporary transformations of sovereignty.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

ST 30

**Ce que les forêts font aux (contre-)mobilisations énergétiques.
Modes d'action, politisation et alliances**

What forests do to energy counter-mobilizations. Modes of action, politicization, alliances

Responsables scientifiques :

Stéphanie DECHEZELLES (TREE (UMR 6031), Université de Pau et des Pays de l'Adour)

stephanie.dechezelles@univ-pau.fr

Antoine DOLEZ (EOS, IAACHOS, Université Catholique de Louvain) antoine.dolez@uclouvain.be

Les écosystèmes forestiers, particulièrement soumis aux épreuves anthropiques et aléas climatiques de plus en plus extrêmes (canicules, épidémies, incendies et méga-feux, surexploitation...), occupent une place de plus en plus significative dans les agendas protestataires. Les forêts sont même considérées, par certains, comme des « fronts » (Vidalou, 2017), car les premières touchées par de grands projets infrastructurels de type industriel. Une tendance à la « politisation des forêts » par certains mouvements sociaux ou certaines franges militantes s'observe de plus en plus fréquemment à la faveur de luttes contre des projets d'équipements ou d'aménagement divers du territoire. Plus encore, les contre-mobilisations « anti-extractivistes » à l'égard d'équipements visant à produire de l'énergie à partir des ressources que procurent les espaces forestiers se multiplient à l'échelle planétaire (Kaufer, 2023). Des travaux ont analysé les conflits d'usage qui marquent, dès le Moyen Age, la privatisation puis la marchandisation des espaces forestiers, en particulier à la faveur des enclosures (Graber et Locher, 2018 ; Fressoz, 2023) et des conflits entre ruraux et urbains autour de leurs usages (Larrère et Nougarede, 1993 ; Léger et Hervieu, 1979). Plus récemment, l'enrôlement des forêts dans le processus de climatisation de l'action publique et ses conséquences sur les modes de gestion de ces écosystèmes ont été étudiés (Glinel, 2025). En revanche, les effets d'une « forestisation » des mouvements sociaux ou, du moins, d'une présence grandissante du vivant forestier dans l'action collective, en particulier autour des enjeux énergétiques semblent relativement peu traités.

La ST questionnera donc ce que les forêts font aux conditions d'émergence et d'action de formes protestataires visant à porter la critique à l'égard d'infrastructures et scénarii qui, au nom de la « transition énergétique » ou de la « décarbonation », procèdent à une exploitation intensive des ressources ligneuses ou foncières des zones forestières afin de produire biochar, hydrogène par électrolyse, e-kérosène, granulés... Il importe d'appréhender conjointement les conditions de possibilité et de félicité des contre-mobilisations dans ce domaine. La ST sera soucieuse de faire dialoguer des travaux sur les Nords, comme sur les Suds, et entend privilégier les propositions qui inscriraient leur démarche dans une appréhension soit comparative, soit globale- par les jeux d'échelle ou les circulations- sur cette thématique (défense des forêts primaires depuis les Nords, mobilisations locales aux Suds inscrites dans des dynamiques de transnationalisation...).

Les communications proposées pourront, sans s'y restreindre, s'inscrire dans l'un ou les 2 axes suivants :

1/. On interrogera les circulations et innovations protestataires des contre-mobilisations énergétiques en défense des forêts. Des enchaînements aux tronc aux événements internationaux où sont invités des représentants de communautés vivant au cœur de ce qui reste des forêts primaires (ex : World Rainforest Movement) en passant par des collectifs d'achat de parcelles boisées visant à (re)communaliser ces espaces (ex : Réseau pour les alternatives forestières ou Canopée), nombreuses sont les modalités par lesquelles les forêts sont érigées en objets ou sujets d'action collective. Les actions s'actualisent de plus en plus souvent depuis la cime des arbres supposant des appétences et des compétences protestataires spécifiques, ainsi qu'une distribution du travail militant et des logiques de politisation du proche dont il convient de rendre compte. Les liens affectifs aux forêts comme partie intégrante des « dispositifs de sensibilisation » seront questionnés, notamment dans leurs formes d'articulations à la contre-expertise ou à la prospective, compétences indispensables pour crédibiliser les arguments et accréditer les protestataires (Dassié, 2014 ; Traïni, 2015).

2/ Les coalitions d'acteurs se formant autour de la défense des forêts peuvent aboutir à des configurations originales, comme dans le cas de mobilisations contre des sites de production d'« hydrogène vert », où syndicats des propriétaires forestiers locaux et associations environnementalistes peuvent faire front d'opposition commun, alors qu'elles s'opposent usuellement concernant l'exploitation financière des massifs forestiers (Chailleux, Smith, Compagnon, 2022). La ST sera attentive aux effets multiples que le processus de « forestisation » entraîne sur les configurations locales d'acteurs et les

modalités de politisation, « par le haut » et « par le bas » qu'il favorise ou empêche. Les asymétries politiques et écarts idéologiques que cette mise en action collective des forêts peut engendrer, selon les outillages idéologiques, religieux, moraux que les acteurs projettent sur les arbres/forêts seront également étudiés.

Forest ecosystems, particularly subject to anthropogenic stress and increasingly extreme climatic hazards (heat waves, epidemics, fires and mega-fires, overexploitation, etc.), are occupying an increasingly significant place in protest agendas. Forests are even considered, by some, as "fronts" (Vidalou, 2017), because they are the first to be affected by large-scale industrial infrastructure projects. A trend towards the "politicization of forests" by certain social movements or activist fringes is increasingly observed in the context of struggles against various infrastructure or land development projects. Moreover, "anti-extractivist" counter-mobilizations against equipment aimed at producing energy from the resources provided by forest areas are multiplying on a global scale (Kaufer, 2023). Studies have analyzed the conflicts of use which, since the Middle Ages, marked the privatization and then the commodification of forest areas, in particular through enclosures (Graber and Locher, 2018; Fresso, 2023) and conflicts between rural and urban areas around their uses (Larrère and Nougarede, 1993; Léger and Hervieu, 1979). More recently, the enlistment of forests in the process of air conditioning public action and its consequences on the management methods of these ecosystems have been studied (Glinel, 2025). On the other hand, the effects of a "forestization" of social movements or, at least, of a growing presence of forest life in collective action, in particular around energy issues, seem to have received relatively little attention.

The TS will therefore question what forests do to the conditions of emergence and action of forms of protest aimed at criticizing infrastructures and scenarios which, in the name of the "energy transition" or "decarbonization", carry out intensive exploitation of wood or land resources in forest areas in order to produce biochar, hydrogen by electrolysis, e-kerosene, pellets, etc. It is important to jointly understand the conditions of possibility and felicity of counter-mobilizations in this area. The ST will be keen to bring together work on the North, as well as on the South, and intends to favor proposals that would place their approach in a comparative or global understanding- through the play of scale or circulations- on this theme (defense of primary forests from the North, local mobilizations in the South inscribed in dynamics of transnationalization, etc.).

Proposed papers may, without limitation, fall within one or both of the following themes:

1/ We will examine the protest movements and innovations of energy counter-mobilizations in defense of forests. From chaining to trunks to international events inviting representatives of communities living in the heart of what remains of primary forests (e.g., the World Rainforest Movement), to collectives purchasing wooded plots aimed at (re)communalizing these spaces (e.g., the Network for Forest Alternatives or Canopée), there are numerous ways in which forests are erected as objects or subjects of collective action. Actions are increasingly taking place from the treetops, requiring specific protest appetites and skills, as well as a distribution of activist labor and the logic of politicizing the local community that must be accounted for. Emotional links to forests as an integral part of "awareness-raising mechanisms" will be questioned, particularly in their forms of articulation with counter-expertise or prospective studies, skills essential for giving credibility to arguments and accrediting protesters (Dassie, 2014; Traïni, 2015).

2/ Coalitions of actors forming around the defense of forests can lead to original configurations, as in the case of mobilizations against "green hydrogen" production sites, where local forest owners' unions and environmentalist associations can form a common opposition front, while they usually oppose each other regarding the financial exploitation of forest areas (Chailleux, Smith, Compagnon, 2022). The TS will pay attention to the various effects that the "forestization" process has on local configurations of actors and the modalities of politicization, "from above" and "from below". The political asymmetries and ideological gaps that this collective action of forests can generate, depending on the ideological, religious, and moral tools that the actors project onto trees/forests will also be studied.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Chailleux Sébastien, Smith Andy et Compagnon Daniel, « Projets d'énergie renouvelables : à quoi servent vraiment les débats publics ? », The Conversation, 11 avril 2022. En ligne : <https://theconversation.com/projets-denergies-renouvelables-a-quoi-servent-vraiment-les-debats-publics-179213>
- Dassié Véronique, Des arbres au cœur d'une émotion. La fabrique d'un consensus patrimonial : le parc du château de Versailles après la tempête. Paris, CNRS & ministère de la Culture et de la Communication, 2014
- Dechézelles Stéphanie et Olive Maurice, « Les mondes familiers comme espaces de critique sociale et de revendication politique », dans Politisation du proche. Les lieux familiers comme espaces de mobilisation, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019
- Kaufer Ricardo, Forest from below: social movements, indigenous communities, forest occupations and eco-solidarism, Springer, 2023
- Fressoz Jean-Baptiste, Sans transition. Une nouvelle histoire de l'énergie, Paris, Seuil, 2024
- Graber Frédéric et Locher Fabien (dir.), Posséder la nature. Environnement et propriété dans l'histoire, Paris, Amsterdam Editions, 2018
- Glinel Charlotte, Mobiliser les forêts françaises face au réchauffement climatique : une sociologie politique du travail écologique, thèse de Sociologie, IEP Paris, 2025
- Larrère Raphael et Nougarède Olivier, Des hommes et des forêts, Paris, Gallimard, 1993
- Léger Danièle, Hervieu Bertrand, Le retour à la nature. « Au fond de la forêt... l'Etat », Paris, Seuil 1979
- Thompson Edward P., La guerre des forêts. Lutttes sociales dans l'Angleterre du XVIII^e siècle, Paris, La Découverte, 2014
- Traïni Christophe (dir.), Émotions et expertises. Les modes de coordination des actions collectives, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015
- Vidalou Jean-Baptiste, Être forêts. Habiter des territoires en lutte, Paris, La Découverte, 2017

ST 31

Démocraties et crises de sécurité internationale. Quelle place pour les parlements dans un monde turbulent ?

Democracies and international security crises. What role for parliaments in a turbulent world?

Responsables scientifiques :

Delphine DESCHAUX-DUTARD (Université Grenoble Alpes / CESICE) delphine.deschaux-dutard@univ-grenoble-alpes.fr
Falk OSTERMANN (Université de Kiel) fostermann@politik.uni-kiel.de

Depuis l'intervention militaire en Libye en 2011, l'annexion de la Crimée en 2014 et la guerre en Ukraine depuis 2022, la succession des crises en matière de sécurité internationale n'a fait que s'accélérer. Les gouvernements et acteurs exécutifs, tant européens qu'américains ou canadiens, ont ainsi déployé des politiques de défense actives et investi de façon inédites des moyens financiers dans la défense (voir notamment Deschaux-Dutard, 2025), adossés à des discours mettant en avant à la fois l'urgence de la guerre et la nécessité de faire face aux menaces (russe notamment, mais pas uniquement), tout en invoquant la nécessité d'une protection de l'ordre (libéral) international. Cette situation a largement contribué à renforcer la domination des acteurs exécutifs, tel les différents gouvernements nationaux qui jouissent d'une prépondérance dans le domaine sécuritaire international et la politique étrangère en général.

Or, dans une majorité des pays occidentaux, ces politiques de défense ont été très peu questionnées au sein des arènes parlementaires, alors même qu'il revient aux parlements de voter les crédits de défense, voire d'autoriser un certain nombre de déploiements militaires comme dans le cas allemand entre autres (Deschaux-Dutard, 20217). Cette ST vise donc à s'interroger sur le lien entre les crises de sécurité internationale et leur politisation (ou non-politisation) au sein des arènes parlementaires. S'appuyant sur une littérature académique croissante, notamment dans les pays anglo-saxons, un certain nombre d'auteurs pointent la notion de contestation parlementaire en matière de politique étrangère et de défense (Böller, 2022a et b ; Wagner, 2020 ; Wagner et al. 2018 ; Mello, 2025). Lagassé et Massie s'interrogent pour leur part sur la possibilité d'une « parlementarisation de la guerre » (Raunio and Wagner, 2017 ; Lagassé et Massie, 2023). S'il semble évident que les idéologies politiques et la compétition partisane joue un rôle sur la définition des contours et des contenus des politiques étrangères et de défense dans les démocraties (Kaarbo, 2012 ; Lagassé et Mello, 2018 ; Ostermann et Stahl, 2022 notamment), le rôle et la place des arènes parlementaires, nationales ou européennes, leurs pratiques de contrôle ainsi que le degré et contenu des contestations partisanes sont sujets à de larges variations en Europe et plus largement dans les démocraties occidentales. L'objectif de cette session thématique sera donc, à la croisée entre sociologie de l'action publique, analyse des relations internationales et études parlementaires (en incluant la notion de contestation partisane), d'examiner la façon dont les parlements peuvent (ou non) jouer leur rôle de contrôleur du pouvoir exécutif dans la gestion des crises de sécurité internationale des dernières années, qu'il s'agisse de la guerre en Ukraine, de la situation à Gaza ou du cas des frappes contre l'Iran au printemps 2025.

Cette session thématique se veut ouverte aux chercheurs de tous horizons de la science politique, en formation ou plus établis, et accueillera volontiers des contributions en français et en anglais, basée sur des études de cas empiriques, comparatives ou monographiques.

Since the military intervention in Libya in 2011, the annexation of Crimea in 2014 and the war in Ukraine since 2022, the succession of international security crises has accelerated. Governments and executive actors, whether European, American or Canadian, have thus deployed active defence policies and invested unprecedented financial resources in defence (see in particular Deschaux-Dutard, 2025), emphasising rhetorically both the urgency created through the war and the need to confront threats (particularly, but not exclusively, from Russia), while invoking the need to protect the (liberal) international order. This situation has greatly contributed to strengthening the dominance of executive actors, such as the various national governments that enjoy preponderance in the field of international security and foreign policy in general.

However, in most Western countries, these defence policies have been rarely questioned in parliamentary arenas, even though it is up to parliaments to vote on defence appropriations and even to authorise a number of military deployments, as in the case of Germany, among others (Deschaux-Dutard, 20217). This thematic session therefore aims to examine the

link between international security crises and their politicisation (or non-politicisation) in parliamentary arenas. Drawing on a growing body of academic literature, particularly in Anglo-Saxon countries, a number of authors point to the notion of parliamentary contestation in foreign and defence policy (Böller, 2022a and b; Wagner, 2020; Wagner et al. 2018; Mello, 2025). Lagassé and Massie, for their part, question the possibility of a 'parliamentarization of war' (Raunio and Wagner, 2017; Lagassé and Massie, 2023). While it seems clear that political ideologies and partisan competition play a role in defining the contours and content of foreign and defence policies in democracies (Kaarbo, 2012; Lagassé and Mello, 2018; Ostermann and Stahl, 2022 in particular), the role and place of parliamentary arenas, whether national or European, as well as their oversight practices and the degree and content of partisan contestation, are subject to wide variations across Europe and more broadly in Western democracies. The aim of this thematic session will therefore be, at the crossroads between the sociology of public action, international relations analysis and parliamentary studies (including the notion of partisan contestation), to examine how parliaments can (or cannot) play their role as controllers of the executive power in the management of international security crises in recent years, whether it be the war in Ukraine, the situation in Gaza or the case of the strikes against Iran in the spring of 2025.

This thematic session is open to researchers from all backgrounds in political science, whether in training or more established, and welcomes contributions in French and English, based on empirical, comparative or monographic case studies.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

ST 32

Les politiques foncières face aux transformations du capitalisme
Land policies and politics in the face of capitalism's transformations

Responsables scientifiques :

Antoine DUCASTEL (UMR Artdev, CIRAD) antoine.ducastel@cirad.fr

Marie HRABANSKI (UMR Artdev, CIRAD) marie.hrabanski@cirad.fr

Plusieurs travaux récents sur les transformations contemporaines du capitalisme convergent sur un point : la recrudescence des luttes pour accéder et contrôler les ressources naturelles, à commencer par la terre. Que ce soit lié à l'essor de l'extractivisme (Mezzadra et Neilson 2019), le retour d'un capitalisme de la finitude (Orain 2025), ou la montée en puissance d'un capitalisme « vert » ou « solaire » (Dunlap, Verweijen, et Tornel 2024), la course aux terres s'est intensifiée.

Dès la fin des années 2000, la question foncière s'est (ré)imposée comme problème public global suite à la vague d'acquisition massive de terres agricoles (ou « land grabbing ») par une diversité d'acteurs (États, firmes agroalimentaires, fonds d'investissement) à des fins productives ou spéculatives (Borras Jr et al. 2011). Par la suite, les politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique – notamment pour le développement des énergies renouvelables et la préservation/restauration de la biodiversité (ex. via la reforestation), les politiques de relance/relocalisation industrielle, ou encore la prolifération des infrastructures et réseaux logistiques ont encore accru cette compétition foncière.

En conséquence, les luttes de définition et les conflits d'usage, autour et sur le foncier, se sont multipliés. D'une part, différents groupes d'intérêt s'affrontent pour la (re)définition des régimes fonciers en vigueur : leur périmètre et frontières, les droits de propriété et d'usage afférents, les institutions de régulation. D'autre part, ces transformations suscitent localement des controverses, sur les usages fonciers légitimes, mais aussi des résistances.

Face à ces tensions, le gouvernement du foncier est en cours de recomposition comme l'illustre la prolifération de politiques foncières adoptées récemment, au Nord comme au Sud, que ce soit pour limiter l'accès au foncier à certains groupes (ex. investisseurs étrangers), cartographier les terres « abandonnées » à « (re)conquérir », démanteler ou affaiblir les structures de régulation foncière en place- comme les SAFER en France, ou encore faciliter le développement d'infrastructures industrielles sur des espaces agricoles ou naturels. Ces politiques sont structurées par, et structurent en retour, les rapports de force entre acteurs « traditionnels » du foncier (propriétaires, agriculteurs), et de « nouveaux » acteurs issus de différents secteurs (climat, énergie, industrie).

La ST s'interroge sur ces recompositions, au Nord et au Sud : comment est-ce que l'action publique (globale, nationale et locale) accompagne, régule et/ou limite cette course à la terre, et quelles en sont les répercussions politiques et sociales ?

La ST est structurée autour de trois problématiques complémentaires.

1. Qui sont les acteurs engagés dans le gouvernement du foncier aujourd'hui, avec quelles ressources, et quel « travail politique » (Smith 2019) mènent-ils ? Si les études sur les « nouveaux entrants » (industriels, énergéticiens, mouvements écologistes) sont les bienvenues, nous serons aussi attentifs au (re)positionnement des groupes d'acteurs historiques, en particulier les agriculteurs dans un contexte d'épuisement du modèle agricole productiviste (Ansaloni et Smith 2021).
2. Comment est-ce que les pouvoirs publics tentent-ils (ou pas) de réguler ces intérêts et groupes concurrents ? Il s'agira notamment d'étudier les instruments et institutions de régulation du foncier (cartes, commissions, etc.), leur mise en œuvre, et leur transformation.
3. Enfin, quels sont les rapports de force et compromis institutionnels qui émergent ? La ST propose de mieux caractériser les régimes fonciers contemporains et les tensions qui les traversent, notamment entre résurgence de la rente foncière d'une part, émergence de régimes fonciers alternatifs (ex. communs) d'autre part.

Several studies on the contemporary transformations of capitalism converge on a common observation: the intensification of struggles over access to and control of natural resources, starting with land. Whether linked to the rise of extractivism (Mezzadra and Neilson 2019), the return of a capitalism of finitude (Orain 2025), or the growing influence of a “green” or “solar” capitalism (Dunlap, Verweijen, et Tornel 2024), the global land rush has accelerated.

By the late 2000s, land politics (re)emerged as a global public issue in the wake of large-scale land acquisitions—or “land grabbing”—by a large range of actors (states, agribusiness corporations, investment funds), for both productive and speculative purposes (Borras Jr et al. 2011). Subsequently, climate change mitigation and adaptation policies—particularly for renewable energy development and biodiversity conservation/restoration (e.g., through reforestation), the return of industrial policies, and the expansion of logistical infrastructures have further intensified competition for land.

As a result, struggles over land definitions and uses have mushroomed. On one hand, various interest groups are engaged in (re)defining existing land tenure regimes: their scope and boundaries, property rights, and regulatory institutions. On the other hand, these transformations trigger local-level controversies over legitimate land uses, as well as resistance movements.

In response to these tensions, land government is being reconfigured, as illustrated by the proliferation of land policies recently adopted across both the Global North and South. These include restrictions on land access for certain groups (e.g., foreign investors), mapping of “abandoned” lands to be “reclaimed,” the dismantling or weakening of existing regulatory institutions—such as the SAFER in France—or the facilitation of industrial infrastructure development on agricultural or natural lands. These policies are both shaped by, and actively reshape, power relationships, especially between “traditional” land actors (e.g., landowners, farmers) and “new” actors coming from different sectors (e.g., climate, energy, and industry).

This panel aims to analyse these reconfigurations: How do policy-makers—at global, national, and local levels—accompany, regulate, and/or constrain the land rush? And what are their political and social outcomes?

The panel is structured around three complementary questions:

1. Who are the actors currently involved in the government of land, what resources do they mobilize, and what type of “political work” (Smith 2019) do they engage in? While studies focusing on “challengers” (industrial actors, energy companies, environmental movements) are welcome, we also encourage studies on the (re)positioning of incumbents—especially farmers, in a context characterized by the crisis of the productivist agricultural model (Ansaloni and Smith 2021).
2. How are public authorities trying (or not) to regulate these competing interests and groups? This includes examining the instruments and institutions regulating rights and access on/to lands (e.g., maps, commissions, etc.), their implementation, and their current transformation.
3. Finally, what power relations and institutional compromises are emerging? This panel aims to study the (re)production of the dominant land tenure regime and the return of land rent, as well as the emergence of alternative regimes (e.g. commons).

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Ansaloni, Matthieu, et Andy Smith. 2021. L'expropriation de l'agriculture française : Pouvoirs et politiques dans le capitalisme contemporain. Vulaines-sur-Seine: EDITIONS DU CROQUANT.
- Avila-Calero, S. (2025). Solar Capitalism: accumulation strategies and socio-ecological futures. *Sustainability Science*, 1-16.
- Baka, J. (2017). Making space for energy: Wasteland development, enclosures, and energy dispossessions. *Antipode*, 49(4), 977-996.
- Borras Jr, S. M., Scoones, I., Bavisar, A., Edelman, M., Peluso, N. L., & Wolford, W. (2022). Climate change and agrarian struggles: an invitation to contribute to a JPS Forum. *The Journal of Peasant Studies*, 49(1), 1-28.
- Dunlap, A., Verweijen, J., & Tornel, C. (2024). The political ecologies of “green” extractivism (s): An introduction. *Journal of Political Ecology*, 31(1), 436-463.
- Fairhead, J., Leach, M., & Scoones, I. (2012). Green grabbing: a new appropriation of nature?. *Journal of peasant studies*, 39(2), 237-261.
- Harvey, M., & Pilgrim, S. (2011). The new competition for land: Food, energy, and climate change. *Food policy*, 36, S40-S51.

- Hay, C., & Smith, A. (2018). Dictionnaire d'économie politique: capitalisme, institutions, pouvoir (p. 470). Presses de Sciences Po.
- Hrabanski, M., & Montouroy, Y. (2022). Les «climatisations» différenciées de l'action publique. *Gouvernement et action publique*, 11(3), 9-31.
- Hu, Z. (2023). Towards solar extractivism? A political ecology understanding of the solar energy and agriculture boom in rural China. *Energy Research & Social Science*, 98, 102988.
- Laferté, G., & Sencébé, Y. (2016). Le contrôle du foncier en France, entre stratégies familiales et politiques publiques. In *Campagnes contemporaines* (pp. 129-140). Éditions Quæ.
- Li, T. M. (2010). Indigeneity, capitalism, and the management of dispossession. *Current anthropology*, 51(3), 385-414.
- Mezzadra, S., & Neilson, B. (2019). *The politics of operations: Excavating contemporary capitalism*. Duke University Press.
- Orain, A. (2025). *Le monde confisqué. Essai sur le capitalisme de la finitude (XVIe-XXIe siècle)*. Flammarion.
- Singh, D. (2022). 'This is all waste': emptying, cleaning and clearing land for renewable energy dispossession in borderland India. *Contemporary South Asia*, 30(3), 402-419.
- Smith, Andy. 2019. « Travail politique et changement institutionnel : une grille d'analyse ». *Sociologie du travail* 61(1). doi:10.4000/sdt.14661.

ST 33

Représentation politique sous contrainte : Approches comparatives des parlementaires des Suds
Political representation under constraint: Comparative perspectives on parliamentarians from the South

Responsables scientifiques :

Ahmed Fouad EL HADDAD (Université Paris Est Créteil, Institut d'Études Politiques de Fontainebleau)

ahmed-fouad.el-haddad@u-pec.fr

Déborah PEREZ (Faculté de gouvernance, de sciences économiques et sociales, Université Mohamed VI Polytechnique, Rabat, Maroc) deborah.perez@um6p.ma

Que sait-on des élus d'ailleurs ? Si on ne peut que se réjouir du renouvellement des travaux sur les parlementaires en Europe et a fortiori en France (Rozenberg et Thiers, 2018 ; Ollion, 2021), force est de constater que cet engouement n'est pas allé jusqu'aux députés des Suds. Ce relatif silence s'explique par le discrédit qui entoure les institutions parlementaires souvent jugées formelles, subalternes, voire décoratives. Si les parlements avaient suscité, au lendemain des indépendances, un vif intérêt (Leca et Vatin, 1975), les configurations politiques des suds ont été analysées à travers d'autres prismes : autoritarisme et patrimonialisme, d'une part, et approches « par le bas » centrées sur les pratiques populaires et informelles, d'autre part (Bayart et al., 1992). À l'inverse, la politique comparée anglo-américaine a poursuivi l'étude des parlements (Pepinsky, 2014), qu'il s'agisse de leur genèse, de leurs fonctions, ou encore de leur rôle supposé dans la démocratisation. Ces recherches, cependant, tendent à traiter les institutions comme des entités désincarnées (Art, 2012) : on en sait peu sur les acteurs qui les peuplent, les pratiques qui s'y déploient et les interactions qui s'y jouent.

Pourtant, qu'elles soient placées au cœur des dispositifs de pouvoir ou reléguées à une existence intermittente, les assemblées continuent de donner lieu à des formes de représentation – précaires, contraintes, mais persistantes. L'interrogation qui guide cette section thématique est alors la suivante : comment des parlementaires investissent-ils des institutions décrédibilisées dans leur prétention à représenter ? Qu'est-ce qui rend encore possible la croyance dans le fait que « le jeu en vaut la chandelle », (Bourdieu, 1994) ? Comment les élus produisent-ils une représentation politique malgré tout, c'est-à-dire dans des conditions où elle est institutionnellement limitée, politiquement encadrée et socialement contestée ?

Ces questionnements rejoignent les travaux qui conçoivent la représentation comme un processus dynamique et conflictuel, au-delà de l'élection elle-même. Dans la lignée de Saward (2006), la représentation est ici appréhendée comme une claim-making activity, où les élus formulent, négocient et imposent des prétentions à parler au nom d'autrui. Ce déplacement permet de comprendre comment des députés des Suds construisent leur rôle, investissent des répertoires de légitimation, et parviennent, dans certains cas, à instituer des formes de médiation entre gouvernés et gouvernants. L'enjeu n'est pas tant de savoir si les parlements démocratisent, mais de saisir comment ils participent à la fabrique d'une représentation politique sous contrainte (Disch, 2015 ; Urbinati, 2019).

Cette section thématique contribue à un agenda de recherche en plein essor (Crewe et al. 2022) sur les formes situées de la représentation en contexte autoritaire (Boutaleb et Ferrié 2008) et post-colonial, en mettant au centre le personnel parlementaire. Elle s'inscrit dans le renouveau des travaux sur les parlements du Sud global (Barkan, 2009 ; Opalo, 2019 ; Osei, 2021), sensibles aux questions de genre (Dutoya, 2014), aux crises politiques (Mede & Perez, 2022), aux logiques de clientélisation (Vannetzel, 2016) et aux pratiques autoritaires (Weiper-Fennert, 2020).

Les communications pourront s'inscrire dans deux axes :

1. Profils et parcours des parlementaires dans les Suds. Quelles ressources, motivations et socialisations permettent d'investir des institutions fragilisées ? Comment les trajectoires biographiques rendent-elles compte des mécanismes de production et de reproduction des élites ? Une attention particulière sera accordée aux approches comparatistes qui permettent d'en rendre compte.
2. Les députés en représentation. Comment les parlementaires habitent-ils l'institution ? Quelle division du travail se dessine entre activité législative, contrôle gouvernemental et diplomatie parlementaire ?

What do we know of MPs from elsewhere? While we can only welcome the renewal of work on parliamentarians in Europe, and a fortiori in France (Rozenberg and Thiers, 2018; Ollion, 2021), it has to be admitted that this enthusiasm has not extended to MPs from the South. This relative silence can be explained by the stigma attached to parliamentary institutions, which are often seen as formal, subaltern or even decorative. While parliaments attracted considerable interest in the aftermath of independence (Leca and Vatin, 1975), political configurations in the South have been analyzed from other prisms: authoritarianism and patrimonialism, on the one hand, and “bottom-up” approaches centered on popular and informal practices, on the other (Bayart et al., 1992). Conversely, Anglo-American comparative politics has continued to study parliaments (Pepinsky, 2014), whether in terms of their genesis, their functions or their supposed role in democratization. Such studies, however, tend to treat institutions as disembodied entities (Art, 2012): little is known about the actors who inhabit them, the practices that unfold there and the interactions that are at work.

And yet, whether they are placed at the heart of power mechanisms or relegated to an intermittent existence, assemblies continue to produce forms of representation - precarious, constrained, but persistent. The question driving this thematic section is therefore as follows: how do parliamentarians commit to institutions whose claim to represent has been discredited? What makes it still possible to believe that ‘the game is worth the candle’ (Bourdieu, 1994)? How do elected representatives produce political representation in spite of everything, i.e. in conditions where it is institutionally limited, politically framed and socially contested?

These questions are in keeping with studies that conceive of representation as a dynamic and conflictual process, beyond the election itself. Following Saward (2006), representation is seen here as a claim-making activity, in which elected representatives formulate, negotiate and impose claims to speak on behalf of others. This shift enables us to understand how MPs from the South build their role, invest in repertoires of legitimization and, in some cases, manage to establish forms of mediation between the governed and those who govern. The issue is not so much whether parliaments democratize, but rather how they help to create political representation under constraint (Disch, 2015; Urbinati, 2019).

This thematic section contributes to a thriving research agenda (Crewe et al. 2022) on situated forms of representation in authoritarian (Boutaleb and Ferrié 2008) and post-colonial contexts, placing parliamentary members at its center. It takes part in a revival of work on parliaments in the global South (Barkan, 2009; Opalo, 2019; Osei, 2021), which is sensitive to gender issues (Dutoya, 2014), political crises (Mede & Perez, 2022), clientelist logics (Vannetzel, 2016) and the authoritarian practices (Weiper-Fennert, 2020).

Papers may focus on two areas:

1. Profiles and career paths of parliamentarians in the South. What resources, motivations and socialization make it possible to invest in weakened institutions? How do biographical trajectories reflect the mechanisms of elite production and reproduction? Particular attention will be paid to the comparative approaches that make it possible to account for this.
2. MPs in representation. How do MPs inhabit the institution? What division of labor is emerging between legislative activity, government control and parliamentary diplomacy?

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Art D., 2012, « What Do We Know About Authoritarianism After Ten Years? » in Gandhi J., Levitsky S., Way L., Magalon B., Policzer P., Riley D., Slater D. (dirs.), *Comparative Politics*, 44, 3, p.351-373.
- Barkan, J. 2009. *Legislative power in emerging African democracies*. Boulder: Lynne Rienner Publishers.
- Bayart, J-F., J-A. Mbembe, C-M. Toulabor. 1992. *Le politique par le bas en Afrique noire*. Paris : Karthala.
- Bourdieu P. 1994. *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*. Paris, Seuil.
- Boutaleb A., J-N. Ferrié. 2008. *Les Parlements dans les régimes autoritaires*, *Revue Internationale de Politique comparée* (15): 179-88.
- Crewe E., Taylor-Robinson M. M., & Martin S. 2022. « The Future of Parliamentary and Legislative Studies », *Parliamentary Affairs*, 75 (4) 754–766.

- Disch, L. 2015. The 'Constructivist Turn' in Democratic Representation: A Normative Dead-End? *Constellations*. 22 (4) : 487–499.
- Dutoya, V. 2014. *La représentation des femmes dans les Parlements de l'Inde et du Pakistan*. Paris : Dalloz.
- Leca J., J.-C., Vatin. 1975. *L'Algérie politique : institutions et régime*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Mède, H., D., Perez. 2022. Des parlements en (r)évolutions : Pour une sociologie des institutions politiques dans les mondes arabes. *Mondes arabes* (2)
- Ollion, É. 2021. *Les candidats : novices et professionnels en politique*. Paris : PUF.
- Opalo, K. Ochieng'. 2019. *Legislative development in Africa: politics and postcolonial legacies*. Cambridge: CUP.
- Osei, A. 2021. Post-conflict democratisation in Sierra Leone: the role of the parliament. *The Journal of Legislative Studies* 27(1): 112-35.
- Pepinsky T., 2014, "The Institutional Turn in Comparative Authoritarianism", *British Journal of Political Science*, 44, 3, p.631-653.
- Rozenberg, O., É. Thiers (dir.). 2018. *Traité d'études parlementaires*. Éditions Bruylant.
- Saward, M. 2006. "The Representative Claim." *Contemporary Political Theory* 5.3: 297-318.
- Urbinati, N. 2019. *Me the people : how populism transforms democracy*. Cambridge, Massachusetts : Harvard University Press.
- Vannetzel M. 2016. *Les Frères musulmans égyptiens : enquête sur un secret public*. Paris : Karthala.
- Weipert-Fenner I. 2020. *The Autocratic Parliament, Power and Legitimacy in Egypt (1866-2011)*, Syracuse: Syracuse University Press.

ST 34

Dire son vote : contextes et variations de la dicibilité électorale
Voicing the Vote. Social and Historical Perspectives on Electoral Sayability

Responsables scientifiques :

Félicien FAURY (CNRS, CESDIP) felicien.faury@cnrs.fr

Juliette RUAUD (CNRS, CERAPS) juliette.ruaud@univ-lille.fr

Selon une définition désormais hégémonique, le vote est supposé à la fois individuel et secret. Si sa dimension individuelle a été mise en cause par la sociologie électorale, la question de sa dicibilité reste en revanche moins investiguée, en tant que telle, par la recherche. Cette ST souhaite inviter les intervenant-es à déconstruire l'évidence d'un acte électoral nécessairement silencieux, que l'on « garderait pour soi » avant et après son expression dans les urnes. Quelles sont les conditions historiques, sociales et interactionnelles de la (non-)dicibilité du vote ? À qui parle-t-on de son vote, et de quelle manière ? Quelles justifications électorales l'accompagnent, et selon quelles variations historiques, géographiques et sociales ? Certains votes (majoritaires comme minoritaires) sont-ils plus « avouables » que d'autres, selon quels contextes et quelles configurations ? La dicibilité du vote fonctionne-t-elle ou non comme prescription ou « influence » d'autrui ?

La ST accueillera à la fois les communications remettant sur le métier empirique l'examen des tendances de long terme à l'injonction au secret électoral (et en continuité à la constitution d'un « for intérieur » déjà partiellement mise en lumière par la socio-histoire) et celles abordant les problématiques contemporaines de la dicibilité du vote. Au-delà des tendances les plus solidement établies autour des dispositions à formuler une opinion politique, les communications pourront fournir des pistes pour saisir l'acquisition, les dissonances et les variations de telles dispositions à « dire son vote ». Cette ST entend ainsi contribuer à l'analyse de la distribution sociale des hontes et des fiertés électorales, des gains et des coûts associés, ainsi que des propensions à la confrontation ou au contraire à la réserve dans la parole sur son vote. Par ailleurs, les analyses mettant en lumière la pluralité (dans le temps et l'espace) des dispositifs de prise de décision électorale seront particulièrement bienvenues. Ainsi par exemple de la pratique du vote public, dont l'histoire longue fait apparaître, dans certains espaces sociaux et politiques, des oppositions durables au secret du suffrage.

Cet enjeu de la dicibilité électorale est également d'ordre méthodologique. Les chercheurs-ses travaillant sur le vote sont en effet nécessairement confronté-es aux biais de sélection et de déclaration inhérents à cette pratique. Quelles sont dès lors les diverses techniques, quantitatives comme qualitatives, qui peuvent être mises en œuvre pour « faire dire » le vote et en « faire parler », ou pour contourner partiellement ce « biais de désirabilité sociale » (lui-même variable selon les milieux sociaux et leurs couleurs politiques dominantes) ? Comment tenir compte des dimensions pré-réflexives de l'acte de vote ou de l'indifférence qu'il peut susciter ? Il en va de même pour la question du non-vote : l'injonction citoyenne au vote se traduit-elle par des difficultés à assumer ses pratiques abstentionnistes, et ces difficultés sont-elles du même ordre selon les milieux sociaux et les générations ? Comment enfin traiter les mises en cohérence a posteriori, les oublis et les mensonges éventuels présents dans les discours sur le vote ? La ST accueillera ainsi toutes les réflexions méthodologiques (mais aussi éthiques) sur les modes de recueil des orientations électorales, et la réflexivité que ces dispositifs d'enquête exigent.

La ST entend donc renouveler les réflexions autour de cet objet classique qu'est le vote, à travers l'angle, tout à la fois empirique et méthodologique, de sa dicibilité. Elle accueillera des recherches empiriques sur des terrains français comme étrangers, en contextes démocratiques ou non. Les recherches portant sur des contextes non occidentaux seront particulièrement appréciées. La ST est ouverte à l'ensemble des méthodes de recherche, et encouragera les variations d'échelles et le dialogue entre disciplines.

According to its hegemonic definition, voting is conceived as both individual and secret—an act performed in the silence of the polling booth. While the individual dimension of the vote has long been problematized by electoral sociology, which has emphasized its collective underpinnings, the question of its sayability has remained comparatively under-investigated. This panel invites contributions that interrogate the assumption of a necessarily silent act, and that examine the historical, social, institutional and interactional conditions under which votes become (or fail to become) sayable. To

whom does one speak of one's vote, in what registers, and with what justificatory frameworks? Which votes are rendered more avowable than others, and under which configurations? To what extent does the sayability of the vote operate as a norm or as a vector of influence?

The panel welcomes both empirical and methodological investigations. Submissions may address the historical construction of electoral secrecy and the associated injunctions to interiority, as well as contemporary dynamics of avowal and concealment. Beyond established research on political expression, contributions may engage with the acquisition, dissonances, and situational variations of dispositions to "speak one's vote," as well as with the social distribution of electoral pride—or electoral shame—and the moral economies attached to electoral sayability. Particular attention will be given to analyses of the plurality of arrangements governing electoral decision-making across time and space—for instance, the history of public voting practices that have constituted enduring alternatives to the secrecy of the ballot.

The question of electoral sayability is also of a methodological order. Scholars working on voting are necessarily confronted with the selection and declaration biases inherent in this field of inquiry. What, then, are the range of quantitative and qualitative techniques that may be mobilized to "elicit" speech about the vote, to make it "speak," or to partially circumvent the "social desirability bias" (itself varying across social milieus and their dominant political orientations)? How might researchers take into account the pre-reflexive dimensions of the act of voting, or the indifference it may arouse? The panel will thus welcome methodological—as well as ethical—reflections on the modes of collecting electoral orientations and on the reflexivity demanded by such research designs. Comparable questions arise with respect to non-voting: does the civic injunction to participate produce difficulties in acknowledging abstentionist practices, and do such difficulties vary across social groups and generations? Finally, how should one address the post-hoc rationalizations, omissions, and possible misrepresentations that permeate discourses on voting?

This panel seeks to renew reflection on voting as a classical object of political science by approaching it through the dual empirical and methodological lens of its sayability. It welcomes empirical research conducted in both French and international contexts, in democratic as well as non-democratic settings, with particular openness to studies outside Western contexts. All methodological approaches are encouraged, as are contributions engaging in multi-scalar analysis and interdisciplinary dialogue.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

ST 35

Le temps des justiciers ? Énoncés, pratiques et controverses
The Rise of Vigilantes? Statements, Practices and Controversies

Responsables scientifiques :

Gilles FAVAREL-GARRIGUES (CNRS, Sciences Po-CERI) gilles.favarelgarrigues@sciencespo.fr

Laurent GAYER (CNRS, Sciences Po-CERI) laurent.gayer@sciencespo.fr

La tentation de se faire justice soi-même semble susciter un engouement croissant en France, en ville comme en zones rurales, en métropole comme en outre-mer. Cette évolution correspond à une configuration judiciaire propice, reliant trois facteurs principaux (Favarel-Garrigues et Gayer, 2021, pp. 265-280). Le premier concerne le développement d'une prétendue « demande de sécurité » que les pouvoirs publics ne parviendraient pas à satisfaire. Le deuxième facteur est lié à la multiplication des prescripteurs d'auto-justice dans l'espace médiatique, universitaire et politique, appelant à s'affranchir des règles de l'État de droit face à la délinquance et au terrorisme. Le troisième tient au développement d'une offre punitive, de la part de volontaires prêts à passer à l'acte et enhardis par les possibilités techniques offertes par Internet en termes de surveillance et de dénonciation. S'estimant légitimes à le faire, les aspirants justiciers revendiquent haut et fort le droit de recourir à la force ou à l'intimidation.

Les mobilisations judiciaires se déploient autour de trois causes principales : la défense de la propriété (lutte contre le vol, l'occupation illicite de terrains ou de logements), la lutte contre l'immigration, portée en particulier par des groupes d'extrême-droite (Gardenier, 2022) et la police des mœurs (atteintes LGBTphobes, « chasse » aux présumés pédocriminels, etc.)

Les justiciers auto-proclamés doivent être saisis à travers leurs énoncés, leurs pratiques et les controverses qu'ils suscitent. Les énoncés donnent à entendre les arguments déployés pour justifier de maintenir l'ordre au nom d'un groupe, mais de quel ordre et de quel groupe est-il question ? Les pratiques punitives témoignent d'un enchevêtrement singulier de l'usage du droit et de la force. La loi des justiciers est expéditive et « bon marché » (Pratten et Sen, 2007) : contractant les maillons de la chaîne pénale, le redresseur de torts est à la fois détective, policier interpellateur, juge et bourreau. Du fait de leur amateurisme ou de la fragilité des configurations dans lesquelles ils évoluent, les justiciers nourrissent enfin la controverse. Leurs méthodes suscitent l'indignation : de quel droit se font-ils justice ? Leurs objectifs sont également troubles : au-delà des déclarations d'intention vertueuses, leur engagement ne servirait-il pas de paravent à des pratiques d'accumulation illicite ou à un agenda politique caché ? Les excès des justiciers font l'objet d'enquêtes militantes et journalistiques, mais aussi de procédures judiciaires, qui fournissent de précieuses sources d'information.

S'il importe de réfléchir aux rétributions économiques et politiques du vigilantisme (Fourchard, 2018), il est également nécessaire d'étudier les relations entre les redresseurs de torts et les services répressifs. Les rapports aux forces de l'ordre varient significativement d'un cas à l'autre, de l'affrontement à la collaboration, voire la cooptation (Grassin, 2021). Comment les aspirants justiciers négocient-ils des « espaces de permissivité » (Cooper-Knock, 2018) dans lesquels ils croient pouvoir exercer impunément leur droit de punir ? Questionner ces marges de manœuvre revient à envisager l'éventualité d'une gestion différentielle des illégalismes justiciers, en lien avec les causes défendues et les propriétés sociales des redresseurs de torts.

Cette section thématique est destinée à accueillir des travaux empiriques sur l'auto-justice, hors ligne et en ligne. Les propositions portant sur le cas français – métropole et territoires outre-mer – seront particulièrement bienvenues, mais celles portant sur d'autres contextes nationaux seront également lues avec intérêt. D'un point de vue méthodologique, les organisateurs seront sensibles aux approches ethnographiques et sociologiques, mais aussi aux analyses des énoncés justiciers et des représentations de l'auto-justice sur les réseaux sociaux.

The temptation to take justice into one's own hands seems to be arousing growing enthusiasm in France, in both urban and rural areas, in the mainland as well as in overseas territories. This trend corresponds to a favorable judicial configuration, linking three main factors (Favarel-Garrigues and Gayer, 2024, pp. 154-160). The first concerns the development of a so-called "demand for security" that public authorities would be unable to satisfy. The second factor relates to the multiplication of rough justice promoters in the media, academic, and political spheres, calling for a break with the rule of law in the face of delinquency and terrorism. The third lies in the proliferation of wannabe punishers, from volunteers ready to take action and emboldened by the technical possibilities offered by the Internet in terms of

surveillance and denunciation. Believing themselves legitimate in doing so, aspiring vigilantes loudly claim the right to use force or intimidation.

Vigilante mobilizations seem to revolve around three main causes: the defense of property (the fight against theft, the illegal occupation of land or housing), the fight against immigration, particularly promoted by far-right groups (Gardenier, 2022), and the policing of morals (LGBT-phobic attacks, “hunts” against alleged pedophiles, etc.).

Self-proclaimed vigilantes must be examined through their statements, practices, and the controversies they invite. The statements reveal the arguments put forward to justify maintaining order in the name of a group—but what kind of “order” and which group are at stake? Extra-legal punitive practices reflect a singular entanglement of the use of law and force. Vigilante justice is expeditious and “cheap” (Pratten and Sen, 2007): compressing the links of the penal chain, the avenger is at once detective, arresting officer, judge, and executioner. Due to their amateurism or the fragility of the configurations in which they operate, vigilantes also fuel controversy. Their methods arouse indignation: by what right do they take justice into their own hands? Their goals are equally murky: beyond their virtuous declarations of intent, might their engagement serve as a cover for illicit practices of accumulation or a hidden political agenda? Vigilantes’ excesses are the subject of activist and journalistic investigations, as well as judicial proceedings, which provide valuable sources of information.

While it is important to reflect on the economic and political rewards of vigilantism (Fourchard, 2018), it is also necessary to study the relationships between self-styled avengers and law enforcement agencies. The relationships with police forces vary significantly from case to case, ranging from confrontation to collaboration, even co-optation (Grassin, 2021). How do aspiring vigilantes negotiate “permissive spaces” (Cooper-Knock, 2018) in which they believe they can exercise their right to punish with impunity? Questioning these margins of maneuver amounts to considering the possibility of a differential management of vigilante illegalities, depending on the causes defended and the social characteristics of the avengers.

This thematic section is intended to host empirical work on rough justice, both offline and online. Proposals focusing on the French case will be particularly welcome, but those concerning other national contexts will also be of interest. From a methodological perspective, the organizers will be receptive to ethnographic and sociological approaches, as well as analyses of vigilante statements and representations of rough justice on social networks.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.
[Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel’s conveners before 7 December 2025.](#)

Références / References

- Cooper-Knock, S.-J., “Beyond Agamben: Sovereignty, policing and ‘permissive space’ in South Africa, and beyond”, *Theoretical Criminology*, vol. 22, n° 1, 2018, pp. 22-41.
- Favarel-Garrigues, G., Gayer, L., Fiers de punir. Le monde des justiciers hors-la-loi, Paris, Le Seuil, 2021.
- Fourchard, L., « Le vigilantisme contemporain. Violence et légitimité d’une activité policière bon marché », *Critique internationale*, vol. 78, n° 1, 2018, pp. 169-186.
- Gardenier, M., *Towards a Vigilant Society: From Citizen Participation to Anti-Migrant Vigilantism*, Oxford, Oxford University Press, 2022.
- Grassin, P. « Policiers vigilants et vigilants policiers : community policing et division du travail policier en milieu urbain au Malawi », *Participations*, vol. 29, n° 1, 2021, pp. 157-187.
- Pratten, D., Sen, A., ‘Global Vigilantes: Perspectives on Justice and Violence’, in Pratten D., Sen A. (eds.), *Global Vigilantes*, London, Hurst, 2007.

ST 36

Penser les « politiques de l'entreprise », des start-ups aux coopératives
Dealing with "Business creation policies", from start-ups to cooperatives

Responsables scientifiques :

Marion FLECHER (Université Paris Nanterre, IDHES) flecher.marion.f@gmail.com

Guillaume GOURGUES (Université Lyon 2, TRIANGLE) guillaume.gourgues@univ-lyon2.fr

Dans les sociétés capitalistes, le choix du « modèle d'entreprise », désignant à la fois un statut juridique et un modèle d'affaire, présente une dimension indéniablement politique. En France, alors que l'État n'a de cesse de promouvoir les « start-up » comme un moteur de croissance et d'innovation, les recours au statut coopératif par les acteurs syndicaux face aux liquidations et aux licenciements ne reçoivent qu'un soutien public timide et conditionné. De fait, l'action publique s'avère plus ou moins favorable aux différents « modèles » disponibles et agit inévitablement sur les calculs de maximisation des entrepreneurs, dans toute leur diversité. On gagne alors à penser le choix du « modèle d'entreprise » comme relevant de « politiques de l'entreprise », au sens où il dépend autant des rétributions économiques et symboliques proposées (entre autres) par la puissance publique, que de la réduction des coûts de transaction, comme le postule la théorie économique.

Cette section thématique propose donc d'explorer ces « politiques de l'entreprise », en réunissant des travaux de recherche portant sur des formes différentes de « modèle d'entreprise » pour comprendre leur promotion, dénigrement, mobilisation ou évitement, aussi bien par les acteurs publics que privés. En nous en tenant aux entreprises employeuses, nous pouvons identifier au moins trois espaces de recherche : celui portant sur les grandes entreprises, parfois multinationales, souvent au centre de l'intervention publique (1), notamment via la question de la « moralisation » de leurs activités (2); celui portant sur les « start-up », qui bénéficient d'un soutien public et institutionnel déterminant, aussi bien dans les trajectoires entrepreneuriales (3) que dans leur existence même (4); celui investiguant l'institutionnalisation, toujours fragile, des coopératives de production, rattachées au champs de l'économie sociale et solidaire, qui résulte d'un rapport de force et d'influence entre les nébuleuses militantes des alternatives économiques et l'appareil d'État (5).

Notre ambition est de croiser ces trois espaces de recherche pour proposer une sociologie politique de l'entreprise, saisie comme un espace de gouvernement et d'engagement. Il s'agit d'interroger (I) le traitement différencié des modèles d'entreprise (l'État ou les acteurs financiers choisissent-ils de promouvoir certains modèles pour en dénigrer d'autres ?) (II) les usages de ces modèles (le recours à tel ou tel modèle par des groupes sociaux spécifiques peut-il être compris comme une forme d'engagement « politique » ?) et enfin (III) les effets des « politiques de l'entreprise » (dans quelle mesure recomposent-elles les dynamiques d'accumulation capitalistes dans des espaces locaux, nationaux ou transnationaux ?)

Cette section thématique privilégiera des communications s'appuyant sur des enquêtes empiriques, monographiques ou comparées, françaises ou internationales, qu'elles concernent un modèle d'entreprise ou qu'elles tentent d'en comparer plusieurs.

In capitalist societies, the choice of 'company model', which designates both a legal status and a business model, has an undeniably political dimension. In France, while State is constantly promoting start-ups as an engine for growth and innovation, trade unions' uses of cooperative status in case of bankrupt and economic dismissals receives only timid and conditional public support. In fact, public policies are more or less favorable to the different 'company models' available and inevitably affects the maximization calculations of entrepreneurs, in all their diversity. It is therefore useful to think of the choice of 'company model' as a matter of "Business creation policies", because it depends as much on the economic and symbolic rewards offered (among others) by public authorities, as on the reduction of transaction costs, as postulated by economic theory.

This thematic section therefore proposes to explore these 'business creation policies', by bringing together research on different forms of 'business model' in order to understand how they are promoted, denigrated, mobilized or avoided, by both public and private players. If we focus on employing companies, we can identify at least three areas of research :

large companies, some of them multinationals, often at the centre of public intervention, in particular through the question of the "moralisation" of their activities ; start-ups, which benefit from decisive public and institutional support, both in terms of entrepreneurial trajectories than in their very existence; the still-fragile institutionalization of cooperatives, which are part of the social and solidarity-based economy, as the result of a balance of power and influence between the militant nebula of economic alternatives and the State apparatus.

Our aim is to bring these three areas of research together in order to propose a political sociology of the company, seen as an area of government and commitment. The aim is to examine (I) the differentiated treatment of business models (do the State or financial players choose to promote certain models and denigrate others?) (II) the social uses of these models (can the use of a particular model by specific social groups be understood as a form of 'political' commitment?) and finally (III) the effects of 'company policies' (to what extent do they reshape the dynamics of capitalist accumulation in local, national or transnational spaces?)

This thematic section will focus on papers based on empirical surveys, whether monographic or comparative, French or international, whether they concern one business model or attempt to compare several.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- 1) S. Viallet-Thévenin, « Du champion national au champion international. Résistance et transformations d'un modèle de concurrence dans le secteur énergétique des années 1990-2000 », *Revue française de science politique*. 65 (5), 2015, p. 761-783
- 2) K. Yon et al., 2025, *Decathlon ou les tactiques de la vertu*. Sociologie politique d'une entreprise citoyenne, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- 3) M. Flécher, « Des inégalités d'accès aux inégalités de succès : enquête sur les fondateurs et fondatrices de start-up », *Travail et emploi*, 159(3), 2019, p. 39-68.
- 4) J.-B. Devaux, « Par la finance, au nom des start-up Réinventer la politique technologique par son public (1992-1996) », *Genèses*, 132(3), 2023, p. 47-70.
- 5) M. Quijoux, « SCOP qui peut ! L'essor des sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) au tournant des années 1980 : enjeux sociaux et luttes politiques », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique [En ligne]*, 155, 2022.

ST 37

Comprendre les dynamiques d'obstruction des politiques publiques de la transition écologique
Understanding the Dynamics of Obstruction in Public Policies for Ecological Transition

Responsables scientifiques :

Joana GUERRIN (INRAE, UMR SAGE) joana.guerrin@inrae.fr

Philippe ZITTOUN (LAET-ENTPE, Université de Lyon) pzittoun@gmail.com

Alors que le concept de « climate obstruction » a donné lieu à une importante littérature rendant compte des processus d'opposition, de ralentissement voire d'empêchement qui entourent le développement de politiques de lutte contre le réchauffement climatique (Edwards et al. 2023 ; Herranen 2023 ; Szulecki et al. 2024), il peine à rendre compte des nouvelles formes de conflits qui émergent notamment en Europe et voient s'opposer des acteurs qui partagent une même définition du problème climatique, un même référentiel de transition écologique mais ne s'accordent pas sur la formulation des solutions à proposer. Lorsqu'en 2021, Brulle, Hall, Loy et Schell Smith s'intéressent à la dynamique des contremouvements aux États-Unis, c'est pour mieux décrire les stratégies d'obstruction que conduisent les mouvements néoconservateurs opposés à toute transition écologique (Brulle et al. 2021 ; Ekberg et al. 2022). Or, que l'on prenne le développement des « méga-bassines », le Lyon-Turin, le déploiement des éoliennes ou des barrages, la mise en place des ZFE, ces politiques publiques font tous l'objet de luttes où s'opposent des acteurs qui veulent tous faire de la transition écologique mais ne s'accordent pas sur la solution à mener.

En se focalisant sur les dynamiques de lutte et d'obstruction dans les politiques publiques, cette section thématique propose tout d'abord de prolonger les travaux classiques sur les politiques environnementales tant au niveau français qu'au niveau international autour de la fabrique des savoirs environnementaux, de la définition et de la mise à l'agenda des « wicked » voire des « super-wicked » problèmes (Larrère et Larrère, 2016 ; Aykut et Evrard, 2018), et plus largement du rapport politique à la nature (Latour 2008; Fischer 2009; 2020; 2019; Lascoumes 2013; Charvolin 2003). Elle propose également de questionner plus largement la littérature qui s'attache à étudier les processus de politiques publiques et à la façon dont les solutions, à l'image des problèmes, donnent lieu à des luttes définitionnelles, à des stratégies d'étouffement, d'invisibilisation et de disqualification, à des mécanismes d'empêchement d'accès aux « agendas » ou aux « ordres du jour » des solutions « envisageables » (Rochefort and Cobb 1994; Chailleux and Zittoun 2021; Zahariadis 2016; Gilbert and Henry 2012). Cette littérature trouve son origine dans les années 1960 autour des formes d'empêchement d'accès aux arènes médiatiques, politiques et gouvernementales qui entourent le processus décisionnel et que Bachrach et Baratz ont nommé la « non-décision » (Bachrach and Baratz 1963 ; 1970 ; Schattschneider 1975). S'opposant aux travaux focalisés essentiellement sur les processus décisionnels, les auteurs mettent en avant qu'on ne peut comprendre le processus décisionnel sans prendre au sérieux les dynamiques qui se déroulent dans la phase dite de « pré-décision » et dont l'enjeu majeur est d'empêcher un problème d'être pris en compte. Il s'agit dès lors de poursuivre ces questionnements en s'interrogeant davantage sur la façon dont la formulation et la mise à l'agenda des solutions, leur attachement à un problème et à un futur donnent lieu à des luttes à la fois plus discrètes mais aussi plus virulentes pour disqualifier une solution et leurs propriétaires (Zittoun et al. 2021 ; Howlett and Mukherjee 2017 ; Blum 2018 ; Chateauraynaud 2025 ; Gusfield 1989).

L'enjeu scientifique de cette section est de réfléchir aux dynamiques contemporaines d'obstruction qui se déploient comme des épreuves quasi-insurmontables dans les luttes définitionnelles autour des problèmes publics et dans la fabrique des solutions d'action publique (Ansell et al. 2025). Il s'agit de s'intéresser notamment à la façon dont des politiques publiques cristallisent des soutiens et des oppositions même lorsque les principaux protagonistes partagent une définition commune d'un problème et une même référence à la « transition écologique ».

Cette section souhaite inviter les contributions théoriques et/ou empiriques autour des dynamiques d'obstruction des politiques publiques en général et des politiques environnementales en particulier, du niveau local au niveau international, et de faire dialoguer les littératures autour de l'obstruction climatique et environnementale et celle autour de la fabrique des problèmes et des politiques publiques.

While the concept of climate obstruction has generated a substantial body of literature documenting processes of opposition, delay, and even prevention in the development of climate policies (Edwards et al. 2023; Herranen 2023; Szulecki et al. 2024), it remains insufficient to account for the new forms of conflict that are emerging in Europe. These conflicts oppose actors who share a common definition of the climate problem and a common framing of ecological transition, yet disagree on how to formulate appropriate solutions. When Brulle, Hall, Loy, and Schell Smith examined the dynamics of counter-movements in the United States in 2021, they describe the obstruction strategies pursued by neoconservative movements opposed to any ecological transition (Brulle et al. 2021; Ekberg et al. 2022). By contrast, the controversies surrounding policies such as large-scale water reservoirs (méga-bassines), the Lyon–Turin rail project, the deployment of wind turbines and dams, or the establishment of low-emission zones, illustrate conflicts in which all actors seek to advance ecological transition but remain divided over the choice of solution.

By focusing on the dynamics of conflict and obstruction in public policy, this thematic section seeks first to extend classical work on environmental policies—both in France and internationally—on the production of environmental knowledge, the definition and agenda-setting of wicked and even super-wicked problems (Larrère and Larrère 2016; Aykut and Evrard 2018), and more broadly on the political relationship to nature (Latour 2008; Fischer 2009, 2019, 2020; Lascoumes 2013; Charvolin 2003). It also aims to engage with the broader literature on public policy processes, particularly the ways in which solutions—like problems—become the object of definitional struggles, strategies of silencing, invisibilization, and disqualification, as well as mechanisms that prevent their inclusion on the policy agenda of “possible” options (Rochefort and Cobb 1994; Chailleux and Zittoun 2021; Zahariadis 2016; Gilbert and Henry 2012). This body of work traces its origins to the 1960s, with studies of barriers to access in media, political, and governmental arenas that shape decision-making processes—what Bachrach and Baratz termed “non-decision” (Bachrach and Baratz 1963, 1970; Schattschneider 1975). In contrast to research focused primarily on decision-making, these authors emphasized that such processes cannot be understood without serious attention to the dynamics of the so-called “pre-decision” phase, where the central issue is preventing a problem from being recognized at all.

It is therefore crucial to extend these questions by examining how the formulation and agenda-setting of solutions, their attachment to specific problems and imagined futures, give rise to struggles that are at once more discreet and more intense, aiming to disqualify particular solutions and their proponents (Zittoun et al. 2021; Howlett and Mukherjee 2017; Blum 2018; Chateauraynaud 2025; Gusfield 1989). The scientific objective of this section is to reflect on contemporary dynamics of obstruction, which manifest as nearly insurmountable challenges in definitional struggles over public problems and in the construction of policy solutions (Ansell et al. 2025). More specifically, it seeks to analyze how public policies crystallize both support and opposition even when the main protagonists share a common definition of the problem and a common reference to “ecological transition.”

This section thus invites theoretical and/or empirical papers on the dynamics of obstruction in public policies in general, and in environmental policies in particular, from the local to the international level. It aims to foster dialogue between literatures on climate and environmental obstruction and those on the construction of public problems and policy solutions.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Ansell, Christopher, Patrick Hassenteufel, and Philippe Zittoun. 2025. “The Policy Transaction Perspective: A Pragmatist-Constructivist Approach to the Policy Process.” *European Policy Analysis* n/a (n/a). <https://doi.org/10.1002/epa2.1223>.
- Bachrach, Peter, and Morton S. Baratz. 1963. “Decisions and Nondecisions: An Analytical Framework.” *American Political Science Review* 57 (03): 632–42.
- Bachrach, Peter, and Morton S. Baratz. 1970. *Power and Poverty: Theory and Practice*. Oxford University Press. <http://espace.library.uq.edu.au/view/UQ:293096>.
- Blum, Sonja. 2018. “The Multiple-Streams Framework and Knowledge Utilization: Argumentative Couplings of Problem, Policy, and Politics Issues.” *European Policy Analysis* 4 (1): 94–117.

- Brulle, Robert J., Galen Hall, Loredana Loy, and Kennedy Schell-Smith. 2021. "Obstructing Action: Foundation Funding and US Climate Change Counter-Movement Organizations." *Climatic Change* 166 (1–2): 17. <https://doi.org/10.1007/s10584-021-03117-w>.
- Chailleux, Sébastien, and Philippe Zittoun. 2021. "Entre Pluralité Des Espaces de Débat et Singularité Des Ordres Du Jour: La Carrière Sinueuse Du Gaz de Schiste." *Revue Française de Sociologie*, no. 2: 253–81.
- Charvolin, Florian. 2003. *L'invention de l'environnement En France. La découverte*.
- Chateauraynaud, Francis. 2025. *L'empireur et Son Double, Pragmatique Du Pouvoir et Sociologie de l'emprise*. Edition du Croquant.
- Edwards, Guy, Paul K. Gellert, Omar Faruque, et al. 2023. "Climate Obstruction in the Global South: Future Research Trajectories." *PLoS Climate* 2 (7): e0000241.
- Ekberg, Kristoffer, Bernhard Forchtner, Martin Hultman, and Kirsti M. Jylhä. 2022. *Climate Obstruction: How Denial, Delay and Inaction Are Heating the Planet*. Routledge.
- Fischer, Frank. 2009. *Democracy and Expertise: Reorienting Policy Inquiry*. 1 edition. Oxford University Press.
- Fischer, Frank. 2019. "Knowledge Politics and Post-Truth in Climate Denial: On the Social Construction of Alternative Facts." *Critical Policy Studies* 13 (2): 133–52. <https://doi.org/10.1080/19460171.2019.1602067>.
- Fischer, Frank. 2020. "Post-Truth Politics and Climate Denial: Further Reflections." *Critical Policy Studies* 14 (1): 124–30. <https://doi.org/10.1080/19460171.2020.1734846>.
- Gilbert, Claude, and Emmanuel Henry. 2012. "La Définition Des Problèmes Publics : Entre Publicité et Discrétion." *Revue Française de Sociologie* 53 (1): 35–59. <https://doi.org/10.3917/rfs.531.0035>.
- Gusfield, Joseph R. 1989. "Constructing the Ownership of Social Problems: Fun and Profit in the Welfare State." *Social Problems* 36 (5): 431–41. <https://doi.org/10.2307/3096810>.
- Herranen, Olli. 2023. "Understanding and Overcoming Climate Obstruction." Nature Publishing Group UK London. <https://www.nature.com/articles/s41558-023-01685-6>.
- Howlett, Michael, and Ishani Mukherjee. 2017. *Handbook of Policy Formulation*. Edward Elgar Publishing.
- Lascoumes, Pierre. 2013. *L'éco-pouvoir. La Découverte*.
- Latour, Bruno. 2008. "POUR UN DIALOGUE ENTRE SCIENCE POLITIQUE ET" SCIENCE STUDIES"." *Revue Française de Science Politique*, 657–78.
- Rochefort, David A., and Roger W. Cobb. 1994. *The Politics of Problem Definition: Shaping the Policy Agenda*. University Press of Kansas.
- Schattschneider, Elmer Eric. 1975. *The Semisovereign People: A Realist's View of Democracy in America*. Dryden Press.
- Szulecki, KACPER, TOMAS Maltby, and JULIA Szulecka. 2024. "Climate Obstruction in Poland." In *Climate Obstruction across Europe*. Oxford University Press Oxford.
- Zahariadis, Nikolaos. 2016. *Handbook of Public Policy Agenda Setting*. Edward Elgar Publishing Ltd.
- Zittoun, Philippe, Frank Fischer, and Nikolaos Zahariadis. 2021. *The Political Formulation of Policy Solutions: Arguments, Arenas and Coalitions*. Bristol University Press.

ST 38

Mobilisations associatives dans l'action sociale :
discours sur la pauvreté et recompositions des rapports à l'État
Non-profits and social action:
representations of poverty and restructuring of relationships to the State

Responsables scientifiques :

Camille HAMIDI (Université Lyon II/Triangle) camille.hamidi@univ-lyon2.fr

Raphaëlle PARIZET (IEP de Fontainebleau-Université Paris-Est Créteil/Lipha)

raphaëlle.parizet@u-pec.fr

À l'été 2025, l'INSEE publie un rapport qui fait état d'un accroissement significatif de la pauvreté et des inégalités en France : celles-ci atteignent un niveau inégalé depuis trente ans (INSEE, 2025). Les acteurs associatifs réagissent et se positionnent (Tribune Dimanche, 20.07.2025), ces discours militants participant à construire les significations des concepts mobilisés, pauvreté, vulnérabilités, inégalités, etc. Nous proposons d'utiliser la notion de « gouvernement associatif » (Parizet, Faure, 2026) pour interroger, d'une part, la manière dont l'État gouverne les pauvres avec, par et contre les associations, et, d'autre part, les positionnements que ces dernières adoptent — attestataires ou contestataires — dans leur rapport à l'État (Hamidi, Paquet, 2019). Comme le suggérait Pierre Bourdieu en évoquant « l'abaissement de la chose publique » (1992, p. 38), c'est à la fois le rôle ambivalent de l'État — oscillant entre sa « main gauche » sociale et sa « main droite » sécuritaire — et les relations que les associations entretiennent avec les acteurs publics que l'on se propose d'analyser, avec une attention particulière portée aux idées et récits élaborés par ces différents acteurs.

Les associations investies dans le champ social se trouvent aujourd'hui prises dans une triple tension. Elles font face à une contraction des financements publics qui restreint leur capacité d'action (Cottin-Marx, Hamidi, Trenta, 2023 ; Mouvements, 2015 ; Prouteau, Tchernonog, 2017) et les confronte à des injonctions de type gestionnaire et partenarial (Cottin-Marx, Hély, Jeannot, Simonet, 2017). Ensuite, les restrictions croissantes des libertés associatives (Delfini, Talpin, 2025 ; Jobard, 2022) participent à une reconfiguration profonde de la place des associations dans l'espace public. Soumises à un ensemble de contraintes juridiques, fiscales et administratives resserrées, leur légitimité se voit conditionnée à leur alignement avec les priorités étatiques, parfois au détriment de leur autonomie et de leur rôle de contre-pouvoir. Enfin, en première ligne pour visibiliser et politiser les inégalités sociales, les associations sont pourtant fragilisées par une transformation continue de l'action publique. Au-delà des alternances politiques, les réformes successives (RGPP, MAP, Action Publique 2022) traduisent une transformation structurelle des rapports entre l'État, les collectivités et le monde associatif, sous l'effet de rationalités gestionnaires.

La ST entend interroger les formes historiques et contemporaines de mobilisation des acteurs associatifs et les modalités de leurs prises de position publiques face à la pauvreté et ses transformations :

(1) Nous serons attentives aux représentations et aux discours portés par ces acteurs : que désignent-ils sous les termes de pauvreté, de précarité, de vulnérabilité ou d'inégalités ? Selon quelles modalités discursives et catégorielles ces réalités sont-elles construites, et pour quelles finalités ? S'agit-il de dénoncer des vulnérabilités ciblées et sectorielles — relatives par exemple au logement, à la santé, à l'alimentation ou à l'accès aux droits — ou bien de formuler une critique plus globale et systémique des mécanismes de production des inégalités ?

(2) Il s'agira également d'explorer les évolutions des répertoires d'action déployés par les associations : entre plaidoyer institutionnel, militantisme de guichet (Avanza et al., 2023), campagnes médiatiques, et formes de contestation plus ouvertes, quelles stratégies les acteurs associatifs privilégient-ils pour interpeller les pouvoirs publics et inscrire leurs revendications dans l'espace public ?

(3) Enfin, cette réflexion portera une attention particulière aux dynamiques collectives qui (se) recomposent (dans) le champ associatif et militant : à quelles formes de résistance ou de contestation recourent-ils collectivement ? Quels nouveaux acteurs ou coalitions émergent dans le mouvement associatif ? Dans quelle mesure ces configurations collectives réussissent-elles à renouveler le débat public, les représentations des inégalités et les dispositifs institutionnels qui les encadrent ?

In the summer of 2025, INSEE publishes a report that shows a significant increase in poverty and inequality in France: they reach a level not seen for thirty years (INSEE, 2025). Non-profits react and position themselves (Tribune Dimanche,

20.07.2025); their discourses contribute to the meanings of the mobilized concepts, poverty, vulnerability, inequalities, etc. We use the notion of “associative government” (Parizet, Faure, 2026) to question, on the one hand, the ways in which the State governs the poor with and against non-profits, and, on the other hand, the positions that these latter adopt — supplementary, complementary or adversary to the State (Hamidi, Paquet, 2019). As suggested by Pierre Bourdieu when evoking “the lowering of public affairs” (1992, p. 38), it is both the ambivalent role of the state — oscillating between its social “left hand” and its security “right hand”— and the relationships that non-profits maintain with public actors that we propose to analyze, with particular attention paid to the ideas and discourses developed by these different actors.

In the field of social work, non-profits are caught up in a triple tension. They are facing a contraction in public funding which restricts their ability to act (Cottin-Marx, Hamidi, Trenta, 2023; Mouvements, 2015; Prouteau, Tchernonog, 2017) and confronts them with managerial and partnership-based injunctions (Cottin-Marx, Hély, Jeannot, Simonet, 2017). The increasing restrictions on associative freedom (Delfini, Talpin, 2025; Jobard, 2022) contribute to a profound reconfiguration of the role of voluntary associations in public space. Subject to a set of tightened legal, fiscal and administrative constraints, their legitimacy is conditioned on their alignment with state priorities, sometimes at the expense of their autonomy and their role as a counter-power. Finally, in the front line to visibilize and politicize social inequalities, associations are nevertheless weakened by a continuous transformation of public action. Beyond political alternation, the successive reforms (RGPP, MAP, Action Publique 2022) reflect a structural transformation of relations between the State, local governments and non-profits, under the effect of managerial rationalities.

Our ST intends to question the historical and contemporary forms of mobilization of associative actors and the modalities of their public stances in the face of poverty and its transformations:

(1) We will pay attention to the representations and discourses of these actors: what do they mean by poverty, precariousness, vulnerability or inequality? How are these realities constructed, through which discourses and for what purposes? Is it a matter of denouncing targeted and sectoral vulnerabilities — related for example to housing, health, food or access to rights — or rather of formulating a more global and systemic critique of the mechanisms of production of inequalities?

(2) We will also explore the evolutions in the repertoires of action deployed by these associations: between institutional advocacy, “militantisme de guichet” (Avanza et al., 2023), media campaigns, and more open forms of contestation, what strategies do non-profits favor to challenge public authorities and register their claims in the public sphere?

(3) Finally, we will pay particular attention to the collective dynamics that recompose (in) the associative and activist field: what forms of resistance or contestation do they collectively resort to? What new actors or coalitions are emerging in the associative movement? To what extent do these collective configurations succeed in renewing the public debate, the representations of inequalities and the institutional arrangements that frame them?

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel’s conveners before 7 December 2025.

ST 39

Un Backlash écologique ? Conceptualiser et expliquer l'opposition des citoyens et des élites politiques à la transition écologique

An Ecological Backlash ? : Conceptualizing and Explaining Citizen and Political Elite Opposition to the Ecological Transition

Responsables scientifiques :

Malo JAN (Centre d'Etudes Européennes et de Politique Comparée, CNRS, Sciences Po Paris) malo.jan@sciencespo.fr

Théodore TALLENT (Centre for Sustainability, Hertie School, Berlin & Centre d'Etudes Européennes et de Politique Comparée, CNRS, Sciences Po Paris) theodore.tallent@sciencespo.fr

Depuis plusieurs années, la transition écologique suscite une opposition politique croissante en Europe, qui se traduit notamment par des mobilisations sociales, des discours anti-écologiques, ainsi que par le démantèlement de politiques mises en place pour lutter contre le changement climatique. Ce phénomène est régulièrement qualifié de backlash, tant dans les médias que dans la littérature scientifique, pour désigner une réaction à la visibilité accrue des enjeux écologiques (Bosetti et al., 2025 ; Patterson, 2023 ; Tallent, 2024 ; Thabourey, 2025). Cependant, la littérature en est encore à ses débuts pour en caractériser les différentes dimensions, ses facteurs explicatifs et ses conséquences. En particulier, le terme backlash, utilisé de manière variable, manque de clarté quant à sa pertinence scientifique et conceptuelle pour décrire ce phénomène.

La section thématique vise à étudier ce processus de « retour de bâton » écologique en mobilisant des méthodologies variées, afin de mieux en caractériser, expliquer et mesurer les dynamiques de résistance à la transition écologique. Elle cherche à interroger également les concepts et outils théoriques employés jusqu'ici dans la littérature. Outre les contributions centrées sur le cas français, les travaux portant sur d'autres contextes européens connaissant des dynamiques similaires, ainsi que sur le Sud global, où ce phénomène est encore peu exploré, sont également encouragés. Cette section organise la réflexion autour de deux axes principaux, les contributions portant sur leurs interactions étant également bienvenues.

Le premier axe s'inscrit dans la littérature sur les causes et les conséquences de l'opposition des citoyens à la transition écologique (Coffé et al., 2025 ; Gaikwad et al., 2022 ; Tallent, 2025 ; Voeten, 2025, Mesnel, 2023). Il s'agit de comprendre à quoi ils s'opposent, ainsi que les raisons et les formes que prend cette résistance. Dans ce contexte, la section vise à réunir des communications mobilisant des approches quantitatives et qualitatives, portant sur les opinions des citoyens ordinaires vis-à-vis de la transition écologique, les dynamiques d'action collective et de contre-mobilisation, ainsi que le rôle de l'opposition aux politiques écologiques dans les comportements électoraux.

Le second axe s'inscrit dans les débats sur le rôle des élites politiques dans cette opposition (Dickson et Hobolt, 2025 ; Schwörer et Fernández-García, 2024 ; Persico, 2014 ; Jan, à paraître). Il s'agit tout d'abord de s'intéresser à l'opposition partisane à l'écologie, tant dans son usage dans la compétition électorale que dans les tensions internes suscitées au sein des partis. En particulier, alors qu'un nombre croissant d'études analyse le rôle des partis de droite radicale dans la polarisation politique autour des enjeux climatiques, il s'agit aussi d'interroger les répercussions de la diffusion de discours anti-écologiques sur les autres acteurs politiques. Au-delà de la compétition politique, ce deuxième axe accueille également des contributions sur le rôle des élites politiques ou bureaucratiques dans des cas de renoncement ou de démantèlement de politiques publiques écologiques.

For several years, the ecological transition has been met with growing political opposition in Europe, manifested notably through social mobilizations, anti-ecological rhetoric, and the dismantling of policies implemented to combat climate change. This phenomenon is regularly referred to as a backlash, both in the media and scientific literature, to describe a reaction to the increased visibility of environmental issues (Bosetti et al., 2025; Patterson, 2023; Tallent, 2024; Thabourey, 2025). However, the literature is still in its early stages when it comes to characterizing its various dimensions, explanatory factors, and consequences. In particular, the term backlash, used inconsistently, lacks clarity regarding its scientific and conceptual relevance to describe this phenomenon.

This thematic section aims to study this ecological backlash process by employing a variety of methodologies to better characterize, explain, and measure the dynamics of resistance to the ecological transition. It also critically examines the concepts and theoretical tools used so far in the literature. Besides contributions focused on the French context, studies

on other European contexts experiencing similar dynamics, as well as on the Global South, where this phenomenon remains underexplored, are also encouraged.

The section organizes reflection around two main research axes, with contributions addressing their interactions also welcomed.

The first axis contributes to the literature on the causes and consequences of citizens' opposition to the ecological transition (Coffé et al., 2025; Gaikwad et al., 2022; Tallent, 2025; Voeten, 2025, Mesnel 2022). It seeks to understand what citizens oppose, as well as the reasons and forms this resistance takes. This first session welcomes papers using both quantitative and qualitative approaches, focusing on ordinary citizens' opinions regarding the ecological transition, collective action dynamics and counter-mobilizations, as well as the role of opposition to ecological policies in electoral behavior.

The second axis engages with debates on the role of political elites in this opposition (Dickson & Hobolt, 2025; Schwörer & Fernández-García, 2024; Persico, 2014; Jan, à paraître). This session first focuses on partisan opposition to ecology, both in its use in electoral competition and the internal tensions this issue can provoke within parties. In particular, while an increasing number of studies analyze the role of radical right parties in the political polarization around climate issues, it also seeks to examine the repercussions of anti-ecological discourse diffusion on other political actors. Beyond political competition, this second axis also welcomes contributions on the role of political or bureaucratic elites in cases of policy rollback or dismantling of ecological public policies.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Bosetti, V., Colantone, I., De Vries, C. E., & Musto, G. (2025). Green backlash and right-wing populism. *Nature Climate Change*, 1-7.
- Coffé, H., Crawley, S., & Givens, J. (2025). Growing polarisation: ideology and attitudes towards climate change. *West European Politics*, 1-29.
- Dickson, Z. P., & Hobolt, S. B. (2025). Going against the grain: Climate change as a wedge issue for the radical right. *Comparative Political Studies*, 58(8), 1733-1759.
- Gaikwad, N., Genovese, F., & Tingley, D. (2022). Creating climate coalitions: mass preferences for compensating vulnerability in the world's two largest democracies. *American Political Science Review*, 116(4), 1165-1183.
- Jan, M. (à paraître). L'opposition aux politiques climatiques comme stratégie électorale : La conflictualisation de la compétition partisane sur les enjeux écologiques en France (1981-2024). *Revue française de science politique*.
- Mesnel, B. (2023). Les agriculteurs et la légitimation des politiques de transition : une approche par les discours sur la paperasse. *Politix*, 144(4), 125-149.
- Patterson, J. J. (2023). Backlash to climate policy. *Global Environmental Politics*, 23(1), 68-90.
- Persico, S. (2014). Un clivage, des enjeux: une étude comparée de la réaction des grands partis de gouvernement face à l'écologie (Thèse de doctorat, Institut d'études politiques de Paris-Sciences Po).
- Schwörer, J., & Fernández-García, B. (2024). Climate sceptics or climate nationalists? Understanding and explaining populist radical right parties' positions towards climate change (1990–2022). *Political Studies*, 72(3), 1178-1202.
- Tallent, T. (2025). A green divide? Climate policy support and its rural geography in Europe. *West European Politics*, 1-31.
- Tallent, T. (2024). Backlash écologique: Quel discours pour rassembler autour de la transition?. *Fondation Jean Jaurès*.
- Thabourey, L. (2025). Backlash écologique? Évaluer la pertinence du concept pour les sciences sociales et l'étude des résistances à l'écologie. *Analyse Opinion Critique*.
- Voeten, E. (2025). The energy transition and support for the radical right: Evidence from the Netherlands. *Comparative Political Studies*, 58(2), 394-428.

ST 40

Controverses et politisation de la science et de l'expertise à l'échelle européenne
Controversies and politicisation of science and expertise at the European level

Responsables scientifiques :

Carole KERDUEL (Collège d'Europe / Triangle) carole.kerduel@coleurope.eu

Cécile ROBERT (Sciences Po Lyon, Triangle) cecile.robert@sciencespo-lyon.fr

L'omniprésence de l'expertise, comme mode de légitimation, à l'échelle européenne, constitue un enseignement majeur des études européennes. Elle représente un registre privilégié d'interaction avec les acteurs institutionnels et politiques auquel recourent la plupart de leurs interlocuteurs (intérêts économiques, ONG, administrations nationales). Les enquêtes sur les groupes d'experts de la Commission européenne ont ainsi documenté la pluralité des définitions de l'expertise mobilisées (Gornitzka et Sverdrup, 2015) et soulignent la multiplicité de ses usages politiques (Rimkutė et Haverland, 2015).

On s'est en revanche moins intéressé aux controverses qui visent pourtant de façon croissante l'expertise. La composition et le rôle joué par des instances comme les groupes d'experts permettent d'abord de documenter la mise en concurrence, depuis le tournant du siècle, des savoirs académiques, voire de la science, avec d'autres formes d'expertise, reconnues notamment aux groupes d'intérêts (Chalmers, 2013 ; Robert, 2025). Pour cette raison notamment, elles sont, avec les agences européennes, l'objet de mobilisations croissantes (Abazi et al, 2021), pointant les « conflits d'intérêts » (Boullier, 2021) dans lesquels l'expertise serait saisie. Les ONG et la gauche du Parlement européen (PE) en ont fait leur cheval de bataille : elles dénoncent l'insuffisante représentation des profils académiques, et s'alarment de la dépendance de l'expertise scientifique aux intérêts économiques (Colli et Kerremans, 2021). Plus récemment, à l'appui de la remise en cause des normes environnementales ou sanitaires, la droite et l'extrême droite, avec le soutien d'intérêts commerciaux et industriels, ont contesté l'objectivité des savoirs scientifiques, présentés comme les instruments de stratégies politiques ou réduits à des postures idéologiques. Ces débats donnent ainsi à voir des processus de politisation de l'expertise européenne autour de la définition de la science et de son rôle dans le gouvernement de l'UE.

C'est à mieux comprendre la place reconnue aux savoirs scientifiques, tant dans les discours politiques que dans le fonctionnement concret des instances d'expertise, que cette session thématique s'attachera. A cet effet, elle accueillera des travaux portant sur des procédures d'expertise (groupes d'experts, agences, structures ad hoc au sein du PE ou de la Commission, etc.) et/ou sur les mobilisations politiques dont elles font l'objet sur trois dimensions :

1. Mobilisations et mises en débat de l'expertise : Quels acteurs se saisissent de ces sujets à l'échelle européenne ? Dans quelles circonstances ? Autour de quelles lignes de clivages politiques et/ou institutionnelles ? Rencontrent et/ou prolongent-ils des mobilisations parmi les groupes d'intérêts ? Quelle(s) dimension(s) de l'expertise est mise en question ?
2. Sélection des experts : A quel titre et sur le fondement de quelle forme d'expertise sont-ils désignés comme tels ? Parmi les profils scientifiques, quelle(s) discipline(s) dominant ? Le genre, l'appartenance nationale, ou encore l'origine ethnique jouent-ils un rôle dans la sélection des experts ? Dans la continuité des travaux sur les trajectoires d'experts (Dakowska, 2021 ; Demortain, 2021 ; Robert, 2010), on s'intéressera à ce qui détermine leur engagement. Cherchent-ils à défendre le rôle de la science dans le débat public (Zaki & Dupont, 2024) ? Quel est son impact sur leur carrière et leur sous-champ disciplinaire ?
3. Production de l'expertise : Dans la lignée des enquêtes sur les formes d'argumentation qui s'y déploient (Krick & Gornitzka, 2020), on s'intéressera aux règles formelles et informelles encadrant les délibérations ? Quelle est la place donnée aux scientifiques ? Quelles ressources discursives y sont valorisées ? Comment les discussions méthodologiques reflètent et/ou alimentent-elles des conclusions et options politiques concurrentes ?

Cette section thématique réunira des travaux ancrés empiriquement, et présentant une diversité d'approches théoriques et méthodologiques.

The omnipresence of expertise, as a mode of legitimation at the European level, represents a major finding of European studies. It serves as a favoured register of interaction with institutional and political actors, one to which most of their interlocutors—economic interests, NGOs, national administrations—resort. Research on the European Commission's

expert groups has documented the plurality of definitions of the expertise mobilized (Gornitzka and Sverdrup, 2015) and highlighted the multiplicity of its political uses (Rimkutė and Haverland, 2015).

By contrast, less attention has been paid to controversies increasingly surrounding expertise. The composition and role of bodies such as expert groups shed light, since the turn of the century, on the competition between academic knowledge—and even science itself—and other forms of expertise, notably produced by interest groups (Chalmers, 2013; Robert, 2025). For this very reason, such bodies, alongside European agencies, have become the focus of growing mobilizations (Abazi et al., 2021), pointing to the “conflicts of interest” (Boullier, 2021) in which expertise is supposedly implicated. NGOs and the left of the European Parliament (EP) have made this their rallying cry: they denounce the insufficient representation of academic profiles and warn against the dependence of scientific expertise on economic interests (Colli and Kerremans, 2021). More recently, in the context of challenges to environmental and health standards, the right and far right, supported by commercial and industrial interests, have contested the objectivity of scientific knowledge, portraying it as an instrument of political strategies or as no more than ideological posturing. These debates thus reveal processes of politicization of European expertise centred on the definition of science and its role in EU governance.

This thematic session seeks to shed light on the place recognized to scientific knowledge, both in political discourse and in the concrete functioning of expert bodies. To this end, it will welcome contributions addressing expertise procedures (expert groups, agencies, ad hoc structures within the EP or the Commission, etc.) and/or the political mobilizations they attract, along three dimensions:

1. Mobilizations and debates on expertise: Which actors engage with these issues at the European level? Under what circumstances? Along which political and/or institutional cleavages? Do they intersect with, or extend, mobilizations among interest groups? Which dimension(s) of expertise are being questioned?
2. Selection of experts: On what grounds, and based on which forms of expertise, are individuals designated as experts? Among scientific profiles, which disciplines predominate? Do gender, nationality, or ethnic background play a role in expert selection? In line with research on expert trajectories (Dakowska, 2021; Demortain, 2021; Robert, 2010), this session will explore the factors shaping their engagement. Do experts seek to defend the role of science in public debate (Zaki & Dupont, 2024)? What impact does their involvement have on their careers and disciplinary subfields?
3. Production of expertise: Building on studies of argumentative practices (Krick & Gornitzka, 2020), this dimension focuses on the formal and informal rules structuring deliberations. What place is given to scientists? Which discursive resources are valued? How do methodological discussions reflect and/or fuel competing political conclusions and options?

This thematic section will bring together empirically grounded research, showcasing a diversity of theoretical and methodological approaches.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Abazi, V., Adriaensen, J., & Christiansen, T. (Eds.) (2020). *The Contestation of Expertise in the European Union*, Palgrave. European Administrative Governance.
- Boullier, H. (2021). « Derrière le spectre des « conflits d'intérêts » généralisés. Les agences face aux défis de l'évaluation réglementaire de produits », *Natures Sciences Sociétés*, 29(1), pp.103-108.
- Chalmers, A. W. (2013), “Getting a Seat at the Table: Capital, Capture and Expert Groups in the European Union”, *West European Politics*, 37(5), pp.976–992.
- Colli, F., & Kerremans, B. (2021). *Winning Hearts, Losing Minds: Politicisation and the Contestation of Expertise in the Context of TTIP Negotiations*. In V. Abazi, J. Adriaensen, & T. Christiansen (Eds.), *The Contestation of Expertise in the European Union*, pp. 67-90.
- Dakowska, D. (2020). *Créer des experts à son image. La Commission européenne et les politiques de l'enseignement supérieur*, *Politix*, 130(2), 137-164.
- Demortain, D. (2021). « Être chercheur, devenir expert ? L'économie morale du rapport à l'expertise dans un laboratoire de toxicologie », *Revue d'Anthropologie des Connaissances*, 15(1), pp.1-20.
- Gornitzka, Å., & Sverdrup, U. (2015). “Societal Inclusion in Expert Venues: Participation of Interest Groups and Business in the European Commission Expert Groups”, *Politics and Governance*, 3(1), pp.151-165.

- Krick, E., & Gornitzka, Å. (2020). "Tracing scientisation in the EU Commission's expert group system", *Innovation: The European Journal of Social Science Research*, 37(2), pp. 319–339.
- Rimkutė, D., and M. Haverland. (2015). "How does the European Commission use Scientific Expertise? Results from a Survey of Scientific Members of the Commission's Expert Committees", *Comparative European Politics* 13(4), pp.430–449.
- Robert, C. (2010). "Who are the European experts and on what grounds? Profiles, trajectories and expert "careers" of the European Commission", *French Politics*, 8(2), pp.248-274.
- Robert, C. (2025). « Réformer l'Union européenne au nom de l'intérêt général. Quelle postérité des mobilisations pour la transparence et l'encadrement du lobbying ? », *Mouvements*, 119(2), pp.120-129.
- Zaki, B. L. & Dupont, C. (2024). "Understanding political learning by scientific experts: a case of EU climate policy", *Journal of European Public Policy*, 31(7), pp.1993-2025.

ST 41

Écologisation des politiques locales et variable partisane
Greening local policies and activating local politics

Responsables scientifiques :

Léna KRIEF (CESSP, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) lenakrief@yahoo.fr
Léa SENEGAS (UBO, Lab-lex (UR 7480) / Arènes, UMR 6051) senegas.lea@hotmail.fr

L'arrivée de coalitions ou de majorités écologistes à la tête des exécutifs suite aux élections municipales de 2020 invite à interroger, à l'échelle locale, les effets de l'alternance partisane sur l'écologisation de l'action publique (Hrabantski & Montouroy, 2022 ; Nicolas et al., 2024). Comment la question écologique est-elle saisie et mise en œuvre par les élus locaux d'un bout à l'autre de l'échiquier politique ? L'écologisation de l'action publique locale est-elle un nouveau marqueur de différenciation lors des alternances ?

Les travaux existants au national comme au local concluent majoritairement à un processus d'inertie des politiques publiques sur les questions écologiques (Blatrix et al, 2021 ; Nicolas et al., 2024). Dans les différents secteurs qui s'écologisent le poids des groupes d'intérêt, le découpage administratif sectoriel et les restrictions budgétaires sont autant de facteurs limitant le changement. Paradoxalement, l'environnement semble constituer un enjeu croissant dans la compétition politique. En effet, les travaux s'intéressant aux partis politiques font état d'une inscription des enjeux environnementaux dans les programmes des différentes formations partisanes (Persico, 2015 ; Cadiou & Douillet, 2020). À l'échelle locale, une littérature dense dresse en outre le constat d'une prise en charge croissante des questions environnementales par les collectivités territoriales (Halpern, 2020 ; Chailleux & Hourcade, 2021 ; Mazeaud et al., 2022). Or, analysant la mise à l'agenda de ces nouveaux enjeux, de récents travaux attestent, dans des configurations partisanes et sectorielles spécifiques, de changements du contenu environnemental des politiques locales suite à des alternances (Guimont, 2022 ; Sénégas, 2024). C'est dans la continuité de ces réflexions au croisement entre sociologie de l'action publique et sociologie politique des élu.es et des partis à l'échelle locale que s'inscrit cette section thématique.

Si le décloisonnement entre policy et politics est acté depuis une vingtaine d'années (Schmidt, 1996 ; Hassenteufel, Smith, 2002 ; Cos & Douillet, 2020), l'hypothèse qu'on souhaite vérifier est que la transition écologique amène à (ré)activer l'influence des clivages partisans sur la fabrique des politiques publiques locales dans une pluralité de secteurs d'action publique.

Les sessions seront organisées autour de deux axes de discussion non exclusifs :

- L'écologisation comme modalité de (non)-politisation partisane de l'action publique locale. Le processus d'écologisation des politiques publiques est-il l'objet de conflits au sein des arènes politiques locales ? Les clivages partisans supplantent-ils l'idéologie territoriale (Arnaud et al., 2007) ? Cet axe étudie la manière dont la politisation varie selon les secteurs d'action publique et les contextes territoriaux. L'existence d'enjeux locaux spécifiques, l'implantation des acteurs économiques ou associatifs ou encore la géographie électorale peuvent constituer des freins ou des leviers à la politisation des enjeux écologiques.

- Écologisation de l'action publique et capacité d'action des élus locaux. En contexte de gouvernance caractérisé par une fragmentation des ressources (Le Galès, 2003 ; Pinson, 2010), les élus locaux ont-ils la faculté d'infléchir l'action publique et de sélectionner les partenaires ? Au contraire, le changement ou l'inertie des politiques locales proviennent-ils d'autres échelles d'action ou d'autres acteurs sectoriels ? Cet axe interroge le (non)-changement de l'action publique par l'influence réciproque entre écologisation et capacité d'action des élus locaux.

Les propositions de communications d'une longueur approximative de 5 000 signes s'appuient sur des résultats inédits d'enquêtes empiriques monographiques ou comparées et devront comporter une courte bibliographie. Elles sont attendues pour le 7 décembre 2025.

The emergence of environmentalist coalitions or majorities following the 2020 municipal elections invites us to a new examination of the effects of political alternation on the ecologization (Hrabantski & Montouroy, 2022; Nicolas et al., 2024) of local public action. How is the environmental issue addressed and implemented by local elected officials across the political spectrum? Does a change in majority enhance the greening of local policies or, on the contrary, curb them?

Most existing research at both the national and local levels points a process of inertia in public policy on environmental issues (Blatrix et al., 2021; Nicolas et al., 2024). In the various sectors of public action that are being ecologized, the influence of interest groups, sectoral administrative departments, and budget constraints all act as limiting factors to change. Paradoxically, the environment seems to be a growing stake in political competition. Indeed, studies focusing on political parties report that environmental issues are included in the programs of various partisan groups (Persico, 2015; Cadiou & Douillet, 2020). At the local level, a growing body of literature highlights an increasing focus on environmental issues (Halpern, 2020; Chailleux & Hourcade, 2021; Mazeaud et al., 2022). However, recent studies analyzing the inclusion of these new issues on the agenda, recent studies show that in specific partisan and sectoral configurations, changes in the environmental content of local policies have occurred following changes in local government (Guimont, 2022; Sénégas, 2024). This thematic section continues these reflections at the intersection of the sociology of public action and the political sociology of elected officials and parties at the local level.

Although the dismantling of the boundary between policy and politics has been acknowledged for the past two decades (Schmidt, 1996; Hassenteufel, Smith, 2002; Cos & Douillet, 2020), the hypothesis we suggest is that the ecological transition leads to the (re)activation of the influence of partisan divisions on local public policy-making. All fields of public action (economic, agricultural, cultural, educational, etc.) can be mobilized.

The sessions will be organized around two non-exclusive areas of discussion:

- Ecologization as a modality of (non-)politicization of local public action. Is the greening of public policy a source of conflict within local political arenas? How is ecologization framed by elected officials from different parties? Do partisan divisions override territorial ideology (Arnaud et al., 2007)? This axis studies how politicization varies across sectors of public action and territorial contexts. The existence of specific local issues, the presence of certain economic or associative actors, or even electoral geography can indeed serve as obstacles or levers for the politicization of ecological issues.

- Ecologization of local policies and policy capacity of local elected officials. In a governance context characterized by a high degree of fragmentation of resources for action (Le Galès, 2003; Pinson, 2010), do local elected officials have the necessary means to influence public action or to select partners for public action? Conversely, does change or inertia in local policies stem from other levels of action or other sectoral actors? This theme examines the (non-) change in public action through the reciprocal influence between greening of local policies and the policy capacity of local elected officials.

Proposals, approximately 5,000 characters, should be based on unpublished results from empirical monographic, or comparative studies and should include a short bibliography. The deadline for submission is December 7, 2025.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Arnaud, Lionel ; Le-Bart, Christian ; Pasquier, Romain (2006), *Idéologies et action publique territoriale. La politique change-t-elle encore les politiques ?*, Presses universitaires de Rennes.
- Blatrix, Cécile ; Edel, Frédéric ; Ledenvic, Philippe (2021), « Quelle action publique face à l'urgence écologique ? », *Revue française d'administration publique*, vol. 179, n° 3, p. 521-535.
- Cadiou, Stéphane ; Douillet, Anne-Cécile (2020), « L'action publique en campagne », *La Vie des idées*.
- Chailleux, Sébastien ; Hourcade, Renaud (2021), « Politiques locales de l'énergie : un renouveau sous contraintes », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 29, n° 1, p. 3-12.
- Cos, Rafaël ; Douillet, Anne-Cécile (2020), « Comment les partis politiques travaillent-ils l'action publique ? », *Gouvernement et action publique*, vol. 9, n° 4, p. 9-27.
- Guimont, Clémence (2020), *Politique(s) du vivant. : la fabrique territoriale des politiques de biodiversité dans le Nord-Pas-de-Calais (1992 –2020)*, Thèse de doctorat, Université de Lille (2018-2021).
- Halpern, Charlotte (2020), « L'agenda environnemental des municipalités », *L'Economie politique*, vol. N° 85, n° 1, p. 87.
- Hassenteufel, Patrick ; Smith, Andy (2002), « Essoufflement ou second souffle ? L'analyse des politiques publiques "à la française" », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, p. 53-73.

- Hrabanski, Marie ; Montouroy, Yves (2022), « Les « climatisations » différenciées de l'action publique: Normaliser l'étude du problème « changement climatique » », Gouvernement et action publique, vol. VOL. 11, n° 3, p. 9-31.
- Le Galès, Patrick (2003), Le retour des villes européennes : sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance, Paris, Presses de sciences po.
- Mazeaud, Alice ; Aulagnier, Alexis ; Smith, Andy ; Compagnon, Daniel (2022), « La territorialisation de l'action climatique », Pôle Sud, vol. n° 57, n° 2, p. 5-20.
- Nicolas, Frédéric ; Montrieux, Gabriel ; Bourad, Aïcha (2023), « La transition écologique à l'épreuve des sciences sociales du politique », Politix, vol. 144, n° 4, p. 9-35.
- Persico, Simon (2015), « En parler ou pas ? : La place des enjeux environnementaux dans les programmes des grands partis de gouvernement », Revue française de science politique, vol. 65, n° 3, p. 405-428.
- Pinson, Gilles (2010), « La gouvernance des villes françaises : Du schéma centre-périphérie aux régimes urbains », Pôle Sud, vol. 32, n° 1, p. 73-92.
- Schmidt M.G. (1996), « When Parties Matter : A Review of the Possibilities and Limits of Partisan Influence on Public Policy », European Journal of Political Research, 30 (3), p. 155-183.
- Sénégas, Léa (2024), « L'agriculture biologique, une politique régionale emblématique. Analyse comparée du changement des politiques publiques dans deux contextes d'alternances », Gouvernement et action publique, vol. 13, n° 4, p. 5-30.

ST 42

Les profils d'intermédiation scientifique fabriqués par et au profit des financements
sur appels à projet

*Scientific intermediation profiles created by and for the benefit
of project-based funding politics*

Responsables scientifiques :

Christèle LAGIER (JPEG UPR 3788 / FR Agor@nTIC-Avignon University) christele.lagier@univ-avignon.fr
Sandrine ROGINSKY (Communication School, Catholic University of Louvain) sandrine.roginsky@uclouvain.be

Les transformations contemporaines de la recherche publique (Laillier et Topalov 2022) (Dakowska 2022) dans le contexte d'une économie de la connaissance européanisée et internationalisée (Dillaerts 2014) (Chambard 2020) ont routinisé les modes de financements sur appels à projets dans les pratiques professionnelles des enseignants-chercheurs et enseignantes-chercheuses (Bruno 2009) contribuant largement à les transformer (Hubert et Louvel 2012). Elles incitent dans un premier mouvement aux partenariats dans lesquels s'emboîtent des intérêts différenciés qui tendent à faire émerger de nouveaux champs d'expertises tant au plan international (Scalettari 2018), européen (Robert et Vauchez 2010) que national.

Dans ces espaces d'intermédiation se côtoient désormais des profils, positionnés aux frontières du public et du privé, aux propriétés professionnelles et sociales relativement opaques comme on l'observe dans d'autres domaines de l'action publique (France et Vauchez 2017). Ces évolutions sont particulièrement visibles dans les champs scientifiques de la recherche « innovante », celle que les pouvoirs publics promeuvent (Quijoux et Saint-Martin 2020) autour du big data, des « digital humanities » ou des sciences computationnelles. Ces collaborations qui affaiblissent les croyances dans la valeur ou l'autorité des disciplines (Vignaud 2020) questionnent l'autonomie/hétéronomie du champ scientifique ou universitaire.

Les communications reçues pourront s'articuler autour d'un des 3 axes mentionnés ci-dessous et devront s'inscrire dans les orientations méthodologiques proposées.

D'abord des travaux portant sur les marchés de l'intermédiation de la recherche au croisement des sciences sociales et des sciences informatiques nourrissant l'approche en terme de charnière (Abbott 2005) entendues comme espace dans lequel se créent des interstices à l'intérieur desquels s'insèrent de nouveaux acteurs.actrices - administrateur.administratrices de la recherche, ingénieur.e du privé, chargé.e de mission, contractuel.le.s, référent.e.s, chef.fe d'entreprise...

Ensuite des travaux qui éclairent, à l'intérieur même du champ scientifique, en quoi ces marchés de l'intermédiation participent et renforcent les logiques de précarisation des carrières de chercheurs et chercheuses en ménageant des espaces intermédiaires d'attente (plus ou moins longue) ou de reconversion en bordure du champ de l'enseignement supérieur et de la recherche publique.

Enfin nous privilégierons les propositions de communications qui analysent les profils de ces intermédiaires. Ces derniers.dernières peuvent être « outsiders » ou postulants au champ scientifique, particulièrement les post-doctorants et post-doctorantes impliqué.e.s dans ces collaborations et quasi nativement formé.e.s au montage de projet qui les nourrit (souvent au premier sens du terme) et qu'ils.elles nourrissent. Ils.elles peuvent être enseignants-chercheurs et enseignantes-chercheuses titulaires devenu.e.s managers de la recherche ou encore exclus ou non-recruté.e.s, placés à la lisière (Aldrin et Vannetzel 2019) de la recherche publique et jouant le rôle d'«acteurs secondaires » d'un jeu académique en cours de privatisation.

Sur le plan des méthodologies mises en œuvre, les propositions devront s'appuyer sur des enquêtes de terrain que celles-ci soient qualitatives (par entretiens, ethnographiques), prosopographiques ou quantitatives. Pour mieux qualifier sociologiquement ces mondes de l'intermédiation scientifique, nous serons particulièrement attentives aux travaux qui documentent précisément les propriétés sociales (âge, genre, classe, race) de ces acteurs.actrices et qui distinguent également leur capitaux culturels (formation académique ; reconversion), leur discipline de rattachement et les établissements auxquels ils.elles sont affiliés en portant une attention particulière à leur caractère autonome ou hétéronome.

Contemporary transformations in public research (Laillier and Topalov 2022) (Dakowska 2022) in the context of a Europeanized and internationalized knowledge economy (Dillaerts 2014) (Chambard 2020) have routine-ized project-based funding models in the professional practices of researchers (Bruno 2009), contributing significantly to their transformation (Hubert and Louvel 2012). They initially encourage partnerships in which different interests come together, tending to give rise to new fields of expertise at the international (Scalettaris 2018), European (Robert and Vauchez 2010), and national levels.

These spaces of intermediation increasingly bring together profiles located at the boundaries between the public and private sectors, defined by relatively opaque professional and social attributes, as observed in other areas of public action (France and Vauchez 2017). Such dynamics are particularly salient in the scientific fields labeled as “innovative” research, and actively promoted by public authorities (Quijoux and Saint-Martin 2020) notably in domains such as big data, digital humanities, and computational sciences. These collaborations, which undermine established beliefs in the value or authority of disciplines (Vignaud 2020), call into question the autonomy/heteronomy of the scientific or academic field.

Submissions may focus on one of the three areas mentioned below and must be in line with the proposed methodological guidelines.

Firstly, work on research intermediation markets at the intersection of social sciences and computer sciences, feeding into the hinge approach (Abbott 2005), understood as a space in which interstices are created within which new actors can insert themselves. actors- research administrators, private sector engineers, project managers, contract workers, advisors, business leaders, etc.

Next, work that sheds light, within the scientific field itself, on how these intermediation markets contribute to and reinforce the precariousness of researchers' careers by providing intermediate spaces for waiting (for varying lengths of time) or retraining on the fringes of higher education and public research.

Finally, we will give priority to proposals that analyze the profiles of these intermediaries. They may be “outsiders” or newcomers to the scientific field, particularly postdoctoral researchers involved in such collaborations who are quasi-natively trained in project development, both sustaining and sustained by them (often in the literal sense of the term). They may also be tenured faculty members who have become research managers, or conversely, excluded or unrecruited scholars, positioned at the margins (Aldrin and Vannetzel 2019) of public research and acting as “secondary actors” in an academic game undergoing privatization.

With respect to methodology, proposals should be based on field surveys, whether qualitative (through interviews, ethnography), prosopographic, or quantitative. To better characterize these worlds of scientific intermediation sociologically, we will pay particular attention to work that precisely documents the social characteristics (age, gender, class, race) of these actors and also distinguishes their cultural capital (academic training; retraining), disciplinary affiliation, and institutional attachments, with particular attention to their degree of autonomy or heteronomy.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

ST 43

La domination adulte : fondements, légitimations et contestations
Adult domination: foundations, legitimations, and contestations

Responsables scientifiques :

Marion LANG (Université Lyon 2, Triangle) marion.lang@univ-st-etienne.fr

Julie PAGIS (CNRS, IRIS) julie.pagis@cnrs.fr

Dès les années 1970, l'âge a été théorisé comme un rapport de domination, dans la lignée des rapports sociaux de genre et de race (Delphy, 2001 ; Guillaumin, 1992) où les enfants, parmi d'autres groupes d'âge, sont maintenus dans une position dominée. Ces dernières années, dans le sillage de travaux fondateurs autour de l'inceste (Dussy, 2013) et des révélations de l'ampleur des violences sexuelles commises à l'encontre (ou sur) les enfants, le champ de recherche sur la domination adulte a pris un nouvel essor (Mouvements, 2023).

La domination adulte touche aux notions centrales de la science politique. Quelles sont ses spécificités par rapport à d'autres types de domination ? La domination adulte est-elle compatible, notamment, avec les approches en termes de socialisation (politique) ? Comment s'articule-t-elle à l'analyse des autres rapports sociaux de pouvoir (de classe, de genre, de race) ? L'âge a la particularité d'évoluer, pour tou·tes, au fil du temps, si bien que chaque individu passe, au cours de sa trajectoire, d'un statut de dominé (dans ce rapport social) à un statut de dominant (Rennes, 2020). Qu'est-ce que cette spécificité de l'âge entraîne comme conséquence(s) sur les formes de légitimation et de contestation de ce rapport social ?

Axe 1 : Fondements, légitimations, reproduction de la domination adulte

Le premier axe vise à explorer les fondements, les registres de légitimation et les institutions de reproduction de la domination adulte. La famille, l'école et le droit ont jusqu'ici occupé une place centrale dans l'analyse des rapports de domination adultes/enfants (Elias, 2010 ; Duru-Bellat et Zanten, 2012). De même, les normes juridiques ont évolué avec le progressif abaissement de la majorité électorale dans différents pays ou encore la convention internationale des droits de l'enfant de 1989. Au-delà du cadre juridique, différents instruments d'action publique comme les conseils municipaux d'enfants (Boone, 2020) ou les « villes à hauteur d'enfants » viennent questionner la subjectivation politique des enfants. Quelles normes et catégorisations, ces institutions et politiques publiques, produisent-elles pour assurer le maintien/l'acceptation de la domination adulte, et comment ont-elles évolué historiquement ?

On s'interrogera également sur les temporalités de la domination adulte au fil du cycle de vie. Celle-ci s'efface-t-elle du jour au lendemain ou se reconfigure-t-elle une fois la majorité atteinte ? Des travaux sur les obligations (scolaires, alimentaires, etc), et notamment leur contestation par des ex-enfants devenus adultes, seraient particulièrement bienvenus pour saisir empiriquement les liens entre domination adulte et socialisation.

Axe 2 : Politisations et répertoires de contestation

La réouverture du champ de recherche sur la domination adulte s'éclaire également par la multiplication et la diversification des formes de résistances et de contestations de ce type d'autorité (Romagny, 2024). Comment les acteurs sociaux, et à quels titres, se saisissent-ils et elles de la domination adulte pour la questionner voire la remettre en cause ? Ces travaux pourront se situer dans une perspective interactionniste en étant attentifs aux contestations quotidiennes. Ils pourront aussi porter sur des projets ou institutions qui cherchent à produire des cadres d'action visant à repenser le rapport adultes-enfants (pédagogies alternatives, destitution de l'autorité parentale, fugues d'enfants, etc.). Les mobilisations plus organisées d'enfants pourront être abordées tels que le mouvement de libération des enfants des années 1970 ou les grèves d'enfants pour le climat (Dupuis-Déri, 2020).

Les propositions de communication (d'une page environ hors bibliographie) présenteront la question de recherche, le matériau mobilisé, la méthodologie et l'axe de la ST dans lequel elles pourraient s'inscrire. Les propositions retenues seront invitées à expliciter leur réflexivité notamment vis-à-vis de la question de l'intégration du point de vue des enfants (Simon, 2020) à leurs réflexions sur la domination adulte.

As early as the 1970s, age was theorized as a relationship of domination, in the same vein as social relations of gender and race (Delphy, 2001; Guillaumin, 1992), where children, among other age groups, are kept in a dominated position. In recent years, following foundational work on incest (Dussy, 2013) and revelations about the scale of sexual violence committed against (or upon) children, the field of research on adult domination has gained new momentum (Mouvements, 2023).

Adult domination touches on central notions in political science. What are its specificities compared to other types of domination? Is adult domination compatible, in particular, with approaches to (political) socialization? How does it intersect with the analysis of other social relations of power (class, gender, race)? Age has the particularity of evolving for everyone over time, so that each individual, throughout their life course, moves from a dominated status (in this social relationship) to a dominant one (Rennes, 2020). What consequences does this specificity of age have on the forms of legitimation and contestation of this social relationship?

Axis 1: Foundations, Legitimation, and Reproduction of Adult Domination

The first axis aims to explore the foundations, legitimation frameworks, and institutions that reproduce adult domination. The family, school, and law have so far occupied a central place in the analysis of adult/child domination relationships (Elias, 2010; Duru-Bellat and Zanten, 2012). Similarly, legal norms have evolved with the gradual lowering of the voting age in different countries and the 1989 International Convention on the Rights of the Child. Beyond the legal framework, various public policy instruments, such as municipal children's councils (Boone, 2020) and "child-friendly cities," question the political subjectivation of children. What norms and categorizations do these institutions and public policies produce to ensure the maintenance and acceptance of adult domination, and how have they evolved historically?

We will also consider the temporalities of adult domination over the life cycle. Does it disappear overnight or reconfigure itself once a person reaches adulthood? Work on obligations (e.g., school, financial support), and especially their contestation by former children who have become adults, would be particularly welcome to empirically grasp the links between adult domination and socialization.

Axis 2: Politicization and Repertoires of Contestation

The reopening of the field of research on adult domination is also illuminated by the proliferation and diversification of forms of resistance and contestation against this type of authority (Romagny, 2024). How and on what grounds do social actors address adult domination to question or even challenge it? This work could adopt an interactionist perspective, paying attention to everyday contestations. It could also focus on projects or institutions that seek to create frameworks for action aimed at rethinking the adult-child relationship (e.g., alternative pedagogies, removal of parental authority, child runaways, etc.). More organized child mobilizations could be addressed, such as the children's liberation movement of the 1970s or children's climate strikes (Dupuis-Déri, 2020).

Proposals for papers (approximately one page, excluding bibliography) should present the research question, the material used, the methodology, and the thematic axis under which they would be submitted. Successful proposals will be asked to explain their reflexivity, particularly concerning the integration of children's perspectives (Simon, 2020) into their reflections on adult domination.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Boone Damien, 2020, « S'appropriier la politique, un jeu d'enfants ? », Revue des sciences sociales, vol. , n° 64, p. 38-43.
- Delphy Christine, 2001, L'Ennemi principal : Penser le genre, Paris, Editions Syllepse.
- Dupuis-Déri Francis, 2020, « Mobilisations de la jeunesse pour le climat au Québec : analyse des dynamiques conflictuelles à l'école », Sociologie et sociétés, vol. 52, n° 2, p. 303-325.
- Duru-Bellat Marie et Zanten Agnès van, 2012, Sociologie de l'école, Armand Colin.
- Dussy Dorothee, 2013, Le berceau des dominations, Éditions la Discussion.
- Elias Norbert, 2010, Au-delà de Freud: sociologie, psychologie, psychanalyse, Paris, La Découverte.
- Guillaumin Colette, 1992, Sexe, race et pratique du pouvoir: l'idée de nature, Paris, Côté-femmes.
- Mouvements, 2023, Interroger la domination adulte, n°115. Paris, La Découverte.

- Rennes Juliette, 2020, « Conceptualiser l'âgisme à partir du sexisme et du racisme : Le caractère heuristique d'un cadre d'analyse commun et ses limites », Revue française de science politique, vol. 70, n° 6, p. 725-745.
- Romagny Vincent éd., 2024, Politiser l'enfance, Paris, Editions Burnaoût.
- Simon Alice, 2020, « Les enfants sont-ils des enquêtés comme les autres ? », Bulletin de Méthodologie Sociologique / Bulletin of Sociological Methodology, vol. 1, n° 146, p. 7-15.

ST 44

Saisir les dimensions esthétiques du politique
Exploring the Aesthetic Dimensions of Politics

Responsables scientifiques :

Cécile LECONTE (Sciences Po Lille, CERAPS) cecile.leconte@sciencespo-lille.eu
Cédric PASSARD (Université Jean Moulin Lyon 3, Triangle) cedric.passard@univ-lyon3.fr

Depuis une vingtaine d'années, la science politique a connu un tournant esthétique : les images, les styles et les registres sensibles ne sont plus considérés comme un simple décor, mais comme des dimensions constitutives du politique (Bleiker 2001 ; Kompridis 2014). D'abord centrés sur les régimes autoritaires et totalitaires, ces questionnements se sont diffusés vers l'étude du politique démocratique, mais demeurent dispersés dans des approches variées (Rancière 2000 ; Alexander 2010). Ils s'inscrivent aussi dans une tradition plus ancienne attentive aux rituels et aux mises en scène (Balandier 1980 ; Geertz, 1983 ; Edelman 1988 ; Antichan, 2016). Cette section entend fédérer et mettre en dialogue des travaux qui, tout en restant divers dans leurs objets et leurs méthodes, convergent sur une interrogation commune : comment les régimes esthétiques participent-ils à la construction des ordres politiques (démocratiques et non démocratiques), à la mobilisation et à la disqualification ?

Nous proposons de réfléchir à l'esthétique politique au sens large : les façons dont le politique est mis en forme (scénographies, objets, bâtiments), stylisé (écritures, tonalités), figuré (symboles, monuments) et incarné (postures, gestes, voix, corps). Ces dimensions ne sont pas accessoires : elles participent à la production de sens et de légitimité. Comment la scénographie d'un meeting institue-t-elle un sentiment d'appartenance ? De quelle manière un slogan, une affiche ou un manifeste agissent-ils par leur seule forme ? Que produisent les rituels corporels et vocaux (serments collectifs, applaudissements, silences imposés...) dans l'instauration d'une autorité partagée ? Quel rôle jouent les espaces et monuments – parlements, mémoriaux, dispositifs urbains – dans la fabrique symbolique du pouvoir ? Enfin, comment les idéologies s'incarnent-elles dans des codes sensibles contrastés, de l'imaginaire révolutionnaire aux traditions réactionnaires (McWilliam 2021) ?

Trois axes de réflexion sont privilégiés :

1. Les esthétiques du pouvoir. Comment les styles présidentiels, les mises en scène médiatiques ou les codes visuels et sonores contribuent-ils à la construction d'un ethos politique ? Que nous apprennent les comparaisons entre esthétiques du faste, de la sobriété, du grotesque ou de la virilité (Achin, Dorlin et Rennes, 2008 ; Moffitt 2016 ; Voelz 2018) ? Quel rôle jouent les médias numériques dans la circulation et la reconfiguration de ces formes (mèmes, vidéos virales, formats courts) ?
2. Les esthétiques de la contestation. Comment les mouvements sociaux recourent-ils à des répertoires sensibles (drapeaux, chants, performances artistiques, codes vestimentaires) pour rendre visible leur légitimité (Frank 2021 ; Hayat 2024) ? De quelle manière les usages militants de l'image et de la performance réinventent-ils les modalités de protestation (McGarry et al. 2019 ; Bouchier et Dehais 2020) ? Comment l'esthétique contribue-t-elle à fédérer ou disqualifier une cause, à instituer une communauté de lutte ou à inscrire un événement dans la mémoire collective ?
3. Enjeux méthodologiques. Comment analyser ces dimensions sensibles sans les réduire à un simple «ornement» du politique ? Quels outils combiner – analyse socio-historique, sémiologie, sociologie de l'art, media/visual studies, ethnographie des scènes – pour saisir leur portée ? Enfin, comment penser les normes de jugement (beau/laid, sublime/kitsch...) et les inégalités liées au capital esthétique (Hourmant 2014) : qui peut s'en prévaloir, qui en bénéficie, et comment ces choix participent-ils à hiérarchiser les voix politiques ?

Cette section invite ainsi à explorer les formes esthétiques du politique à l'intersection de plusieurs disciplines. Elle accueille des propositions théoriques, empiriques et méthodologiques, afin de mieux comprendre comment ces registres esthétiques participent à la (dé)légitimation du pouvoir, aux mobilisations et à la formation de clivages affectifs et symboliques.

Over the past two decades, political science has experienced an aesthetic turn: images, styles, and sensory registers are no longer seen as mere decoration but as constitutive dimensions of politics itself (Bleiker 2001; Kompridis 2014). While early research largely focused on authoritarian and totalitarian regimes, attention has since shifted toward democratic politics, though often in fragmented ways (Rancière 2000; Alexander 2010). These works also build on an older tradition attentive to rituals and political performances (Balandier 1980; Geertz 1983; Edelman 1988; Antichan 2016). The aim of this section is to bring together works that, while diverse in their objects and methods, share a common concern: how do aesthetic regimes shape political orders (both democratic and non-democratic), mobilize actors, and disqualify opponents?

We suggest understanding political aesthetics, in a broad sense, as the different ways through which politics is staged (scenographies, objects, architecture), stylized (writing, tone, rhetoric), represented (symbols, monuments), and embodied (postures, gestures, voices, bodies). These dimensions are not peripheral; they are central to the production of meaning and legitimacy in politics. They help answer different questions, such as: How does the scenography of a rally foster belonging? In what ways do slogans, posters, or manifestos exert power through their very form? What do bodily and vocal rituals (collective oaths, applause, enforced silences) produce in establishing shared authority? How do spaces and monuments—parliaments, memorials, urban designs—contribute to the symbolic construction of power? Finally, how are ideologies materialized through contrasting sensory codes, from revolutionary imaginaries to reactionary traditions (McWilliam 2021)?

We invite contributions around three main axes:

1. The aesthetics of power. How do presidential styles, media stagings, or visual and sonic codes help construct a political ethos? What can comparisons between aesthetics of grandeur, austerity, grotesque, or virility reveal (Achin, Dorlin, and Rennes 2008; Moffitt 2016; Voelz 2018)? How do digital media transform and circulate these forms (memes, viral videos, short formats)?
2. The aesthetics of contestation. How do social movements mobilize sensory repertoires—flags, chants, artistic performances, dress codes—to assert their legitimacy (Frank 2021; Hayat 2024)? In what ways do activist uses of images and performances reinvent the modes of protest (McGarry et al. 2019; Bouchier and Dehais 2020)? How does aesthetics help unify or discredit a cause, forge a community of struggle, or inscribe an event into collective memory?
3. Methodological challenges. How can we study these sensory dimensions without reducing them to “ornaments” of politics? Which tools—socio-historical analysis, semiotics, sociology of art, media and visual studies, ethnography—allow us to grasp their significance? And how should we address the norms of judgment (beautiful/ugly, sublime/kitsch) and the inequalities tied to aesthetic capital (Hourmant 2014): who can claim it, who benefits from it, and how do such distinctions shape hierarchies among political voices?

This section thus invites contributions that explore the aesthetic dimensions of politics at the crossroads of several disciplines. We particularly welcome theoretical, empirical, and methodological proposals that shed light on how aesthetic registers contribute to the (de)legitimation of power, to processes of mobilization, and to the formation of affective and symbolic cleavages.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Achin Catherine, Dorlin Elsa et Rennes Juliette, (2008), « Capital corporel identitaire et institution présidentielle : réflexions sur les processus d'incarnation des rôles politiques », *Raisons politiques*, 31(3), 5-17.
- Alexander Jeffrey C., (2010), *The Performance of Politics. Obama's Victory and the Democratic Struggle for Power*, Oxford University Press (2010).
- Antichan Sylvain (2014), *Mettre la France en tableaux : la formation politique et sociale d'une iconographie nationale au musée historique du château de Versailles (1830-1950)*, thèse pour le doctorat de science politique (Y. Déloye dir.), Paris 1.
- Balandier Georges, 1980, *Le pouvoir sur scènes*, PUF.

- Bleiker Roland (2001), « The Aesthetic Turn in International Political Theory », *Millennium:Journal of International Studies*, 30(3), 509–533.
- Bouchier Martine, Dehais Dominique, (2020), *Art et esthétique des luttes : scènes de la contestation contemporaine*, MétisPresses.
- Edelman Murray (1988), *Constructing the Political Spectacle*, University of Chicago Press.
- Frank Jason, *The Democratic Sublime: on aesthetics and popular assembly*, Oxford University Press, 2021.
- Geertz Clifford (1983) *Bali. Interprétation d'une culture*, [1973], Gallimard.
- Hayat Samuel (2024), « Manifesting the revolutionary people: The Yellow Vest Movement and popular sovereignty », *Constellations*, 31 (4), p.640-660.
- Hourmant François (2021), *Pouvoir et beauté. Le tabou du physique en politique*, PUF.
- Kompridis Nikolas (ed., 2014), *The Aesthetic Turn in Political Thought*, Bloomsbury Academic.
- McGarry Aidan, et al. (2019), *The Aesthetics of Global Protest: Visual Culture and Communication*, Amsterdam University Press.
- McWilliam Neil (2021), *L'esthétique de la réaction : tradition, foi et identité dans l'art français*, Les Presses du réel
- Moffitt Benjamin (2016), *The Global Rise of Populism: Performance, Political Style and Representation*, Stanford University Press.
- Rancière Jacques (2000), *Le partage du sensible : esthétique et politique*, La Fabrique.
- Voelz Johannes (2018), « Toward an Aesthetics of Populism, Part I: The Populist Space of Appearance », *Yearbook of Research in English and American Literature*, vol. 34, p. 203–228.

ST 45

Les politiques culturelles de la nature et du monde vivant :
institutions, représentations et médiations

Shaping nature and the living world: cultural institutions, representations, and mediations

Responsables scientifiques :

Camille MAZE-LAMBRECHTS (CNRS, CEVIPOF – SciencesPo) camille.maze@sciencespo.fr

Virginie TOURNAY (CNRS, CEVIPOF – SciencesPo) virginie.tournay@sciencespo.fr

Les études de politique se sont saisies de la nature et du monde vivant comme objet de politisation (Ollitrault 2008) et à travers l'analyse de ses politiques sanitaires (Bergeron et col. 2020), agricoles (Delorme 2004), environnementales (Evrard et Lascoumes 2024) ou climatiques (Bérard & Compagnon 2014). Cette section thématique propose d'explorer une dimension peu étudiée : celle des politiques culturelles de la nature et du vivant. Il s'agit d'interroger les dispositifs, les médiations et les institutions par lesquels les sociétés transforment leur rapport au vivant en objet de politique publique dans le champ culturel.

Classiquement, les muséums d'histoire naturelle, par leurs récits, collections et expositions, participent d'une muséification qui inscrit la biodiversité dans des formes de savoir et de mémoire collective. L'émergence, au cours des vingt dernières années, de nouveaux agencements institutionnels – des centres de science aux écomusées – marque un élargissement de l'objet « vivant », désormais de plus en plus intégré à l'histoire sociale.

Le champ culturel n'est pas envisagé sous le seul angle des initiatives émanant du ministère de la Culture, mais comme un registre transversal de l'action publique incluant les contestations sociales (Dubois 1999 ; Saez 2005). Ainsi, les parcs nationaux et espaces protégés, placés sous la tutelle du ministère de la Transition écologique, s'inscrivent dans des logiques de patrimonialisation mobilisant instruments de classement et de labellisation qui participent d'une gouvernamentalité culturelle de l'environnement (Tournay et Cosson 2018). La régulation des écosystèmes puise de plus en plus dans une mobilisation des cultures locales et autochtones. La valorisation de la biodiversité maritime dans les Outre-mer en est une illustration. Cette session explore les voies de patrimonialisation de la nature, en tenant compte des histoires sociales comme des spécificités territoriales des écosystèmes vivants (Guimont 2022).

Enfin, l'artification de la nature, à travers festivals, résidences d'artistes ou expositions, marque le rôle de la création artistique comme instrument de légitimation et d'appropriation du vivant. Ces dynamiques redéfinissent les frontières entre médiations culturelles, revendications militantes et formes plus classiques de politiques publiques — comme le montrent les controverses autour de la gouvernabilité du vivant (Tournay 2024) telles que la muséification des restes humains (Esquerre 2010) ou les actions d'activistes climatiques (Pruvost 2025) visant certaines institutions muséales.

L'examen de ces situations interroge la traduction culturelle des crises écologiques et des transformations dans le rapport au monde vivant. Ainsi, les institutions culturelles apparaissent comme des arènes de mise en récit et de mobilisation, où s'articulent expertise scientifique, politiques publiques et attentes citoyennes. La culture devient un référent de l'action environnementale orientée. Les contributions pourront analyser les mutations contemporaines des médiations, liées à la numérisation des collections, aux technologies immersives et aux circulations numériques d'images, qui redéfinissent les modes d'accès au vivant, la participation et les registres de légitimation des acteurs.

Les propositions pourront s'articuler autour des questions suivantes :

- Comment la construction de la nature comme objet culturel reconfigure-t-elle les répertoires d'action publique ?
- Quelles coalitions d'acteurs (État, collectivités, institutions culturelles, ONG, artistes) structurent ce champ ?
- Quelles tensions émergent entre conservation, développement territorial et valorisation symbolique ?
- Quelles articulations entre militantisme et médiation scientifique dans la « mise en culture » de la nature et du vivant ?
- Dans quelle mesure la gouvernamentalité culturelle du vivant contribue-t-elle à redéfinir les frontières entre politiques culturelle et environnementale ?

In recent decades, political studies have increasingly engaged with nature and the living world as objects of politicization (Ollitrault 2008), through the analysis of health (Bergeron et al. 2020), agricultural (Delorme 2004), environmental (Evrard & Lascoumes 2024), and climate policies (Bérard & Compagnon 2014). This panel proposes to explore a less examined

dimension: the cultural politics of nature and the living world. We are interested in the institutions, mediations, and dispositifs through which societies transform their relationship with the living into a matter of cultural policy. Conversely, we also seek to analyze how culture itself is mobilized within public action aimed at environmental protection, often led by new actors such as NGOs, foundations, or private institutions.

Natural history museums, through narratives, collections, and exhibitions, have long contributed to a museification that inscribes biodiversity into forms of knowledge and collective memory. Over the last two decades, the emergence of new institutional forms—science centers, ecomuseums, and beyond—reflects an expansion of the cultural framing of the “living,” now increasingly integrated into social history. More broadly, the cultural field cannot be reduced to initiatives of the Ministry of Culture but must be understood as a transversal register of public action that also includes social contestation (Dubois 1999; Saez 2005). National parks and protected areas, overseen by the Ministry of Ecological Transition, exemplify logics of heritage-making through classification and labeling instruments that contribute to a genuine cultural governmentality of the environment (Tournay & Cosson 2018). These processes also draw on local and Indigenous histories and identities, as illustrated by the valorization of overseas territories through their maritime and coastal biodiversity (Guimont 2022).

The artification of nature, through festivals, residencies, or exhibitions, further highlights the role of artistic creation as an instrument of appropriation and legitimation. These dynamics blur the boundaries between cultural mediation, activism, and public policy, as shown by controversies around the governance of the living (Tournay 2024), such as the museification of human remains (Esquerre 2010) or the actions of climate activists targeting museums (Pruvost 2025).

By examining these dynamics, this session aims to interrogate how ecological crises are culturally and politically translated, and how cultural institutions emerge as arenas of narrative construction, awareness-raising, and mobilization. Culture itself, as a category of public intervention, becomes both a reference point and a powerful argument for targeted environmental action. Contributions may also address contemporary transformations in mediation, linked to the digitization of collections, immersive technologies, and the circulation of images online, which redefine modes of access to the living, forms of participation, and registers of legitimacy.

Proposals may, for instance, address the following questions:

- How does framing nature as a cultural object reshape public policy instruments and repertoires of action?
- Which actor coalitions (states, local authorities, cultural institutions, NGOs, artists) structure this field?
- What tensions emerge between conservation, territorial development, and symbolic valorization?
- How do activism and scientific mediation intersect in the “culturalization” of nature and the living?
- To what extent does the cultural governmentality of the living redefine the boundaries between cultural and environmental policies?

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- Bérard Yann & Compagnon Daniel (dir.), « Politiques du changement climatique : des controverses scientifiques à l'action publique », *Critique Internationale*, n°62, 2014.
- Bergeron Henri, Borraz Olivier, Castel Patrick et Dedieu François (dir.), *Covid-19 : une crise institutionnelle*, Presses de SciencesPo, Paris, 2020.
- Delorme Hélène, *La politique agricole commune*, Presses de SciencesPo, Paris, 2004.
- Dubois Vincent, *La politique culturelle. Genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Paris, Belin, 1999.
- Esquerre Arnaud, « Le bon vouloir des restes humains à être exhibés », *Politix*, n°90, 2010, p. 71-89.
- Evrard Aurélien et Lascoumes Pierre, *Action Publique et environnement*, Paris, QSJ, 2024.
- Dahou Tarik, Mazé Camille, « La mer, un objet hautement politique. La privatisation des territoires et ressources maritimes en acte », *VertigO : La revue électronique en sciences de l'environnement*, 2021, Hors-série 33, ([10.4000/vertigo.29581](https://doi.org/10.4000/vertigo.29581)). ([hal-03509041](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03509041))
- Guimont Clémence, « Les politiques régionales de biodiversité à l'épreuve de l'alternance. Contribution à l'étude du changement des politiques publiques », *Gouvernement et action publique*, 4, vol. 11, 2022, p. 31-51.
- Ollitrault Sylvie, *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes*, PUR, ResPublica, 2008.
- Pruvost Geneviève, « Extension du domaine de la politisation. Le cas de l'écologie au quotidien », *Raisons Politiques*, 1, n°97, 2025.

- Saez Guy (dir.), Institutions et vie culturelles, La documentation française, Paris, 2005.
- Tournay Virginie et Cosson Arnaud, « Le changement institutionnel en question. Travail institutionnel ordinaire et travail de réforme dans les parcs nationaux français », L'espace Politique, 34, 1, 2018.
- Tournay Virginie, Le vivant est-il gouvernable ?, Aube, 2024.

ST 46

Autonomie stratégique et reconfigurations multilatérales : les relations UE-Amérique latine
Strategic autonomy and multilateral restructuring: EU-Latin American relations

Responsables scientifiques :

Rafael MESQUITA (Université Fédérale du Pernambuco, Brésil) rafael.mslima@ufpe.br

Kevin PARTHENAY (Université de Tours) kevin.parthenay@univ-tours.fr

Les relations entre l'Amérique latine et l'Europe ont longtemps été entourées de beaucoup de fantasmes et de préjugés. L'image traditionnelle selon laquelle ces régions seraient elles-mêmes homogènes et partageraient une similarité unique entre leurs valeurs, histoire et culture est fortement répandue que ce soit dans le policymaking (e.g. Borrell 2020) ou bien la recherche académique (Pecequilo & Costa 2024, Sanahuja et Domingues 2025). Au niveau diplomatique, cette image alimente l'hypothèse selon laquelle ces deux ensembles d'Etats et de sociétés pourraient agir en défense commune d'une vision relativement partagée sur l'ordre international fondé sur un multilateral way of life respectueux des normes et des institutions. Pourtant, la réalité des relations interrégionales doit être analysée de façon plus fine, d'autant plus dans un contexte de reconfiguration abrupte de l'ordre mondial où l'espace de convergence dans des sujets clés, comme la sécurité, l'énergie et le climat, les droits fondamentaux (tels que la démocratie, les droits de l'homme ou la santé) semble s'étioler (Ramel et al. 2023).

Les relations entre l'Europe et l'Amérique latine sont d'autant plus intéressantes à examiner dans la période contemporaine que les gouvernements de chaque continent mettent en avant la nécessité de consolider l'autonomie comme objectif diplomatique. Dans le cas latino-américain, notamment au Brésil et en Argentine, et dans une moindre mesure au Mexique, les débats scientifiques et diplomatiques sur l'autonomie ont débuté avec les travaux de Helio Jaguaribe et Juan Carlos Puig. A l'urgence contemporaine d'une autonomie stratégique européenne de caractère géopolitique fait écho une tradition beaucoup plus ancienne de quête de l'autonomie depuis la périphérie latino-américaine (Jaguaribe 1958 et 1964, Puig 1973 et 1982).

Si l'architecture de sécurité européenne a été longtemps dépendante des Etats-Unis, la question de la protection devient un enjeu prioritaire pour l'UE d'aujourd'hui face aux reconfigurations de puissances, le désengagement de Washington et la guerre russo-ukrainienne. L'Amérique latine, n'ayant pas bénéficié d'un même partenariat stratégique, a cependant été confrontée tout au long de son histoire au défi de défendre et promouvoir à travers la diplomatie ses intérêts stratégiques et son développement démocratique sur le plan national quand l'appui de l'hégémon était absent (Castañeda 2003). Dans les deux régions, la forte présence chinoise pose le défi du contrôle des value chains critiques et des retombées de la rivalité sino-américaine sur les domaines technologique et commercial. En effet, l'émergence chinoise (ou « réémergence », voire Nye 2008) va au-delà des conséquences matérielles, puisque sa transition en matière de sécurité et d'énergie, son prestige et rôle économique grandissants offrent une alternative aux modèles de développement occidentaux, en claire confrontation avec les Etats-Unis sur le leadership occidental dans la conception institutionnelle et normative du multilatéralisme au 21^{ème} siècle (Breslin, 2021). Ainsi, pour des raisons uniques et aussi communes, l'autonomie apparaît aujourd'hui comme un point de rencontre fondamental entre Europe et Amérique latine. Elle s'inscrit autant dans l'actualité que dans l'histoire, et ses effets sur le champ stratégique et normatif peuvent œuvrer pour ou contre la coopération entre Europe et Amérique latine.

Aussi, dans un moment de fragilisation du multilatéralisme associé à une déconstruction états-unienne de l'ordre international libéral et sa contestation par d'autres puissances, le statut et la robustesse des relations entre l'Amérique latine et l'Europe revêt une importance majeure/stratégique. C'est ce que ce Section Thématique entend explorer, notamment en ouvrant la réflexion à trois policy areas pour lesquels des batailles normatives et géopolitiques sont engagées : le changement climatique ; la sécurité et la défense ; les valeurs et droits fondamentaux.

Relations between Latin America and Europe have long been surrounded by many fantasies and prejudices. The traditional image of these regions as homogeneous, sharing a unique similarity in values, history, and culture, is widespread in both policymaking (e.g., Borrell 2020) and academic research (Pecequilo & Costa 2024, Sanahuja and Domingues 2025). At the diplomatic level, this image fuels the assumption that these two groups of states and societies could act in common

defense of a relatively shared vision of the international order based on a multilateral way of life that respects norms and institutions (Fonseca Jr 2008). However, the reality of interregional relations must be analyzed in greater detail, especially in a context of abrupt restructuring of the world order where the space for convergence on key issues such as security, energy and climate, and fundamental rights (such as democracy, human rights, and health) seems to be shrinking.

Relations between Europe and Latin America are all the more interesting to examine in the contemporary period as the governments of each continent emphasize the need to consolidate autonomy as a diplomatic objective. In Latin America, particularly in Brazil and Argentina, and to a lesser extent in Mexico, scientific and diplomatic debates on autonomy began with the work of Helio Jaguaribe and Juan Carlos Puig. The contemporary urgency of European strategic autonomy of a geopolitical nature echoes a much older tradition of seeking autonomy from the Latin American periphery (Jaguaribe 1958 and 1964, Puig 1973 and 1982).

While the European security architecture has long been dependent on the United States, the issue of protection is becoming a priority for today's EU in the face of power reconfigurations, Washington's disengagement, and the Russian-Ukrainian war. Latin America, which has not benefited from the same strategic partnership, has nevertheless been confronted throughout its history with the challenge of defending and promoting its strategic interests and democratic development at the national level through diplomacy when the support of the hegemon was absent (Castañeda 2003). In both regions, China's strong presence poses the challenge of controlling critical value chains and the fallout from Sino-American rivalry in the technological and commercial spheres. Indeed, China's emergence (or "re-emergence," see Nye 2008) goes beyond material consequences, since its transition in terms of security and energy, its growing prestige and economic role offer an alternative to Western development models, in clear confrontation with the United States over Western leadership in the institutional and normative design of multilateralism in the 21st century (Breslin, 2021). Thus, for reasons that are both unique and common, autonomy now appears to be a fundamental point of convergence between Europe and Latin America. It is as much a part of current events as it is of history, and its effects on the strategic and normative fields can work for or against cooperation between Europe and Latin America.

At a time when multilateralism is being undermined by the United States' deconstruction of the liberal international order and its challenge by other powers, the status and robustness of relations between Latin America and Europe are of major strategic importance. This is what this Thematic Section intends to explore, in particular by opening up the debate to three policy areas in which normative and geopolitical battles are being fought: climate change; security and defense; and fundamental values and rights.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

ST 47

Politisation(s) et professionnalisation(s) de la fonction publique territoriale
Process(es) of politization and professionalization in the French local civil service

Responsables scientifiques :

Adrien MEVEL (Université de Rennes 2, Arènes-UMR 6051) adrien.mevel@ikmail.com
Suzanne QUINTIN (Université de Rennes 2, Arènes-UMR 6051) suzanne.quintin@hotmail.fr

La fonction publique territoriale (FPT) a jusqu'ici peu suscité d'intérêt scientifique. Elle représente pourtant un tiers de l'emploi public : les vagues de décentralisation ont considérablement élargi son périmètre d'intervention et les réformes territoriales ont, par redistribution, conduit à la croissance des services métropolitains et régionaux. Au-delà de l'intérêt propre à l'objet, l'étude des évolutions de la FPT est une entrée pour interroger plus largement les transformations de l'action publique, en particulier des liens entre décisions du personnel politique et mise en œuvre des politiques publiques par les agent-es.

La question de la politisation de la fonction publique a jusqu'ici été posée au niveau des sommets de direction par les différences entre politisation fonctionnelle et partisane (Biland, 2011b), et au niveau des exécutant-es par les enjeux de recrutement social et des pratiques clientélares. Le repli de ces derniers, en indiquant moins une disparition de la politisation de la fonction publique territoriale que sa reconfiguration (Mattina 2023), amène à actualiser notre connaissance des interactions entre exécutifs politiques et exécutant-es, et à ne pas réserver la question de la politisation du travail aux seuls cadres de direction. Il s'agit plus spécifiquement d'étudier les articulations et les tensions entre politisation et professionnalisation de l'activité des agent-es. Pour contribuer à cette perspective, les propositions de communication pourront s'articuler autour de ces axes :

1. La distance entre l'exécutif et les agents chargés de la mise en œuvre des politiques publiques est moindre dans le cas des EPCI à fiscalité propre et des collectivités territoriales que dans celui des services dépendant du centre politico-administratif. Pour cette raison, les services – en particulier municipaux, du fait de l'ancienneté de l'échelon communal en France – ont longtemps été frappés de discrédit et accusés de servir les intérêts du maire plutôt que ceux des administré-es (Le Goff, 2008, p. 11). Cette situation s'est ensuite renversée, les services et les exécutifs territoriaux profitant du retour en grâce de la rhétorique des particularités territoriales et de la proximité (Le Bart, Lefebvre, 2005). Les intérêts des agent-es et du personnel politique ne sont pas pour autant identiques, et des tensions sont susceptibles d'apparaître quand le pilotage exercé par les premiers menace la stratégie de présentation professionnelle des seconds, fondée sur l'observation de neutralité. Cet écart soulève les questions suivantes : que font les agent-es de leur lien organique au politique ? Quelles formes prennent les injonctions politiques adressées aux professionnel·les, et comment s'en accommodent-ils et elles ?
2. La fonction publique territoriale est traversée par deux dynamiques partiellement contradictoires émanant du politique. D'abord, la pression budgétaire appliquée aux collectivités locales et aux intercommunalités (Le Lidec, 2020) entretient un recours important à la contractualisation (Chataigner, Soulat, 2019), génératrice d'incertitude et posant des enjeux de stabilisation des relations professionnelles (Gaboriau, 2019). Dans ce contexte, l'insatisfaction des agent-es peut se résoudre par la mobilité géographique, laquelle devient de plus en plus fréquente (Biland, 2011a), contribuant à dessiner la fin de « cultures maison » locales. On observe ensuite une formalisation de la sélection et de la socialisation aux rôles professionnels, et à une délégitimation de savoirs pratiques et de dispositions extra-professionnelles liées à l'autochtonie ou à l'habitus de classe (Siblot, 2006). Cette valorisation de compétences métiers nourrit les revendications de reconnaissance de spécificités liées à certains métiers (Mével, 2024), lesquelles alimentent l'érosion d'une identité professionnelle commune à la FPT. Ces transformations amènent à poser les questions suivantes : comment les agent-es réagissent à ces évolutions mêlant précarité statutaire et institutionnalisation de leurs compétences ? Comment se déploient les processus de professionnalisation des différents métiers, et entraînent-ils la consolidation ou l'effritement de l'identité de « la territoriale » ?

Les propositions de communication, d'une longueur approximative de 5000 signes et comportant une bibliographie succincte, sont attendues pour le 7 décembre.

The French local civil service (“fonction publique territoriale”, shortened as FPT) has so far drawn little scientific interest. However, it accounts for one third of public sector employment: waves of decentralization have indeed considerably expanded its scope of intervention, and territorial reforms have led to the growth of metropolitan and regional services through multiscale redistribution. In addition to the interest in the subject itself, studying the evolution of the FPT thus provides an opportunity to examine more broadly the changing nature of public action, particularly the links between decision-making by local government and the implementation of public policies by civil servants.

The question of the politicization of the civil service has hitherto been raised at the senior management level through the differences between functional and partisan politicization (Biland, 2011b), and at the executive level through the issues of social recruitment and clientelist practices. The decline of the latter, indicating less a disappearance of the politicization of the local civil service than its reconfiguration (Mattina 2023), leads us to update our knowledge of the interactions between political executives and civil servants, and not to confine the issue of the politicization of work to senior management alone. More specifically, the aim of this session is to study the connections and tensions between the politicization and professionalization of civil servants' activities. To contribute to this perspective, communication proposals will focus on the following axes:

1. The distance between the executive and the agents responsible for implementing public policies is smaller in the case of intercommunal structures operating their own taxation system (“EPCI à fiscalité propre”) and local governments than in the case of services subordinate to the political-administrative centre. For this reason, local services—particularly municipal services, given the long history of the municipal level in France—have long been discredited and accused of serving the interests of the mayor (Le Goff, 2008). This situation was then overturned, with services and local executives benefiting from the restored popularity of rhetoric on public action fitting territorial particularities and proximity (Le Bart, Lefebvre, 2005). However, the interests of civil servants and politicians are not perfectly aligned, and tensions can arise when the former's management style threatens the latter's strategy of professional presentation, based on the observation of neutrality. This leads to the following : how do civil servants deal with their organic link to politics? What forms do political injunctions addressed to professionals take, and how do they accommodate them?
2. The local civil service is undergoing two partially contradictory dynamics, which both can be linked to political power. First, the budgetary pressure applied to local and intercommunal authorities (Le Lidec, 2020) encourages the extensive use of contractualization (Chataigner, Soulat, 2019), which generates uncertainty and poses challenges for the stabilization of professional relationships (Gaboriau, 2019). In this context, employee dissatisfaction can be resolved through geographical mobility, which is becoming increasingly common (Biland, 2011a), contributing to the end of the local, “in-house cultures”. We can then observe a formalization of selection and socialization into professional roles, and the delegitimization of practical knowledge and extra-professional dispositions linked to autochthony or class habitus (Siblot, 2006). This emphasis on professional skills fuels demands for recognition of the specificities of certain professions (Mével, 2024), which in turn fosters the erosion of a common professional identity within the territorial public service. These transformations raise the following questions: how do agents react to the combination of statutory precariousness and the institutionalization of their skills? And how are the processes of professionalization of different occupations unfolding, and are they leading to the consolidation or erosion of the identity of “la territoriale”?

Proposals for communications, approximately 5,000 characters long are expected by December 7th. and will include a brief bibliography.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025. Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.
--

Références / References

- BILAND É., 2011a, « Fonction publique territoriale : de la mobilité interne à la mobilité spatiale ? », Travail et Emploi, 127, p. 53-66.

- BILAND É., 2011b, « Les transformations générationnelles de la politisation dans les collectivités territoriales », *Politix*, 96, 4, p. 17-37.
- BILAND É., 2014, « La fonction publique territoriale et la réforme de l'État », dans Le GALÈS P. et VEZINAT N. (éd.), *L'État recomposé*, France, Presses Universitaires de France, p. 73-85.
- BILAND É., 2017, « Trop de fonctionnaires territoriaux ? Dits et non-dits d'une fausse évidence », *Revue française d'administration publique*, 164, 4, p. 765-781.
- BOTTINI F., 2015, « L'impact du New public management sur la réforme territoriale », *Revue française de droit administratif*, 04, p. 717-726.
- CHATAIGNER N. et SOULAT L., 2019, *Les caractéristiques de l'emploi public dans la fonction publique territoriale*, Caisse des Dépôts, coll. « Questions Politiques Sociales- Les études », 12 p.
- DION S., 1986, « La politisation des administrations publiques : éléments d'analyse stratégique », *Canadian Public Administration*, 29, 1, p. 95-117.
- GABORIAU M., 2019, « Faire travailler sans contrat dans la fonction publique. Gestion quotidienne de l'incertitude et préoccupations morales », *Revue française de sociologie*, 60, 1, p. 43-69.
- LE BART C., 2017, *Les Maires : Sociologie d'un rôle*, Presses Universitaires du Septentrion, 228 p.
- LE BART C. et LEFEBVRE R., 2005, *La proximité en politique : Usages, rhétoriques, pratiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 501 p.
- LE GOFF T., 2008, *Les maires, nouveaux patrons de la sécurité ?*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- LE LIDEC P., 2020, « Entre desserrement et resserrement du verrou de l'État. Les collectivités françaises entre autonomie et régulations étatiques », *Revue française de science politique*, 70, 1, p. 75-100.
- MATTINA C., 2023, « Des pratiques ordinaires et pourtant fort dénoncées. Réflexions sur la dimension clientélaire des politiques publiques à partir du laboratoire marseillais », *Revue internationale de politique comparée*, 30, 3-4, p. 53-77.
- MAYNTZ R. et DERLIEN H., 1989, « Party Patronage and Politicization of the West German Administrative Elite 1970–1987-Toward Hybridization? », *Governance*, 2, 4, p. 384-404.
- MÉVEL A., 2024, *Des polices uniformes ? Une comparaison de la participation des polices municipales à la production locale de l'ordre dans trois grandes villes françaises*, Thèse, Université de Rennes, Rennes.
- PINSON G., 2009, *Gouverner la ville par projet : urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Presses de Sciences Po.
- SIBLOT Y., 2006, « Chapitre 8. « Professionnaliser » l'accueil à la mairie et au centre social », *Académique*, p. 265-303.

ST 48

Vers de nouveaux usages du numérique en campagne électorale ?
What about new uses of digital technology in election campaigns?

Responsables scientifiques :

Marie NEIHOUSER (Université Paris 1, CESSP) marie.neihouser@univ-paris1.fr
Anaïs THEVIOT (Université catholique de l'Ouest, CHUS / ARENES) a.theviot@gmail.com

En 2024, le Service de renseignement extérieur de la Roumanie a notamment signalé que la Russie avait tenté d'influencer son élection présidentielle via des comptes générés par l'IA et par des influenceurs. Le premier tour de l'élection présidentielle roumaine, qui a vu le candidat prorusse d'extrême droite, star de TikTok, s'imposer a ainsi été annulé (1). Sans affirmer que l'ensemble des campagnes électorales prenne désormais la tournure de la dernière campagne roumaine, force est de constater que cet exemple synthétise à lui seul nombre de nouveaux usages électoraux du numérique. Cette ST interroge ces nouveaux usages tout en questionnant la rhétorique de l'innovation et de la nouveauté à partir de 4 axes thématiques :

Axe 1- Rôles des influenceurs et nouveaux usages des réseaux sociaux

Les influenceurs apparaissent comme de nouveaux acteurs de la scène électorale. Les études se multiplient à leur sujet à l'international (2), mais peu de travaux français s'intéressent à ce sujet. En parallèle, de nouveaux réseaux sociaux (dont TikTok) ont pris le devant du paysage électoral (3) alors que de nouveaux usages politiques de réseaux plus anciens (dont LinkedIn) se développent. L'axe 1 entend analyser ces « nouvelles » pratiques.

Axe 2 – Données massives et IA

Les recherches sur le data-driven campaigning sont en plein essor (4). Cette ST veut donner à voir les travaux sur cet objet – ces techniques imprégnant désormais les manières de faire campagne. L'axe 2 analyse tant les usages des données massives en campagne, que les pratiques de régulation de ces usages. Il porte aussi sur l'usage de l'IA en campagne électorale. La facilité d'usage de l'IA laisse à penser que n'importe quel citoyen pourrait se saisir de l'IA pour faire circuler des vidéos et des fausses informations. Il s'agit donc d'interroger les usages de l'IA en contexte électoral tant par les équipes de campagne que les partis politiques, les citoyens ou les journalistes.

Axe 3 – Enquêter en ligne : focus sur les méthodes

Des réflexions plus méthodologiques sur la difficulté de travailler sur un objet mouvant tel que le numérique seront bienvenues au sein de l'axe 3. D'autres questionnements pourront porter tant sur les difficultés de mener l'enquête lorsque l'accès aux réseaux sociaux se ferme que sur les méthodes mises en place par les chercheur.e.s pour contourner ces limites. L'analyse des images et autres vidéos dont l'usage s'étend avec le développement sur la scène politique de « nouveaux » réseaux sociaux pourront aussi faire l'objet de présentations.

Axe 4 – Questionner la rhétorique de l'innovation et la nouveauté

L'axe 4 a pour objectif d'analyser la pluralité des usages des réseaux sociaux en politique et d'interroger la « nouveauté ». Dans quelle mesure ces « nouveaux » usages sont-ils véritablement novateurs ? Quels sont leurs effets ? Ces questionnements pourront ainsi donner lieu des approches longitudinales et historiques ou même comparatives afin de questionner l'idée de nouveauté et de changement.

In December 2024, Romania's Foreign Intelligence Service reported that Russia had attempted to influence the country's presidential election by using AI-generated accounts and various influencers. The first round of the Romanian presidential election, in which the pro-Russian far-right candidate and TikTok star won, was subsequently cancelled. While not suggesting that all election campaigns will necessarily follow the Romanian model, it is evident that this case exemplifies several new uses of digital technology in elections. This ST examines these new uses, while questioning the rhetoric of innovation and novelty, based on four thematic areas:

1: The role of influencers and new uses of social networks

Influencers, whether from the political world or not, are emerging as new players on the electoral scene. While there is a growing body of international literature on this subject, to our knowledge little research has yet been conducted in France. Meanwhile, new social networks such as TikTok have emerged at the forefront of the electoral landscape, while new political uses of older networks such as LinkedIn are developing. The aim of axis 1 of this ST is to analyse these new practices.

2: Big data and AI

Research into data-driven election campaigns is also booming. This ST aims to present recent work on this topic, given that these techniques are now ubiquitous in electoral practices. More specifically, axis 2 will analyse the use of big data in election campaigns, as well as the practices implemented to regulate this use and its effects. This axis will also focus on the use of AI in election campaigns. The ease with which AI can be used suggests that we have reached a new level, whereby any citizen could use it to spread misleading videos and false information. Therefore, we must examine how AI is used in an electoral context by campaign teams, political parties, citizens, and journalists.

3: Online research, with a focus on methods

Reflections on the methodological challenges of working with a moving target — a constantly evolving 'living process', such as digital technology — are also welcome. These will be the subject of axis 3 of the ST. Other questions may focus on the challenges of conducting research when access to social media is restricted and the various methodological approaches that researchers have developed to overcome these limitations. Presentations may also cover the analysis of images and videos, which are becoming increasingly prevalent on the political scene with the development of 'new' social networks.

4: Questioning the rhetoric of innovation and novelty

Finally, as part of its fourth axis, this ST aims to analyse the variety of ways in which social networks are used in politics, and to consider the question of novelty. To what extent are these 'new' uses truly innovative? What effects do they have? These questions may give rise to presentations adopting longitudinal, historical, or comparative approaches to challenge the notion of novelty and change.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- 1) Lambert V., Landaverde-Kastberg V., Teodora Ghinea L., « Trafic d'influences médiatiques aux présidentielles roumaines », Communication lors du congrès de la SFSIC, Rennes, juin 2025 (Panel « Publics, médias et politiques », animé par Anaïs Theviot)
- 2) Riedl, M. J., Lukito, J., & Woolley, S. C. (2023). Political influencers on social media: An introduction. *Social Media+ Society*, 9(2), 20563051231177938.
- 3) Cervi, L., Tejedor, S., & Blesa, F. G. (2023). TikTok and political communication: The latest frontier of politainment? A case study. *Media and communication*, 11(2), 203-217.
- 4) Dommett, K., Barclay, A., & Gibson, R. (2024). Just what is data-driven campaigning? A systematic review. *Information, Communication & Society*, 27(1), 1-22.

ST 49

Politisation(s) de la question animale
Politicisation(s) of the animal rights issue

Responsables scientifiques :

Nicolas POIREL (Université Paris Dauphine – PSL, laboratoire IRISSO) n.poirel@gmail.com
Nolwenn VEILLARD (Université de Rennes, laboratoire Arènes) nolwenn.veillard@univ-rennes.fr

En 2003, dans un dossier intitulé « La question animale », le comité éditorial de Politix se demandait « en quoi et jusqu'à quel point la protection des animaux [pouvait] devenir une cause collective ou un problème public » (Politix, n°64 : 11). Depuis, la littérature a mis en évidence l'historicité, la diversité et la diffusion des mobilisations au nom des animaux (Traïni, 2011 ; Carrié, 2015 ; Carrié et al., 2023). Récemment, un nombre croissant de travaux se sont intéressés aux expressions individuelles et collectives de la question animale, que ce soit par le prisme du renouvellement des frontières du politique (Bertuzzi, 2020 ; Renard, 2023 ; Poirel, 2024), de la consommation engagée (Dubuisson-Quellier, 2025), du genre (Rimlinger, 2022 ; Oliver, 2023 ; Veillard, 2024) et de l'« interdépendance des dominations » (Sénac, 2021 : 32), des pratiques éducatives (Alves, 2025) ou des systèmes partisans (Morini, 2018 ; Simon, 2023). En privilégiant des approches théoriques distinctes, ces travaux n'ont pas encore engagé un dialogue permettant de mettre en rapport les requalifications contemporaines de cette cause. À partir du concept de politisation (Lagroye, 2003 : 360-361) et de ses déclinaisons (Hamidi, 2006 ; Aït-Aoudia et al., 2010 ; Déloye & Haegel, 2019), cette section thématique entend contribuer à la compréhension de la diffusion de cet enjeu dans nos sociétés contemporaines. Nous souhaitons mieux comprendre les ressorts de ces processus de politisation à travers deux axes.

Axe 1 : Politisation de la question des animaux et formes de participation politique

Cet axe souhaite rassembler des éclairages sur la politisation de la question des animaux à l'échelle individuelle. Les communications pourront interroger comment des formes plurielles d'engagements – des styles de vie végétariens (Gheihman, 2021 ; Giacomani & Joustra, 2024 ; Hondermarck, 2025) au militantisme de rue, des refuges (Michalon, 2013) et des sanctuaires aux autres pratiques préfiguratives (Yates, 2015) – sont susceptibles d'être (dés)investies d'un sens politique. Les contributions pourront également s'interroger sur les « vecteurs de la politisation des individus » (Aït-Aoudia et al., 2011) : au-delà des émotions (Jasper & Poulsen, 1995 ; Traïni, 2017), quelles dispositions, quels contextes sont-ils susceptibles de conduire à la politisation des animalistes ? À l'image du « travail féministe » (Romerio, 2022), comment le travail animaliste peut-il (re)façonner le rapport à la cause et au politique des salarié-es des associations professionnalisées ? Dans quelle mesure est-ce que la diffusion des revendications animalistes a pu amener des personnes travaillant avec les animaux, de l'élevage à la restauration, à investir leurs activités d'une portée politique ?

Axe 2 : (Non) appropriation de l'enjeu animaliste dans le champ politique

Ce deuxième axe propose d'explorer comment l'enjeu animaliste est approprié par les acteurs·rices du champ politique – des novices apparus dans un contexte de renouvellement des élu·es à l'échelle locale (Michon, 2021) aux professionnel·les de la politique – et comment il peut y incarner un point de tension ou un pivot stratégique dont il convient de (ne pas) parler (Persico, 2015). Il regroupera des communications qui s'intéressent aux discours d'acteurs et d'organisations (partis, mouvements sociaux, syndicats) pour mieux comprendre les logiques de cette (non) appropriation : par exemple, à travers l'étude de groupes de travail dédiés à la question animale (commissions animales dans les partis politiques), des productions discursives et/ou idéologiques (programmes politiques, chartes d'organisations) qui intègrent la condition animale (Lucardie, 2020 ; Hårstad & Vik, 2022). Cet axe pourra également s'intéresser aux formes de politisation de la question animale dans les appareils d'État ou dans les collectivités à travers des travaux qui portent sur la construction de politiques publiques impliquant les animaux (DeSoucey, 2016).

In a 2003 issue entitled “The animal rights issue”, the editorial board of the French journal Politix asked itself: ‘how [could] animal welfare and animal rights become a collective cause or a public issue, and to what extent’ (Politix, n° 64: 11)? Since then, the literature has highlighted the historical background, the wide-ranging scope and the spread of mobilisations on behalf of animals (Traïni, 2011; Carrié, 2015; Carrié et al., 2023). Lately, a growing number of researches have focused on the individual and the collective manifestations of the animal rights debate, reflecting on the transformation of political boundaries (Bertuzzi, 2020; Renard, 2023; Poirel, 2024), on political consumerism (Dubuisson-Quellier, 2025), on gender (Rimlinger, 2022; Oliver, 2023; Veillard, 2024) and the ‘interdependence of dominations’ (Sénac, 2021: 32), on educational

practices (Alves, 2025) or on party systems (Morini, 2018; Simon, 2023). These works, which favour distinct theoretical approaches, have not yet engaged in a debate that would enable contemporary reinterpretations of this cause to be interlinked. Drawing on the concept of politicisation (Lagroye, 2003: 360-361) and its subsequent extensions (Hamidi, 2006; Aït-Aoudia et al., 2010; Déloye & Haegel, 2019), this ST aims to contribute to our understanding of the rise of animal rights and animal welfare issues in our societies. We aim to gain a better understanding of these politicisation processes through two main axes.

Axis 1: Politicisation of animal issues and forms of political participation

This axis aims to bring together insights into the politicisation of animal rights and welfare issues at the individual level. Papers may examine how various forms of engagement, from vegetarian lifestyles (Gheihman, 2021; Giacomani & Joustra, 2024; Hondermarck, 2025) to street activism, from the management of shelters (Michalon, 2013) and sanctuaries to prefigurative practices (Yates, 2015), are subject to political (de)investment. Contributions may also examine the 'vectors of individual politicisation' (Aït-Aoudia et al., 2011): beyond emotions (Jasper & Poulsen, 1995; Traïni, 2017), what dispositions and what contexts are leading to the politicisation of animal advocates? Like "feminist work" (Romerio, 2022), how can animal rights work shape the way employees of professionalised organizations relate to the cause and to politics? To what extent has the spread of animal rights concerns led people working with animals, from farming to catering, to invest their day-to-day activities with political meaning?

Axis 2: (Non) appropriation of animal rights issues in the political field

This second axis seeks to explore how animal rights issues are assimilated by actors in the political field, from newcomers emerging in a context of renewal of elected representatives at the local level (Michon, 2021) to politicians. It also seeks to understand how the animal rights and welfare debate can be a point of tension or a strategic pivot that should (not) be discussed (Persico, 2015). This axis will bring together papers that examine the discourse of actors and organisations (parties, social movements, trade unions) to better understand the logic behind this (non) appropriation through the study of working groups dedicated to animal issues (animal commissions in political parties), discursive and/or ideological productions (political programmes, organisational charters) that integrate animal welfare, among other examples (Lucardie, 2020; Hårstad & Vik, 2022). This axis may also focus on forms of politicisation of animal issues within state apparatus or local authorities through research on the development of public policies involving animals (DeSoucey, 2016).

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

- AÏT-AOUDIA Myriam, BENNANI-CHRAÏBI Mounia et CONTAMIN Jean-Gabriel, « Contribution à une histoire sociale de la conception lagroyenne de la politisation », *Critique internationale*, 2010/3 (n° 48), p. 207-220.
- AÏT-AOUDIA Myriam, BENNANI-CHRAÏBI Mounia, CONTAMIN Jean-Gabriel, « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards » *Critique internationale*, 2011/1 (vol. 50), p. 9-20.
- ALVES Marion, « Prendre place dans un monde multi-espèces. Pour une étude des socialisations enfantines aux animaux », *Sociologies*, 2025, en ligne, <https://journals.openedition.org/sociologies/24704>.
- BERTUZZI Niccolò, "The individualization of political activism: A reflection on social movements and modernization, starting from the case of Italian animal advocacy", *International Journal of Sociology and Social Policy*, 2020/3-4 (vol. 40), p. 282-303.
- CARRIÉ Fabien, « Parler et agir au nom des "bêtes" : production, diffusion et réception de la nébuleuse idéologique "animaliste" (France et Grande-Bretagne, 1760-2010) », thèse pour le doctorat en science politique, Paris, Université de Paris Nanterre, 2015.
- CARRIÉ Fabien, DORÉ Antoine, MICHALON Jérôme, *Sociologie de la cause animale*, Paris, La Découverte, 2023.
- Collectif, « Éditorial : La question animale », *Politix*, 2003/4, (n° 64), p. 11.
- DÉLOYE Yves, HAEGEL Florence, « La politisation : du mot à l'écheveau conceptuel », *Politix*, 2019/3, n°127, p. 59-83.
- DESOUCY Michaela, *Contested Tastes: Foie Gras and the Politics of Food*, Princeton, Princeton University Press, 2016.
- DUBUISSON-QUELLIER Sophie, *La consommation engagée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2025.
- GHEIHMAN Nina, "Veganism as a lifestyle movement", *Sociology Compass*, 2021/5 (vol. 15), p. e12877.
- GIACOMANI Claudia, JOUSTRA Camila, "Veganism, cuisine, and class: exploring taste as a facilitator in adopting a vegan lifestyle in Santiago, Chile", *Frontiers in Sociology*, 2024 (vol. 9), en ligne, <https://doi.org/10.3389/fsoc.2024.1356457>.

- HAMIDI Camille, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, 2006/1 (vol. 56), p. 5-25.
- HÅRSTAD Renate MB, VIK Jostein, "Political parties' framing of farm animal welfare: a fragmented picture", *European Policy Analysis*, 2023/1 (vol. 9), p. 30-47.
- HONDERMARCK Alexandra, « Réforme sociale et réforme de soi : une sociologie historique du végétarisme en France (années 1870–années 1930) », thèse pour le doctorat en sociologie, Paris, Institut d'Études Politiques de Paris, 2025.
- JASPER James M., POULSEN Jane D., "Recruiting strangers and friends: Moral shocks and social networks in animal rights and anti-nuclear protests", *Social Problems*, 1995/4 (vol. 42), p. 493-512.
- LAGROYE Jacques, « Les processus de politisation », in LAGROYE Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 360.
- LUCARDIE Paul, "Animalism: a nascent ideology? Exploring the ideas of animal advocacy parties", *Journal of Political Ideologies*, 2020/2 (vol. 25), p. 212-227.
- MICHALON Jérôme, « Fabriquer l'animal de compagnie. Ethnographie d'un refuge SPA », *Sociologie*, 2013/2 (vol. 4), p. 163-181.
- MICHON Sébastien, « Renouveau et frontière de la politique. Une sociologie des candidats aux municipales 2020 en milieu urbain », *Politix*, 2021/1 (n° 133), p. 195-223.
- MORINI Marco, "Animals first! The rise of animal advocacy parties in the EU: a new party family", *Contemporary Politics*, 2018/4 (vol 24), p. 418-435.
- OLIVER Catherine, "Mock meat, masculinity, and redemption narratives: Vegan men's negotiations and performances of gender and eating", *Social Movement Studies*, 2023/1 (vol. 22), p. 62-79.
- PERSICO Simon, « En parler ou pas ? La place des enjeux environnementaux dans les programmes des grands partis de gouvernement », *Revue française de science politique*, 2015/3 (vol. 65), p.405-428.
- POIREL Nicolas, « S'engager dans une communauté de mouvement social : la cause animaliste abolitionniste dans la France contemporaine », thèse pour le doctorat en science politique, Paris, Université de Paris Dauphine – PSL, 2024.
- RENARD Alexia, « Politiser le véganisme. Le mouvement animaliste au Québec », in DUFOUR Pascale, BHERER Laurence, PAGÉ Geneviève (dir.), *Le Québec en mouvements : continuité et renouvellement des pratiques militantes*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2023, p. 75-90.
- RIMLINGER Constance, « Ni Dieu ni maître (boucher) L'expérience d'un sanctuaire végane anarcho-féministe », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 2022/1, n° 55, p. 191-208.
- ROMERIO Alice, *Le travail féministe. Le militantisme au Planning familial à l'épreuve de sa professionnalisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2022.
- SÉNAC Réjane, *Radicales et fluides. Les mobilisations contemporaines*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021.
- SIMON Samantha Turquoise, « Animal politique : l'émergence des partis animalistes en Europe », thèse pour le doctorat en science politique », Nancy, Université de Lorraine, 2023.
- TRAÏNI Christophe, *La cause animale. Essai de sociologie historique (1820-1980)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2011.
- TRAÏNI Christophe, « La politisation des sensibilités au prisme de la protection des animaux » in FAURE Alain, NÉGRIER Emmanuel (dir.), *La politique à l'épreuve des émotions*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2017, p. 77-88.
- VEILLARD Nolwenn, « Des "petits hommes anémiés" ? Stigmatisation et dynamiques de requalification d'une identité masculine végane », *Nouvelles Questions Féministes*, 2024/2 (vol. 43), p. 94-113.
- YATES Luke, "Rethinking Prefiguration: Alternatives, Micropolitics and Goals in Social Movement", *Social Movement Studies*, 2015/1 (vol. 14), p. 1-21.

ST 50

Partir pour mieux rester ? Modalités et effets du désengagement de l'aide internationale dans les sociétés d'intervention

Leaving in Order to Remain? Exploring the Effects of the Withdrawal of International Aid from Intervention Societies

Responsables scientifiques :

Marie SAIGET (Université de Lille, CERAPS) marie.saiget@univ-lille.fr

Mathilde TARIF (Université de Gand, Conflict Research Group), mathilde.tarif@gmail.com

En janvier 2025, l'administration Trump annonçait la suspension de nombreux financements de l'USAID. La « crise » consécutive dans le monde humanitaire et de l'aide au développement a mis en lumière les controverses sur la politisation et l'efficacité de l'aideⁱ, tout en soulevant de nombreux enjeux politiques, sociaux et économiques dans les sociétés d'interventionⁱⁱ.

Au-delà de cette actualité immédiate, cette section thématique (ST) interroge, dans une perspective de sociologie politique, les logiques et conséquences du désengagement des acteurs de l'aide internationale (organisations internationales, ONG, bailleurs bilatéraux, fondations, etc.) dans les sociétés visées. Le désengagement est ici considéré non pas comme un moment clairement identifiable, ou une simple transition technique planifiée en amontⁱⁱⁱ, mais comme un processus politique indéterminé, parfois chaotique et souvent conflictuel.

Partant de cette définition critique, il s'agit d'une part de documenter ce processus et ses modalités diverses (sortie d'un pays, diminution des financements, réduction des personnels, fin d'un projet, fermeture d'un bureau...), d'autre part d'en saisir les effets, autant pour les organisations concernées que pour les acteurs impliqués dans leurs interventions (partenaires nationaux, secteur privé, « bénéficiaires »...). Plus largement, l'objectif est d'interroger l'empreinte de l'aide internationale sur les sociétés d'intervention à l'aune de ses récentes reconfigurations.

Cette ST vise à ouvrir de nouveaux dialogues sur l'analyse du désengagement de l'aide internationale à partir de plusieurs axes :

- 1) Restructuration des institutions internationales : les contributions pourront aborder les effets du désengagement sur les institutions internationales : remodelage de leur présence et des programmes, redéfinition des priorités, réformes organisationnelles^{iv}, changement des rapports de force siège-terrain, « localisation »^v, etc.
- 2) Sociologie des groupes et des professionnel·les de l'aide : elles pourront interroger la trajectoire des groupes sociaux impliqués dans l'aide internationale (expatriés, locaux) en observant leurs carrières, leurs circulations et leurs représentations du désengagement. Que deviennent ces acteurs pendant et après le désengagement ?
- 3) Économie politique des retraits : les contributions pourront analyser les effets du désengagement sur les différents acteurs de l'aide internationale dans les sociétés visées, par exemple, sur les États récipiendaires, dont le fonctionnement et les stratégies sont redéfinis par ces reconfigurations. Elles pourront aussi questionner les transformations des économies locales induites par ce processus, à travers divers secteurs (hôtellerie, travail sexuel, sécurité privée, immobilier^{vi}).

Les communications pourront s'inscrire dans plusieurs disciplines : science politique, sociologie, histoire, géographie, économie politique. La ST encourage les démarches empiriques et les enquêtes de terrain dans différents secteurs et contextes (Afrique, Moyen-Orient, Europe de l'Est, Asie, Amérique latine).

In January 2025, the Trump administration announced the suspension of a large share of USAID funding. The ensuing "crisis" in the humanitarian and development aid sector brought to the fore longstanding debates about the politicization and effectiveness of aid^{vii}. It also exposed the political, social, and economic challenges triggered by staff layoffs, project interruptions, and the closure of field offices^{viii}.

Beyond this immediate event, this thematic section (TS) aims to examine, from a political sociology perspective, the logics and consequences of disengagement by international aid actors (international organizations, NGOs, bilateral donors, foundations, etc.) from the societies in which they intervene. Disengagement is understood here not as a clearly delimited moment, nor as a purely technical transition planned in advance^{ix}, but as an undetermined political process — often chaotic and conflictual.

Building on this critical definition, the objective is, first, to document this process in its various forms (exit from a country, reduction in funding, downsizing of staff, termination of projects, closure of offices, etc.) and second, to capture its effects — both on the organizations themselves and on the actors involved in their interventions (national partners, private sector actors, “beneficiaries,” etc.). More broadly, the section aims to interrogate the imprint of international aid on target societies considering its recent reconfigurations.

This ST invites contributions that open new dialogues on the analysis of aid disengagement following different thematic axes:

1. Restructuring of international institutions. Contributions may examine the effects of disengagement on and within international institutions: reshaping of presence and programs, redefinition of priorities, organizational reforms, shifting power relations between headquarters and the field, “localization”^x, etc.
2. Sociology of social groups and aid professionals. They may explore the trajectories of social groups engaged in international aid (both expatriates and local staff), focusing on their careers, mobility, and perceptions of disengagement. What happens to these actors during and after disengagement?
3. Political economy of withdrawal. Submissions may analyse the effects of disengagement on the various international aid actors within the societies targeted. They may investigate the consequences for recipient states, whose functioning and resource mobilization strategies are reshaped by such reconfigurations. They may also interrogate the transformations of local economies induced by disengagement, across sectors such as hospitality, domestic and sex work, private security, or real estate^{xi}.

The section welcomes proposals from political science, sociology, history, geography, and political economy. Empirical and field-based approaches are encouraged across different sectors (development, humanitarian aid, peacebuilding) and diverse regional contexts (Africa, the Middle East, Eastern Europe, Asia, Latin America).

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.
Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.

Références / References

ⁱ Voir l'appel à contributions <https://journals-openedition-org.ressources-electroniques.univ-lille.fr/ried/25710>.

ⁱⁱ Mbah, Ruth Endam, et al., 2025, “The Impact of USAID Budget Cuts on Global Development Initiatives: A Review of Challenges, Responses, and Implications”, *Advances in Social Sciences Research Journal*, 12 (4), p. 219-232.

ⁱⁱⁱ Caplan, Richard (dir.), 2012, *Exit strategies and state building*, Oxford, Oxford University Press, p. 5.

^{iv} Bayet, Camille, et al., 2025, « Quelle réforme de l'ONU », *La Vie des idées* : <https://laviedesidees.fr/Quelle-reforme-de-l-ONU>.

^v Ayantayo, Tolulope et Omisore, Kawthar, 2025, “Sustainability in the NGO Sector-using USAID as a Case Study” : <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.5200858>.

^{vi} Jennings, Kathleen M., 2014, “Service, Sex, and Security: Gendered Peacekeeping Economies in Liberia and the Democratic Republic of the Congo”, *Security Dialogue*, 45 (4), p. 313–30.

^{vii} See the call for proposals: <https://journals-openedition-org.ressources-electroniques.univ-lille.fr/ried/25710>

^{viii} Mbah, Ruth Endam, et al., 2025, “The Impact of USAID Budget Cuts on Global Development Initiatives: A Review of Challenges, Responses, and Implications”, *Advances in Social Sciences Research Journal*, 12 (4), p. 219-232.

^{ix} Caplan, Richard (ed.), 2012, *Exit strategies and state building*, Oxford, Oxford University Press, p. 5

^x Ayantayo, Tolulope & Omisore, Kawthar, 2025, “Sustainability in the NGO Sector-using USAID as a Case Study” : <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.5200858>.

^{xi} Jennings, Kathleen M., 2014, “Service, Sex, and Security: Gendered Peacekeeping Economies in Liberia and the Democratic Republic of the Congo”, *Security Dialogue*, 45 (4), p. 313–30.